

ATTENTAT A ABOU-DHABI

- Le ministre des affaires étrangères est tué.
- Le vice-premier ministre syrien est indemne.

LIRE PAGE 44

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,60 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5 0/75; Danemark, 2,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grèce, 120 dr.; Irlande, 100 s.; Italie, 1.200 L.; Japon, 175 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,50 kr.; Suisse, 1 fr. S.A.; Tchécoslovaquie, 10 c. sk.

Tarif des abonnements page 16
3, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 19
C.C.P. 6597-25 Paris
Tél. Paris n° 65972
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

L'EXEMPLE CATALAN

Quatre mois après le triomphe électoral en Catalogne des partis de gauche et des formations favorables à l'autonomie, M. Josep Tarradellas a été solennellement installé le lundi 24 octobre, à Barcelone, dans ses fonctions de président de la Généralité. Cérémonie symbolique à plus d'un titre.

Trente-neuf ans après avoir pris la route amère de l'exil vers la France aux côtés des républicains écartés par les troupes franquistes, M. Tarradellas retrouve sa petite patrie plus forte, plus vivante, plus sûre de ses droits et de ses capacités. Le vieux leader nationaliste, longtemps isolé, ignoré ou méconnu, réapparait, près de quatre décennies après la chute de Barcelone, une légitimité totalement niée par le franquisme et reconnue aujourd'hui avec éclat par les héritiers du Caudillo.

La cérémonie catalane du 24 octobre, fervente et solennelle, est d'abord la victoire d'un homme seul, inébranlable, ayant refusé tout compromis et tout pacte politique pendant ses années d'exil en France, accablé avec ténacité à une certaine idée de l'autonomie catalane, et qui s'avère aujourd'hui une revanche aux accents gaillards.

Ce vieillard tout d'un bloc et ennemi des aménages a fait preuve du premier jour d'une réelle habileté politique. Il a réussi à associer à son triomphe le général Coloma Galleries, commandant la région militaire de Catalogne et représentant d'une armée dont les réserves à l'égard des négociations entre le pouvoir central et les différentes nationalités de l'Espagne n'ont pas totalement disparu. M. Adolfo Suarez, chef du gouvernement, dont les initiatives sont largement tributaires du réajustement de la Généralité, a assisté à l'entrée en fonction de M. Tarradellas, et il a profité de l'occasion pour définir les buts essentiels du pouvoir central à sa conception des droits des nationalités.

Face à la pression du catalanisme, M. Suarez a été habile, à la fois ferme et conciliant. En expliquant dès le lendemain des élections du 15 juin une position axiologique sur le fait catalan, il a pris de court certains dirigeants nationalistes qui songeaient à faire appel à la rue. En jouant lui-même la carte de M. Tarradellas, dont le retour à Barcelone venait réclamer par toutes les formations politiques catalanes, il a canalisé et exploité le courant autonomiste. La Généralité nouvelle qui commence son travail a fait celle dont rêvaient les catalanistes de l'ancien régime. Ses perspectives de pouvoir réel sont cependant assez grandes pour que certains partis fassent taire pour le moment leurs réserves ou leurs appréhensions.

Fruit d'un compromis nécessaire, la Généralité n'est pas encore l'étatisme qu'a défini M. Suarez. Il a justement insisté sur l'aspect non partisan dans lequel devrait être abordé un fait catalan dont l'originalité et la réalité lui paraissent indéniables. Et si l'aspectivement saluait la victoire de tout un peuple, dont l'émancipation et la fidélité profonde aux traditions et à l'histoire ont finalement permis cette restauration.

En parlant du droit à se gouverner eux-mêmes des autres peuples d'Espagne, M. Suarez a souligné que la Catalogne puisse servir d'exemple. Madrid pourrait effectivement reprendre en charge des pourparlers avec des représentants du Pays basque, de la Galice, de l'Aragon et des Canaries afin d'étudier de nouveaux statuts d'autonomie.

Lire page 3.

- « La Catalogne servira d'exemple aux autres peuples d'Espagne », affirme M. Adolfo Suarez.
- Le patronat accuse le premier ministre de faire une « politique à gauche ».

Les nouveaux choix de la Chine

- L'épuration va être renforcée
- La gestion économique sera modifiée

L'Assemblée nationale populaire chinoise se réunira au printemps prochain (qui, selon le calendrier chinois, commence en janvier), a annoncé M. Huo Kuo-feng, le lundi 24 octobre. Cette Assemblée, dont les sessions sont épisodiques (la dernière a eu lieu en janvier 1976), approuvera notamment la réforme de la Constitution et les nominations de ministres proposées par le comité central du parti.

Cette réunion avait d'abord été annoncée pour septembre, quelques semaines après le onzième congrès du parti. Notre correspondant à Pékin indique que ce report résulte d'une modification du rapport des forces politiques. M. Huo Kuo-feng et ses alliés veulent éliminer tous les partisans de la

« bande des quatre » avant la session du Parlement chinois. Des personnalités semblent menacées par la purge en cours, mais la situation est confuse. La session plénière du comité permanent de l'Assemblée nationale, à l'issue de laquelle la convocation de l'Assemblée a été annoncée, était présidée par M. Wu Teh, maire de Pékin, qui paraissait sur la sellette parce qu'il avait été critiqué récemment par des affiches murales.

D'importantes décisions ont d'autre part été annoncées par M. Yu Chiu-ih, vice-premier ministre et président de la commission du Plan. Les méthodes de gestion de l'économie vont être modifiées. Certaines augmentations de salaires auront lieu en octobre.

Pékin. — La décision de convoquer la nouvelle Assemblée nationale populaire au printemps prochain — c'est-à-dire, suivant le calendrier chinois, fin janvier ou début février 1978 — a été annoncée lundi 24 octobre à Pékin à l'issue d'une réunion du comité permanent de l'Assemblée qui s'est tenue les 23 et 24 octobre. Le président Huo Kuo-feng, qui a pris la parole dimanche matin devant le comité, a souligné le caractère anticipé de cette convocation. En effet, la quatrième Assemblée nationale populaire,

De notre correspondant

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

Outre la cinquième Assemblée populaire, de nouvelles assemblées doivent être réunies dans les provinces, municipalités et régions autonomes. Selon le président chinois, l'objectif principal de cette opération est de « consolider et renforcer les organes dirigeants de l'État aux échelons locaux comme à l'échelon central ». Mettant en cause les influences néfastes de la « clique antiparti de Lin Biao » et de la « bande des quatre en particulier », il a déclaré : « De mauvaises gens se sont infiltrés dans les comités révolutionnaires des provinces, municipalités et régions autonomes, et certains membres de ces comités ont commis de graves erreurs dans la lutte entre deux lignes, mais ont refusé de se repentir, se détachant ainsi des masses et perdant leur qualité représentative ». L'élection de ce que M. Huo Kuo-feng appelle les « comités révolutionnaires compactes et cohérents » va donc correspondre à l'élimination de ces éléments.

C'est une nouvelle phase qui s'ouvre dans le processus d'épuration du personnel politique chinois entrepris depuis la chute des dirigeants du « groupe de Changpaï », et singulièrement accentué depuis un mois.

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 5.)

LA FRANCE A-T-ELLE LES MOYENS DE SA POLITIQUE PÉTROLIÈRE ?

Les ministres de l'énergie des neuf pays membres de la Communauté économique européenne se réunissent, le 25 octobre à Luxembourg, pour tenter de définir une politique commune. Il s'agit d'une réunion du comité permanent de l'Assemblée qui s'est tenue les 23 et 24 octobre. Le président Huo Kuo-feng, qui a pris la parole dimanche matin devant le comité, a souligné le caractère anticipé de cette convocation. En effet, la quatrième Assemblée nationale populaire,

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle Assemblée, la cinquième depuis la fondation de la République populaire.

qui s'est réunie une seule fois au mois de janvier 1975 et dont le présent comité permanent est issu, avait en principe été émise pour cinq ans. Mais le président de l'État aux échelons locaux qu'un renouvellement du personnel du haut en bas des organes de l'État était jugé nécessaire, et c'est ce qui justifie l'élection d'une nouvelle As

idées

RELIGIONS

Orthodoxie

par JEAN GUITTON
de l'Académie française

LES lecteurs du Monde se souviennent sans doute d'une « libre opinion » intitulée *Orthodoxie* (29-29 août), où M. Delumeau engageait un débat à propos de la démission du jury du Prix catholique de littérature, dont il avait eu la bonne grâce de ne pas s'offusquer. Mon savant collègue avait posé la question à son point douloureux et capital : que faut-il désormais entendre par orthodoxie ? C'est en effet un problème brûlant à l'heure actuelle, aussi bien dans les entretiens ecclésiastiques des catholiques avec les protestants qu'à l'intérieur de l'Eglise elle-même. L'écuménisme, qui, autrefois, était extérieur à l'Eglise, lui est devenu intérieur.

Je voudrais situer dans ses limites précises mon différend avec M. Delumeau. Il ne concerne pas le moins du monde le jugement qu'il porte sur l'histoire de l'Eglise. Morthier, jadis, me donnait ce conseil : « Lorsque vous parlez de l'Eglise, mettez la pourpre et l'ombre ». M. Delumeau prêche de beaucoup l'ombre à la pourpre.

Avant lu et relu son ouvrage, voici comment je traduis dans ma langue l'impression qu'il m'a produite. Il me semble opposer toujours une distinction entre ce que j'appelle l'orthodoxie (ce que chacun professe de croire et qu'il croit croire) et l'orthopraxie (ce que l'on croit croire et l'orthopraxie effective). Pour mon savant collègue, l'orthopraxie des chrétiens a toujours été malade de superstition, et l'on pourrait dire sans le trahir que la crise actuelle

de l'Eglise n'est pas nouvelle ; elle a toujours existé. Ce qui est nouveau, c'est la révélation soudaine, après le concile de Vatican II, de ce qui a toujours été, à savoir que la foi catholique n'a jamais été réellement vécue que par une toute petite et superficielle élite.

J'aurais beaucoup à dire sur ce thème, car il me semble qu'il est bien difficile de tracer la limite entre la superstition et la foi. Et d'autre part qu'il existe à côté de la superstition populaire de la bonne femme une superstition intellectuelle plus subtile qui nous fait, sous des abstractions, adorer des idoles.

Laissons ce point et considérons ce que M. Delumeau propose pour empêcher le christianisme de mourir : c'est qu'à la religion de cérémonie, de pouvoir et de contrôle se substitue un christianisme minoritaire et adulte, qui retrouverait le sens profond de l'Evangile. A la façon de Husserl, mon savant collègue met entre parenthèses toutes les formules dogmatiques controversées, et il réduit presque ce christianisme évangelique à la croyance en Jésus-Christ sauveur. Il dessine une Eglise de l'an 2000 où le pape ne serait que le fédérateur des églises, élu par la base et pour cinq ans. N'avez-vous pas raison de dire que M. Delumeau pose un problème capitaliste ?

poindre une méthode inverse. Par un renversement de la marche du temps, on part de l'avenir ; on se représente le point de l'arrivée des perles le dernier temps du futur, et l'on juge le présent et le passé en fonction de ce qui sera. Je me demande si une telle manière de procéder, à rebours du temps ne va pas avoir pour effet de faire évanouir le christianisme dans ce qui faisait son essence, à savoir la recherche de la vérité, en tant que la vérité se détermine par un élément invariant.

Lorsque j'ai réfléchi sur le catholicisme (qui est, pendant une existence, l'objet de mon pensée), je l'ai défini par l'universalité. Mais cette universalité a deux aspects, selon qu'elle concerne l'espace ou qu'elle envisage le temps. Dans l'espace, le catholicisme se présente comme une doctrine à laquelle tout homme, quel qu'il soit, croit, sans différence de nation, de race ou de culture ; et c'est à cet aspect que correspond ce qu'on appelle l'œuvre de la mission.

Male cette mission suppose, pour être authentique, qu'on admette une universalité plus difficile à saisir, qui est l'universalité dans le temps. Le catholicisme suppose que ce qui est maintenant cru et exprimé sera les siècles à venir toujours cru et exprimé, comme le disait un Père, rien n'est innové qui ne soit déjà présent dans la tradition (*nihil innovatur nisi quod traditum est*). Le canon de Vincent de Lérins est toujours au cœur du catholicisme. La foi, c'est ce qui est toujours admis (*quod semper, quod ubique, quod ab omnibus*). Sans doute, l'expression de cet invariant se modifie avec les temps, les mentalités, les langues, les genres d'écriture, le loi se développe. Mais elle demeure essentiellement la même. Telle est l'essence du catholicisme. Lorsqu'il y a dialogue avec les autres confessions, ce n'est pas pour renoncer à cette essence et admettre un « programme commun » comme expression de sa loi nouvelle ; ce serait renoncer à ce qu'il est.

Voilà les points par lesquels je me distingue de mon savant collègue. Voilà les raisons qui m'ont, en conscience, obligé de me séparer des membres du jury du Prix catholique. Je n'ai pas voulu, sous prétexte d'avis, j'ai considéré que la question devait être posée en pleine lumière, dans l'intérêt de tous les croyants. Je sais qu'elle se pose aussi pour les penseurs protestants. Plusieurs éminents amis m'ont écrit (en secret) pour me remercier d'avoir eu du courage. Je ne suis guère courageux, mais c'est le trait de notre époque qu'il faut paraître tel pour énoncer une évidence.

Les juifs dans la société française

par JEAN-MARIE MAYEUR

PLUSIEURS ouvrages témoignent du renouveau de l'histoire du judaïsme. La publication du colloque tenu voici trois ans sur « Les Juifs et la Révolution française » (1) comble une lacune. Etats des questions et approches régionales (sur notamment les Juifs de Lorraine, d'Alsace, d'Avignon et du Comtat) éclairent l'émancipation apportée aux Juifs par la Révolution. Sur le sens et la portée de cette émancipation, les analyses divergent. R. Necheles, fort représentative d'un courant actuel, estime que le rôle révolutionnaire de liberté et d'égalité représentait un « impérialisme culturel ». Les philo-sémites du dix-huitième siècle auraient contribué à une nouvelle forme d'antijudaïsme, fondée sur un nationalisme laïc et xénophobe. Ce point de vue, passablement anachronique, mêle les notions d'émancipation et celles d'intégration et d'assimilation. On se fera plus volontiers aux vues plus nuancées et au total, proches de l'imagerie classique, qu'offrent M. Delpech et J. Godechot.

Doris Bensimon, sociologue du monde juif français et maghrébin contemporain (2), s'intéresse aux aspects démographiques et sociaux de la communauté juive française dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle (3). Dans

la ligne de l'histoire quantitative, elle utilise de vastes séries documentaires. Le résultat est un ouvrage parfois touffu, mais neutre.

La période, qui va de la fin du Second Empire à la première guerre mondiale, est particulièrement importante : les mouvements migratoires s'intensifient, cependant que se transforment les structures socio-économiques et socio-professionnelles. Les migrations internes des Juifs de France les portent vers Paris, Marseille, Lyon, Bordeaux ; dans ces villes, vivent les deux tiers des Juifs à la fin du siècle. Le poids de Paris : plus de la moitié des Juifs français, est considérable. L'immigration des Juifs étrangers devient importante à partir de 1880. La relative homogénéité du monde juif français s'efface ; il s'écarte en tendances multiples et parfois opposées. Si l'intégration économique apparaît aduvent comme une réussite, l'intégration sociale est moins aisée. Les nouveaux venus sont accueillis avec suspicion par les couches de la population juive plus anciennement établies. « Phénomène de rejet » qui n'est certes pas général, mais en D. Bensimon voit une constante de l'histoire juive.

culturel. Les rabbins désavouent ces pratiques, ils tentent d'éliminer les rites magiques, ou de les infléchir pour leur faire assumer une signification religieuse.

A travers divers exemples, F. Raphaël montre comment le judaïsme emprunte à diverses cultures des coutumes qu'il transforme et réinterprète, en fonction du système symbolique qui définit son génie propre, et de son expérience historique. La religiosité des Juifs d'Alsace se définit par « la dimension à la fois scandale et plénitude qui colore toute la vie quotidienne ». C'est un judaïsme « sans véritable angoisse métaphysique », mais qui « a conscience de vivre dans le giron d'un Dieu bienveillant », qui ne rompt pas avec les croyances populaires : « elles font partie de la trame religieuse au même titre que les pratiques de la religion officielle ».

L'urbanisation, l'embourgeoisement, la fascination du progrès et la modernité devaient, dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle, porter de rudes coups à la communauté juive traditionnelle : le dépeuplement religieux, le déclin de la sociabilité sont les conséquences de cette évolution. Le judaïsme d'Alsace, plébe misérable de colporteurs et de marchands de bestiaux, au mieux, petite bourgeoisie de marchands de biens ou de grains, chemina lentement vers la respectabilité. De jeunes Juifs, issus de familles campagnardes modestes, se tournèrent vers « le métier des armes, le rabbinat, les carrières libérales ». Il s'agit de rompre à l'histoire des deux familles qu'évoque, à partir de son expérience personnelle, Jacques Schwartz, en postface à l'ouvrage. On y rencontre les familles Blum et Debré, également originaires du petit bourg de Westhoffen, au sud de Saverne.

F. Raphaël invite à méditer sur l'étonnant destin du judaïsme alsacien. Jusqu'en 1789, il appartenait au judaïsme rhénan, à un monde culturel qui va de Metz à Prague et Cracovie. Après la Révolution française, l'horizon des communautés juives devait se rétrécir. L'émancipation révolutionnaire, l'assimilation qui en était la conséquence, la lente promotion sociale, créaient un fossé entre les Juifs d'Alsace et les Juifs d'Europe orientale. Les Juifs d'Alsace portaient un culte exclusif à la France libératrice, et, juge F. Raphaël, « ne soignent guère l'importance du sionisme politique ». Ce serait une autre histoire, et ce livre ne pouvait que la suggérer, que de suivre les mutations nées du drame de la deuxième guerre mondiale, quand le déracinement à la mise hors la loi replongèrent dans l'errance cette communauté si bien intégrée dans le paysage alsacien.

L'importance du judaïsme alsacien

Deuxième conclusion : les migrations modifient les structures socio-économiques de la population juive. Chaque vague d'immigration dépose son contingent de démunis, artisans et petits boutiquiers. La grande bourgeoisie est peu nombreuse, les classes moyennes s'accroissent avec le recul de la pauvreté chez les Juifs d'origine parisienne et alsacienne, mais la venue des immigrés, particulièrement au début du siècle, accentue la stratification socio-économique de la communauté juive alsacienne. Au-delà de ces résultats majeurs, ce livre, original par la méthode et le propos, apporte maintes données sur la réalité du judaïsme français.

Dans la première moitié du dix-neuvième siècle, la majorité de la communauté juive française vivait en Alsace et en Lorraine. C'est à dire l'importance du judaïsme alsacien, mal connu et guère étudié, qui vient enfin de trouver ses historiens dans un beau livre (4), un de ceux, il n'en est pas tellement, que le lecteur découvre avec joie. Certes, la première partie de l'ouvrage : art et archéologie, due à R. Weyl, laisse quelque impression de déséquilibre, mais, au long de ces études sur les maisons, les synagogues, les cimetières, l'art populaire, toutes illustrées d'une iconographie originale et riche, un monde et une culture se révèlent peu à peu.

C'est un sociologue strasbourgeois Freddy Raphaël qui appartient ensuite de décrire cette culture et d'en donner la signification. Nourri de l'enseignement des ethnologues et des anthropologues, mais aussi des historiens des mentalités, lecteur de Durkheim, et de Max Weber, qu'il contribue du reste à faire connaître au public français, F. Raphaël

fait revivre le judaïsme des campagnes d'Alsace, avant l'urbanisation, l'industrialisation et le génocide nazi. Attentif aux détails de la vie matérielle et quotidienne, au témoignage littéraire, à l'apport de l'histoire orale, il rend à l'histoire un monde aujourd'hui disparu, mais dont bien des traits étaient vivaces dans les campagnes alsaciennes jusqu'à la veille de la deuxième guerre mondiale. De la cuisine judéo-alsacienne aux mélodies et à la religiosité populaires, des rites de naissance au mariage et à la représentation de la mort, F. Raphaël décrit autant de scènes de la vie juive en Alsace, pour reprendre le titre du livre que publiait sous le Second Empire Daniel Stauben. C'est le monde perdu des romans d'Erckmann-Chatrian ou des gravures d'Alphonse Lévy, heureusement reproduites dans l'ouvrage, qui retrouve sa cohérence et son unité.

Observateur averti, F. Raphaël se garde bien de majorer la spécificité des Juifs d'Alsace face à l'ensemble des communautés juives d'Europe centrale et orientale. Il ne manque pas non plus de situer la communauté juive d'Alsace dans le contexte global au sein de laquelle elle s'insère. C'est ainsi que la religiosité populaire, qui se développe parallèlement à la religion prescrite, emprunte des rites et des coutumes au monde environnant pour les intégrer dans son système

Monter, par un effort douloureux vers le sommet de la pyramide

Après tout, il se pourrait que le christianisme de l'an 2200 fût cet évangélisme vague, qui le mouvement ecclésiastique de l'ère actuelle à ce résultat paradoxal de dissoudre les orthodoxes par un accord minimum sur la base. La seule question que je me pose, c'est si le catholicisme, alors, subsisterait.

Lorsque des partis ou des religions s'opposent et qu'on veut dissoudre le conflit, la méthode sera toujours d'imiter Socrate par un dialogue cherchant les propositions communes à l'un et à l'autre. Mais cette base commune peut-elle remplacer les convictions des partis en présence ? Par exemple, si l'on accorde catholiques et protestants sur la base de l'évangélisme libéral, on risque, au lieu de les unir, de les dissiper l'un et l'autre. La recherche du minimum ne peut être qu'une méthode nécessaire pour commencer le dialogue, pour chercher l'ac-

cord ultérieur. Mais jamais cet accord ne se fera par le recours à une base ambiguë. Ce n'est pas la base que l'on doit atteindre en descendant, se laissant glisser sur la pente. On doit monter, par un effort douloureux, vers le sommet de la pyramide, qui est le seul lieu de la synthèse et de l'accord.

De nos jours, on voit s'opposer deux conceptions très différentes du rapport qu'a l'avenir au passé dans le mythe du présent. Jadis, dans le domaine de la religion surtout (mais aussi dans celui de la famille, de l'Etat), pour définir le présent, on parlait du passé et dans le christianisme on définissait ce qui devait être « transmis ». Que le paradoxe se borne à une écriture ou qu'elle englobe le premier vœu du christianisme, le problème est le même : il s'agit de regarder ce qui a été cru pour déterminer ce que l'on croit. En notre temps de futurologie, on voit

distiller de mon savant collègue. Voilà les raisons qui m'ont, en conscience, obligé de me séparer des membres du jury du Prix catholique. Je n'ai pas voulu, sous prétexte d'avis, j'ai considéré que la question devait être posée en pleine lumière, dans l'intérêt de tous les croyants. Je sais qu'elle se pose aussi pour les penseurs protestants. Plusieurs éminents amis m'ont écrit (en secret) pour me remercier d'avoir eu du courage. Je ne suis guère courageux, mais c'est le trait de notre époque qu'il faut paraître tel pour énoncer une évidence.

La croix et la lutte des classes

par DOROTHÉE SOELLE (*)

Parmi les exposés faits lors du colloque sur le thème « Diversité des théologies et éducation de l'Eglise », qui a marqué le centenaire de la faculté protestante de Paris (le Monde du 12 octobre), celui de la théologienne allemande Dorothee Soelle sur la tâche de la théologie dans le monde occidental a particulièrement retenu l'attention.

En voici quelques extraits : « Si quelqu'un veut aller le même chemin que moi, qu'il ne pense pas à soi-même et qu'il fasse abstraction de sa propre vie. Qu'il prenne sur son épau le poids de la croix à laquelle il se suspendra et qu'il marche à ma suite. » (...)

La croix a été un instrument politique. Mais quel est le lien entre le vilain mot « lutte des classes » et la croix et la foi ? (...)

Il peut être choquant de mélanger sans cesse politique et religion, mais pour moi, comme pour beaucoup d'autres chrétiens, il est de plus en plus difficile de séparer les deux choses. Je ne puis plus diviser ma

propre vie en différents tiroirs. Je sais d'un savoir sûr que l'Evangile ne tolère aucune neutralité. On peut certes hésiter à désigner le combat que Jésus mène contre la classe dominante des Sadducéens et contre l'oppression impérialiste de Rome comme « lutte de classe », mais on voit sans aucune hésitation possible pour qui il prend parti. Jésus prend parti pour les pauvres, pour ceux qui n'ont pas eu d'éducation religieuse et qui sont de ce fait méprisés. Jésus se tient du côté des femmes et des intouchables tels les prostituées et les péagers. Il a recruté des amis dans le prolétariat rural des pêcheurs. Le but de son combat — le royaume de Dieu — était le dépassement de la société divisée en classes dans laquelle le traitement sera possible. L'appel à prendre sa croix est un appel à participer à son combat. Prendre parti, sera de la neutralité, mais-toi à côté des démunis de cette terre ! (...)

« Christ n'est pas venu apporter la paix »

Christ n'a pas prêché la soumission et la résignation à ceux qui étaient exploités. Il n'a pas apporté cette paix exprimée par les trois anges évangéliques qui se bouchent les yeux, les oreilles et la bouche pour ne rien voir, entendre et dire, et ne pas ainsi se faire l'écho des cris de ceux qu'on opprime et qu'on torture. Christ n'est pas venu pour apporter la paix, mais l'épée (Mt 10, 34), comme il est dans le contexte de la prise de la croix. Il n'a pas apporté une paix à la Kénan, une paix où l'injustice dominante se trouve garantie par les

forces de police. Il n'y a pas de paix possible entre ceux qui sont opprimés et ceux qui ont des méthodes de surproduction. L'absence de guerre que nous avons l'habitude de nommer paix n'est possible que par le recours aux formes violentes et brutales de la répression. (...)

Dans cette société, des hommes deviennent invisibles, des personnes sont changées en non-personnes, cela à l'aide des structures économiques, sociales et politiques qui sont à la fois révélatrices et occultantes. Ainsi des gens qui possèdent des actions dans les entreprises sud-africaines ignorent pour la plupart du temps que leur argent contribue à maintenir à un taux élevé et les profits et la mortalité infantile. Afin de rendre visible ce qui est invisible, il faut participer au « combat » de Jésus, ce qui n'implique pas nécessairement la violence armée. Il y a en effet différentes formes de lutte, et les terroristes individuels de quelques autres tel qu'il se manifeste actuellement au R.F.A. n'a pas le moindre rapport avec la lutte des classes, son but ou ses méthodes. (...)

J'en arrive ainsi à la troisième dimension de la croix : la vision paragonée il ne suffit pas de révéler un rêve individuel d'une vie meilleure. Il nous faut que ce rêve soit annoncé et communiqué. (...) Je parle ici au nom de tous ceux qui sont actuellement tourmentés ou qui dans leur prison attendent le grand jour de leur libération. Il s'agit de nous, de chrétiens et d'autres qui depuis longtemps ne trouvent plus un accueil en une patrie dans l'Eglise mais qui ont suivi l'appel de Jésus et qui ont chargé leurs épaules de la croix sur laquelle on crucifie si l'Eglise a quelque part une espérance, elle s'incarne dans ces hommes-là.

Édité par la S.A.R.L. le Monde, Génève 1, Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Savoyat.

Imprimé à Paris, par les Éditions du Monde, 1977.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 3757.

SADEC VOTRE LOGEMENT AU PRIX DE REVIENT COTE VAROISE

à FRÉJUS (SAINT-RAPHAËL) LE PANORAMIQUE ●
à BOULOURIS (SAINT-RAPHAËL) LES HIPPOCAMPE ●
à SAINT-MAXIMIN (La Sainte-Bonne) L'AURÉLIENNE ●
à CAVALAIRE LES PRADELS ●
à SAINTE-MAXIME LE SAINT-GLAUDE ●
LE SILÈNE ●

cochez le programme de votre choix, et le type d'appartement recherché.

STUDIO ● F2 ● F3 ● F4 ●

Votre nom
Votre adresse

Découpez et retournez cette annonce à :

SADEC : 2, av. de la Gabelle, 83600 FRÉJUS

مكتبة القرآن

MADRID, LES NATIONALITÉS ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

La Catalogne servira d'exemple aux autres peuples d'Espagne

AFFIRME M. ADOLFO SUAREZ

Barcelone. — La Généralité de Catalogne a bien commencé : un discours remarquable, celui de M. Adolfo Suarez, qui a parlé bien des inévitables, et la participation du général Coloma Gallardo, qui a donné à la cérémonie d'investiture de M. Josep Tarradellas une dimension politique accrue. Le chef du gouvernement n'a pas seulement manifesté, par sa présence — déjà symbolique, — l'importance accordée par Madrid à l'entrée en fonction, le lundi 24 octobre, du président de la Généralité, il a également pris une série d'engagements à l'égard des Catalanes et de tous les peuples d'Espagne. En outre, l'apparition à ses côtés d'un homme réputé pour son hostilité au fait autonomiste, le général Coloma Gallardo, ancien ministre de l'Armée, a rassuré les dirigeants politiques catalans que son absence, le veille, lors du retour de M. Tarradellas, avait pu troubler.

C'est dans le vieux « palais » de la Généralité, devant tous les notables de la région, que M. Tarradellas a juré « loyauté au roi, respect des droits de la personne et stricte observance de la loi ». M. Suarez lui a donné l'investiture et a exposé, dans son allocution, la philosophie de la couronne et du gouvernement sur le fait catalan, ainsi que sur le problème des nationalités.

Le chef du gouvernement a souligné ce qui avait déjà frappé l'opinion internationale lors du rétablissement de la Généralité : à savoir que, « pour la première fois depuis des siècles, le fait catalan a été abordé par le gouvernement de la monarchie, ainsi que par le Catalogne, sans passion, sans animosité, sans violence, sans la politique des faits accomplis et des actions de force ».

C'est la « compréhension », le « respect mutuel », la « sérénité », le « sage dialogue et du pacte » — fondements même de la démocratie, a dit M. Suarez, — qui ont permis aux Catalanes de retrouver leurs institutions. « Une autonomie qui nait dans ces conditions ne peut échouer », a affirmé le chef du gouvernement. Tel n'avait pas été le cas, dans les années 30, sous le II^e République, puisque les forces franquistes avaient vu dans le catalanisme un adversaire à abattre.

Autre point souligné par M. Suarez, en réponse à ceux qui ont dénoncé, dans l'entente entre lui et M. Tarradellas, l'amorce d'une opération visant à renforcer dans la région les forces modérées, centristes, au détriment des partis de gauche, majoritaires au scrutin du 15 juin : « La récupération de l'autonomie n'est pas le résultat d'un parti, mais celle de tout un peuple. M. Tarradellas n'accède pas à la présidence comme homme politique, mais avec l'appui de toutes les forces politiques ».

A deux ou trois reprises M. Suarez a insisté sur ce thème : la question catalane doit être traitée sans esprit partiel, au niveau qui est le sien, celui de l'intérêt national. Répondant, sans les citer, aux attaques de l'extrême droite, il a indiqué que l'économie des régions n'était pas destinée à rompre l'unité de l'Espagne. Au contraire, a-t-il dit, elle

De notre envoyé spécial

servira à approfondir le caractère démocratique de la nouvelle Espagne : « L'heure est venue de proclamer que la plupart des problèmes de nos populations peuvent trouver une solution durable dans la mesure où celles-ci ne sont pas seulement invitées à participer aux affaires publiques, mais à en prendre la responsabilité. L'idée que nous nous faisons de l'Espagne est de sa grandeur ne repose pas sur un éloignement du pouvoir à l'égard des citoyens, mais sur un rapprochement entre le pouvoir et chacun des citoyens ».

Créer un nouvel État

A partir de là, M. Suarez a défini la tâche essentielle de son gouvernement : « Créer un nouvel État, proposer aux Espagnols de nouvelles normes de coexistence, consolider un système d'alternance au pouvoir, renforcer le jeu authentique des partis ainsi que des syndicats ouvriers et patronaux ».

La Catalogne, a-t-il dit, servira d'exemple aux autres peuples d'Espagne que se voient reconnaître le droit de s'autogouverner. C'est la nouvelle Constitution qui donnera aux autonomes leur plénitude juridique. Mais le gouvernement n'a pas attendu qu'elle soit promulguée pour restituer aux Catalanes leur Généralité, parce qu'il ne pouvait ignorer « ce qui est indiscutable, à savoir le fait que la Catalogne existe et qu'elle est différente ». Et M. Suarez a conclu son discours en prenant l'engagement que la Généralité « servirait de son peuple ». Répondant à peine voilée à ceux qui ont annoncé que cette Généralité, telle qu'elle a été rétablie et telle qu'elle est présidée, serait celle des notables.

L'autre fait important de la journée — peut-être le plus important — en croire certains parlementaires catalans — a été l'opération de séduction menée par M. Tarradellas auprès du capitaine général de Catalogne, présenté comme un adversaire ostensible de l'autonomie. Le général Coloma Gallardo n'avait pas accueilli le président de la Généralité à son arrivée à Barcelone, dimanche. C'est celui-ci qui est allé le voir, dès lundi matin, et tous les deux sont montés dans la même voiture pour attendre M. Suarez à l'aéroport. Après la cérémonie d'investiture, les parlementaires se sont entretenus, pour la première fois, avec celui qui a été ministre de l'Armée sous Franco, et ministre de l'Intérieur jusqu'à présent tout contact avec la « génération de la démocratie ». « La glace a été rompue », ont dit socialistes et communistes, toujours attentifs aux rumeurs venues des casernes.

Résultat de la journée de lundi ou de contacts préalables ? Le plus optimiste des dirigeants politiques catalans paraît être, aujourd'hui, M. Joan Raventós, chef du parti socialiste de Catalogne, celui qui, auparavant, détestait le plus, sans doute, d'obtenir une Généralité qui ne soit pas « décaféinée ». Contrairement à d'autres leaders nationalistes, M. Raventós pense que M. Tarradellas formera un gouvernement dans les prochaines semaines au

moins partiellement : les dirigeants des cinq principales formations de coalition seraient appelés bientôt à siéger auprès de lui.

Le « compromis historique » signé à Madrid rend plus facile, au yeux de M. Raventós, la formation d'un « gouvernement de cohabitation » à Barcelone, en accord avec les résultats électoraux du 15 juin. Mais si la gauche a été majoritaire aux élections, elle ne le sera pas dans le futur conseil exécutif catalan, « car le rapport de forces existant en Espagne ne le permet pas ».

Le chef socialiste pense que M. Tarradellas, une fois installé à Barcelone et soumis à la pression des hommes et des faits, ne pourra pas gouverner sans lui. « Il aura besoin d'un pouvoir réconciliateur pour résoudre tous les problèmes qui vont se présenter ». D'ailleurs, le président n'a-t-il pas insisté à plusieurs reprises, dans ses allocutions, sur « l'unité des forces politiques » ? M. Raventós semble convaincu que M. Tarradellas consultera les partis avant de désigner les techniciens qui étudieront, avec l'administration centrale, le transfert de pouvoirs de Madrid à Barcelone.

L'enseignement, les travaux publics, la santé, l'administration locale ne devraient pas tarder à être « catalanisés ». Quant à l'autonomie financière, elle ne sera sans doute possible qu'une fois approuvée et votée un statut définitif d'autonomie, que le conseil exécutif et les parlementaires auront pour tâche d'élaborer.

CHARLES VANHECKE

● Un sondage réalisé au Pays basque français pour le compte de l'hebdomadaire *Cambio 16* révèle que 25 % des six cents personnes interrogées sont en faveur d'une indépendance régionale totale du Pays basque français, soit seul, soit réuni au Pays basque espagnol. Le sondage révèle que 14 % des Basques français sont d'accord avec les méthodes de lutte armée de l'ETA dans la période actuelle. — (A.F.P.)

Le patronat accuse M. Suarez de faire une « politique à gauche »

De notre correspondant

Madrid. — Le patronat espagnol est en désaccord avec le pacte économique conclu entre M. Adolfo Suarez et les dirigeants des principaux partis politiques. Il estime que l'équipe au pouvoir n'applique pas le programme sur lequel elle a été élue et qu'elle fait au contraire une « politique à gauche » que ne désavouerait pas le parti socialiste s'il était au gouvernement. Telles sont les conclusions qu'on peut tirer des déclarations que vient de nous faire M. Carlos Ferrer Salas, président, depuis septembre dernier, du parti socialiste s'il était au gouvernement. Telles sont les conclusions qu'on peut tirer des déclarations que vient de nous faire M. Carlos Ferrer Salas, président, depuis septembre dernier, du parti socialiste s'il était au gouvernement. Telles sont les conclusions qu'on peut tirer des déclarations que vient de nous faire M. Carlos Ferrer Salas, président, depuis septembre dernier, du parti socialiste s'il était au gouvernement.

Le président du syndicat patronal, M. Carlos Ferrer, reconnaît qu'il y a des aspects positifs dans les accords de la Moncloa. Pourtant, il estime que ceux-ci ne répondent pas aux difficultés économiques de l'Espagne. Le problème principal, selon lui, réside dans le fait que le parti au pouvoir ne joue pas son rôle mais se comporte comme un parti de gauche. « Chaque pays d'Europe occidentale, dit-il, est fondé sur un équilibre entre les pouvoirs de tendance socialiste, qui insistent sur l'égalité dans la distribution des revenus, et les forces du centre et de la droite, qui privilégient l'initiative individuelle et la création de richesses. En Espagne, cet équilibre n'existe pas ».

Selon M. Carlos Ferrer, le parti au pouvoir, l'Union du centre démocratique, ne fait pas du tout ce qu'on attendait de lui. Il ne donne pas confiance aux chefs d'entreprise. Il n'incite guère à investir. Au contraire, il a adopté une réforme fiscale qui le « patron des patrons » juge d'une

sévérité unique au monde », puisque elle institue un impôt sur la fortune qui n'existe ni en France ni en Angleterre. Pourtant les Anglais, dit-il, « ont une conscience fiscale très développée ». Cet impôt sera prélevé à partir d'un seuil relativement bas, 4 millions de pesetas, soit 230 000 francs, alors que « la gauche française, dans son programme commun, établit un impôt sur les fortunes dépassant 1 million et demi de francs ». Autre mesure unique au monde, selon M. Ferrer : le fait que les fraudeurs du fisc pourront aller en prison et payer une amende correspondant à six fois le montant de la fraude, lorsque celle-ci aura été égale ou supérieure à 2 millions de pesetas (110 000 F). « Je crois qu'en France, dit-il, une telle amende servirait seulement de 40 % à 200 % ».

Un héritage du franquisme

Une autre disposition de la réforme fiscale prévoit que l'Administration pourra rendre publics les avoirs des particuliers (fortune et revenus), « ainsi, celui qui a épargné toute sa vie sera exposé à la démagogie publique ». Les patrons jugent dangereuse l'application d'une telle mesure en Pays basque car elle donnera aux militants de l'ETA militaire qui perçoivent un « impôt révolutionnaire » sur les chefs d'entreprise.

M. Carlos Ferrer estime également que le gouvernement centralisé a fait jusqu'à présent dans une optique de ses tâches qui aurait été d'établir la liberté de licenciement sans laquelle, selon lui, il n'y a pas d'économie moderne. « Ce n'est pas un gouvernement socialiste en effet qui pourrait adopter une telle mesure, même s'il la jugeait indispensable à la bonne marche de la production ».

Les patrons voient, dans la rigueur des effectifs, une des raisons de la crise actuelle. Il s'agit là, selon eux, d'un héritage du franquisme, système autoritaire et paternaliste qui interdisait les grèves mais offrait la sécurité de

l'emploi et réglementait lui-même les hausses de salaires. « Aujourd'hui, dit M. Carlos Ferrer, nous avons des grèves mais pas de licenciements. Autrement dit, il n'y a pas d'équilibre dans les relations entre patrons et travailleurs. Au moment de négocier, chacun doit avoir ses armes. Les chefs d'entreprise n'en ont pas. Licenciement est pratiquement impossible, selon M. Ferrer, en raison des indemnités prévues. « Elles peuvent aller, dit-il, jusqu'à 5 millions de pesetas ».

Résultat, selon le syndicat patronal : absentéisme, baisse de la productivité et de la rentabilité des entreprises, découragement des investisseurs, donc augmentation du chômage. Si paradoxal que cela puisse paraître au premier abord, les patrons estiment que la renance de l'emploi passe par la liberté de licenciement. « Que faut-il préférer, demande M. Ferrer, une entreprise qui marche avec quatre cent cinquante ouvriers, ou qui fait faillite parce qu'elle doit en garder cinq cents ? » A ce propos, il indique que dans la seule région de Catalogne, mille cinq cents entreprises sont en crise : elles attendent une décision judiciaire qui leur permette de comprimer leurs effectifs, faute de quoi elles mettront la clé sous la porte.

M. Ferrer estime aussi que les sévères restrictions de crédits appliquées par les responsables de l'économie correspondent à un jugement erroné sur la nature de l'inflation en Espagne (30 % cette année). Selon le président patronal, il s'agit d'une inflation des coûts, non de la demande.

Il admet néanmoins que le programme d'urgence élaboré à la Moncloa présente des côtés positifs dans la mesure où il s'attaque à certains de ces coûts, puisqu'il prévoit une modulation des hausses de salaires. En outre, dit M. Ferrer, il est important que « tous les partis se soient réunis pour affronter la crise et aient accepté explicitement que le modèle à suivre en Espagne soit celui de l'économie de marché ».

Ch. V.

A travers le monde

Allemagne fédérale

● L'OPPOSITION CHRETIENNE-DEMOCRATE a enregistré une hausse sensible de ses suffrages (8,1 %) aux dernières élections municipales qui se sont déroulées dimanche dans dix-sept circonscriptions de Basse-Saxe. Le pourcentage des voix se répartit comme suit : 49,2 % des voix pour la C.D.U., 42,3 % pour le parti social-démocrate (s.o.d.), 10,5 % pour les libéraux. — (U.P.F.)

Canada

● LES INDIENNES DU CANADA veulent avoir les mêmes droits que les Indiens, qu'elles se marient ou non en dehors des réserves. C'est ce qu'a déclaré le 24 octobre, à Ottawa, le Comité national des droits pour les femmes indiennes. Selon la législation en vigueur, l'« Indian Act » de 1850, tout Indien qui épouse un non-Indien doit renoncer à son nom qui est rayé de la liste tribale : elle perd ses droits d'héritage et ne peut participer aux activités du groupe ou transmettre le statut indien à ses enfants.

Cuba

● UNE DÉLÉGATION DE TRENTA-CINQ HOMMES D'AFFAIRES AMÉRICAINS arrive lundi à La Havane pour une visite de quatre

jours. Ces hommes d'affaires, qui s'entretenaient avec le ministre du commerce extérieur, M. Marcelo Fernandes Font, et le ministre de la coopération économique, M. Hector Rodríguez Liempart, représentent les industries alimentaires, chimique, électrique et des machines agricoles. Ils exploreront les perspectives commerciales qui s'offriraient à eux à Cuba et les États-Unis levèrent l'embargo commercial qu'ils imposent depuis quinze ans à leur commerce avec l'île. — (Reuters)

Nations unies

● L'ÉVACUATION DE MAYOTTE par l'administration et les forces françaises est « exigée » par une résolution adoptée à la commission sociale de l'Assemblée générale des Nations unies par 108 voix contre 3 (États-Unis, France, Israël) et 18 abstentions (dont huit membres de la C.E.E. et les Scandinaves). — (A.F.P.)

● CINQ MEMBRES NON PERMANENTS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ des Nations unies ont été élus lundi 24 octobre : la Bolivie, le Gabon, le Koweït, le Nigeria et la Tchétchénie, qui remplacent respectivement l'Algérie, la Libye, le Pakistan, le Bénin et la Roumanie. Leur mandat de deux ans débute le 1^{er} janvier. — (A.F.P.)

LE LIVRE DE LA FRANCE

FRANÇOISE DOLTO

Lorsque l'enfant paraît

Tomel

LE POINT : Un excellent guide qui vous aide à comprendre le comportement de votre enfant. Un grand livre pédagogique.

LE NOUVEL OBSERVATEUR : Un livre qui vous aide à comprendre le comportement de votre enfant. Un grand livre pédagogique.

L'EXPRESS : Un livre qui vous aide à comprendre le comportement de votre enfant. Un grand livre pédagogique.

SEUIL

Près de cinq cent mille personnes ont fait l'objet de contrôles en R.F.A.

intensive - et - meilleure. que jamais -
M. Maihoffer a d'autre part indiqué qu'il
souhaitait étendre les compétences du Bundes-
kriminalamt (Office criminel fédéral).
De nouveaux attentats et manifestations
d'hostilité à la R.F.A. ont eu lieu en Italie.

Le maire de Stuttgart est critiqué par ses amis chrétiens-démocrates

teur; le ministre de la justice, M. Traugott Bender, que le scandale de Stammheim contraindra à démissionner, l'objet d'une évocation très élogieuse. Le ministre-président F. Hilbringer, dont on recommande, hors de son royaume, à réclamer le départ, fut réélu à la présidence du parti du Land, le 12 mai, par 600 voix sur 625, et, à jamais, élu. On lui doit, le sait-on, quelques jours après le sauvetage des otages de la Lufthansa, une véritable déclaration de guerre civile au gouvernement. Ce n'est pas tout. On a vu comment il tagé les acquiesces et les déclarations hors des deux réunions du « grand état-major de crise ».

M. Hilbringer a exigé qu'on descende jusqu'aux « racines du ter-

n'épargne aucun parti. « Les socialistes et les Héraults, a-t-il dit, ne peuvent éviter qu'on leur demande ce qu'ils ont fait pour s'opposer à la nouvelle gauche. Sous l'idéologie régnante, ces dernières années, le terrorisme n'aurait pas osé lever la tête. Nous avons maintenant atteint le point où il faut en finir avec cette complaisance sans borne et avec l'acceptation aveugle de n'importe quoi. »

Le président national de la C.D.U., M. Kohl, présent à la journée de clôture du congrès,

Yugoslavie

Mme BROZ-TITO
S'EXPLIQUERAIT

DEVANT UNE COMMISSION D'ENQUÊTE

Belgrade (Reuter). — Mme Jovanka Broz-Tito, qui n'a participé depuis juin à aucune manifestation publique, s'expliquerait actuellement devant une commission d'enquête. Cette commission aurait été nommée par le chef d'Etat yougoslave pour faire la lumière sur les accusa-

Selon les rumeurs qui circulent à Belgrade (Je Monde daté 23-24 octobre), Mme Broz-Tito aurait usé de son influence pour faire nommer des Serbes à des postes qui devaient normalement

mêlée à cette affaire, notamment le général Jovanchitch, ancien secrétaire adjoint à la défense, et commandant de l'unité de partisans dans laquelle combattait le futur Mme Jovanka Broz-Tito. Comme l'épouse du chef d'Etat, le général Jovanchitch est un Serbe, né en Croatie.

Dans la commission d'enquête qui poursuit ses travaux en secret — également des représentants de la Ligue des communistes, des services secrets et/ou des collaborateurs du président de la République.

Mme Jovanka Tito, âgée de cinquante-quatre ans, a épousé la chef, daté l'Etat en 1952. Elle n'exerce aucune fonction officielle dans l'Etat ou le parti, néanmoins, elle a été amenée à participer à un grand nombre de réunions confidentielles entre le président Tito et ses collaborateurs. Certains ont pu s'irriter de l'influence qu'allait exercer... L'idée parlie avançait que Mme Broz-Tito ait été mêlée à un complot d'envoie, ou qu'elle ait manœuvré pour éliminer le contrôle du gouvernement après la disparition du maréchal, n'est généralement pas retenue, car elle qui ne jouit d'aucun crédit aux rumeurs circulant à Belgrade.

..

Une source officielle a déclaré à notre correspondant à Belgrade à propos des bruits relatifs à Mme Broz-Tito : « Il s'agit d'inventions irresponsables, malveillantes et dépourvues de goût. »

AFRIQUE

Tunisie

PRÉSENTÉ PAR M. MESTIRI

Le « pacte national » des « démocrates socialistes » met l'accent sur les libertés publiques

De notre correspondant

Tunis. — Le chef du groupe d'opposition des « démocrates socialistes » (1), M. Ahmed Mestiri, a rendu public, le lundi 24 octobre, à Tunis, le projet de « pacte national » qu'il avait proposé le 3 octobre au président Bourguiba (Le Monde du 5 octobre).

Ce pacte est ouvert à tous les courants et mouvements politiques qui s'engagent à mener leurs activités dans le cadre de la Constitution. Il implique la promulgation d'une loi d'amnistie générale pour toutes les affaires à caractère politique et comprend sept points : 1) Agir dans le respect de la Constitution. 2) Assurer la conformité des lois relatives aux libertés publiques avec l'esprit et la lettre de la Constitution. 3) Garantir l'exercice effectif de ces libertés et la libre confrontation des choix politiques. 4) Reconnaître aux différentes tendances politiques le droit à une existence légale et le droit de disposer de moyens d'expression. 5) Bannir le recours à la violence et sauvegarder en toutes circonstances la dignité de l'individu et son intégrité physique. 6) Condamner tout lien de dépendance d'un mouvement politique vis-à-vis de l'étranger. 7) Lancer le développement économique et l'instauration d'une démocratie sociale.

Cet énoncé est assorti d'un préambule sévère à l'égard du régime. On y lit que le système du parti unique s'est révélé « incapable d'assurer la démocratie », que le monopole du pouvoir n'a pas été accompagné par l'indispensable adaptation à l'évolution du pays, et que l'« intolérance » manifestée à l'égard des divers courants, tant au sein du parti qu'à l'extérieur, a abouti « à la désaffection des forces vives du pays à l'égard du régime ». D'autre part, l'opposition « s'est diversifiée et renforcée », des forces politiques nouvelles sont apparues.

(1) M. Mestiri et ses amis étaient désignés, depuis 1971, comme le « groupe des libéraux ». Ils devinrent par la suite les « démocrates socialistes ». L'appellation de « démocrates socialistes », sous laquelle ils se présentent désormais, semble définitive.

rués, et, malgré les divergences d'analyse et de comportement, « la revendication démocratique fait l'unité ». Le préambule déclare encore que seule la démocratisation du régime peut permettre d'« éviter les soubresauts, les interventions extérieures et l'aventure », et qu'elle peut être mise en œuvre à partir d'un consensus autour des règles énoncées par le « pacte national ».

Au cours de la conférence de presse qu'il a tenue dans son cabinet d'avocat du centre de la capitale, M. Mestiri a indiqué que ces documents avaient été adressés, le 11 octobre, au président Bourguiba et à M. Hedi Nour, premier ministre et secrétaire général du parti socialiste destourien. Il a précisé que, dans sa pensée, M. Nour lui a fait parvenir six jours plus tard, ce dernier déclare « accorder de l'importance » à la proposition des démocrates socialistes, qu'il considère « comme engageant l'avenir », mais dont il renvoie cependant l'examen au prochain congrès du parti, prévu en principe pour l'automne 1979.

Maintenir le parti unique

La déception des démocrates socialistes devant le peu d'empressement que met le pouvoir à examiner leur projet de pacte national a cependant été tempérée par la « nouvelle posture » qui leur est parvenue quelques heures avant la tenue de cette conférence de presse : les autorités ont délivré à l'un d'eux, M. Hassab Ben Ammar, ancien ministre de la défense, l'autorisation de publier un hebdomadaire en langue arabe, *Avant* (l'Opinion), dont la demande visa était en souffrance depuis septembre 1976. Toutefois, la demande de publication par le groupe du périodique en français *Démocratie* n'est toujours pas satisfaite.

Quoi qu'il en soit, le visa donné à *Avant*, premier journal appartenant à des opposants déclarés à être officiellement autorisés, venant après l'audience ac-

cordée au début du mois à M. Mestiri par le président Bourguiba et l'échange de correspondance qui a suivi avec M. Nour, indiquent une nette évolution dans la vie politique tunisienne. Il paraît exclu cependant en l'état actuel des choses, que le système de parti unique soit aboli, ainsi que le réclame le pacte national des démocrates socialistes. Tout récemment encore le premier ministre, M. Nour, déclarait que « le multipartisme aiguise les contradictions au lieu de résoudre les problèmes » et qu'en Tunisie les partis politiques n'ont pas leur raison d'être puisque « la concertation existe entre les différentes classes sociales à l'intérieur même du parti ».

Tout en se réclamant du principe de la liberté d'association, M. Mestiri a déclaré que ses amis et lui n'envisageaient pas, pour le moment, de fonder un parti. Il n'en semble pas moins décidé à intervenir le plus souvent possible dans la vie politique. C'est ainsi qu'à propos des récentes incidents qui se sont déroulés à Kasr-Eldja, dans le Sahel (Le Monde du 15 octobre), à la suite d'une grève des ouvriers d'une usine de textile, et qui nécessitèrent l'intervention de l'armée, M. Mestiri a suggéré que le président Bourguiba désigne une commission d'enquête présidée par un haut magistrat et composée de membres du parti, de députés et — « pourquoi pas ? » — d'un représentant de l'opposition.

L'organe officiel du parti socialiste destourien *l'Action* évoque brièvement dans son numéro de mardi la conférence de presse de M. Mestiri, d'où il ressort, écrit-il, « un certain nombre de contradictions émanées de banalités ».

Selon le journal, les problèmes soulevés par M. Mestiri ont été pour la plupart résolus ou sont largement dépassés, et celui-ci « arrive encore une fois après la bataille ».

« Tous les moyens sont bons pour que les prétendus socialistes démocrates défendent l'idée d'un

pacte national afin de retrouver des portefeuilles ministériels qu'ils ont perdus », ajoute *l'Action*.

MICHEL DEURE.

Maroc

UN DAHIR ROYAL : CRÉE UN CONSEIL DE RÉGENCE

Rabat (A.F.P.). — Un dahir royal portant création d'un conseil makhousin de régence a été publié au *Bulletin officiel* chérifien. Le conseil de régence, indique ce texte, exerce les pouvoirs et les droits constitutionnels de la couronne durant la minorité du roi. Il ne fonctionne cependant que comme organe « consultatif » auprès du roi si celui-ci est âgé de plus de dix-huit ans et de moins de vingt-deux ans révolus.

Le conseil est présidé par le parent mâle du roi le plus proche dans la ligne collatérale mâle et ayant vingt et un ans révolus. Il se compose en outre du premier président de la Cour suprême, du président de la Chambre des représentants (Parlement) et de sept personnalités désignées par le roi. La liste de ces personnalités n'a pas encore été publiée.

Les attributions conférées au conseil de régence du Maroc sont à peu près celles réservées actuellement au souverain : ainsi, le conseil, peut-il exercer le droit de grâce, dissoudre le Parlement, déclarer l'état d'exception, déclarer l'état de siège ou la guerre après avoir fait une communication en ce sens à la Chambre des représentants.

Les fonctions de « chef suprême des forces armées royales » sont assumées par le président du conseil de régence, qui ne peut toutefois placer ses forces en état d'alerte ni ordonner leur concentration, en tout ou partie, que sur délibération conforme du conseil de régence et du conseil supérieur de la défense nationale.



GRATUIT

La plus grande encyclopédie française.

ce passionnant dossier illustré en couleurs vous dit tout sur

L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Postez vite le bon ci-dessus, sans le moindre engagement, pour découvrir tout ce que l'Encyclopædia Universalis peut vous apporter, à vous et à votre famille.

L'Encyclopædia Universalis est la plus grande encyclopédie française. Mais, surtout, elle se distingue de toutes les autres par son contenu. Car elle a été réalisée par 3.800 spécialistes qui l'ont autorisée dans leur domaine : Prix Nobel, membres de l'Institut, académiciens, professeurs, médecins, historiens...

C'est pourquoi l'Encyclopædia Universalis est un outil de culture, de réflexion et de compréhension du monde moderne — unique en France. Ses explications sont claires, approfondies et scientifiques, qu'elle vous transforme en chercheur passionné. Pour une vie entière de découvertes, d'enseignements, d'enrichissements.

Jugez gratuitement. Gratuitement et sans le moindre engagement, demandez aujourd'hui votre Dossier Universalis. Sur 32 pages en couleurs, il vous dit tout sur les 20 volumes de l'Encyclopædia, sur ses 21.750 pages, sur ses 19.000 articles, sur ses 20.658 illustrations... et sur les conditions exceptionnelles que le Club Français du Livre vous réserve encore pour quelque temps à l'occasion de son 30^e anniversaire.

"Nous pensons que l'Encyclopædia Universalis est le seul ouvrage d'espérance moderne pour toutes les autres encyclopédies". J. Dursteler. LE MONDE, 6 mai 1977.

BON GRATUIT

à renvoyer au Club Français du Livre, 7, rue Armand-Moisant, 75754 PARIS Cedex 15. Veuillez m'adresser gratuitement, par la poste, mon exemplaire du magnifique Dossier Universalis en couleurs, sans aucun engagement de ma part.

Nom _____
Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____
(Offre valable uniquement pour la France Métropolitaine)

FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

PEDAGOGIE MODERNE

17, villa d'Alsace - 75014 PARIS Tél. 542.99.89

FORMATIONS ADAPTÉES

SESSIONS dans les ENTREPRISES ou à PEDAGOGIE MODERNE

Domaine d'action
PRATIQUE et MAÎTRISE de la COMMUNICATION
• Expression écrite ou orale • Secrétariat
• Langues vivantes

Pour tout renseignement s'adresser à Dominique MOUCHEL

Dans un moteur, le dérèglement du point d'allumage peut conduire à un accroissement de consommation. BOSCH a mis au point un nouvel équipement d'allumage sans contact qui empêche ce dérèglement. Un système d'allumage qui rend superflus le réglage périodique et l'entretien. Et qui améliore le démarrage.

Jour après jour, les allumages BOSCH a commande par contact font leurs preuves sur des millions d'automobiles.

Mais, des recherches constantes, de nouvelles technologies nous ont permis encore un perfectionnement : l'équipement d'allumage BOSCH transistorisé sans contact.

Jusqu'ici, on devait remplacer les contacts du rupteur tous les 10000 à 15000 kms, sinon le point et la tension d'allumage se modifiaient à cause de l'usure. Le moteur consommait davantage d'essence, et il y avait des ratés d'allumage.

Le nouvel allumage BOSCH, lui, peut passer des années sans avoir besoin d'être réglé : l'impulsion d'allumage est déclenchée et produite par voie électronique. Finis les contacts qui s'usent. Le point d'allumage reste le même durant plusieurs années. La consommation d'essence et le taux de composés nocifs dans les gaz d'échappement restent aussi faibles que possible.

L'allumage BOSCH transistorisé sans contact augmente la tension d'allumage jusqu'à 40% : pas de difficultés de démarrage, un allumage plus sûr, même avec des bougies encrassées. Le moteur tourne toujours bien.

C'est cela l'expérience. Dès 1897, BOSCH fabriquait le premier allumage de série pour automobiles. En 1964, le premier allumage à transistors. De nombreux constructeurs européens d'automobiles et tous ceux d'Allemagne montent les équipements d'allumage BOSCH.

BOSCH partage votre vie et vous ne le savez pas toujours.

Savez-vous que votre voiture est probablement équipée avec des produits BOSCH et que lors de la prochaine révision elle sera sans doute mise au point et vérifiée avec des appareils de contrôle BOSCH.

Quant à votre autoradio, si c'est un BLAUPUNKT, pensez aussi que BLAUPUNKT est une société du Groupe BOSCH.

BOSCH accompagne vos gestes quotidiens en bien d'autres occasions. De nombreux produits alimentaires que vous achetez dans les grandes surfaces sont emballés par nos machines; vous les préparez peut-être dans votre cuisine BOSCH, et vous les conservez dans votre réfrigérateur BOSCH.

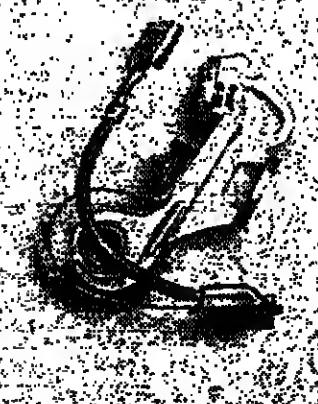
Peut-être réalisez-vous des films avec une caméra de chez BOSCH dont la marque est BAUER. Il y a également des salles de cinéma équipées de projecteurs BAUER. C'est d'ailleurs vraisemblablement avec nos yeux que vous avez regardé les Jeux Olympiques: beau coup d'épreuves ont été retransmises par des caméras de télévision BOSCH.

Nous sommes présents dans beaucoup de domaines: on utilise l'outillage BOSCH pour construire des appartements; le matériel ferroviaire est équipé de composants fabriqués par BOSCH, et grâce aux réchauffeurs de sang BOSCH, les hôpitaux peuvent porter leurs réserves de sang à la température du corps humain.

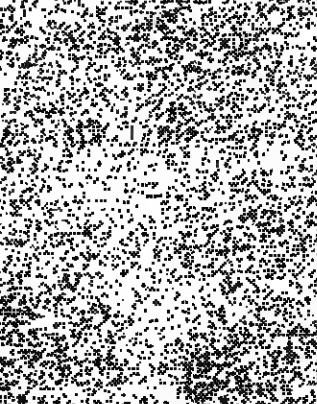
5700 scientifiques et techniciens travaillent chez BOSCH à la recherche et au développement de nouveaux produits et de meilleures méthodes, exclusivement.

Le Groupe Bosch en France: 5 usines.

BOSCH



Hier.



Aujourd'hui.

Le Monde

politique

Le président de la République a reçu vingt commerçants à déjeuner

Vingt commerçants avaient été choisis par leurs syndicats professionnels pour répondre, lundi 24 octobre, à l'invitation à déjeuner adressée à des représentants de cette branche d'activité par M. Giscard d'Estaing.

Réunis en fin de matinée au siège de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, ils ont établi la liste des questions qu'ils poseraient chacun à leur tour, au président de la République. C'est M. Jacques Kast, droguiste à Paris, qui a ouvert le feu en exposant à M. Giscard d'Estaing que l'indemnité de départ, équivalente à trois ans de loyer, demandée par les propriétaires aux commerçants qui démontent leur bail, est un obstacle à l'installation des jeunes, car leurs prédécesseurs leur font payer cette indemnité. « Le président m'a écouté », déclarait M. Kast à la sortie de l'Élysée, « et je crois qu'il a compris l'importance du problème ».

M. Michel Debargue, concosseur, a insisté, devant ses hôtes, sur la nécessité d'un dosage raisonnable, dans un pays comme la France, entre la liberté, à laquelle chacun aspire, et l'intervention de l'État, que chacun demande pour résoudre les problèmes économiques et sociaux. En ce qui le concerne, a-t-il précisé, il souhaite que l'on fasse un plus grand part à la liberté en diminuant l'interventionnisme administratif, tout en faisant la place qu'ils méritent aux problèmes économiques et sociaux, qui ne peuvent être résolus qu'au niveau collectif.

signataire en automobiles à Compiègne (Oise) a posé le problème des charges sociales qu'il faut supporter les entreprises de main-d'œuvre. « J'ai dit au président qu'il fallait, selon moi, reconsidérer entièrement la répartition des charges », a déclaré M. Debargue. Il n'y avait pas lieu de répondre, mais il a su écouter, et je crois qu'il est sensible au fait qu'une différenciation est nécessaire entre les entreprises. » M. Jean-Paul Degé, grossiste en confiserie à Arpajon (Seine-et-Oise) était plus sceptique sur la portée d'une telle rencontre. « Le président a été très ouvert à nos doléances », déclarait-il, « mais on ne peut pas tout régler au cours d'un déjeuner. Cela fait avancer les choses, mais cela reste quand même vague. » M. Degé estime qu'il faut améliorer les relations entre l'État et les commerçants, en mettant fin à l'accusation faite au commerce d'entretenir l'inflation. « Je ne suis pas sûr que le président ne partage pas un peu cette idée », a-t-il ajouté.

M. Giscard d'Estaing a insisté, devant ses hôtes, sur la nécessité d'un dosage raisonnable, dans un pays comme la France, entre la liberté, à laquelle chacun aspire, et l'intervention de l'État, que chacun demande pour résoudre les problèmes économiques et sociaux. En ce qui le concerne, a-t-il précisé, il souhaite que l'on fasse un plus grand part à la liberté en diminuant l'interventionnisme administratif, tout en faisant la place qu'ils méritent aux problèmes économiques et sociaux, qui ne peuvent être résolus qu'au niveau collectif.

La C.F.D.T. et le P.S. sont d'accord pour mettre en œuvre une politique moins « productiviste »

Une délégation de la C.F.D.T., conduite par M. Edmond Maire, secrétaire général, a rencontré, lundi après-midi 24 octobre, au siège du P.S., une délégation du parti socialiste conduite par M. François Mitterrand, premier secrétaire. Cette rencontre se situe dans le cadre des démarches de la C.F.D.T. auprès de l'ensemble des partis de gauche.

M. Maire a longuement expliqué les positions de sa centrale face à la crise qui divise les militants du programme commun. Il s'est déclaré satisfait des propositions que le P.S. a apportées, ces dernières semaines, à sa politique, en particulier l'acceptation des conseils d'ateliers (une revendication de la C.F.D.T.) et le moratoire nucléaire. Il a souhaité une reprise des négociations entre les partis de gauche.

M. Mitterrand a fait de son côté, le récit détaillé des dernières heures de discussions « au sommet ». Il a expliqué que c'est le P.C.F. qui n'a pas voulu d'accord. Au-delà de cet échange d'informations, les deux délégations se sont attachées à dissiper quelques malentendus. Les socialistes ont notamment tenu à s'expliquer sur le congrès de Nantes, afin de répondre au reproche de « présidentialisme » que leur avait adressé la C.F.D.T., en faisant allusion à leur fonctionnement interne. Au cours de la conversation, M. Edmond Maire a, d'autre part, indiqué que, sur ceux de ses amis, c'est le P.C.F. qui est responsable de l'interruption des négociations entre les partis de gauche.

tombés d'accord pour indiquer que la réunion a été « positive » et s'est déroulée dans un « excellent climat ». Le secrétaire général de la C.F.D.T. a ajouté : « Nous sommes venus voir le P.S. avec les propositions, les observations et les remarques de la C.F.D.T., en espérant qu'elles seront entendues par les autres partis de gauche aussi ouvertement qu'elles l'ont été aujourd'hui. La C.F.D.T. ne vise pas à jouer les intermédiaires, mais à faire en sorte que l'espérance des travailleurs ne soit pas déçue ».

De côté socialiste, les négociateurs ont souligné que les deux délégations ont une analyse commune de la crise et de la nécessité de « mettre en œuvre une politique de croissance qualitative et moins productiviste ».

LA PRÉPARATION DES

« La Lettre de l'Unité » : M. Leroy déforme les faits et les textes

La lettre de l'Unité, publiée chaque jour par la direction du parti socialiste, répond dans son numéro du 24 octobre aux déclarations de M. Roland Leroy, membre du secrétariat du P.C.F. au « Club de la presse » d'Europe 1. L'organe socialiste écrit : « A en croire Roland Leroy, chaque jour apporterait de nouvelles « preuves » du « tournant à droite » du P.S. Mais, pour fournir ces « preuves », il a dû une fois de plus déformer les faits et les textes. »

Quant à François Mitterrand, il affirme dans une interview au Journal du dimanche qu'il espère pour le parti socialiste sept millions de voix aux prochaines élections, ce serait une preuve du « tournant à droite », alors que dans la même interview — mais cela Roland Leroy ne l'a pas dit — François Mitterrand a répété à plusieurs reprises que le P.S. n'a d'autre stratégie que celle du programme commun et de l'union de la gauche y compris avec la discipline électorale qu'elle comporte, quelles que soient les circonstances.

mauvaise foi pour y voir un tournant, alors que le maire de Lille n'a fait qu'appeler les (à peu près) connus du P.S. en faveur d'une Europe des travailleurs opposée à celle du grand capitalisme et des multinationales. Ajoutons que, contrairement à ce qu'écrit l'Humanité, Pierre Mauroy, qui est intervenu à cette Convention, samedi matin, ne s'y est trouvé à aucun moment aux côtés de Raymond Barre.

« Les « preuves » de Roland Leroy se réduisent à bien peu de choses. La preuve du refus communiste de reprendre les discussions avec le P.S. on la trouve par contre dans l'obligation dans laquelle la direction du P.C.F. a mis plusieurs de ses intellectuels qui avaient accepté de signer un texte commun avec des intellectuels socialistes de retirer au dernier moment leur signature. Roland Leroy a fait semblant de n'être pas au courant de ce fait alors qu'il avait de bonnes raisons de l'être. Mais du coup que reste-t-il de sa prestation de dimanche soir ? »

M. CHAMBAZ (P.C.) : la direction du parti ignore tout d'un manifeste en faveur de l'union de la gauche.

M. Jacques Chambaz, membre du bureau politique du P.C.F., explique, dans l'Humanité du 25 octobre, la position de la direction du P.C.F. face au projet de manifeste en faveur de l'union de la gauche lancé par MM. René Debray et Nicolas Fouliassas (le Monde du 25 octobre). Il indique : « J'ignore tout, et la direction du parti avec moi, d'un tel manifeste. C'est dire, à plus forte raison, que nous ne sommes intervenus auprès d'aucun intellectuel communiste. »

« J'ajoute d'ailleurs, et le vingt-deuxième congrès en précise les raisons profondes, que de telles « interventions » sont profondément contraires à notre politique comme à notre pratique. (...) »

« Aujourd'hui, les intellectuels communistes participent avec l'ensemble du parti au débat que nous conduisons dans la presse pour l'union, pour le changement, pour le respect des engagements pris en 1972 dans le programme commun et leur bonne actualisation. »

M. ELLEINSTEIN : j'ai considéré en toute indépendance... M. Jean Elleinstein nous a remis la déclaration suivante : « J'ai effectivement été sollicité de donner ma signature au texte d'un appel d'intellectuels socialistes et communistes en faveur de l'union de la gauche. Passionnément attaché à cette union qui seule peut permettre un changement réel de politique, j'ai considéré — en toute indépendance, c'est-à-dire sans aucune intervention de la direction du parti communiste français selon les principes posés en la matière par le XXII^e congrès — que ce texte méritait d'être interprété comme mettant sur le même plan les responsabilités du parti socialiste et du parti communiste dans la crise de l'union de la gauche. Or ce n'est pas du tout mon opinion, car j'estime que la responsabilité principale appartient au parti socialiste, comme on pourra le constater en lisant le texte de ma Lettre ouverte aux Français sur la République du programme commun (que vont publier les Editions Albin-Michel la semaine prochaine). C'est la raison, et la seule, pour laquelle je n'ai pas signé ce texte. »

« A l'issue de sa rencontre avec M. Edmond Maire, M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., a répondu, lundi 24 octobre, à M. Roland Leroy en se demandant « s'il valait mieux affirmer les positions européennes du parti socialiste dans une assemblée où se trouvent des formations de la majorité ou aller déjeuner à l'Élysée, comme certains députés communistes l'ont fait ». M. Mitterrand faisait allusion à la présence de deux députés communistes au déjeuner offert le 27 septembre aux parlementaires locaux par le président de la République.

« M. Pierre Mauroy, maire de Lille, membre du secrétariat du P.S., a répondu lundi 24 octobre, à Lille, aux critiques que lui avait adressées M. Leroy en raison de sa participation à la « Convention pour l'Europe » (le Monde du 25 octobre). Il a déclaré : « Quoi de plus naturel que d'affirmer : il faut relancer l'Europe qui reste une nécessité, inventer une Europe socialiste. Les difficultés ne manquent certes pas sur notre route, et notamment les différences d'attitude, d'opinion, qui nous séparent des partis socialistes comme ceux de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne. »

EUROPE 1

c'est naturel

Les journalistes politiques.

Robert Namias. Catherine Nay. Gérard Carreyrou.

ELECTIONS LEGISLATIVES

A l'extreme droite et le Front national

ENEZ

12 HEURES

ISR

POLITIQUE

ELECTIONS LEGISLATIVES

A l'extrême droite un accord entre le P.F.N. et le Front national paraît difficile à réaliser

Après avoir présenté, le 29 septembre, au cours d'une conférence de presse, une « proposition d'unité d'action » pour les élections législatives et noté, le 1^{er} octobre, les prises de positions, également unilatérales, des dirigeants du Front national (le Front de la droite et de la gauche), ont adressé une lettre au bureau politique du Front national définissant les bases d'un éventuel accord électoral entre les deux formations. Les suggestions du P.F.N. sont les suivantes :

1) Répartition des secteurs entre les candidats des partis concernés de façon à respecter l'unicité de candidature, afin d'éviter des luttes stériles, et de couvrir le maximum de circonscriptions ;

2) Liberté de programme de chacune des formations ;

3) Engagement public et total de chacune des formations — s'il y a lieu — systématiquement contre le candidat de gauche, et pour le candidat le plus droitier, lorsque la gauche ne menace pas ;

4) Appel des formations nationales à voter pour le candidat de droite choisi (P.F.N., ou Front national).

De son côté, le parti de M. Le Pen a demandé au P.F.N. des éclaircissements sur sa position politique : « Si le P.F.N. se déclare de nouveau parti d'opposition nationale, le P.F.N. est tout prêt à envisager le principe d'une coopération. Si le P.F.N. se place toujours dans le camp du régime, par contre, le P.F.N. n'entend pas une seconde coopération avec lui. »

Cette condition mise à la conclusion d'un accord électoral risque fort de constituer un obstacle insurmontable. Il est dif-

ficilement concevable, en effet, que le P.F.N. accepte non seulement de se rallier à des thèmes qu'il combat, mais encore de faire acte d'allégeance au président du Front national. Le principal frein au rapprochement des deux mouvements réside moins dans une différence d'idéologies que dans les divergences de leurs stratégies. Tous deux s'accrochent, par ou par non, sur les contours de « l'Etat national » qu'ils appellent de leurs vœux. Mais chacun observe à l'égard de la majorité une attitude différente : le P.F.N. inscrit son action dans le cadre de la démocratie de la majorité, alors que le P.F.N. se veut l'expression de l'opposition nationale.

La stratégie du P.F.N. repose sur l'idée qu'il faut faire admettre l'existence d'une composante d'extrême droite au sein d'une majorité qu'il convient de « tirer à droite ». La tactique d'opposition critique qui est mise en œuvre répond à ce souci. Elle consiste à combattre l'alle libérale de la majorité et à présenter main forte à sa fraction « la plus droitiste », c'est-à-dire, aux yeux du P.F.N., au R.P.R.

Alors que le P.F.N. incline vers la conciliation en misant sur le parti de M. Jacques Chirac, le Front national ne semble croire qu'à l'efficacité de l'intransigeance. M. Le Pen assure qu'il représente une opposition nationale dont les thèmes sont « aussi éloignés de la politique de la majorité que du programme opportuniste de la gauche ». Certes, il n'hésite pas à féliciter le gouvernement lorsque celui-ci « apporte des améliorations positives, par exemple, à l'égard de l'immigration ». Mais il juge la majorité « trop faible et trop prompte à se compromettre avec la politique de la gauche ». Il s'efforce de la combattre au nom d'une « véritable politique de droite ». Aussi n'envisage-t-il d'alliance électorale avec le P.F.N. qu'à la condition que celui-ci « fonde ses candidatures sur une opposition à la majorité ». En attendant cet hypothétique ralliement, le Front national ne ménage pas son éventuel allié, M. François Duprat, président de la commission électorale du P.N., a écrit récemment : « A l'approche du scrutin, le P.F.N. a reçu comme consigne d'empêcher au maximum la constitution de candidatures d'opposition nationale. (...) La seule tâche assignée au P.F.N. est de

briser la droite afin de permettre au R.P.R. de récupérer son électoral. »

Dans ces conditions, il paraît difficile, à moins de concessions importantes et inattendues de part et d'autre, que les deux formations puissent aboutir rapidement à un accord électoral.

D'autant que, pour le second tour, les deux partis annoncent un comportement différent : pour M. Le Pen « il faudra juger, entre les deux tours, en fonction du paysage politique ». Le président du Front national ajoute : « Nous ne sommes pas disposés à jouer, a priori, les haricots de la majorité. » Le P.F.N., en revanche, a déjà choisi de se désigner « pour le candidat le plus droitier de la majorité et le mieux placé pour battre la gauche ».

Mais à défaut de parvenir à des candidatures unies, le P.F.N. et le P.F.N. devraient pouvoir s'accorder pour éviter une multiplication des candidatures de l'extrême droite, chacun défendant son propre programme. Un tel modus vivendi, s'il était accepté, aurait, chacun en convient, l'avantage d'éviter que l'essentiel de la campagne des candidats d'un parti ne soit consacré à la critique du représentant de l'autre parti.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

LA SOCIÉTÉ COMPLEXE

Envoyez 10 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN 27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 40 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Libres opinions

Être jeune giscardien autrement

par HUGUES DEWAVRIN (*)

Le 12 octobre en fin de matinée se déroulait la conférence de presse d'Autrement, le mouvement des jeunes giscardiens. Pour beaucoup alors, ce nouveau mouvement ne présentait qu'une caractéristique intéressante : son procès avec la revue Autrement.

Depuis les choses ont évolué : la justice, en référé, nous a donné raison après que nos contradicteurs eurent refusé la conciliation que leur proposait Mme Rozes, présidente du tribunal de grande instance de Paris, et que nous avions acceptée. Ainsi a été achevée une série d'événements que nous n'avions à aucun moment souhaités ou prévus, et qui ont parfois pris un caractère attristant par le ton diffamatoire que prenaient certaines attaques à notre égard, par la partialité de certains commentaires, et par le soul de publicité facile de ceux qui tentèrent de se faire approuver par la justice. Heureusement, cette affaire est désormais close. Le temps de parler de l'essentiel, c'est-à-dire de la démarche et des objectifs d'Autrement, le mouvement des jeunes giscardiens, semble donc venu.

Nous voudrions que le caractère principal de la démarche de notre mouvement soit la nouveauté. Nous avons, en effet, la volonté de faire autre chose qu'un mouvement de jeunes traditionnels. Nous, nous refusons les candidatures aux élections, les batailles de titres, la prétention d'être une relève ou une génération qui détiendrait la vérité alors que ses aînés seraient dans l'ignorance. Par contre, nous considérons que les jeunes ont leurs problèmes et qu'ils sont trop souvent ignorés par la société. C'est ainsi que nous ne nous intéresserons, en rejetant la « politique politicienne », qu'à ceux qui les préoccupent quotidiennement.

Pour nous, tenter d'améliorer la vie dans les lycées et les universités, contribuer, à notre niveau, à la solution du problème du premier emploi, tenter de faire vraiment reconnaître la culture jeune, cela semble plus urgent que d'entrer dans des commentaires infinis sur les unions ou les désunions de la politique traditionnelle.

D'autre part, nous pensons qu'il ne faut pas se contenter de parler des problèmes des jeunes, mais qu'il faut aussi essayer de contribuer à les résoudre concrètement.

C'est le second choix que nous avons fait. Refuser les slogans ou les promesses pour essayer d'aider les cinq millions de jeunes de dix-huit à vingt-trois ans à trouver des solutions aux problèmes qu'ils rencontrent. Dès lors, comment décrire les objectifs d'Autrement, le mouvement des jeunes giscardiens ? D'abord, il est évident que notre action ne se situe pas dans la perspective des élections législatives de 1978. Il serait, en effet, dérisoire de penser que nous pourrions sensibiliser en six mois des jeunes à la politique, même si celle-ci a dans notre démarche une forme nouvelle, alors qu'ils s'en désintéressent pour l'instant totalement.

Notre objectif est donc à beaucoup plus long terme : il est de montrer aux jeunes qu'il existe dans la majorité présidentielle des jeunes comme eux qui partagent leurs préoccupations et qui s'efforcent de résoudre concrètement leurs problèmes. Peut-être alors admettront-ils que la politique peut ne pas être seulement des paroles ou des intrigues, mais bien plus des actes et la réalisation d'un idéal.

Enfin, si nous avons attendu six mois après qu'il eut été créé effectivement, pour parler publiquement de notre mouvement, c'est que nous voulons appliquer nous-mêmes les principes qui sont ceux de notre démarche : ne rien annoncer qui n'ait déjà été réalisé, ne pas parler de notre mouvement avant qu'il soit constitué dans la quasi-totalité des départements, et qu'il soit vraiment efficace, ce qui est maintenant le cas. Par ailleurs, le 29 octobre, au cours de notre « tête-à-tête », nous aurons l'occasion d'annoncer les premiers résultats concrets que nous avons obtenus dans les domaines qui préoccupent notre génération.

Ainsi espérons-nous appliquer notre devise : « Autrement ! DIL autrement fait. »

(*) Porte-parole d'Autrement, le mouvement des jeunes giscardiens.

Faciliter la défaite de la gauche

Sur le plan électoral, il s'agit de faciliter la défaite de la gauche en respectant la démarche de la majorité : celle-ci ayant admis que des élections primaires sont nécessaires, le P.F.N. s'estime en droit de présenter ses propres candidats. A l'inverse, le parti aurait été absent de la consultation si la majorité avait décidé de présenter partout des candidats unifiés. La stratégie ma-

joritaire adoptée par le P.F.N. qui doit, dans l'esprit de ses promoteurs, permettre de modifier l'idée que les Français se font de l'extrême droite et faciliter l'élection d'un candidat à sa fraction « la plus droitiste », c'est-à-dire, aux yeux du P.F.N., au R.P.R.

ENEZ VIVRE 12 HEURES POUR ISRAËL

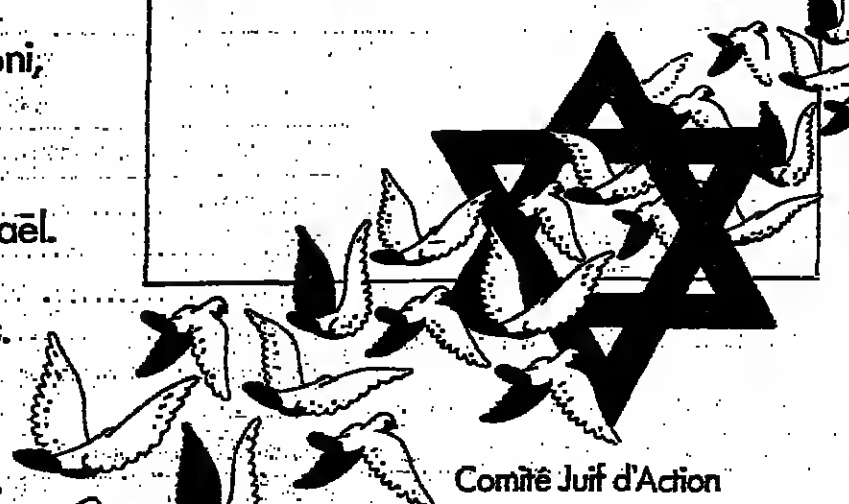
Interview de son Excellence
M. Gazith
Ambassadeur d'Israël en France.
Interview des hommes
politiques français
sur la situation au Proche-Orient.

Avec Thierry Le Luron, Dave,
Joe Dassin, Mort Schuman,
Hervé Vilard, Sim...
Yehoram Gaon, Yaffa Yarkoni,
Ruhama, Esther Galil.

Participez aux Forums :
Le Sionisme. Le Boycott d'Israël.
Les Juifs d'U.R.S.S.
Les Juifs des pays Arabes.
L'Inspiration juive dans la
littérature Française.
L'humour juif et le cinéma.

Billets en vente
au secrétariat dès 12 heures - Tél. : 774.57.06.
au R.I.F., 21, bd de Strasbourg, Paris 10^e.
à la WISO, 24, rue du Mont-Thabor, Paris 1^{er}.
à la UCA, 40, rue de Paradis, Paris 10^e.
aux Femmes Planières, 10, rue de l'Echiquier,
Paris 10^e.

30 OCTOBRE 1977
Dès 9 heures
**PARC DES EXPOSITIONS
DE LA PORTE DE VERSAILLES. PARIS**



Comité Juif d'Action

CHANGEZ DE LANGUE MATERNELLE.



Passer un mois seul avec une équipe de professeurs Berlitz. Un mois durant lequel vous serez obligé de parler et de penser dans leur langue. Demandez le calendrier des stages à : Paris, tél. : 742.13.39. Nice, tél. : 85.59.35. Cannes, tél. : 39.26.86.

"IMMERSION TOTALE" BERLITZ
Service traduction — Organisme privé

« 12 HEURES POUR ISRAËL »

A l'occasion de la trentième année d'existence de l'Etat juif, à un moment où l'attachement profond du peuple de France au peuple d'Israël doit s'exprimer plus que jamais.

Les personnalités soussignées appellent à se rendre en masse à la manifestation « 12 HEURES POUR ISRAËL » le 30 octobre 1977, au Parc des Expositions de la porte de Versailles à Paris :

MM. PIERRE-BLOCH, ALDHUY, colonel ARNOULD, M. Georges BLOCH, Révérend-Père BRAUN, Georges DAYAN, Raphaël FEIGELSON, Mme Marie-Madeleine FOURCADE, MM. Pierre GRAUD, GANTIER, Beate et Serge KLARSFELD, M. Jean-Pierre LEVY, Pasteur LA GRAVIERE, Archevêque LAROCHE, Jean POPEREN, Joël LE TAC, Mme PIERRE-BROSSOLLETTE, Christian PINEAU, Révérend-Père RIQUEL, Jean TEITGEN, Edmond TENOUDJI, CLAUDIUS-PETIT, Henri CAILLAVET, Raymond DRONNE, Lucien NEUWIRTH, Jean-Paul ELKANN, André MONTEIL.

POLITIQUE

RAPATRIÉS

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

LE MAIRE DE PONTARLIER
EST EXCLU DU P.S.

La commission des conflits de la fédération socialiste du Doubs a écarté d'exercice du P.S. le maire de Pontarlier, M. Denis Blondel. Selon la commission, cette décision serait la conséquence d'une « grave crise d'instabilité dans l'équipe municipale », à la majorité des conseillers municipaux ayant perdu confiance en M. Blondel. Cette « confiance des élus et de la population » est indispensable, estime la fédération, qui ajoute qu'« un maire socialiste doit avoir une conduite irréprochable et inébranlable ».

Des divergences de vues portant sur des questions d'ordre social et de gestion communale avaient amené, au début du mois d'octobre, M. Michel Maillot, secrétaire départemental, à convoquer le conseil municipal. À l'issue, premier adjoint au maire, à présenter sa démission. La majorité des élus du groupe avaient alors demandé à ce dernier de s'en tenir à sa décision, ainsi que la section locale du P.S. Cette dernière s'était prononcée pour la démission de M. Blondel, membre du C.E.R.E.S. dans la candidature aux élections législatives, par ailleurs, élu adjoint au maire.

Le conseil municipal de Pontarlier est composé de 5 P.C., 1 P.S., 1 P.F. (M. Blondel), 5 div. 1 et 5 div. 2. Le maire, M. Edgar Faure, est socialiste.

LE P.S.D. VEUT PRÉSENTER
250 CANDIDATS

M. Eric Hintermann, secrétaire général du parti socialiste démocrate, a déclaré, lundi 24 octobre devant la presse, que son parti espérait présenter deux cent cinquante candidats aux élections législatives. Il a annoncé que le P.S.D. tentera de remédier à la faiblesse de ses moyens en lançant au mois de novembre une souscription publique.

Interrogé sur l'attitude qu'adopteraient les candidats de son parti entre les deux tours des élections, M. Hintermann a répondu : « On bien nos candidats feront tout ce qu'ils pourront pour l'emporter au second tour. On bien ils ne sont pas les seuls élus et nous ferons confiance à nos électeurs pour qu'ils votent au plus près de la troisième force ; en écartant le danger communiste ». Le secrétaire général du P.S.D. a ajouté que son parti réunirait en janvier 1978 un congrès qui statuerait définitivement sur cette question.

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a donné, lundi 24 octobre, à la conférence de la Grande Loge de France. Le président du R.P.R. a traité des problèmes des villes modernes au cours d'une « tenue blanche » présidée par le nouveau grand maître de l'obédience, M. Marou. Dans une « tenue blanche », seul le confère n'est pas franc-maçon.

M. Senghor repousse sa visite en Guyane

De notre correspondant

Cayenne. — Attendu le 11 novembre en Guyane, M. Léopold Sédar Senghor, président de la République du Sénégal, a préféré repousser sa visite à une date postérieure aux élections législatives de mars 1978. Un conflit avait en effet surgi entre la préfecture de la Guyane et la municipalité de Cayenne.

En décembre dernier, M. Léopold Sédar Senghor, maire de Cayenne, accompagné d'une délégation de son conseil municipal, s'était rendu au Sénégal à l'occasion du jumelage des villes de Cayenne et de Thiès. Il avait été reçu par M. Léopold Senghor, ancien maire de Thiès, comme pour la circonstance maire honoraire, et par M. Jean Collin, ministre d'État chargé de l'intérieur et maire de Thiès.

La deuxième partie des cérémonies du jumelage devait avoir lieu à Cayenne au début du mois de novembre, le chef de l'État

sénégalais devait venir, accompagné d'une délégation du conseil municipal de Thiès. Pour l'occasion, la fête de Cayenne, qui se déroule normalement en octobre, avait été repoussée.

La majorité ne voyait pas d'un bon œil cette visite qui pouvait constituer, juste avant les élections législatives, le candidat socialiste soutenu par M. Heder, M. Albert Lecante, son deuxième adjoint. D'autant plus qu'en décembre 1976, le maire de Cayenne avait été reçu « comme un chef d'État » au Sénégal.

Le préfet de la Guyane, M. Jean Le Dircach, affirmant que cette visite devait être considérée sous l'aspect des rapports d'État à l'État, souhaitait accueillir M. Senghor. M. Heder répliquait qu'il s'agissait d'une affaire qui n'intéressait que les deux communes.

Le président de la République du Sénégal a préféré repousser sa visite pour ne pas créer d'inquiétude politique. — J.O.

EN BREF...

Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la sécurité sociale, qui participait lundi 24 octobre, à Rennes, à un débat organisé par l'association pour la démocratie, s'est déclarée très réservée sur la fixation d'un nombre minimum obligatoire de femmes candidates aux élections législatives. Elle a estimé que « les quotas ne sont guère possibles que dans les scrutins de liste ». À propos du M.L.F. (Mouvement de libération de la femme), Mme Veil a déclaré : « Les mouvements qui sont quelques peu dépassés par rapport à l'opinion publique permettent toutefois de lancer de faire progresser les idées, bien qu'il s'agisse d'extrêmes, ils ont un rôle utile ».

M. Dominique Gallet, député national de l'Union des gauches de progrès, a déclaré lundi 24 octobre à Nevers, à propos de la division de la gauche : « Les gauchistes de progrès ne peuvent pas partir pour les uns contre les autres dans une polémique concernant un programme qu'ils n'ont pas contribué à élaborer. Mais cette ligne de conduite ne nous empêchera pas d'affirmer nos positions fondamentales et notamment notre souhait que l'union de la gauche se renforce dans l'attente de la dissolution des assemblées qui mènera un gouvernement de gauche ».

M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du C.E.R.E.S., a critiqué, lundi 24 octobre, les déclarations de M. Robert Fabre à un journal luxembourgeois (Le Monde daté 23-24 octobre), selon lesquelles les formations de gauche pourraient aller « séparément à la bataille ».

Le parti socialiste, souligne M. Sarre, « ne peut que proclamer vigoureusement son désaccord avec tous ceux qui envisagent de renoncer à l'union de la gauche, sur la base du programme commun de gouvernement, en ramenant la gauche au stade d'un cartel de « non », ou d'un rassemblement électoral de circonstance ».

M. Gérard Nicoud a rappelé au cours du 9^e congrès national du CUD-UNATI, dont il est secrétaire général, que son mouvement mènera « campagne contre tous les candidats qui entendent se présenter à l'union de l'ÉNA (Néologie nationale d'administration). Évoquant la candidature du premier ministre dans le Rhône, M. Nicoud a indiqué : « Nous allons lui demander de nouveau une audience et nous verrons bien s'il accepte de nous recevoir dans le calme et la sérénité de son bureau ministériel ou si nous serons obligés, pour le rencontrer, d'aller le voir lors de sa campagne électorale à Lyon ».

« La préparation du projet de loi d'indemnisation n'a pas fait l'objet d'une concertation sérieuse »

estiment les dirigeants des principales associations

Le projet de loi d'indemnisation des rapatriés, qui doit être examiné, mercredi 26 octobre, par le conseil des ministres, sera rendu public, le même jour, dans l'après-midi, par M. Jacques Dominati, au cours d'une conférence de presse. Le secrétaire

d'État en a rappelé les grandes lignes samedi 22 octobre, à Perpignan (Pyrénées-Orientales), à l'occasion d'une réunion qui a rassemblé, à l'appel du mouvement du RECOURS, près de trois mille « pieds-noirs ».

Le texte présenté par le gouvernement vise à compléter la loi du 15 juillet 1970 modifiée en 1974. Il fixe le plafond de l'indemnisation à 500 000 francs pour les personnes seules et à 1 million de francs pour les ménages. Dans le cas des personnes mariées, si l'un des conjoints est décédé après la dépossession des biens, la veuve pourra bénéficier, selon la valeur globale du patrimoine perdu, d'une indemnité supérieure à 500 000 francs, dans la limite du plafond de 1 000 000 de francs. Cela ne sera pas le cas, en revanche, si le décès du conjoint est antérieur à la dépossession, les descendants pouvant toutefois faire valoir leurs droits d'héritiers.

Les avances déjà versées en vertu des dispositions précédentes seront déduites de ces sommes.

Les modalités d'indemnisation retenues comportent un double système. Les rapatriés âgés de soixante-dix ans et plus en 1978 recevront dans le courant de l'année prochaine des titres prioritaires porteurs d'un intérêt de 6,5 % qui seront remboursables à partir de 1979. Les intéressés pourront se faire rembourser chaque année, jusqu'en 1984, un cinquième du montant total de l'indemnité.

Les rapatriés âgés de moins de soixante-dix ans se verront remettre, à partir de 1979, des certificats d'indemnisation porteurs du même intérêt, mais dont le remboursement n'interviendra qu'à partir de 1985 et durera jusqu'en 1997, par quinquème chaque année. Les intérêts ne seront pas imposables. Le cas des personnes morales restera régi par les dispositions actuellement en vigueur.

Le caractère fragmentaire des indications données par M. Jacques Dominati sur ce projet de loi suscite l'inquiétude des associations de rapatriés, qui craignent que le gouvernement ne réponde pas complètement à leur attente.

Huit d'entre elles (1) ont exprimé, dans un communiqué commun, leur « étonnement » devant ce « manque d'informations précises » et regretté « qu'aucune véritable concertation n'ait été engagée ». Soulignant que le projet de loi fasse l'objet d'un débat

« très large et très ouvert », elles comptent sur les parlementaires pour « en corriger éventuellement les anomalies et en dénoncer les erreurs ».

Le Front national des rapatriés (F.N.R.) regrette, lui aussi, « l'absence d'une concertation sérieuse » et souligne « la nécessité de voir régler l'ensemble du contentieux entre l'État et les rapatriés, c'est-à-dire, outre l'indemnisation, la question morale, la question prioritaire de l'amnistie complète, celle des retraites et le douloureux problème des Français de confession islamique ».

Grève à l'ANIFOM ?

Le mouvement du RECOURS estime que le projet comporte « plusieurs insuffisances importantes » et manifeste ses « espérances » et lance « un appel très pressant » au premier ministre « pour que l'article 40 de la Constitution (2) ne soit pas systématiquement opposé aux amendements qui pourront être déposés par les diverses formations politiques » au cours du débat parlementaire. « afin de permettre le vote d'une loi véritablement complète et juste ».

Les conséquences du projet de loi inquiètent également les employés de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM) chargée d'exécuter les procédures en vigueur.

Ainsi que la C.F.D.T. l'a écrit à MM. Giscard d'Estaing et Barre, ce personnel est essentiellement composé d'agents contractuels ou vacataires n'ayant aucune garantie d'emploi au-delà de la durée du fonctionnement de l'agence. Les délégués syndicaux des huit cent vingt agents concernés ont demandé à M. Dominati et au secrétaire d'État à la fonction publique de leur donner dans les prochains jours l'assurance de leur titularisation. Si elle n'obtient pas satisfaction, la C.F.D.T. n'exclut pas un mouvement de grève, qui pourrait paralyser l'ANIFOM.

M. Dominati répond à ces critiques, comme il l'a fait à Perpignan, que le projet de loi « a le mérite d'exister et d'être applicable immédiatement » et que les rapatriés ont « tout à perdre à la surenchère ».

(1) L'ANFANOMA, France-Afrique, le G.N.P.F., la MAPA, le RANFRAN, l'USOPEA, l'Association des Français d'Alsace et de la région de la Moselle, l'Association des Français de Guinée et d'Afrique noire.

(2) L'article 4 de la Constitution stipule que « les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique ».

LA RÉFORME DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Deux maires sur dix ont répondu, pour l'instant, au questionnaire du gouvernement

« Ce n'est pas un échec », estime M. Bécam

Bien que la majorité des maires manifestent peu d'empressement à répondre au questionnaire du gouvernement sur les projets de réforme des collectivités locales, M. Marc Bécam, secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur, estime que rien n'autorise à penser pour l'instant que cette consultation soit un échec.

La commission des communes de France, présidée par M. Jacques Aubert, conseiller d'État, poursuit normalement son travail de dépouillement des premières réponses. À la date du samedi 15 octobre, qui avait été initialement retenue comme date limite de renvoi du questionnaire, le ministère de l'intérieur avait reçu trois mille trois cent cinquante réponses (trois mille deux cents par l'intermédiaire des préfets et cent cinquante directement « expédiées » par ceux qui envoient que le préfet n'aurait pas eu le temps de leur répondre, dit-on dans l'entourage du secrétaire d'État). À peine cinquante sur dix, sur France compte trente-six mille cinq cent cinquante communes — avait donc répondu dans le délai fixé avant que la date limite ne soit repoussée au 3 novembre. Malgré la modestie de ce résultat, la commission avait pu se mettre à l'ouvrage sans retard.

Le rythme des réponses tend toutefois à s'accroître. À la fin de la semaine dernière, le ministère de l'intérieur en avait reçu de quatre mille cinq cents et lundi 24 octobre plus de cinq mille six cents. Pour l'instant, deux maires sur dix ont donc répondu au questionnaire.

Pour M. Marc Bécam, « l'important n'est pas de permettre à la commission de disposer de la consultation ». Le secrétaire d'État note que M. Jacques Aubert et son équipe de quatre-vingt-cinq fonctionnaires ont « fait, en dix jours, de quoi travailler jusqu'à la fin du mois ». Il constate avec satisfaction que l'augmentation du

nombre des réponses semble démontrer que les maires n'ont pas été insensibles aux appels qu'il leur a lancés au cours de ces dernières semaines. Depuis le début de son « tour de France » des communes, en juin dernier, M. Marc Bécam s'est rendu dans quatre-vingt-quatre départements et il a tenu près de deux cents réunions « afin de convaincre les élus ».

« En réalité, dit-il, dès que je passe dans un département le nombre des réponses augmente. L'autre jour, par exemple, quand je suis arrivé en Gironde, le préfet m'avait reçu que trois ou quatre heures. Quatre jours après, il en avait tenu vingt-cinq. Cela confirme un peu, d'ailleurs, les élus les plus « durs » au sein de l'Association des maires. Celle-ci, en effet, conseille à ses membres de différer l'envoi de leurs réponses jusqu'à la réunion de son congrès national qui aura lieu du 18 au 19 novembre à l'hôtel de ville de Paris.

La campagne et les grandes villes

Le secrétaire d'État souligne que le nombre des réponses reçues ce jour représente 18 % des maires et constitue, d'ores et déjà, « un échantillonage significatif ». « Si seulement le quart des maires répondaient, on aurait en définitive, en s'en tenant à ce que nous fait l'INSEE habituellement, l'équivalent d'un résultat encore supérieur, mais je ne peux pas laisser dire que la consultation que le gouvernement a lancée soit un échec », déclare-t-il.

La plupart des réponses émanent des régions rurales et des petites villes. Les maires des grandes villes n'ont pas encore répondu, « copie », M. Marc Bécam rétorque les critiques émises par les élus de l'opposition, qui, par le mouvement des radicaux de gauche, affirment que, sous le

couvert d'une « louable consultation démocratique », le gouvernement se livre à une « habile opération électorale ».

Le secrétaire d'État réplique que pour le gouvernement, la facilité est consistée, au contraire, à accepter, sous la pression des associations d'élus, de reporter sine die l'examen des conclusions de la consultation. « Essayez de tenir l'engagement qui a été pris par le président de la République », déclare M. Marc Bécam. Il est plus courageux et plus franc que facile, pour le gouvernement, d'avoir à ce sujet une position claire et connue avant les élections ».

Le secrétaire d'État conclut : « Si le dépouillement ne pouvait se poursuivre normalement, faute de réponses, il n'y aurait pas de débat au Sénat avant la fin de la session parlementaire. Mais pour l'instant, rien n'est changé dans notre programme ». M. Marc Bécam, qui se rendra, le 7 novembre, sur Haute-Marne, participera d'ici là à la conférence européenne des ministres responsables des collectivités locales, qui se tiendra à Lisbonne les 28 et 29 octobre.

ALAIN ROLLAT.

VIENT DE PARAÎTRE

Les Impôts en France

77-78

590 pages — Franco 85 F

EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE
18, rue Vialre, Paris 17

A L'HOTEL DROUOT

Mercredi

VENTES

S. 1. - Coll. de l'abbé Vignati, sommé de l'Empire à Saint-Hélène.

S. 6. - Céramique anc. et moderne.

S. 13. - Objets d'art et d'ameublement 18^e et 19^e.

S. 15-16. - Tableaux anc. Art Déco. Meubles et sièges 18^e.

S. 17. - Table mod. Crist. Baccarat.

EXPOSITION

S. 2. - Livres des 17^e, 18^e et 19^e, éditions originales.

S. 4. - Médailles et objets d'art 17^e et 18^e. Tapisseries et tableaux 17^e et 18^e. Tapis d'Orient. Collect. ordres chevaliers.

LE POUVOIR MILITAIRE EN AMÉRIQUE LATINE

Jean-pierre delarge

Maintenant l'Afrique a son métro aérien.

Un métro qui dessert la Côte-d'Ivoire, l'Empire du Congo, le Sénégal, le Nigeria, le Gabon, le Tchad, le Bénin, le Togo, l'Éthiopie, le Ghana, le Libéria, le Bénin, le Zaïre.

Et toutes les villes importantes du Cameroun. L'aérodrome international de Douala assure les correspondances avec l'ensemble de ces destinations.

Arrivé de Paris ou Marseille, sur Boeing 707 intercontinental de Cameroon Airlines, vous continuez sur Boeing 737 ou twin-otter de Cameroon Airlines.

Quand on apprécie une compagnie aérienne, autant aller jusqu'au bout avec elle.

Surtout quand ses vols sont fréquents et que les horaires sont aussi confortables que les avions.

Avec, en plus, des hôtesses dont le sourire est renommé dans toute l'Afrique.

(1) Départ les lundis, mercredis et samedis. Durée de vol : 6 h 20 (avec repas, cinéma, musique, etc.).

VOYAGEZ EN BONNE COMPAGNIE.

CAMEROON AIRLINES

12 BD DES CAPUCINES 75001 PARIS - TÉL. 01.42.45.40 / 01.42.45.41 / 01.42.45.42

COLLOQUES

CONSTITUTION ET RÉGIONALISATION

Constitution, régionalisation : deux thèmes d'études et de débats auxquels les circonstances donnent une actualité et un intérêt nouveaux. Constitution : celle de la V^e République va avoir l'année prochaine vingt ans. Comment a-t-elle évolué, faut-il le transformer, a-t-elle contrarié ou favorisé les chan-

gements intervenus dans la société française ? C'est ce que se sont demandés les participants au colloque organisé récemment par la revue *Pouvoirs*. Quant à la régionalisation qui connaît en France un temps d'arrêt, ne peut-elle pas être relancée en

s'inspirant des expériences étrangères ? Précisément un colloque franco-britannique vient d'apporter, sur les institutions locales anglaises, des éléments de réflexion et de comparaison utiles et intéressants.

« Pouvoirs » : vingt ans de V^e République

La Constitution de 1958 approche de ses vingt ans. On va donc obtenir le deuxième prix de longévité, derrière la III^e République. Excellente occasion de s'interroger sur les interprétations d'un régime certes stable, mais incertain. La revue *Pouvoirs* (1) a donc organisé un colloque sur ce thème avec l'université de Paris-I.

La V^e République a innové dès sa naissance, comparé, par exemple, avec la tradition républicaine née dans la lutte contre l'Empire. « Un régime qui dure et un régime qui innove doit correspondre à quelque nécessité, plus qu'à un accident perpétué par les habitudes », précise M. Pierre Avril. M. Jean Chariot explique la durée par le consensus qui s'est établi sur l'élection du président de la République par le peuple. La V^e a su répondre à une crise de légitimité et le système est devenu irréversible. A cet égard, M. Jean-Pierre Chaudet, présentant la République giscardienne, insiste sur la nécessité de continuer l'évolution amorcée, selon lui, depuis 1974 et d'instaurer un régime présidentiel. « Tous les actes de Valéry Giscard d'Estaing ont dans ce sens », M. Maurice Duverger reste très sceptique quant à la réalisation de cette prophétie. « Le jour n'est pas venu où tous trouveriez une majorité de parlementaires pour voter une révision de la Constitution leur ôtant le droit de renverser le gouvernement... »

quées par les rapporteurs de l'après-midi. MM. André Demichel et Jean-Claude Colliard ont refusé de polémiquer. Revenant à l'interprétation du régime, M. Demichel estime que la V^e République opère la traduction constitutionnelle du capitalisme monopoliste d'Etat, mais avec certains décalages dus à l'autonomie du constitutionnel, à la tradition juridique française et aux contradictions du gaullisme. M. Pierre Dabizet, gaulliste d'opposition, ne pouvait que s'enthousiasmer en entendant un juriste communiste reconnaître des traces de la tradition jacobine chez le général de Gaulle. Quant à la V^e République, sa pérennité semble garantie lorsque M. Demichel admet qu'elle pourrait servir de cadre à une politique nouvelle et qu'il n'est pas nécessaire de changer la Constitution pour opérer des transformations qualitatives décisives. M. Jean-Claude Colliard démontre juridiquement que la Constitution est à ce point obscure qu'on pourrait affirmer qu'elle n'existe plus. Le fait, dit-il, reçoit une étrange confirmation dans le fait que la gauche accepte la V^e République bien davantage que la société actuelle.

Régime et société

L'hypothèse entre régime et société domine la dernière séance du colloque. M. Alfred Grosser

relève plusieurs permanences indépendantes de la cinquième : les exploitants agricoles représentent 20 % de la population active en 1964 ; 7/8 % dix ans plus tard, mais la coupe n'a suent rapport avec 1958. Même chose pour les logements, les résidences secondaires, les automobiles. Et, plus encore, même chose pour la culture politique. L'étrange combinaison de la référence révolutionnaire avec un conservatisme dans la pratique subsiste sous la V^e. Pierre Vianasson-Foné tendra ces constatations en insistant sur la méthode française de traitement du changement social. « Les problèmes sans solution, les situations sans issue s'accumulent, d'abord nées, puis discutées mais refusées, enfin pris en considération mais non en charge faute de le pouvoir plutôt que de le vouloir. C'est le blocage. Un coup de force n'aurait d'ailleurs aucun mouvement vers des profondeurs et incapable. » Et les permanences reprendront alors toute leur vigueur, stimulées par un personnel dirigeant inchange. M. Francis de Baecque explicite cette liaison entre le régime et la société en rappelant que la V^e accentue l'unité du personnel dirigeant. L'EXNA ne fut opérationnelle qu'avec la V^e, parce que les énarques étaient enfin produits, et que le régime les accueillait. Il n'en maîtrise pas les changements pour autant. P. Vianasson-

Fonté rappelle que les gouvernements avaient d'autant mieux les réformes qu'elles portaient sur le secondaire et le tertiaire. Cette fascination devant la contestation est d'ailleurs assez récente : entre 1968 et aujourd'hui, mai 1968 s'est glissé. Cette crise a prouvé que le régime produit encore des effets. Les participants s'accrochent pour admettre que le régime démontre l'explosion par le renversement du gouvernement. Sous la V^e, l'Etat vacille parce que Colombi chahute un doyen.

Lorsque l'Etat se remet, il n'en devient pas pour autant le moteur du changement. « Les hommes politiques ne peuvent être que les spectateurs un peu tristes de l'inévitable », selon l'expression de M. Bernard Lacroix. La société évolue malgré le régime, indépendamment de lui. M. Jean-Claude Colliard peut alors souligner que le colloque s'achève en décrivant son objet : « Après avoir établi qu'il n'existe pas de Constitution, nous démontrons qu'il n'y a pas de régime. » Reste la société qui n'acceptera certainement pas qu'un paradoxe d'intellectuels devienne une réalité.

(1) Les principaux moments de ce colloque seront relatés en février 1978 dans le numéro que *Pouvoirs* consacrera au cinquantième anniversaire de la V^e République. (PUP, 20 rue de Valenciennes, 75005.)

COLLECTIVITÉS LOCALES À L'ANGLAISE

Quand les citoyens disent "non" au Parlement

De notre envoyée spéciale

Talioles. — De Saxons en Normands, de paroisses en bourgs pourris et de comités en « courbailons », les collectivités locales britanniques ont connu une suite de bouleversements dont les grandes querelles sur la « régionalisation » en France ne donnent qu'une faible idée. Comment comparer le fonctionnement, les avantages et les inconvénients des communes, des départements et des régions, avec ceux des districts, des comités et des zones métropolitaines ? Tel était l'ambitieux propos d'un colloque qui a réuni à Talioles (Haute-Savoie), sous l'égide du Conseil franco-britannique (1), élus et hauts fonctionnaires des deux côtés de la Manche.

La dernière grande réforme locale au Royaume-Uni date de 1974. C'est la plus importante depuis celle qui a supprimé les bourgs pourris à la fin du siècle dernier. Avant 1974, il y avait par exemple en Angleterre et au Pays de Galles environ mille huit cents autorités locales ; il y en a aujourd'hui un peu plus de cent vingt. Le royaume est désormais divisé en comités, districts

et en six zones métropolitaines, plus celle du Grand Londres qui administre sept millions trois cent mille habitants.

En gros, les comités ont juridiction sur la police, les transports, le corps des sapeurs-pompiers, les routes, les services sociaux et l'enseignement. Les districts sur le logement, l'urbanisme, l'entretien des ordures ménagères, etc.

Les relations — financières et techniques — avec le gouvernement central ont trait surtout à l'enseignement, aux services sociaux et à l'environnement. Mais, a précisé la délégation britannique, il n'existe pas, pour les attributions de fonds, de « normes » comme en France. Par exemple, en matière de constructions scolaires, les services de l'enseignement n'adressent pas de « directives », tout juste des « circulaires » qui donnent des « conseils ».

Contrairement à ce qui se passe encore trop souvent en France, les subventions gouvernementales aux collectivités locales se font en bloc. Aux responsables, ensuite, de répartir ces fonds.

En 1974, les subventions aux collectivités locales britanniques ont atteint 12 milliards de livres, a indiqué M. Cauton, secrétaire général de l'association des autorités métropolitaines, soit le tiers des dépenses de l'Etat et presque 10 % du produit national brut. Selon M. Yves Milhous, ancien président du Conseil de Paris, c'est à peu près ce que les collectivités locales françaises ont obtenu. Au Royaume-Uni, le tiers de ces dépenses ont été couvertes par des impôts locaux, en majeure partie par le taxe sur la propriété.

Pas de cumul

Mais la plus grande différence entre celles françaises et britanniques est celle-ci : les seconds ne cumulent jamais les mandats. Traditionnellement, un élu local ne saurait être député, encore moins ministre.

En revanche, le pouvoir des associations de citoyens a paru nettement plus déterminant de l'autre côté de la Manche que sur le continent. Deux exemples ont été cités : celui du Parlement de Westminster, qui a dû renoncer à faire reconstruire une de ses ailes dans un style qui déplaçait aux Londoniens, et, toujours à Londres, celui du tunnel routier dont le projet a été abandonné parce que, s'il avait l'approbation de dizaines de milliers d'automobilistes benoîtés, il soulevait les protestations d'une centaine de riverains.

Est-ce à dire que les sujets de la reine Elizabeth ont toujours raison contre l'autorité centrale ? Ce serait trop beau, surtout en matière financière, ont admis les collègues britanniques, qui ont cité mélancolement un vieux dicton : « A gentleman in Whitehall knows best » (2).

NICOLE BERNHEIM.

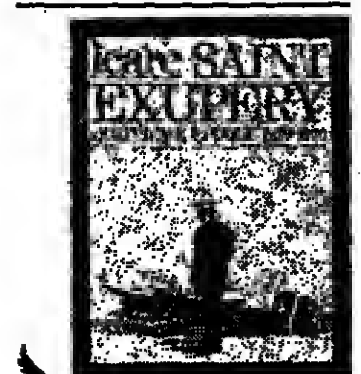
(1) 11 bis, avenue Victor-Bugo, 75010 Paris. Tél. 500-64-92.
(2) Un gentleman de Whitehall (le Parlement) sait tout.

Le fait majoritaire

La V^e République sera irréversible ou précario selon que le fait majoritaire dure. C'est ce que souligne M. Alain Lancelot en précisant que « si le président de la République ne va pas tous les jours au charbon, cela ne veut pas dire qu'il ne fait pas marcher la chaudière ». M. Léo Hamon soutient cependant à son tour que le pouvoir présidentiel s'est affaibli et l'explique ainsi : « Depuis 1974, le président ne dispose que d'une très faible majorité (51 %) et n'appartient pas à la majorité de la majorité (ce deuxième obstacle, c'est-à-dire dissoudre l'Assemblée, il aurait fallu que le premier n'existe point, que le chef de l'Etat ait été élu par une majorité très large... »

L'évocation de ces rapports de forces politiques offre l'occasion de quelques confidences. M. François Luchaire, professeur à Paris-I et vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, avoue : « J'appartiens à une toute petite formation qui est aujourd'hui une des plus sollicitées de France... »

Les perspectives de la gauche n'ont pas été directement évo-



icare
revue de l'aviation française

Toute l'histoire de l'Aéronautique, racontée par ses témoins.
Série SAINT-EXUPÉRY
7 volumes dont 4 parus
Tome I : 33,50 F. francs
Tome II, III, IV, 28,50 F. francs
Série BATAILLE DE FRANCE 1939-40
10 volumes parus de 18,50 à 28,50 F. francs
Série NORMANDIE-NIEMEN 6 volumes
et paraissent : la GUERRE de 1870-71
ADRIEN, SANTOS-OUMONT, MERMOZ,
VOISIN... de 18,50 à 28,50 F. francs
ICARE/Cidex A 213
84396 ORLY-AÉROGARES
Tél. : 726-06-71, 72 et 726-70-16
C.C.P. 14.696-14 Paris



AUX 3 JOURNÉES LFOCOO 16-17-18 NOVEMBRE 1977 de 9H à 12H30 et de 14H à 18H IMAGINATION ET TRAVAIL

16 NOVEMBRE 1977 L'ENTREPRISE, CADRE DE VIE

Animateur : YVES CHAIGNEAU, Directeur de l'AN.A.C.T. (Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail)

Mme SARTIN
M. BOUVIER
M. CHANARD
M. COCHET
M. de MUN
M. DUBOURDIEU

M. FRIGNET des PREAUX

M. GRABAME

M. LAGLENNE

M. MAYMONT

M. MERLIN

M. PATRIK

M. RIGGI

M. TAYLOR

M. VOLVO

17 NOVEMBRE 1977 L'IMAGINATION NE CONDAMNE PAS À L'UTOPIE

Animateur : JOSE BIDEGAN, Délégué Général ENTREPRISES ET PROGRES

Mme DEVAUX

Mme PIOTET

Mme REY

M. AUBER

M. BOUINNE CABALE

M. CAZAMIAN

M. DELPLANQUE

M. ELLUL

M. FOMBONNE

M. GRUAT

M. HANON

M. LAMERIE

M. MASSIAS

M. MONTVALLON

M. MOUZIN

M. ODER

M. RECHNER

M. ROUSSELET

M. REZEAUD

M. SAINSAULIEU

Psychopédagogue du travail, Expert du B.I.T. (Bureau International du Travail).
Chargé de recherche au C.R.U. (Centre de Recherches d'Urbanisme).
Directeur du C.R.E.A.C. (Centre de Recherches et d'Etudes Appliquées à la Créativité).
Directeur Luminetis AMOR.
Secrétaire général de la Fondation pour l'Art et la Recherche.
Directeur Général de la S.E.M.E.A.S.O. (Société d'Economie Mixte d'Équipement et d'Aménagement de l'Île-de-France).
Attaché Direction Générale, PERNOD (Vente de la Pomeroy).
Directeur de S.E.T.I.E.
Chef du Bureau Etudes Techniques Commerciales Etablissements BOUYGUES.
Architecte urbaniste enseignant.
Président de l'UNIVERSITÉ PARIS VIII (Vincennes).
Designer.
Directeur technique des Etablissements NINA RICCI «Parfums»
Artiste peintre (Interview magnéto-copée).
Un représentant.

Chargé de l'Aménagement KODAK-PATHÉ
Responsable de la sécurité du travail, groupe PHILIPS
Directeur Général FAIVELEY.
Directeur de l'Etablissement S.N.L.A.S. Marignem.
Président du S.I.E.S. A. Vice-Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
Président du Comité Directeur des Etablissements du CREUSOT
Directeur du Personnel et des Relations Sociales des Etablissements FACOM
Directeur des Relations Humaines ASCINTERS - OTIS.
Responsable des plans du personnel I.B.M.
Directeur Général E.T.A.P.
Ingénieur général M.A.S.
Directeur de Centre de Psychologie du travail OLIVETTI-IVREA. Professeur de Psychologie
occupationale à l'Université de Turin.
Directeur du Personnel et des Relations Sociales CREUSOT - EMPHY
Chef du Service Informations et Communications internes ESSO
Expert Bureau S.E.R.E.T.E.
Un représentant (Groupe des Animateurs et Responsables de Formation)

18 NOVEMBRE 1977 L'IMAGINATION PEUT-ELLE INSPIRER UN PROGRAMME ?

Animateur : HUGUES DE JOUVENEL, Directeur de la Revue FUTURIBLES

Mme DEVAUX

Mme PIOTET

Mme REY

M. AUBER

M. BOUINNE CABALE

M. CAZAMIAN

M. DELPLANQUE

M. ELLUL

M. FOMBONNE

M. GRUAT

M. HANON

M. LAMERIE

M. MASSIAS

M. MONTVALLON

M. MOUZIN

M. ODER

M. RECHNER

M. ROUSSELET

M. REZEAUD

M. SAINSAULIEU

Présidente du Comité du Travail Féminin
Chargée de mission à l'AN.A.C.T. (Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail)
Professeur à l'Université de Genève
Membre de l'U.E.I.C. (Union Européenne de Taille Humaine Industrielle et Commerciale)
Président du Comité Directeur des Etablissements du CREUSOT
Professeur à l'UNIVERSITÉ PARIS I
Sociologue
Professeur de Sociologie à l'Université (Interview magnéto-copée)
Directeur du Département Personnel et Relations Sociales COMPAGNIE BANCAIRE
C.F.T.C.
Ingénieur en chef
Médecin du travail T.R.T.
Professeur aux Universités de Berkeley et Stanford (U.S.A.)
Docteur en médecine. Centre Médico-Social pour la santé des Migrants
C.C.C.
Chef du Service des Relations Humaines ESSILOR
Médecin, enseignant, écrivain
Conseiller Scientifique C.R.E.
Chef du Service Etudes et Statistiques, Ministère du Travail
Professeur à l'Institut des Sciences et Etudes Politiques Centre de Sociologie des Organisations

** N.B. L'F.O.C.O.P. met sa structure à la disposition des participants qui souhaiteraient constituer des groupes de réflexion afin de poursuivre et approfondir les travaux de ces trois journées.
Renseignements et inscriptions auprès de :
Monsieur André AYMONOD Directeur Général Adjoint
LFO.C.O.P. Institut de Formation Commerciale Permanente 3, rue du Caducée 94154 RUNGIS CEDEX Tél. 687.24.05

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

POINT DE VUE

LES RAPPORTS ENTRE L'ÉTAT ET L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Le dualisme consolidé

par EDMOND VANDERMEERSCH (*)

Pour prémunir l'enseignement catholique contre la menace d'une nationalisation — sur un coin de table —, l'Association nationale pour la liberté de l'enseignement a fait voter à la fin de la session de printemps, une proposition de loi relative à la liberté de l'enseignement — élaborée par M. Guy Guarnier, député (R.P.R.). Ce texte est soumis aux sénateurs ce mardi 25 octobre. Les amis de M. Guarnier, profitant de la conjoncture favorable — pour ce qui concerne l'union de la gauche est bon pour la majorité, — sont allés au-delà de la simple défense de la liberté d'enseignement. Pour garantir la « caractéristique » de l'établissement sous contrat, c'est-à-dire essentiellement le caractère catholique des 95 % d'élèves sous contrat, ils demandent aux autorités privées les moyens juridiques et financiers d'organiser un enseignement indépendant et parallèle à l'enseignement public.

D'une part, la loi Guarnier institue une série d'automatismes destinés à assurer aux établissements et aux enseignants privés des conditions financières et statutaires rigoureusement équivalentes à celles des établissements et des enseignants du public. C'était bien l'esprit de la loi Debré. Mais celle-ci avait prévu que l'égalité des situations s'opérerait par une assimilation progressive des conditions de fonctionnement des deux enseignements. Une telle assimilation s'est avérée totalement irréalisable. Par exemple, les frais de fonctionnement matériel des établissements publics sont systématiquement sous-évalués au profit des investissements immobiliers nouveaux qui, sont électoralement bien plus payants. En outre, la gestion des établissements publics est tellement différente de celle d'un patrimoine privé que la comparaison comptable par tout son sens. Le Comité national de conciliation ne s'y était pas trompé.

La loi Guarnier, en se référant aux critères de dépenses, plutôt qu'aux conditions de fonctionnement des établissements publics tend à rétablir une procédure réaliste dans l'évaluation de la subvention forfaitaire des contrats d'association. Elle lui a pas de plus, et considérable, en offrant à ces établissements des subventions pour les constructions et les aménagements nécessaires par le régime de l'enseignement. La loi Debré avait exclu toute subvention privée : M. Guarnier était même allé jusqu'à proposer que ces subventions ne soient jamais inférieures à 80 % de la dépense...

Pour les maîtres, la loi Guarnier confirme le parallélisme de service, de carrière et de retraite entre les enseignants fonctionnaires et les maîtres contractuels : à qualification et ancienneté égales, rémunération et avantages égaux. Dans ce domaine

usuel, elle innove radicalement en instituant, de fait, un corps d'enseignants privés de statut contractuel, dont la formation et la carrière seront commandées par le respect du « caractère propre ».

A l'inverse, la loi Debré, avait prévu que l'unité de statut du corps enseignant serait la base et le signe de la collaboration des deux enseignements. Dans les établissements sous contrat, où bien les maîtres optaient pour les avantages de carrière et de solde de l'enseignement public, et alors ils demandaient leur intégration dans le tondeau public tout en étant maintenus dans une classe sous contrat. Ou bien ils conservaient le statut très peu enviable des agents contractuels, c'est-à-dire des maîtres auxiliaires. Sur ce point, l'échec de la loi Debré est flagrant. Cet échec s'explique.

L'enseignement catholique a été, dès le début, persuadé que tout fonctionnaire, quelle que soient ses origines, serait un cheval de Troie de la laïcité militante ou, pour le moins, l'exécutant des directives académiques plus que de celles des autorités académiques, et donc absolument impénétrable à tout ce qui se fait la « caractéristique propre ». La Fédération de l'enseignement national et le S.G.E.N.-C.F.D.T., de leur côté, avaient a priori exclu comme « traités » les fonctionnaires qui accepteraient une nomination dans les établissements sous contrat. Quant à l'administration, la grande pénurie d'enseignants des années 60 la conduisait avant tout à ramener vers les postes vacants des établissements publics tous les enseignants disponibles, fussent-ils des maîtres de privé, fraîchement titularisés dans leur établissement d'origine en application des contrats d'association. Ni la méfiance ni la concurrence de cette période n'ont encore été vraiment effacées.

Financement sensiblement amélioré, formation et maintien de l'emploi soumis au respect du « caractère propre » et non plus à celui de la liberté de conscience, la loi Guarnier vide la loi Debré de toute la dynamique qui préparait l'intégration progressive des deux enseignements. De cette évolution regrettable, le mode enseignant public porte la responsabilité autant que les ultras de l'enseignement catholique. Dès 1960, ceux-ci avaient dénoncé les dangers d'une loi qu'ils n'ont jamais acceptée qu'à contre-cœur. Les autres avaient purament et simplement boycotté tout ce qui favorisait un rapprochement.

Qu'advient-il, après la loi Guarnier, de l'enseignement catholique ? Un développement sensible de ses effectifs est peu probable. Ils suivent, avec un peu de retard, l'évolution de l'enseignement public (1). Les conditions financières n'ont jamais modifié de façon significative le comportement des familles. La loi va conforter le mouvement d'unification et de contrôle interne qui n'a cessé de se développer depuis 1960 pour prémunir les écoles du vent d'assimilation contenu dans les contrats. L'enjeu est le maintien du fameux « caractère propre », entendez le caractère catholique, de l'école. « Sinon, les parents ne lui confieraient plus leurs enfants ; les évêques n'auraient pas les mêmes raisons de lui accorder confiance » (déclaration épiscopale de Lourdes, 1969).

Plutôt que d'un programme ou d'une théorie commune et uniforme, c'est de consensus qu'il convient de parler — surtout les secrétaires généraux de l'enseignement catholique à propos de ce caractère propre. Ils ajoutent : « Ce consensus laisse place au pluralisme (2) : jusqu'où ? Certainement pas jusqu'à permettre à des membres de l'enseignement catholique de militer pour la nationalisation, l'OT-elle négociée. Syndicaliste C.F.D.T. et C.G.T. des écoles catholiques en font la dure expérience. Tout comme les parents d'élèves assez imprudents pour se présenter sur les listes municipales de l'union de la gauche.

Depuis sept ans, les signes de rapprochement et de centralisation se sont multipliés, y compris dans le domaine pédagogique. Le « mal français » sévit là où l'influence latine et catholique est plus vive. Les exigences administratives favorisent cette centralisation : une certaine doctrine la justifie. Le document romain publié le 7 juillet affirme sans ambiguës (3) : « Le personnel de l'enseignement catholique est tenu de respecter cette mission

[des écoles catholiques] et d'y apporter sa coopération active sous la direction des organisateurs responsables. » Pour la Curia romaine, cette soumission va de soi, puisque le personnel « s'est engagé librement ».

C'est donc à un renforcement de l'autorité et de l'unité interne qui conduit l'évolution de l'enseignement catholique. La loi Guarnier a été préparée par ses dirigeants nationaux sans concertation préalable, semble-t-il, avec les syndicats d'enseignants dont le sort était en cause.

On ne s'étonne pas qu'elle offre aux autorités catholiques deux atouts considérables : des moyens financiers égaux à ceux de l'éducation nationale pour la formation séparée des maîtres privés et le contrôle de leur emploi ultérieur, tout cela au nom du « caractère propre ». Et comme ce caractère propre est un consensus, une pratique, bien plus qu'une règle ou un droit, les organisateurs responsables y auront la part belle. Les autorités académiques ne pourront qu'entériner leurs décisions. Ultime conséquence de la laïcité des pouvoirs publics qui interdit, à ceux-ci,

(*) Ancien secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique.

de s'immiscer dans les affaires intérieures d'une église. N'est-ce pas au cardinal-archevêque de Rennes que le préfet de région a demandé de lui indiquer le local où devait être implanté le C.E.S. privé dont le conseil régional avait décidé de subventionner la construction ? (4).

Pour défendre le pluralisme dans l'enseignement, c'est, en réalité, un dualisme scolaire irréversible qu'institue la loi Guarnier, au risque d'enfermer les deux systèmes dans la médiocrité. La concurrence entre deux systèmes dominants n'a jamais engendré le progrès, mais seulement le partage des marchés. Le pluralisme, c'est autre chose. Je sais bien que la plupart des familles françaises qui usent, alternativement, de l'un et l'autre enseignements s'accommodent de cette situation qui leur assure une liberté limitée mais meilleure que le monopole. Je doute qu'il en soit de même pour les enseignants, même pour ceux des écoles catholiques, bien plus dépendants des instances confessionnelles. Quel progrès de l'éducation peut-on espérer qui ne soit pas négocié avec ceux dont tout dépend : l'école, les enseignants ?

(1) Le Monde du 8 juin 1977.
(2) L'Enseignement catholique face à l'avenir, p. 22.
(3) Voir la Documentation catholique du 21 août 1977.
(4) Le Monde du 28 septembre.

LE PROJET DE BUDGET DE L'ÉDUCATION POUR 1978

Le SNES réclame des « créations massives de postes »

En prévision de la discussion à l'Assemblée nationale, le jeudi 27 octobre, du projet de budget de l'éducation pour 1978, le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) a diffusé parmi ses adhérents des cartes postales exigeant « l'inscription au budget des moyens de la rentrée 1978 ». Chaque enseignant est invité à adresser ses revendications particulières — laissées en blanc — aux autorités chargées de ce budget (les rapporteurs parlementaires, le ministre de l'éducation, le député et le sénateur locaux).

Selon les dirigeants du syndicat, le projet de budget 1978 doit être revu afin que soient décidées des « créations massives de postes ». Le SNES souligne que dix-sept mille maîtres auxiliaires remplissent les conditions pour être titularisés sur des postes d'adjoints d'enseignement, alors qu'il n'est prévu que « neuf cents à mille titularisations ». Il note également que, sur un total de 84 644 professeurs certifiés, 144 seulement ont accès au corps des agrégés par promotion interne à la rentrée 1977.

Le SNES estime, d'autre part, que sur un total de quatre mille collèges, environ cinq cents sont « totalement saturés, faute de locaux ». Il demande, dans un premier temps, la création de deux cent cinquante collèges nouveaux, et, dans un deuxième temps, la construction de trois cents établissements pour accueillir « les 370 000 jeunes qui ne sont pas scolarisés jusqu'à seize ans ».

Quant aux moyens d'action, le SNES regrette qu'il n'ait pas pu y avoir d'accord avant la rentrée avec le syndicat national des instituteurs (SNI), la Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E.-Corne), ainsi qu'avec la C.G.T. et la C.F.D.T. « Nous ne tenons pas à mener des actions isolées », explique M. Gérard Alaphilippe, le secrétaire général adjoint. Si la FEN propose une action commune et que cette action débouche sur un mouvement national de grande ampleur, nous sommes prêts à la grève ».

En attendant ces négociations d'état-major, le SNES tient de réaliser un film de 18 millimètres au cœur d'une durée de quarante minutes, destiné à présenter le dossier de l'enseignement secondaire.

● Grève scolaire à Landerneau. — Plusieurs centaines d'élèves du lycée et du collège de Landerneau (Finistère) ont défilé dans les rues de la ville samedi 22 octobre pour réclamer la construction d'un nouvel établissement de neuf cents places et d'une section d'éducation spécialisée de quatre-vingt-seize places. Les enseignants et les parents d'élèves demandent depuis douze ans de nouveaux locaux. Le C.E.G., construit en 1964 pour accueillir six cents élèves, devenu C.E.S., en reçoit aujourd'hui sept cent cinquante. Des cours ont dû être ouverts au lycée, qui se trouve à 800 mètres, obligeant élèves et professeurs à de perpétuelles navettes.

Anarchiste, débauché, voleur, assassin, mais aussi maître des arts, poète incomparable à ses heures...

Conservé de réserve
plusieurs années de
plusieurs années de
plusieurs années de
plusieurs années de



Imprimée, pour la première fois, en rouge renaissance et or à fond perdu, décorée des 63 illustrations inconnues tirées des premières éditions, ce livre sera la plus belle pièce de votre collection; voici :

L'Œuvre complète et intégrale de François Villon

avec la reproduction du manuscrit conservé à la Bibliothèque Royale de Stockholm

François Villon, de son vrai nom François de Montcorbier, dit aussi François des Loges, est un véritable révolutionnaire, un anarchiste, « un dur ». Ses violences et ses crimes ne sont pas les jeux d'un bourgeois jetant sa gourme, mais une révolte profonde, farouche, lucide contre son destin, l'injustice, la cupidité, la sottise, la corruption.

Pourtant, tout au fond de lui, veille une flamme merveilleusement pure, délicatement chaste, tendre et quasi mystique, qui s'exprime par flambées, aux heures cruelles, en des accents étonnants, déchirants, inoubliables.

Après 500 ans, François Villon survit encore par la richesse de son œuvre. Aussi j'ai voulu que le pauvre escolier famélique, loqueteux, transi, soit magnifiquement édifié afin de lui donner ce qu'il n'a pas reçu de ses contemporains.

J'ai réalisé son œuvre dans les plus riches et les plus nobles matières : des ors précieux, les cuirs les plus fins, du papier vergé filigrané et fabriqué à l'ancienne.

C'est un format in-quarto (210 x 270 mm) pesant 1,700 kg, comportant 560 pages de texte, toutes décorées, sans exception, de motifs d'époque venant en or sur fond rouge renaissance. Les belles marges de chaque page sont dorées à fond perdu. 63 illustrations inconnues tirées des premières éditions viennent relayer les passages les plus prodigieux.

Le texte s'établit ainsi : d'abord une vie de François Villon, une présentation des poèmes en gothique, suivie d'une présentation en Garmond ancien corps 16, afin de rendre la lecture aisée. Ensuite, une passionnante étude sur le jargon parlé par les truands et les mendiants de l'époque, par Auguste-Victor, la reproduction en fac-similé du manuscrit de Villon, acquis par la reine Christine de Suède et conservé à la bibliothèque royale de Stockholm, et, enfin, un passionnant glossaire pour la compréhension du vieux français.

Une reliure pleine peau de mouton de pays, douce au toucher, fine à l'odorat, voluptueuse au regard par ses décors à la feuille d'or et « à froid », sert d'écrin à ce chef-d'œuvre.

Réalisé dans la tradition des plus belles éditions du passé, il aura dès sa parution une valeur intrinsèque réelle. Pour vous démontrer toute la confiance que j'ai en lui, je me déclare prêt à vous le racheter, au même prix, même dans plusieurs années.

Jean de Bonnot

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

(Publié par)
IDEP-CELER
23, rue La Fayette
75009 PARIS

Stage inter-entreprise de
FORMATION
DE FORMATEURS

Contenu du stage

- Comment préparer et mettre en forme un stage de formation.
- Comment organiser une session de formation.
- Comment assurer le suivi de l'action de formation.

Durée : quatre jours
Prix : 1.700 francs H.T.

Dates :
22, 23, 29 et 30 novembre 1977

Renseignements :
Bernadette Chevalier 526-01-10.

APPRENEZ L'ANGLAIS
EN ANGLETERRE

- Hôtel confortable et école dans la même bâtisse
- 5 heures de cours par jour pas de limite d'âge
- Petits groupes (maximum 12 étudiants)
- Écouteurs dans toutes les chambres
- Laboratoire de langues moderne
- École reconnue par le ministère de l'éducation anglaise
- Facile itinéraire cherté, train, etc.
- Situation tranquille bord de mer

Recevez au
RESIDENCY HANSMATH
KENT, S.E.
Tél. : FRANK 512-12
ou : Miss Boulton
4, rue de la Perle
95 - EAUBOURN
Tél. : 958-26-33 un samedi

Vente exclusive
par courrier
chez le seul :

JEAN DE BONNOT
Éditeur de livres rares et précieux.
7, Fg Saint-Honoré - 75392 Paris - Cédex 08

ÉDUCATION

Grèves et manifestations ont marqué le début de l'année scolaire aux Antilles

Grèves et manifestations des enseignants guadeloupais et martiniquais les 15 et 16 septembre, sanctions contre un directeur d'école, grève à nouveau en Guadeloupe fin septembre, nouvelles manifestations en Martinique le 12 octobre : l'année scolaire a mal commencé aux Antilles.

Le recteur des Antilles-Guyane, M. François Doumenge, un homme rond d'aspect mais carré de caractère, ne s'est pas outre mesure inquiété des manifestations en cours : n'y a-t-il pas chaque année, au printemps, la grève des coupeurs de cannes, ensuite celle du bâtiment qui affecte donc les constructions scolaires, puis, à la rentrée, celle des enseignants, provoquée notamment par les retards de construction scolaire ?

Pourtant, la situation scolaire aux Antilles-Guyane n'est pas bonne. La courbe de scolarisation à son apogée (10 500 élèves en sixième cette année en Guadeloupe et autant en Martinique, alors qu'il n'y a plus eu, l'an dernier, que 6 000 naissances dans la première de ces îles et 5 500 dans la seconde) ; le régime des congés administratifs, qui met en vacances les enseignants quatre mois tous les deux ans, et oblige à recourir à de nombreux remplaçants ; enfin des équipements techniques réduits, au moins trois causes de perturbation ; il faut ajouter que l'organisation de cette académie était encore, selon M. Doumenge, de type colonial il y a trois ans : c'est seulement depuis 1974 que le recteur réside sur place. Jusqu'en 1976, l'enseignement dans les trois départements relevait du recteur de Bordeaux.

Les syndicats d'enseignants dénoncent aujourd'hui le retard pris dans la construction des écoles maternelles. Le recteur en rejette la responsabilité sur les communes, qui « ont travaillé pour trouver les terrains » alors que les crédits décaissés par l'administration sont dérisoires. Retard également pour les collèges et les lycées. Le recteur reconnaît l'insuffisance de l'équipement en lycées d'enseignement professionnel (ex-collèges techniques), tout en soulignant que la capacité d'accueil a augmenté cette année de 18 % en Martinique et de 15,5 % en Guadeloupe pour l'enseignement technique.

La construction de six « nouveaux de collèges » à la Guadeloupe devrait offrir les 11 000 places manquantes dans le second degré. Ces deux cent seize classes,

« anticycloniques et antisismiques », expédiées de la métropole par conteneurs après l'épisode de la Soufrière, étaient en place au mois de mars dernier. Mais ce ne sont justement que des « nouveaux ». Les branchements d'eau et d'électricité ne sont pas réalisés. Là encore, le recteur rejette la responsabilité sur les municipalités, citant l'exemple de Sainte-Rose, où les électriciens n'ont pas fait diligence, l'établissement fonctionnant depuis septembre. Il n'empêche qu'il manque aussi, concernant les responsabilités du Syndicat national des enseignants de second degré (SNECS), les locaux administratifs, les salles spécialisées (laboratoires et ateliers) et les logements de fonction pour le personnel.

Les maîtres auxiliaires, dont le réemplet était l'une des revendications des grévistes les 15 et 16 septembre, ont tous retrouvé un poste à la Guadeloupe et à la Martinique. A la Guadeloupe, le recteur déclare même manquer de quatre-vingts enseignants dans plusieurs spécialités. Cependant, les affectations ne sont pas faites sans mal, parce que, selon les syndicats, le recteur ignore les « groupes de travail paritaires » mis en place avant son arrivée.

« Des privilèges »

Sur ces terres où passèrent trois siècles d'esclavage, les manifestations d'autorité sont durement ressenties. Aussi les questions de personnes se mêlent-elles aux problèmes matériels. La personnalité du recteur joue un grand rôle. Quand M. Doumenge a décidé, il y a quelques semaines, de publier dans la presse locale le traitement des enseignants, « pour montrer que ce sont des privilégiés », ceux-ci ont répliqué en publiant les revenus du recteur. Quand il a suspendu M. Cayrol, directeur de l'école du Gros-Morne, à la Martinique, qui avait poussé le zèle, dans la grève, jusqu'à fermer l'école en emportant la clé, puis quand il lui a infligé une sanction, l'association des enseignants s'en est trouvée relancée. Les dirigeants nationaux du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (S.N.I.P.C.C.) affirment avoir été informés de leur visite au premier ministre, le 11 octobre, l'assurance que le blâme de M. Cayrol serait effacé, si n'en était pas moins pour subvenir à la formation sociale. Les responsables métropolitains des syndicats d'enseignants pensent qu'il restera encore aux autorités académiques des Antilles-Guyane à pratiquer la conciliation.

CHARLES VIAL

JUSTICE

Le meurtre d'un ressortissant tunisien devant les assises des Hauts-de-Seine

« Certains ont pu parler de crime raciste... »

Philippe Rocher comparait, lundi 24 octobre à Nanterre, devant la cour d'assises des Hauts-de-Seine. Il est accusé d'avoir volontairement tué d'un coup de carabine, le 16 mars 1975, à Vanves, Mohamed Rassas. A ses côtés, dans le box, Bernard Lamarre, accusé de complicité de cet homicide volontaire pour avoir fourni quelques minutes avant le meurtre l'arme du crime à Philippe Rocher. Quatre hommes —

Claude Rocher, frère de Philippe, Yves Meyer, Jean-Pierre Maigne et Christian Roussel — auraient dû se trouver à leurs côtés, amenés devant la même juridiction par le délit connexe de non-intervention en vue d'empêcher la commission d'un crime. Les deux derniers ne se sont pas présentés devant le tribunal, qui a décidé de dispenser leur cause et de surseoir à leur jugement.

Crime raciste ou banale querelle de voisinage qui finit mal ? Voilà, au fond, la seule question qui se pose, deux ans et demi après les faits, avec la même acuité qu'à leur lendemain (le Monde du 29 avril 1976). Le seul fait qu'elle se pose a tracassé le président, M. Xavier Raigneard de la Blétière : « Certains ont pu parler un moment de crime raciste. Vous vous en défendez ? », a-t-il demandé avec quelque inquiétude à Philippe Rocher. L'accusé a répondu : « Je m'en défends. Le racisme... Je ne pense pas... »

Certains y pensent encore. Deux des frères de la victime, qui se sont constitués partie civile, sont venus, l'un de Tunisie, l'autre d'Allemagne, sans volonté de vengeance, mais pour que les causes profondes de la mort de leur frère soient exposées et pour que cela serve à « tous les autres ».

Le racisme fut-il la trame du drame banal aux acteurs très ordinaires du dimanche 16 mars 1975 ? Les bribes de biographie que leur a arrachées avec bienveillance le président n'en ont rien dit au cours de cette première audience.

Jean-Pierre Maigne habite au deuxième étage du 74 de la rue Jean-Jaures, à Vanves. Ses voisins du même étage sont : Mohamed Rassas, son cousin Hédi et Mohamed Ben Salah Toumi. Travailleurs, sans histoire, appréciés des voisins. Jean-Pierre Maigne, qui sa femme vient d'abandonner, mène une vie joyeuse et bruyante avec ses amis, rencontrés de hasard ou de bistrô avec qui il boit et fait du vacarme souvent tard dans la nuit.

Philippe Rocher, qui ne voit rien de particulier dans ce soir-là, lui aurait alors dit : « Tu n'as rien vu ? ». Philippe Rocher, trente-deux ans, une enfance chaotique, instabilité et impulsivité, dans une famille de seize enfants ; deux fois, des séjours en centre d'observation, puis en hôpital psychiatrique ; un conte de fées avorté (le mariage impossible avec une jeune fille riche), tente à quarante cannettes de bière par jour quand l'occasion se présente.

Le clavier de la banalité

On s'est penché, lundi, sur tout ce qui a précédé et suivi les faits. Le président s'est efforcé d'acquiesser une analyse de la « bande à Maigne ». Philippe Rocher (trente-deux ans) : une enfance chaotique ; instabilité et impulsivité ; dans une famille de seize enfants ; deux fois, des séjours en centre d'observation, puis en hôpital psychiatrique ; un conte de fées avorté (le mariage impossible avec une jeune fille riche), tente à quarante cannettes de bière par jour quand l'occasion se présente.

Le démantèlement d'un réseau d'espionnage

L'une des personnes arrêtées, M. Georges Beaufils était un responsable de la Résistance

Le caractère laconique du communiqué officiel annonçant, le 16 octobre, l'arrestation par la D.S.T. de cinq personnes accusées d'espionnage au profit de l'U.R.S.S., a suscité de nombreuses questions. Le Monde des 19 et 21 octobre était-il dû à la personnalité et à la qualité de l'un des inculpés ? La direction de la surveillance du territoire (D.S.T.) et la Cour de sûreté de l'Etat fournissent rarement des précisions sur ce genre d'enquête. Mais il apparaît aujourd'hui que l'identité de l'une des personnes inculpées a une importance justifiée une plus grande révélation. Elle pourrait donner un éclairage particulier à cette affaire. En effet, M. Georges Beaufils, solennel, cinquante ans, ancien combattant de la guerre de 1914-1918, était en France durant l'occupation l'un des premiers responsables communistes de la Résistance.

Les membres du réseau d'espionnage démantelé sont accusés d'avoir, depuis 1965-1966, transmis des « informations militaires et techniques de nature stratégique » à l'U.R.S.S. Le communiqué du procureur général de la Cour de sûreté de l'Etat soulignait le rôle de « chef de réseau », sans indiquer s'il s'agissait de M. Beaufils. Les thèses respectives des gardiens de la paix et du prévenu étant radicalement contraires, le tribunal s'est borné à constater en mesure de « reconstituer les faits tels qu'ils se sont déroulés ».

Ces faits, à son avis, furent provoqués par des malentendus : « Le prévenu se voit interdire par le gardien de la paix de servir de monter dans un taxi parce qu'il n'aurait pas régulièrement emprunté la file d'attente ». Or, ajoute le jugement : « (...) M. Beaufils soutient, quant à lui, qu'il est dans son droit d'être accompagné de jeunes enfants. » Ce qui est curieux dans ce récit des juges c'est que ni le prévenu ni les policiers n'ont été entendus au préalable sur la priorité se soit établie entre eux... Quoi qu'il en soit, M. Beaufils a été condamné à deux ans de prison avec sursis judiciaire en raison des circonstances atténuantes liées à l'existence du malentendu qui fut à l'origine de l'incident. En réparation des blessures d'un des gardiens, le prévenu devra verser 4 711, 20 F.

SOCIÉTÉ

La lutte contre la toxicomanie

Mme PELLETIER ESTIME QUE « LA PRISON REPRÉSENTE UN RAPPEL À LA RÉALITÉ »

Mme Monique Pelletier, chargée au mois de juin, par le président de la République, d'une mission d'étude sur les problèmes de la toxicomanie, dont les conclusions doivent être rendues avant le 31 décembre prochain, en est toujours au « stade de la réflexion » de la recherche.

Dans une interview, accordée au Monde le 25 octobre, elle affirme : « Il ne faut pas isoler le problème de la drogue de celui de l'addiction à l'alcool, des drogues des autres adolescents. » Plus loin, convenant qu'elle n'est pas hostile à la prison pour les héroïnomanes, Mme Pelletier ajoute : « La prison représente un rappel à la réalité. Mais les peines de prison ne doivent pas être longues. Il faut que ceux qui violent les drogues sachent qu'ils sont passibles d'une sanction sociale. »

INSTITUT D'ÉTUDES AMÉRICAINES

STATE UNIVERSITY OF NEW-YORK
Cours donnés en anglais
à partir du 6 novembre 1977
La Fallacieuse ou U.S.A.
jeudi 16 h - 18 h
La Littérature américaine
mercredi 10 h - 12 h - 15 h
Sciences sociales ou U.S.A.
mercredi 16 h - 18 h
Histoire des U.S.A.
jeudi 10 h - 12 h - 15 h
Frais d'inscription annuels
40 F par cours
Renseignements de Rodolphe
Paris (9)
613-02-49 - 613-07-35

Faits et jugements

Polices : vers un syndicat autonome unique ?

Réunis vendredi 21 octobre, les représentants des organisations membres de l'intersyndicale de la police nationale (Fédération autonome du syndicat de police, Syndicat national des policiers en civil et Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale) ont décidé de créer un groupe de travail « chargé de faire les propositions pour une évolution unitaire des structures de l'intersyndicale ». « Cette première démarche », déclarent dans un communiqué, « a pour but de préparer la mise en place d'une fédération générale des syndicats de police ».

Voilà plusieurs années qu'un effort de rapprochement entre les syndicats autonomes des divers corps de la police a été entrepris. Ce rapprochement a été le premier temps par la création d'une intersyndicale au sein de laquelle chaque composante garde sa spécificité et son indépendance. La constitution d'une fédération unitaire conduirait à grouper sous une même bannière plus de soixante-cinq mille des cent sept mille policiers français.

La méprise de Charenton aux assises de Paris

Cinq malfaiteurs, MM. Kamal Tadine, Thierry Pallard, Gilbert Rogeot, Mohammed Sadooui et Mohamed Makout, ont comparu, lundi 24 octobre, devant la cour d'assises de Paris pour répondre d'une banale agression qui s'est finalement soldée par la mort d'un commerçant, M. Elie Mellah, inspecteur de police. M. Jacques Potier, le 23 juillet 1975, à Charenton (Val-de-Marne), M. Elie Mellah est attaqué et mortellement blessé de plusieurs balles de pistolet par deux malfaiteurs qui lui dérobent sa sacoche contenant 10 000 francs. Les deux malfaiteurs prennent la fuite en direction de la rue de Vauzy, où les attendent trois complices à bord d'une voiture. Des policiers de la 4e brigade des sapeurs-pompiers de la brigade de recherches et d'intervention, dite « brigade anti-gang », qui avaient été alertés, tirent sur les deux malfaiteurs. L'inspecteur Jacques Potier, âgé de vingt-cinq ans, sera tué de plusieurs balles de revolver (le Monde des 25 et 27 juillet 1975).

● Suicide à la prison de la Santé. — Un détenu, âgé de vingt-cinq ans, M. Albert Barzin, s'est donné la mort à la prison de la Santé, à Paris, dans la nuit du vendredi 21 au samedi 22 octobre au moyen de barbituriques. Incarcéré le 23 mars 1976 et condamné pour plusieurs délits, M. Barzin était libérable le 18 janvier 1979.

DÉFENSE

Syndicalistes aux armées

Les vertus de la formation permanente...

De notre correspondant

Saint-Malo. — Chaque année, pendant cent mois, l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.) organise une session de réflexion ouverte aux cadres de l'armée, aux fonctionnaires et aux professionnels du secteur privé. Depuis septembre, soixante-cinq stagiaires s'inscrivent, ainsi, des réalités de l'armée d'aujourd'hui : la dissuasion, les rapports de l'économie et de la défense, etc.

Parallèlement, trois syndicalistes, venus récemment visiter, à Saint-Malo, la 9e division d'infanterie de marine, M. Henri Berry, secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de l'Etat (ouvriers des armements et autres armements), membre de la commission exécutive de la C.G.T., refusent de voir dans sa participation à l'I.H.E.D.N. la moindre compromission. « C'est une véritable école de la paix et de la désarmement, mais elle est hostile au pacifisme béatant dans les travailleurs tous les jours. Une organisation syndicale sérieuse se doit de connaître tout les problèmes de défense ».

M. Didier Revillon, secrétaire du syndicat national F.O. des ouvriers sociaux de l'I.H.E.D.N., approuve les « termes vifs » des rapports entre civils et militaires au cours de cette session.

« Les cadres de l'armée que j'ai rencontrés ici, assure-t-il, sont des gens intelligents, beaucoup plus brillants que je ne le croyais. Ils ont une grande capacité de compréhension et d'objectivité ».

M. Gérard Simon, président du Syndicat national des troupes et collèges (S.N.T.C.), définit sa participation à la session de l'I.H.E.D.N. en ces termes : « Nous voulons respecter solidement la macroéducation pour donner la formation permanente dont les jeunes sont victimes, tant à propos du militaire que du civil. Les jeunes soldats ne sont pas des problèmes. Nous leur apportons des informations objectives ».

M. Berry et Revillon ne cachent pas que leur participation a aussi pour but d'informer les cadres militaires de ce que pensent les « forces vives de la nation ». « Les militaires ne dissimulent pas leur besoin d'avoir des informations différentes, de connaître divers points de vue, assure M. Berry. La C.G.T. fait l'objet de beaucoup de questions ».

La formation permanente emprunte parfois des chemins inattendus... ANDRÉ MAURY.

SPORTS

ÉQUITATION

Un concours international de dressage trop confidentiel

Du 20 au 23 octobre, le polo de Bagatelle a été le théâtre d'un concours international de dressage avec la participation de vedettes, notamment la cavalière hénétique Christine Stuckelberger, médaillée d'or aux Jeux olympiques de Montréal, et le docteur Reinier Klimke, médaillé d'or par équipe, sous les couleurs de la République fédérale d'Allemagne.

Une suggestion à retenir pour l'avenir, puisque nous sommes à l'occasion de nouvelles manifestations du même type. Ne pourrait-on pas associer l'ouverture des débats, distribuer une petite notice à l'attention du spectateur moyen afin de l'aider à comprendre comment, pour ne citer que ces deux exemples, s'obtient le changement de pied au galop, comment s'exécute le « passage », cet air d'école incomparable où le cheval tire la totalité de ses forces impulsionnelles, non seulement dans les allures vives mais encore dans les pas les plus retenus.

Il n'y aurait pas, semble-t-il, meilleure initiation aux élégances et aux subtilités d'un art qui, pour le commun des mortels et à défaut d'information, demeure profondément hermétique et à la longue profondément monotone.

ROLAND KERLIN.

MOTOCYCLISME

LES VINGT-QUATRE HEURES DU MANS EN CONCURRENCE AVEC LE BOL D'OR

Les Vingt-Quatre Heures du Mans, nouvelle épreuve organisée le 22 avril 1978 par l'Automobile-Club de l'Ouest (A.C.O.), pourraient être ouvertes aux machines de série et aux prototypes.

L'A.C.O., sans doute, se doit d'innover par rapport à l'épreuve populaire du Bol d'Or, qui se

déroulait, depuis 1971, sur le circuit Bugatti du Mans. L'une des conséquences de cette concurrence sera, très certainement, d'amener les organisateurs du Bol d'Or à transférer soit sur le circuit de Nogaro, soit sur celui du Castellet, leur propre épreuve d'endurance, qui se prolonge, elle aussi, pendant vingt-quatre heures.

L'objet qu

HP-0

15 9
+ 516
888
1
8.6 9

الساعة الإلكترونية

L'objet qui..

Vous dit combien coûte, seconde après seconde, un coup de téléphone à l'étranger.

Convertit la pression de vos pneus en onces par pouce carré quand vous voyagez en Angleterre.

Vous signale qu'il est temps de mettre des pièces dans le parcmètre.

Vous donne le taux de change du yen, du florin ou de l'escudo.

Vérifie que le percepteur ne vous réclame pas plus que son dû.

Mesure la portée d'un flash électronique.

Vous avertit qu'il est temps de partir pour l'aéroport.

Vous avertit qu'il est vraiment grand temps de partir pour l'aéroport.

Vous dit quel pourcentage de votre revenu se perd en contraventions.

Vous dit combien de litres aux cent vous consommez pendant un voyage au Portugal.

Compte les calories de votre régime.

Peut comparer la rentabilité d'une cave de Bordeaux et d'un Bon du Trésor.

Calcule le prix au kilo d'un pot d'Orange Marmelade de seize onces.

Vous dit ce que vaudra votre salaire dans un an, au train où va l'inflation.

Vous rappelle qu'il ne reste plus que 8 jours avant votre anniversaire de mariage.

Compare la célérité de votre sprint derrière l'autobus avec celle de Valéri Borzov.

Calcule l'accroissement de votre tension quand vous bluffez au poker.

Vous dit à quelle heure la marée sera haute à Saint-Malo le 9 juillet 1984.

Calcule le nombre de milles que votre yacht pourra parcourir sans refaire le plein.



..et qui en plus, vous donne l'heure.

HP-01

Le HP-01 est un authentique centre d'information, de calcul et de mesure de temps personnel dont la puissance équivaut à 38 000 transistors.

Il combine les fonctions d'une horloge électronique, d'un chronographe, d'un compteur à rebours, d'un réveil, d'un calculateur, d'un calendrier de deux cents ans et d'une mémoire permanente. Toutes ses fonctions sont interactives.

D'une très belle ligne, en acier ou plaqué or, vous le porterez au

poignet comme une montre. Vous pouvez le questionner n'importe où, n'importe quand. En outre, il est d'une très grande précision.

Le HP-01 est produit par Hewlett-Packard, un des plus grands constructeurs mondiaux d'instruments électroniques de technologie avancée. Il réalise l'union électronique des fonctions temps et calcul. Et Hewlett-Packard a une expérience unique dans ces deux domaines. Ainsi ses horloges atomiques sont utilisées comme standard officiel de temps sur les cinq continents. Ses calculateurs de poche sont appréciés par des millions d'utilisateurs, astronautes américains,

conquêteurs de l'Everest ou lauréats du Prix Nobel.

Nos horlogers bijoutiers agréés seront fiers de vous faire la démonstration des surprenantes possibilités du HP-01.

Grenoble : Gabriel Gay - Monte-Carlo : Balanche - Montpellier : Michelon - Nice : Auguste Bonet - Paris : Aldebert, Comptoir de St-Cloud, Leroy
Strasbourg : Longinus Schmitt.
(Liste valable au 15 octobre. Pour connaître la liste complète des horlogers bijoutiers agréés, contactez Hewlett-Packard France.)

HEWLETT  PACKARD

France : B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78.25

859
+ 516
888
1
869

27 Mars 1980

Jouer. Boire.



Manger. Dormir.



Le Club, c'est une découverte. Celle des choses simples qui retrouvent toute leur vérité. Manger. Marcher. Jouer. Rêver. Rire... Celle des activités que vous pouvez pratiquer librement. Le tennis... La voile... In plongée... La poterie... La découverte enfin des gens qui sont redevenus eux-mêmes. Des gens qui ont réappris à aimer les choses simples. Manger. Marcher. Jouer. Rêver. Rire. 90 Champs-Élysées et place de la Bourse 75083 Paris, Cedex 02. Tél. : 266.52.52. En province, Havas-Voyages. 1000 Bruxelles, rue Ravenstein, 58. Genève, 28 Quai Général-Guisan.

Club Méditerranée.
Retrouvez les choses vraies de la vie.

RECUPERER PARIS

BIENTOT L'HIVER. TANT MIEUX.



LES MANTEAUX TRENCH

L'hiver approche, il sera chaud. Avec des matières et des couleurs pour soleils frileux et promenades feutrées. L'hiver approche, et c'est tant mieux. Voici une mode et des prix pour en profiter. Photo: manteau trench, 80 % laine, 20 % polyester. 350 F.

Galerias Lafayette

Dufayel Studio G.L.

LETTRES

POINT DE VUE

Palestiniens du droit d'auteur

Le prix Beaumarchais est décerné, pour la première fois, le 26 octobre, à Armand Salacrou, Henri Sauguet et André Roussin pour l'ensemble de leur œuvre.

En 1777, Beaumarchais, qui ne se consolait pas d'être financièrement mis à l'écart du succès finan-

cier de ses pièces, conviait à dîner quelques amis auteurs dramatiques. Il jetait les bases de la Société des auteurs — qui célèbre son bicentenaire — et mettait au point un système de contrôle des billets vendus et de prélèvement d'un pourcentage sur les recettes : le droit d'auteur.

por ARMAND LANOUX (*)

Le droit d'auteur est généralement un mystère pour le public. Deux raisons à cela : c'est un taillis impénétrable : le public pense que cela ne le concerne pas. Cette situation, qui déplorait déjà Beaumarchais, s'est considérablement aggravée depuis la mise en service des moyens de communication cinématographiques, radiophoniques et télévisuels.

Or, parmi les auteurs, depuis le cinéma, il y a un nouveau venu, le réalisateur, qui donne sa marque personnelle à la succession des sons et des images que constitue le récit, le plus souvent conçu, lui, par un auteur littéraire. Si l'équilibre s'est établi entre réalisateur et auteur littéraire de cinéma, il n'en est pas de même à la télévision. C'est ainsi qu'on a pu lire dans le Monde cette remarque émise d'un réalisateur de télévision, M. Seban : « Les sociétés traditionnelles (1) refusent de nous attribuer le titre d'auteur. »

Qu'en est-il exactement ? Il faut remonter à 1957 pour bien comprendre la situation de ces auteurs de type nouveau. Cette année-là, le Parlement discutait d'une nouvelle loi sur le droit d'auteur, une loi qui devait se substituer aux textes révolutionnaires de 1791.

Lorsqu'il s'est agi de définir ceux qui avaient la qualité d'auteur d'une œuvre cinématographique, le législateur pouvait, sans difficulté, codifier la jurisprudence. De nombreuses décisions judiciaires étaient en effet intervenues depuis la naissance du cinéma. Considérés à l'origine comme de simples techniciens, les réalisateurs de films étaient enfin considérés comme des créateurs par des décisions de la Cour de cassation intervenues après que le cinéma fut devenu parlant. On remarquera qu'il aura fallu près de cinquante ans pour que les « meilleurs en films » obtiennent la reconnaissance de leur qualité d'auteur.

M. Mettysens, qui, pendant dix ans, a, au sein de la commission de la propriété intellectuelle, participé aux travaux préparatoires de la loi de 1957, a cité cet attendu : « Le

réalisateur intervient au cœur même de l'œuvre cinématographique. Chargé de transformer en images le scénario, d'y adapter les dialogues, de veiller au rythme et à la succession des scènes comme au choix des prises de vues, il participe essentiellement à la création de l'œuvre cinématographique. — C'est ainsi, tout naturellement, que le législateur compris en 1957 les réalisateurs de films parmi les auteurs.

Mais quand il fut question de l'œuvre audio-visuelle, le législateur n'avait pas de jurisprudence sur laquelle s'appuyer. Il se contenta donc de décider que la qualité d'auteur d'une œuvre radio-visuelle appartenait aux personnes qui assuraient la création intellectuelle de cette œuvre, et que certaines dispositions en matière de cinéma s'appliqueraient à la télévision.

C'était assez flou et parmi ces dispositions ne figuraient pas celles concernant la qualité d'auteur. La R.T.F. avait dès lors beau jeu pour dire aux réalisateurs : vous êtes des techniciens : vous n'êtes pas des créateurs. Contrairement à ce qu'il était aujourd'hui certains réalisateurs de télévision, pendant dix ans, les sociétés d'auteurs ont lutté pour obtenir l'assimilation des réalisateurs de télévision aux réalisateurs de films, et elles y ont eu d'autant plus de mérite qu'elles étaient composées principalement d'auteurs littéraires. En 1967 enfin, leur lutte fut couronnée de succès. Disons qu'il aura fallu moins de temps que dans le domaine du cinéma... et qu'aucun procès n'aura été nécessaire.

Ce sont donc les auteurs littéraires qui ont obtenu cette consécration pour leurs confrères réalisateurs, et j'en témoigne personnellement pour en avoir été un des tout premiers partisans. Loin de refuser, comme l'écrit Seban, d'attribuer le titre d'auteur aux réalisateurs, nous avons défendu leur cause, et rappelé, à l'instar du cinéma, que le réalisateur coordonnait toutes les activités qui concouraient à l'élaboration de l'œuvre télévisuelle.

Alors pourquoi l'agressivité actuelle des réalisateurs vis-à-vis des auteurs littéraires ? Pour une seule

raison : une raison financière. Il n'était certes pas question que les droits des auteurs littéraires soient emputés des droits nouveaux reconnus aux réalisateurs. Les sociétés d'auteurs ont donc obtenu dans leurs négociations avec la R.T.F. puis l'O.R.T.F., un forfait spécial pour les réalisateurs. C'est dans le cadre de ce forfait que des droits leur ont été répartis. Ils estiment ce forfait insuffisant et c'est leur droit.

À la vérité, l'O.R.T.F. avait depuis longtemps été d'accord pour considérer les réalisateurs comme des auteurs s'il n'en avait pas résulté pour lui l'obligation de verser un pourcentage complémentaire pour les réalisateurs, c'est-à-dire si les auteurs littéraires avaient accepté d'amputer leurs droits au profit des réalisateurs.

Le forfait des réalisateurs était faible en 1967. Il est quadruplé cette année. Il n'en reste pas moins une distorsion entre le montant des droits des auteurs littéraires et celui des réalisateurs. Nous sommes, disent ces derniers, « les Palestiniens du droit d'auteur ». Si la formule est alambiquée, elle n'est pas exacte. Pour que la comparaison soit valable (et sous toutes réserves sur le plan historique) il faudrait que les réalisateurs prennent compte des droits qu'ils touchent directement des organismes de télévision sous forme de cachet, et dont ils ne parlent jamais volontiers. Certes, le réalisateur n'est pas un auteur. Il est aussi un technicien qui a droit à des salaires pour la conduite de la réalisation. Mais tout ce qui concerne l'utilisation de la réalisation relève du droit d'auteur.

C'est dans la mesure où cette analyse de la rémunération du réalisateur et de sa ventilation entre création et technique sera faite exactement que se dissipera l'actuel malaise. Les réalisateurs ont leur place au sein de nos « sociétés traditionnelles », qui ne sont nullement des « vestes appareillées bureaucratiques », mais des sociétés professionnelles au service des auteurs, de tous les auteurs, y compris les réalisateurs, administrés par eux et pour eux.

(*) Membre de l'Académie Goncourt, président de la commission de télévision de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

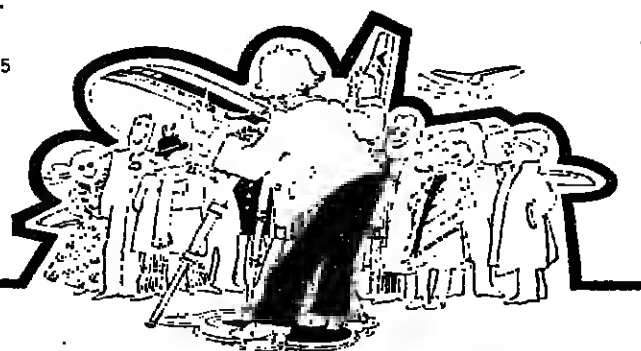
PARTEZ à 10 PAYEZ pour 5

Réduction "groupes"
50 % sur les vols bleus
d'Air Inter

Il suffit d'être au moins 10 personnes
à voyager ensemble pour bénéficier de la
réduction «groupes» 50 % sur les vols
bleus d'Air Inter.

Renseignements : Promotion des Ventes PARIS
12, rue de Castiglione (1^{er})
Tél. : 261.82.84
Tous points de ventes AIR INTER,
en ville ou aux aéroports
et toutes Agences de Voyages.
Réservation Paris : Tél. : 539.25.25

AIR INTER
le temps retrouvé



Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Les travaux du mathématicien soviétique Grigori Tchoudnovsky

De la logique à la théorie des nombres

par MICHEL WALDSCHMIDT (*)

Le jeune mathématicien soviétique Grigori Tchoudnovsky est arrivé à Paris le 20 septembre (le Monde des 20 et 22 septembre), invité conjointement par l'Institut des hautes études scientifiques de Paris et l'Université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI). De la logique à la théorie des nombres, ses travaux portent la marque d'un esprit très original. L'œuvre qu'il a déjà accomplie est d'autant plus remarquable qu'il est jeune, puisqu'il est né en 1952, et qu'il travaille dans des conditions particulièrement difficiles.

P EU après sa dixième année, le jeune Gricha, qui voulait devenir astronome, tombe malade. Il souffre de myasthénie, terrible maladie qui va l'obliger à passer la plus grande partie de son temps au lit. Il doit abandonner toute activité physique. Alors il choisit les mathématiques comme dérivatif. Il s'attaque tout de suite à un problème très difficile concernant les groupes partiellement ordonnés. Sans succès. D'ailleurs, de nos jours, ce problème n'est toujours pas résolu. Alors il change de sujet, et il étudie, en logique, la théorie des modèles. Dès l'âge de quatorze ans, il obtient un résultat nouveau et intéressant sur les expressions infinitesimales. Ce résultat est publié aux comptes rendus de l'Académie des sciences de l'Union soviétique en 1966. L'année suivante, il résout un problème du logicien D. Scott (Oxford), et pose lui-même une question dont la réponse ne sera donnée qu'en 1974, par un mathématicien américain. Ainsi, à quinze ans, il est déjà un bon spécialiste des théories des modèles, des ensembles et des algorithmes.

Il demande alors la permission de transmettre un article de logique pour les comptes rendus d'un colloque qui se déroule aux Etats-Unis ; cette permission lui est refusée. La même année, en 1967, il réussit à communiquer, sans autorisation, un résumé de ses travaux à un congrès international sur la logique, la métaphysique et la philosophie de la science qui a lieu à Amsterdam. C'est le seul article de mathématique d'un Soviétique qui paraisse dans les actes de ce congrès, mais cela lui vaudra des difficultés. Il aura de grandes difficultés à publier d'autre part, aucune dérogation ne lui sera accordée pour ses études.

Depuis l'âge de douze ans, il ne va à l'école qu'à la fin de chaque période scolaire, pour pouvoir passer les examens. Le reste de l'année, il remet régulièrement ses devoirs, par correspondance. Malgré ses brillantes qualités intellectuelles, il devra accomplir une scolarité normale, et il ne lui sera pas permis d'entrer à l'université avant l'âge habituel de dix-sept ans. Ses travaux mathématiques se déroulent indépendamment de sa scolarité. En 1969, il publie un long article sur un problème de théorie des modèles dans la revue *Algebra et Logika*. A cette époque, presque aucun résultat n'était connu dans cette direction.

L'étude des modèles non standards

Le 31 août 1969, alors qu'il n'a pas encore l'autorisation de l'université de Kiev de s'inscrire comme étudiant de première année, il reçoit une invitation de l'université de Moscou pour donner des cours aux étudiants de licence. Finalement il est forcé de rester à Kiev et doit passer régulièrement tous les examens normaux. Mais simultanément il poursuit ses recherches en logique. C'est au début de 1970 qu'il obtient son résultat le plus remarquable dans ce domaine. Il répond à la question suivante : existe-t-il un algorithme effectif et général pour résoudre les équations algébriques en plusieurs variables en nombres entiers ? Autrement dit : existe-t-il un procédé universel qui permettrait de déterminer quand P est un polynôme à coefficients entiers, les solutions de l'équation $P(x_1, \dots, x_n) = 0$ en nombres entiers.

Ce problème est le dixième de la liste des vingt-trois problèmes que

David Hilbert, dans un exposé à Paris en 1900, considérait comme les plus importants pour les mathématiques. La réponse à cette question est non, il n'existe pas d'algorithme général. Ce résultat, qui a été démontré en même temps et de manière indépendante par You V. Matiassevitch (Leningrad), a des conséquences intéressantes. Ainsi on en déduit l'existence d'un polynôme à plusieurs variables ayant la propriété remarquable suivante : quand les variables décrivent les nombres entiers, les valeurs positives de ce polynôme décrivent exactement l'ensemble des nombres premiers.

Grigori Tchoudnovsky résout aussi un problème de Maitsev, qui, en fait, est plus général que le dixième problème de Hilbert : il n'existe pas non plus d'algorithme général pour résoudre les équations du type

$$P(2^x, 3^y, 5^z, \dots) = 0$$

quand P est un polynôme à plusieurs variables.

Il s'intéresse aussi à la théorie des ensembles et à l'étude des modèles non standards. En 1972, il publie, avec son frère David, un article court, mais très intéressant, concernant un problème de mesure. Ce travail est le début d'une série, et les deux frères continuent aujourd'hui encore à étudier ce sujet.

C'est en 1973 que Grigori entreprend l'étude des nombres transcendants. Il serait trop long d'expliquer ici ses motivations, mais il suffit de dire qu'il existe des rapports profonds et très intéressants entre les méthodes transcendantales et les problèmes diophantiens, tels que le dixième problème de Hilbert. Des travaux très importants venaient d'être faits par le mathématicien anglais Alan Baker (médaillé Fields en 1970). Grigori Tchoudnovsky va apporter une contribution extrêmement importante à la théorie des nombres transcendants, et plus précisément à l'étude de l'indépendance algébrique. Avant de présenter cette contribution, il est bon de définir cette notion de nombre transcendant.

Les nombres transcendants

Les nombres complexes sont partagés en deux catégories : ceux que l'on peut obtenir par les seuls moyens de l'algèbre (additions, soustractions, multiplications, divisions, extractions de racines de polynômes), et que l'on appelle « algébriques », et les autres, qui dépassent (transcendent) les moyens de l'algèbre, et que l'on appelle « transcendants » ; pour les définir, il est nécessaire de faire appel aux moyens de l'analyse (passage à la limite, intégrales...).

Plus précisément un nombre x est dit algébrique s'il existe des entiers

qui ne sont pas tous nuls, tels que

$$a_0 + a_1 x + \dots + a_n x^n = 0$$

Par exemple les nombres

$$\frac{1}{2}, \frac{1}{3}, \frac{1}{4}, \dots$$

et le nombre d'or

$$\frac{1+\sqrt{5}}{2}$$

sont algébriques ; ils annulent les polynômes

$$4X^2 - 3X - 2, X^2 - X - 1$$

respectivement.

Un nombre est dit transcendant s'il n'est pas algébrique. L'exemple le plus célèbre est le nombre e, dont la transcendance a été démontrée en 1882 par Lindemann ; ce résultat est important, car il entraîne l'impossibilité de la quadrature du cercle (des constructions à la règle et au compas) dans le style des Grecs.

(*) Université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI).

ne peuvent produire que des nombres algébriques, et encore, pas n'importe lesquels. La transcendance du nombre e, base des logarithmes népériens, avait été démontrée par Hermite en 1873.

Grigori Tchoudnovsky a trouvé de nouveaux nombres transcendants. En particulier il a résolu un problème célèbre et difficile lié à la fonction gamma d'Euler. Cette fonction

$$\Gamma(x)$$

vérifie

$$\Gamma(n+1) = n! = 1 \cdot 2 \cdot \dots \cdot (n-1) \cdot n$$

pour n entier positif, et

$$\Gamma(1/2) = \sqrt{\pi}$$

De la transcendance π on déduit celle de

$$\Gamma(1/2)$$

Mais on ne savait pas si

$$\Gamma(1/3), \Gamma(1/4)$$

étaient algébriques ou transcendants. En utilisant les fonctions elliptiques, Grigori Tchoudnovsky montre que ces deux nombres sont transcendants. Il va même beaucoup plus loin : si $P(x, y)$ est un polynôme non nul en deux variables à coefficients entiers, alors

$$P(\Gamma(1/4), \Gamma(1/4)) \neq 0$$

Dans ces conditions, on dit que

$$\pi, \Gamma(1/4)$$

sont algébriquement indépendants. Il démontre de même que

$$\pi, \Gamma(1/3)$$

sont algébriquement indépendants.

Il y a très peu de méthodes pour démontrer l'indépendance algébrique de nombres transcendants. La première, créée par Lindemann et Weierstrass, et développée par Siegel et Shidlovskii, a un champ d'application limité : elle ne concerne essentiellement que les nombres du type e^a avec a algébrique, ou bien les valeurs de fonctions de Bessel.

Une autre méthode, plus puissante, a été inventée par A.O. Gel'fond en 1949. A l'origine se trouve la solution, par A.O. Gel'fond et Th. Schneider, indépendante et simultanément en 1954, du septième problème de Hilbert : démontrer la transcendance des nombres de la forme a^b quand a et b sont algébriques.

$a \neq 0, a \neq 1$

irrational ; les nombres

$$2^{\sqrt{2}} \text{ et } e^{\sqrt{2}}$$

à cause de la relation d'Euler

$$e^{2\pi i} = 1$$

sont de cette forme. Ce problème avait déjà été formulé, de manière différente, par Euler. Les démonstrations de Gel'fond et Schneider sont à la base de toute la théorie moderne des nombres transcendants. En 1949, Gel'fond arrive à démontrer l'indépendance algébrique de deux nombres, par exemple

$$2^{\sqrt{2}}, 2^{\sqrt{2}}$$

Il doit pour cela introduire dans la méthode un grand nombre d'ingrédients nouveaux et très intéressants. Néanmoins, sa méthode est limitée à l'indépendance algébrique de deux nombres, et ne semblait pas pouvoir passer à la dimension supérieure.

Un travail colossal

Grigori Tchoudnovsky réussit à effectuer l'étape suivante en 1973 : il démontre l'indépendance algébrique de trois nombres. Pour cela, il doit compléter la méthode de Gel'fond par des arguments assez subtils. Mais sa démonstration, une fois encore, ne permet pas d'aller au-delà. Quand il annonce, l'année suivante, un résultat général concernant l'indépendance algébrique

de n nombres, cela provoque dans les milieux spécialisés une certaine surprise, pour ne pas dire un peu de scepticisme. Mais quand il rend publique sa démonstration, on constate que, pour arriver à son résultat, il a dû effectuer un travail colossal et renouveler en grande partie la méthode. L'idée directrice de la démonstration est claire et originale, mais les difficultés techniques sont étonnantes. Il lui faut une centaine de pages de démonstrations ingénieuses pour en venir à bout.

Néanmoins les problèmes de la théorie des nombres transcendants ne sont pas tous résolus, loin de là, et il reste encore beaucoup de travail à faire. On ne sait toujours pas si le nombre

$$\Gamma(1/5)$$

par exemple, est transcendant. Un des problèmes les plus célèbres, qui n'est toujours pas résolu, est celui de l'indépendance algébrique des nombres e et π : on ne sait même pas démontrer que le nombre $e + \pi$ est irrationnel. Il existe une conjecture très générale, due à Schanuel, qui permettrait de résoudre tous les problèmes de transcendance qui se posent actuellement à propos de la fonction exponentielle : si

$$x_1, \dots, x_n$$

sont des nombres complexes linéairement indépendants sur les entiers (c'est-à-dire tels que

$$a_1 x_1 + \dots + a_n x_n \neq 0$$

chaque fois que

$$a_1, \dots, a_n$$

sont des entiers non tous nuls), alors parmi les nombres

$$x_1, \dots, x_n, e^{x_1}, \dots, e^{x_n}$$

il y en a au moins n qui sont algébriquement indépendants.

Les travaux de Tchoudnovsky représentent une étape très importante en direction de cette conjecture. Il a introduit récemment, dans les méthodes de transcendance, les outils très puissants de la géométrie algébrique et de la résolution des singularités ; aussi la conjecture de Schanuel ne paraît-elle plus aussi inaccessible qu'il y a seulement quatre ans.

Il ne s'agit là que d'une partie de l'œuvre de Grigori Tchoudnovsky ; il a de nombreux autres résultats, dont beaucoup ne sont pas encore publiés. Ainsi, en ce moment, en collaboration avec son frère David et avec N. Meiman (qui attend à Moscou son visa d'émigration pour Israël), il étudie certaines équations différentielles non linéaires liées à des phénomènes physiques.

La présence en France d'un mathématicien de cette classe présente un très grand intérêt, à la fois pour la communauté mathématique française, et pour lui, qui était assez isolé à Kiev ; il va pouvoir mener ici une vie scientifique normale.

Les « bénédictins » de la sismologie

Un violent tremblement de terre devait secouer la Provence au mois de juin. C'est du moins le bruit qui avait couru dans la région au printemps dernier. Il n'en a rien été, ni en Provence ni sur la Côte d'Azur. Il ne convient pas d'en déduire que le Sud-Est de la France ne tremblera jamais.

En l'état actuel des connaissances, la prévision des tremblements de terre n'est presque jamais possible. Certes, des sismologues américains ont réussi, depuis quelques années, à prévoir deux ou trois petits séismes. Certes, les Chinois ont réussi à prévoir le tremblement de terre catastrophique survenu le 4 février 1975 dans la province du Liaoning. Mais, bien que le séisme ait été prévu, la région est restée sous surveillance depuis plus d'un an. Ils n'ont pas eu à prévoir le séisme qui a ravagé, le 28 juillet 1976, la région de Tangshan et qui a tué probablement sept cent cinquante mille personnes.

En France, pour des raisons de sécurité évidente, le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), l'E.D.F. et le service central de sécurité des installations nucléaires doivent connaître, avec précision, les zones sismiques. Ils doivent aussi être en mesure d'évaluer l'« agression » sismique qui doit être prise en compte pour le calcul de résistance des ouvrages. Ils ont donc demandé au Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) de dresser la carte sismotectonique de la France dont la maquette doit être prête à la fin de 1978 et dont la responsabilité a été confiée à M. Christian Weber, du B.R.G.M.

Six domaines d'informations

Cette carte sera une synthèse des informations disponibles dans six domaines :

● SUR LES STRUCTURES PROFONDES. — Le socle peut, en effet, présenter des failles ou des fractures pouvant « rejouer » mais masquées par une épaisse couverture sédimentaire.

● SUR LES LINEAMENTS. — Ces accidents majeurs de la topographie qui ont été révélés par les photos prises par le satellite Ertis (rebaptisé Landsat).

● SUR LA TECTONIQUE STRUCTURALE CLASSIQUE : c'est-à-dire sur l'âge et le type des phases de plissements et de fracturations antérieures aux « événements » alpins (vingt millions d'années).

● SUR LA NÉOTECTONIQUE : c'est-à-dire les plissements et fracturations survenus dans les vingt derniers millions d'années y compris les événements actuels. Ces derniers, par exemple, peuvent être détectés grâce aux mesures faites à différentes époques pour le réseau de nivellement de précision : en soixante-quinze ou quatre-vingt ans, on a repéré ainsi des différences d'altitude « étonnantes » parfois près de 10 centimètres.

● SUR LA SISMICITE HISTORIQUE. — Celle-ci est l'effort de retrouver les tremblements de terre antérieurs au début de notre siècle.

La date de clôture du

PRIX LOUIS JACOT

Est reportée au 31 décembre 1977

Ce concours de travaux scientifiques, destiné à favoriser l'étude de l'évolution de l'univers et de ses conséquences sur notre planète.

Est doté de :

150.000 F de prix dont un premier prix de 50.000 F

Le jury est présidé par Monsieur Pierre AIGRAIN assisté de Messieurs Robert CLARKE, Jean-François DENISSE, Jacques LABEYRIE, Xavier LE PICHON, Jacques LEVY, André LICHNEROWICZ, Jean-Claude PECKER et Ichtiak RASOOL.

Ne faire aucun envoi avant d'avoir pris connaissance du règlement complet qui sera envoyé sur simple demande adressée à la FONDATION LOUIS JACOT, Editions de la Pensée Universelle, 3 bis, quai aux Fleurs, 75004 PARIS.

rieux au début de notre siècle. Il existe, certes, des catalogues dont le meilleur, à ce jour, est celui qui a été dressé par le professeur Jean-Pierre Rothé, mais il faut les compléter et en vérifier certaines données.

● SUR LA SISMICITE INSTRUMENTALE. — Celle-ci s'est surtout développée en France à partir de 1962, lorsque le laboratoire de détection et de géophysique du C.E.A. a commencé à installer un réseau cohérent qui compte maintenant vingt-huit stations.

Mise en chantier en 1975, la feuille de la carte sismotectonique couvrant la Provence centrale et occidentale a été achevée en 1976. Elle a été l'occasion de mettre au point les méthodes spécifiques nécessaires, notamment dans le domaine de la sismicité historique. Une cinquantaine de personnes travaillent, à temps complet ou partiel, sous la direction de M. Jean Vogt (du B.R.G.M.), sur ce chapitre particulier : parmi elles, des sismologues, des géographes, des médiévistes, auxquels de très nombreux archivistes (1) ou bibliothécaires français et étrangers apportent une aide irremplaçable.

Tout est bon à ces « bénédictins de la sismologie » du moment qu'il s'agit de documents de première main. Mémoires, rapports, biographies, archives, journaux... l'index du *Times* de Londres, interrompu depuis près de deux siècles, est une mine inépuisable et unique, — magazines illustrés. Chaque indice est intéressant, surtout si on peut le recouper avec des informations issues d'autres sources.

Des documents tardifs avaient fait connaître, depuis longtemps, mais assez vaguement, qu'un violent séisme s'était produit en 1584 dans la région de Nice. Aucun renseignement précis datant de l'époque de la catastrophe n'avait été trouvé. La bibliothèque de l'Etat de Munich possédait une petite publication de 1598, *Neue Zeitung*, dont le but était une « véritable nouvelle du temps de sept villes qui, avec leurs populations et tout ce qu'elles contenaient dans les limites de la France, se sont effondrées et ont péri », et dont la lecture mentionne les localités de Lanouaille, Belvédère, Clans, Villimille, Saorge, La Penna, La Bollène.

En 1727 et après 1734, M. le chevalier de Rouleau, « leur associé », envoi à « Messieurs de l'Académie royale des belles-lettres de Marseille » la « relation des tremblements de terre arrivés en la ville d'Arles en l'année 1725 et autres suivantes ». La découverte de cette relation à la bibliothèque municipale d'Arles a fait connaître un « essaim » de secousses, jusqu'alors inconnu, qui a pourtant frappé, de 1727 à 1734, la ville d'Arles en y laissant des dégâts légers notamment à des églises et à des monastères et en provoquant une panique chez les habitants.

Le mystère d'Avignon

Les recherches patientes des « bénédictins » ont, d'autre part, permis d'expliquer un mystère : à la suite d'un catalogue émis par le milieu du dix-neuvième siècle, toutes les listes citaient un tremblement de terre destructeur survenu en 1799 à Avignon. Aucun document de l'époque ne mentionnait ce « séisme », alors qu'un tel phénomène aurait forcément été relaté, étudié et commenté dans les journaux et dans les communications à l'Académie des sciences de l'époque. L'origine de ce « séisme » a été retrouvée : une lettre adressée au *Moniteur universel* du 13 vendémiaire an VII. On y parle, certes, d'« une secousse très forte », d'« un tremblement » et même d'« un tremblement de terre » qui a fait tomber l'autor de la lettre. Mais les dégâts décrits font plutôt penser à ceux dus à un fort coup de vent. Il n'est donc pas interdit de penser que le « tremblement de terre » d'Avignon était, en fait, un violent mistral.

L'établissement de la carte sismotectonique de la France, en localisant avec la plus grande précision possible, les zones fragiles, pouvant être affectées tôt ou tard par un tremblement de terre et en prévoyant — autant que faire se peut — l'intensité maximale pour chacune de ces zones, devrait être l'occasion de rendre enfin obligatoire l'application de normes de construction antisismique. L'application de telles normes est, en effet, actuellement, le seul moyen de minimiser les pertes en vies humaines et les dégâts matériels provoqués par les tremblements de terre.

YVONNE REBEYROL

(1) Le directeur général des Archives de France, M. Jean Favier, a largement facilité ces recherches dans les services dépendant de son administration.

CONFÉRENCES EN NOVEMBRE AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE Avenue Franklin-D.-Roosevelt - 75006 PARIS

Samedi 5, à 15 h : Actants, lanceurs européens de satellites, par Jean-Claude BOULLOT.

Samedi 12, à 15 h : Recherches écologiques sur la domoïse soviétique, par Claude DELAMARE DE BROUILLÉ.

Samedi 19, à 15 h : La Solet, étoile variable, par Roger BONNET.

Une enquête du Bureau national de l'information scientifique et technique

L'obstacle à la vulgarisation est essentiellement d'ordre sociologique et culturel

Les conclusions de l'étude menée par MM. Jean-Noël Kapferer et Jean-François Boss pour le compte du BNIST (1) sur l'information scientifique et technique du grand public sont décevantes. Les Français s'intéressent peu à la vulgarisation.

Ce résultat n'étonnera pas ceux qui pensent que la France a plus la tête « littéraire » que « scientifique ». Mais l'étude montre que ce n'est pas la vraie raison, que c'est surtout le niveau culturel qui joue. La classification sociologique en fonction du goût pour les sciences et techniques révèle par cette étude rejoint celle qui apparaît à la lecture du rapport sur la pratique culturelle des Français (le Monde du 6 février 1975). Seule une faible proportion de nos compatriotes, les plus édu-

qués et les plus riches, est concernée par la culture. Cette même catégorie est celle qui s'intéresse à la science. L'obstacle à la vulgarisation scientifique en France est donc surtout sociologique et culturel.

L'information scientifique et technique du grand public utilise divers canaux. La télévision en est le média privilégié. Son aptitude à la vulgarisation scientifique est certaine. Mais son importance tient surtout à l'étendue de son audience, qui touche pratiquement l'ensemble de la population. Viennent ensuite les hebdomadaires et les mensuels généraux, assez largement lus, et qui ne négligent pas l'information scientifique. Puis la presse régionale, le livre scientifique et technique, les revues de vulgarisation, les musées spécialisés, les expo-

sitions scientifiques temporaires, les quotidiens parisiens, et enfin la radio.

La place de la presse parisienne peut surprendre. Son avant-dernier rang s'explique par l'aspect régional de son impact. Elle apparaît au contraire un véhicule important de la vulgarisation scientifique sur le plan local : près de la moitié des Parisiens sont informés, par son canal, des développements scientifiques et techniques.

La science et la technique étant très variées, les auteurs de l'étude ont tenté de cerner les centres d'intérêt spécifiques des Français. Ils sont arrivés à des résultats étonnants. La médecine, l'écologie arrivent normalement en tête. Mais ils ne sont pas suivis par l'espace ou l'atome comme on pourrait

le croire. Ces disciplines sont reléguées aux derniers rangs (12 et 16 respectivement). Passent bien avant l'étude de la Terre, de la mer, la sociologie, l'éducation, l'agriculture, le biologie, etc.

L'étude met enfin en évidence quelques autres caractéristiques de l'attitude de vulgarisation : c'est le plus souvent un homme, un incroquant (un catholique non pratiquant), et qui vote à gauche. Elle révèle enfin une incroyable ignorance de la réalité : une très large majorité des Français ne considère-t-elle pas que l'astrologie est une science ?

(1) Bureau national de l'information scientifique et technique qui relève du ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat.

L'ETUDE consacrée par le Bureau national de l'information scientifique et technique aux attitudes et comportements des Français vis-à-vis de la vulgarisation scientifique et technique a comporté deux phases. La première, qualitative, est terminée pour l'essentiel par les entretiens de personnes intéressées par le problème : journalistes, vulgarisateurs, directeurs de musées de la science, etc. Elle a servi à définir la liste des questions qui devaient être posées par le suite à un échantillon plus vaste représentatif du public adulte. Il est très rapidement apparu que la vulgarisation scientifique ne pouvait être exclue de l'ensemble du contexte socio-culturel français. Aussi les auteurs de l'étude ont-ils interrogé les membres de l'échantillon final non seulement sur des questions proprement scientifiques mais aussi sur le statut social et l'éducation générale envers la science. D'une manière générale, les Français se conduisent passivement vis-à-vis de la vulgarisation. Il existe toutefois des passionnés de la science qui s'y intéressent d'une manière active, achetant livres et revues, fréquentant des musées spécialisés. Ce noyau concerne au plus le tiers des personnes interrogées. Ce pourcentage est d'ailleurs probablement trop grand : pour des raisons de prestige culturel, les interviewés ont généralement tendance à surestimer leur consommation de livres ou de revues.

L'attitude des Français envers l'information scientifique dépend de l'essentiel de leur statut social et culturel. C'est ainsi que les auteurs de l'étude ont été amenés à définir six catégories, auxquelles ils ont donné des noms imagés : les « éponges », les nantis, les exclus, les médians, les indifférents, les médians.

● LES ÉPONGES. Ils forment 19 % de la population. Souvent religieux, l'« éponge » participe à la vie de la société en étant membre d'associations. Il pratique volontiers un violon d'Ingres. Il vit à la ville : son éducation est littéraire, sans enfants, il a une assez importante activité culturelle. Il écoute de la musique, lit beaucoup (livres et presse régionale), car il vit davantage en province qu'à Paris. Il est défini dans l'étude par cette formule : « C'est un petit bourgeois provincial d'âge mûr. » Généralement curieux, il est intéressé par la vulgarisation scientifique, et il accepte volontiers qu'elle soit faite par des journalistes spécialisés. Il ne réclame pas le contact direct avec les hommes de science. Il accepte la norme sociale du savoir, regarde souvent la télévision. Il s'intéresse plus que les autres à la médecine, à la biologie, aux problèmes théoriques de l'économie et à la technologie. Il ne néglige pas pour autant, comme l'ensemble des Français, l'écologie et les questions relatives de la Terre et de la société.

● LES NANTIS. Ils forment 16 % de la population. Le nant est typiquement un cadre supérieur parisien qui a reçu une éducation scientifique poussée et qui est professionnellement en contact avec les questions scientifiques. Son revenu est élevé. Il s'expose à tous les moyens d'information écrits et recherche la vulgarisation. Il pratique la lecture, la musique, les arts, le sport. Il est défini dans l'étude par la formule : « Gros bourgeois parisien à la vie sociale et culturelle développée. » Il se caractérise par son intérêt important pour la connaissance. Mais, à l'inverse de l'« éponge », il ne fait pas une grande confiance aux vulgarisateurs, surtout à la télévision. Il prête le contact direct avec les hommes de science, qu'il a d'ailleurs probablement l'occasion de rencontrer dans sa vie professionnelle. Ses goûts sont assez différents de la moyenne des Français. C'est lui qui se consomme le moins pour la médecine (qui demeure quand même en tête du classement). Il s'intéresse plus que la moyenne à la sociologie, à l'étude de la Terre, aux inventions, à l'espace et à l'atome, ainsi qu'aux sciences physiques. Il ne néglige pas pour autant l'écologie et les problèmes de santé. Il vote un peu plus à gauche que la moyenne, mais sans que ce phénomène soit très marqué.

● LES EXCLUS. Ils forment 14 % de la population. C'est, d'une manière générale, un ouvrier ou un inactif assez âgé dont les revenus sont bas et qui s'informe peu. S'il regarde la télévision, il y fait la vulgarisation scientifique. Il est défini dans l'étude comme « un être privé du privilège de la culture qui rejette en bloc la connaissance, la norme sociale du savoir et toutes leurs manifestations ». L'exclu se désintéresse donc d'une manière générale de la science, et il pratique très peu la vulgarisation scientifique. Il ne lit pas, ne visite pas d'expositions, va très peu au cinéma, etc. Il se distingue du reste de la population par un intérêt marqué pour l'agriculture, qui tient au fait qu'il est lui-même le plus souvent un agriculteur ou un ancien agriculteur.

● LES MÉDIANTS. Ils forment enfin 22 % de la population. Jeune, vivant dans les villes moyennes, le médian a fait des études secondaires. Il se considère comme littéraire. C'est un cadre moyen, ou un employé. Il n'est pas catholique, vote à gauche, il écoute les radios périphériques, va au cinéma, lit les hebdomadaires. Il est qualifié par les auteurs de l'étude de « jeune rajon de la petite bourgeoisie, porteur de ses valeurs, mais en réaction contre elle ». Il n'a pas d'intérêt marqué pour la vulgarisation scientifique. Il est intéressé par l'écologie, par les problèmes d'éducation et par... l'astrologie plus que l'ensemble des Français. Il ne néglige pas pour autant la médecine qui, ici comme ailleurs, arrive en tête.

VERS UNE CHIMIE ÉCOLOGIQUE

Quand l'air et l'eau remplacent le pétrole

Lecteurs des pages scientifiques
Vous pourrez désormais disposer en permanence de l'intégralité des articles qui vous concernent publiés dans les pages du Monde grâce à la

REIMPRESSION
COMPLÈTE
DU JOURNAL
LE MONDE

réalisée en miniformat par les Éditions France Expansion et Leduc. Chaque année, le 15 février, nous vous livrons deux volumes reliés, réunissant les 10 000 pages du Monde de l'année précédente. Cette réimpression est réalisée en format réduit (4 pages du Monde tiennent sur une feuille de 29 x 43), sur papier blanc. Une année complète n'occupe que 8 cm de rayonnage.

Cet ouvrage qui rassemble, sous une forme complète, élégante et pratique, l'intégralité des pages scientifiques du Monde, est le complément naturel du Monde pour tous ceux qui désirent, au-delà de leur information quotidienne, conserver sous une forme rationnelle et constante accessible, les éléments de référence irremplaçables qu'il apporte.

Les deux volumes représentent l'année 1977 (France toutes destinations) 1 300 F.

Si votre commande et son règlement nous parviennent avant le 30 février, vous pourrez bénéficier du prix de souscription de 1 040 F.

Renseignements et spécimen : FRANCE EXPANSION Service PS 336 rue Saint Honoré 75001 PARIS Tél. 260.32.09

L'INDUSTRIE chimique joue un rôle clé dans notre monde moderne. Elle exploite les ressources naturelles et se transforme en matériaux directement utilisables par l'homme. Les minéraux deviennent des métaux, le gypse du plâtre et le pétrole de l'essence ou des matières plastiques. Son développement s'est fortement accéléré au vingtième siècle et il est aujourd'hui l'une des industries les plus importantes. Mais c'est en fait une industrie de pays riches, créée pour produire rapidement et satisfaire des besoins immédiats. Elle n'exploite que les minéraux les plus riches, consomme d'importantes quantités d'énergie et rejette des tonnes de déchets sans se préoccuper

souvent de ce qu'ils deviennent. De là, l'opinion aujourd'hui fort répandue qui consiste à se méfier de tout ce qui est « chimique ».

La situation économique internationale créée par l'accroissement rapide du prix des matières premières nous impose pour l'avenir de rechercher de nouvelles ressources et de mettre au point de nouveaux procédés. Pour cela, il faudra encore faire appel à la chimie. La solution aux problèmes de l'exploitation des minéraux pauvres et de la récupération des déchets ne pourra être que « chimique ». Sommes-nous pour autant condamnés à voir s'accroître le gaspillage et la pollution, ou bien sera-t-il possible d'in-

venter une chimie « douce » qui s'intégrera de façon plus harmonieuse dans les processus naturels ?

En fait, la réponse se trouve sous nos yeux. La chimie a toujours existé, pratiquement depuis l'origine de l'univers. L'apparition de la vie sur terre est la conséquence d'une suite de réactions chimiques qui s'effectuent à tous les niveaux. Cette intense activité, qui dépasse de loin celle de l'homme, s'effectue tous les jours sans même que nous en ayons conscience. Le gaspillage et la pollution ne sont apparus que le jour où l'homme a voulu à tout prix gagner de l'argent en produisant le plus possible et dans un minimum de temps.

née plus de 3 millions de tonnes de plastifiants et de détergents biodégradables. La carboxylation permet, à partir d'oxyde de carbone et d'eau, de fabriquer des verres plastiques et des caoutchoucs synthétiques.

Il faut toutefois remarquer que ces réalisations ne concernent que l'oxyde de carbone (CO), qui peut provenir de sources variées mais ne se trouve pas à l'état naturel, heureusement d'ailleurs car il est fort toxique. Du côté du gaz carbonique (CO₂), qui lui se trouve à l'état naturel et n'est pas toxique, les études sont beaucoup plus lointaines. C'est pourtant, grâce à la photosynthèse, la matière première la plus utilisée dans la nature, mais il est pratiquement inconnu dans l'industrie. Cela est essentiellement dû à sa grande inertie chimique. Quelques réalisations existent, mais les recherches sur l'activation du gaz carbonique ne datent guère que d'une dizaine d'années. Elles sont encore très limitées et sont essentiellement le fait des laboratoires soviétiques et japonais. Les résultats sont pourtant très prometteurs. Les Soviétiques ont développé des processus catalytiques qui permettent de fabriquer certains produits de base de la chimie organique tels que l'acide formique. Les Japonais, de leur côté, ont réussi à fabriquer des matières plastiques contenant jusqu'à 50 % de CO₂.

L'activation des petites molécules, que l'on trouve en abondance dans la nature, suscite actuellement un grand nombre de recherches. Une nouvelle chimie est en train de naître qui, en substituant des processus naturels, évitera le gaspillage de nos ressources. Le but est encore loin d'être atteint, mais les problèmes deviennent pressants, et il n'est pas utopique de penser qu'au vingt et unième siècle, l'air et l'eau remplaceront le pétrole.

JACQUES LIVAGE, professeur à l'université Paris-VI.

l'avenir puisque l'on détruit, en quelques heures, des produits que la nature a mis des millions d'années à élaborer. La brusque montée des prix du pétrole et les problèmes politiques que pose sa répartition incitent à la recherche d'un globe où récemment mis l'accent sur ce problème. Comme il n'est pas question de réduire la consommation, on se retourne vers le chimiste pour lui demander : est-il possible de créer une nouvelle industrie qui utilise des matières premières abondantes dans l'air et les roches calcaires sont trois fois plus abondantes que celles constituées par le carbone fossile (houille, pétrole et gaz naturel).

Un vide de trente ans En fait, la réponse comporte deux volets. Tout d'abord, quelles matières premières choisir et ensuite comment peut-on les transformer en biens de consommation. Il apparaît aujourd'hui, d'après les travaux des experts, que l'oxyde de carbone CO et le gaz carbonique CO₂ pourraient remplacer le pétrole. Ce sont des matières abondantes qui peuvent provenir de l'air, de la décomposition des roches calcaires ou de la combustion des déchets. On estime aujourd'hui que les réserves en carbone contenues dans l'air et les roches calcaires sont trois fois plus abondantes que celles constituées par le carbone fossile (houille, pétrole et gaz naturel).

Autre avantage, le cycle des oxydes de carbone est extrêmement court. Ils se reforment immédiatement lors de la combustion de toute matière carbonée. Les réserves ne risquent donc pas de s'épuiser, ce qui n'est pas le cas du pétrole, qui nécessite des millions d'années pour se reformer.

On prévoit deux étapes. A moyen terme, l'oxyde de carbone prendrait progressivement la relève, tandis qu'à long terme le gaz carbonique pourrait devenir

le principal, voire même le seul, à l'ent de synthèse organique. Par action sur l'eau ou l'hydrogène, ces gaz permettraient de fabriquer les produits de base de l'industrie organique, des carburants, des matières plastiques et même des protéines. Mais cela est-il réalisable ? Est-il possible de développer une industrie organique basée sur les oxydes de carbone et non plus sur le pétrole ?

La réponse est plus que positive, puisque une telle chimie a déjà existé. Elle avait été développée avant guerre et atteinte son apogée en 1943 en Allemagne. 740 000 tonnes d'hydrocarbures étaient fabriquées par le procédé Fischer-Tropsch à partir uniquement d'hydrogène et d'oxyde de carbone. Après la guerre, la concurrence du pétrole a conduit à fermer progressivement toutes les usines utilisant ce procédé. Corrélativement, sur le plan scientifique, on a pratiquement abandonné toutes les études sur la réactivité des oxydes de carbone.

Un grand nombre de recherches On est donc conduit aujourd'hui à combler un vide scientifique de trente ans et à rechercher ce qui avait déjà été exploré. Heureusement, si la science a abandonné certaines recherches, elle en a développé d'autres, et la situation est moins sombre qu'on ne pourrait le penser. De grands progrès ont été réalisés dans le domaine de la catalyse par les organo-métalliques et de l'activation des petites molécules (le Monde du 26 juin 1976). Les résultats obtenus ouvrent de vastes possibilités, et celles-ci ne sont pas des utopies ou des curiosités de laboratoire, puisque certaines réalisations ont déjà abouti sur le plan industriel. L'hydroformylation des oléfines, qui utilise un mélange d'oxyde de carbone et d'hydrogène, produit chaque an-

Cette typologie, quelque schématisée qu'elle soit, est nécessaire pour comprendre les phénomènes globaux. Que l'homme de gauche soit plus intéressé que l'homme de droite par la vulgarisation s'explique facilement.

Les totota des Français pour les disciplines scientifiques et techniques.

1. Médecine	53,5 %
2. Ecologie	38,2 %
3. La Terre	32,5 %
4. Sociologie	29,2 %
5. La Mer	22 %
6. Sociologie	21,7 %
7. Éducation	21,3 %
8. Agriculture	20,7 %
9. Biologie	19,8 %
10. Économie-Finances	15,4 %
11. Invention	13,1 %
12. Aviation-Espace	12,9 %
13. Astronomie	12 %
14. Technologie	9,9 %
15. Sciences physiques	9,1 %
16. Atome	4 %
17. Ponts et chaussées	3,5 %

Les disciplines sont classées en fonction de la fréquence de leur apparition dans les quatre premiers rangs d'intérêt. Le chiffre placé à côté de chaque discipline indique le pourcentage de personnes ayant mis dans les quatre premiers rangs. Le total de ces pourcentages est donc 400.

par des raisons sociologiques. Que ce soit une pratique surtout masculine et une activité de jeunes en sont des conséquences moins évidentes. On retrouve aussi ce qu'il faut du simple bon sens. Les femmes, au moins en France, ont une tête moins scientifique et technique que les hommes. Quant aux jeunes, plus ouverts à la société sous sa forme moderne, il est naturel qu'ils soient attirés par la vulgarisation. En fait, l'intérêt pour l'information scientifique et technique est toujours lié à une attitude active envers la société. Ce qui apparaît déjà dans la typologie sociale générale reste vrai au niveau individuel. Avoir un hobby, faire partie d'une association, adhérer à un groupement, favoriser l'exposition d'information scientifique, il en est de même du fait d'avoir de grands enfants. Ces derniers entraînent leurs parents dans leur curiosité générale.

Certains liens sont plus personnels. Ainsi, ceux qui ne se sentent pas en très bonne santé s'intéressent plus que la moyenne à la médecine. Le fait d'être catholique incite aussi à suivre avec attention les problèmes médicaux. L'angoisse de la mort est peut-être l'explication commune à ces attitudes.

D'une manière générale, les résultats de cette enquête n'incitent pas à l'optimisme. Plus qu'un intérêt global réduit, que l'on pouvait deviner, c'est le répartition des intérêts pour les différentes disciplines qui est inquiétante : cette répartition n'a aucun rapport avec l'importance réelle des disciplines pour la société. L'insouciance collective française ne comporte donc pas une représentation exacte de l'importance de la science pour la société. Même les « nantis » sont loin d'accorder aux diverses disciplines des places convenables, bien que leur classement soit plus proche de la réalité.

JEAN-LOUIS LAVALLARD.

EN TOUTE LOGIQUE

Rationnel ou non ?

PROBLÈME N° 105

On écrit le nombre : 0,12345678910111213... Ses décimales sont obtenues en juxtaposant à la suite tous les chiffres entiers successifs. Ce nombre est-il rationnel ?

(Solution dans la prochaine « Monde des sciences et des techniques »).

Solution au problème n° 104.

En tronquant un sommet d'un cube, il ne lui reste plus qu'un axe : l'axe de symétrie d'ordre 3 perpendiculaire au triangle équilatéral.

En tronquant deux sommets, il reste un axe d'ordre 3 et trois axes d'ordre 2.

En tronquant quatre sommets adjacents, il reste trois axes d'ordre 2 (les anciens axes d'ordre 4) et quatre axes d'ordre 3.

PIERRE BERLOQUIN.

Au symposium international de La Grande-Motte

Infirmiété émotionnelle, états anxieux et tranquillisants

L'augmentation importante et continue de la consommation mondiale des tranquillisants, destinés à atténuer les effets de l'anxiété, suscite ici ou là critiques et protestations. L'anxiété, disent ces détracteurs, est à la fois le fondement de la créativité et le moteur des grandes révoltes et des grandes conquêtes. Cet état émotionnel qui semble propre à l'homme, seul détenteur parmi les espèces vivantes d'une fonction symbolique et donc d'une imagination importante, serait la rançon de sa supériorité intellectuelle, et la part de libre arbitre qu'il

implique ne pourrait qu'être étouffée par l'usage abusif des substances chimiques destinées à feuturer l'angoisse.

Les « états anxieux » qu'avait choisis pour thème le symposium international réuni à La Grande-Motte (Hérault) par le professeur Soulaire, impliquent cependant une notion de souffrance d'agression, contre le bien-être, voire de véritable invalidité, qui, loin d'être des moteurs de l'épanouissement intellectuel, en constituent bien souvent le frein.

Pour le professeur Brunaud (Montpellier), « l'anxiété est un trouble psychique se traduisant par un sentiment d'insécurité, une crainte diffuse sans fondement réel ». Elle nait, ajoute le professeur Soulaire (Paris), d'un drame intérieur, d'une disproportion entre l'état émotionnel et son motif ». Et elle se traduit curieusement par un ensemble de réactions de l'organisme paradoxales et déordonnées, diamétralement opposées à celles qui permettraient de faire face rationnellement aux agressions ou à la détresse.

L'anxiété (et à l'extrême l'angoisse) éprouve une douleur psychique vive et très particulière, et qui s'accompagne de troubles organiques (tremblements, agitation, douleurs thoraciques).

Les états anxieux relèvent de perturbations pathologiques des états émotionnels et les malades qui souffrent de ces états connaissent une fragilité particulière de leur système émotionnel. Ils sont incapables de réagir de façon satisfaisante à l'afflux de stimuli externes ou internes, et les réactions qu'ils présentent sont en complète contradiction avec les principes d'une adaptation qui leur permettrait de rétablir leur équilibre.

Le professeur Budy-Moulinier (Montpellier) estime que la source de ces états doit être recherchée dans les centres et les circuits régulateurs des émotions, c'est-à-dire au niveau d'une zone cérébrale nommée hippocampe et qui est le « cerveau » du cerveau viscéral. Ce dernier, ou cerveau primitif, siège des instincts, a été collé au cours de la phylogénèse par le centre de l'effectivité et des sentiments, puis par le cortex ou centre de l'intégration consciente.

Il existe des « circuits » régulateurs des émotions centralisés, intégrés, au niveau de cette zone, l'hippocampe, et dont la stimulation, chez le chat, entraîne instantanément l'agressivité et déclenche un état de bien-être et de tendresse.

Chez les anxieux, un événement qui laisse les individus normaux indifférents déclenche une réaction de peur : leur système émotionnel est déréglé ; ils présentent une réactivité excessive des circuits et des structures affectives, et sont victimes d'un véritable auto-environnement de leur souffrance, « l'anxiété » nourrissant l'anxiété.

L'action très bénéfique sur ces états pathologiques de certaines substances chimiques (les tranquillisants) incite à penser qu'ils ont pour origine une anomalie de la production ou de la réception, de certains médiateurs du système nerveux.

L'apaisement de l'anxiété que provoquent ces « tranquillisants » a été découvert de façon totalement fortuite, il y a vingt ans, au cours d'études conduites sur les médicaments capables d'induire une détente musculaire (les myorelaxants).

De multiples produits ont été mis au point à la suite de cette découverte (1956), et ils relèvent essentiellement de deux grandes familles chimiques : celle des alcools, diols et carbamates, et celle des benzodiazépines.

La découverte très récente par des chercheurs suédois (Squaire et Brastrup) de récepteurs spécifiques des benzodiazépines situés sur le cortex, l'hippocampe et le tronc cérébral, incite à penser, comme ce fut le cas pour les récepteurs de la morphine, que l'organisme doit sécréter lui-même des substances « anti-anxiété », proches des benzodiazépines (le Monde du 7 septembre).

Ces « médiateurs de l'anxiété » font à présent l'objet de recherches intensives, recherches dont l'enjeu est capital, comme l'ont souligné les chercheurs des laboratoires Clin-Midy.

Déjà des endorphines utilisables par la bouche et mille fois plus actives que la morphine ont été préparées. Les progrès de la chimie de synthèse de ces petites molécules qui sont les hormones cérébrales, nous font espérer l'identification de ce « médiateur de l'anxiété », dont l'importante production pourrait être à l'origine de la détresse, de la souffrance et des perturbations émotionnelles des endeuils et des angosesses.

L'influence directe des médiateurs nerveux sur les comportements a déjà été démontrée, notamment à propos de l'agressivité. Le Dr Mack (Strasbourg) a montré que l'injection de l'un de ces médiateurs (GABA) abolit l'agressivité des rats blancs, qui, normalement, tuent toutes les souris qui se trouvent à leur portée.

Les mécanismes moléculaires de l'agressivité sont comme ceux de l'anxiété, à portée des recherches actuelles, mais l'utilisation des animaux comme modèle de comportement.

ment n'est sans doute pas idéale. L'absence, chez eux, de fonction symbolique interdit, en effet, de concevoir, indiquait le professeur Richelle (Lille), qu'ils puissent éprouver une « anxiété essentielle » comparable à celle des hommes. Mais l'effet des tranquillisants n'en reste pas moins frappant chez eux, tant pour diminuer, par exemple, l'agressivité qu'éprouvent certains singes à l'égard des hommes, que pour atténuer l'angoisse des rats qui, pour recevoir leurs portions alimentaires, doivent appuyer sur une pédale électrifiée. Loin de les lyser l'anxiété, ou de leur rendre plus créatif, le tranquillisant administré stimule son audace et le conduit à prendre des risques calculés, qui viennent alors se substituer à l'effacement déordonné provoqué par cette situation conflictuelle. Le tranquillisant, calmant l'émotion du danger, vient alors lever l'inhibition née de la peur imaginative ou réelle.

L'innocuité de toute la gamme des tranquillisants actuellement disponibles, l'apaisement qu'ils suscitent chez nombre de patients gravement handicapés, par le véritable infirmisme qui sont l'anxiété et l'angoisse, expliquent l'énorme, l'excessive diffusion de ces médicaments, découverts par hasard il y a plus de vingt ans, et dont les travaux de 1977 indiquent (pour les benzodiazépines) au moins qu'ils sont en réalité beaucoup plus naturels que les substances que les herbes, pulques, l'organisme normal les sécrète lui-même.

Il paraît légitime que des protestations se soient élevées contre l'usage parfois abusif qui a pu être fait des tranquillisants, administrés à tort et à travers dans les circonstances les plus banalement éprouvantes de la vie quotidienne.

Il n'en reste pas moins l'irremplaçable remède des souffrances réelles et des infirmités émotionnelles auxquelles leur usage devrait être réservé.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

CORRESPONDANCE

A propos d'« Un hymne à la vie »

A la suite de l'article de Michel Tournier « Un hymne à la vie », consacré au livre de Léon Schwartzenberg et Pierre Vianson-Ponté, Changeur la mort (le Monde du 15 octobre), nous avons reçu la lettre suivante :

Les médecins sont souvent surpris et blessés par les attaques dont ils sont victimes. Dans leur immense majorité, ils sont dévoués, travaillent deux fois plus que la moyenne de leurs concitoyens, s'efforcent, non sans peine, de se tenir au courant des progrès d'une science qui n'existe vraiment que depuis un peu plus d'un siècle. Ils détiennent le pouvoir de guérir un très grand nombre de maladies, mortelles il y a cinquante ans ; personne ne peut donc leur reprocher de ne pas faire de la thérapie. Aussi ne comprennent-ils rien à l'hostilité qui leur est manifestée. Ses mobiles leur paraissent mystérieux ; elle leur semble atteindre le comble de l'injustice.

La lecture de l'article de Michel Tournier les éclaira et les aldras à se convaincre qu'ils ne doivent pas s'indigner, mais essayer de comprendre.

Certes, il ne faut pas dramatiser. Huit ou neuf malades sur dix se soignent aujourd'hui rationnellement, font le nécessaire et sont capables de lutter avec courage contre les maladies difficiles à vaincre, voire incurables. Mais il existe, aux extrémités de la courbe de Gauss, deux groupes minoritaires qui expriment des réactions opposées. D'un côté, on trouve les malades imaginaires, toujours présents, qui alourdissent la maladie, s'y complaisent, l'inventent au besoin. Le terme de patient trouve bien ici sa place, mais c'est au médecin qu'il s'applique parfaitement. Car il faut une patience très difficile à acquiescer pour supporter les appels téléphoniques diurnes et nocturnes de ces angéliques arides de prescriptions « pratiquées » qui manderont d'arrêter de travailler, atteints de la boulimie des comprimés et des pilules, grands amateurs d'injections d'or ou d'argent, voire d'interventions chirurgicales lorsque le masochisme s'en mêle.

Mais c'est surtout du deuxième groupe, celui des sconnateurs, qu'il est question ici. Ce sont les plus virulents, ceux qui font le plus de

bruit, qui modulent de leurs imprécisions les ondes de la radio, publient des libellés et construisent des défilés d'interprétation.

Ce qu'ils expriment inconsciemment, c'est tout simplement la réaction à leur anxiété devant la maladie et devant la mort : ils les refusent. Ils sont ces « brutes de bien portants » que le décès ne peut frapper. Lorsqu'ils ressentent un jour, comme chacun de nous, les atteintes du mal, ils tombent le torse et font rouler les muscles. Leur mode de défense, c'est, et c'est simple, de la maladie, cette défense évite certes un « enkystement » nocif, mais les empêche également de suivre toute thérapeutique ou règle de vie efficace.

Ils rejettent à la fois le médecin et la maladie ; de même que la fonction de l'organe, c'est le thérapeute qui est responsable de la souffrance et de la mort. S'il n'y avait pas de médecins, il n'y aurait pas de maladie. Et de citer pour preuve Thomas Mann (qui écrit la Montagne magique, alors que l'on ne connaissait aucun traitement de la tuberculose) ou mieux Molière lui-même (qui vivait à une époque où la médecine n'existait pas encore). Une affirmation souvent répétée et qu'on retrouve fidèlement sous la plume de Michel Tournier est celle-ci : « Dites-moi ce que j'ai et laissez-moi mourir tranquille ». Combien de fois chaque médecin l'a-t-il entendue et a-t-il constaté que, le moment venu, cette valeureuse déclaration était pitoyablement et énergiquement rejetée. Cela d'ailleurs à tort, car les médecins savent bien qu'ils sont le plus souvent incapables d'établir des pronostics certains.

Même s'il n'a étudié ni la psychiatrie ni même la psychologie, un médecin doit être capable de comprendre et d'admettre ces comportements irrationnels. Avec son intelligence et son talent humains, Pierre Vianson-Ponté en laisse apparaître les composantes. Michel Tournier les étale avec ingéniosité et cet est d'autant plus démonstratif qu'il retrouve une parfaite lucidité lorsque quitte le domaine de la médecine, à la fin de son article, il parle de l'enthousiasme.

YVES BOUVAUX, MARIE-CLAUDE MARCHEL.

senna selection

conseil en recrutement

Lille

SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche pour étoffer son équipe régionale de Conseils en Recrutement, un Consultant ayant déjà une certaine pratique de l'insertion des cadres dans les entreprises. Conseil en ressources humaines au plus haut niveau, cette personne sera entièrement responsable d'interventions variées, pouvant prendre la forme d'assistance pour l'analyse de potentiel humain, le recrutement et la sélection de cadres, la mise en place de politique de personnel, etc. Ce poste conviendrait à un psychologue confirmé ayant une excellente connaissance de la vie des entreprises, sensibilisé aux problèmes de structures et de développement des équipes de Direction. Au salaire qui sera en rapport avec l'expérience s'ajoute un intéressement substantiel. Écrire à C. Beauvillain, à Lille. (Réf. 7040M)

ingénieurs en organisation

France/Etranger

SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche pour sa division informatique plusieurs ingénieurs ayant une expérience de l'ordre de 3 ans en informatique de gestion, analyse et programmation. Les candidats retenus seront responsables, en fonction de leur compétence, de travaux détaillés et du suivi de la réalisation des programmes, ou affectés à des postes d'assistance technique auprès des clients de la société. Ces postes conviennent à des ingénieurs diplômés grandes écoles (X, Mines, E.C.P., Télécom, Sup'Aéro, Sup'Élec.). Les candidats devront être disponibles pour des déplacements ou détachements en province et à l'étranger. Pour certains, une première affectation dans un pays en voie de développement est à envisager. Écrire à S. Masson, à Montrouge. (Réf. 10159M)

ingénieurs informaticiens de gestion

France/Etranger

SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, recherche pour sa division informatique plusieurs ingénieurs ayant de 3 à 6 ans en organisation. Les candidats retenus se verront confier la responsabilité de la mise en œuvre d'un important système informatique de gestion. Ils en assureront la mise en place en collaboration avec l'équipe de conception. Ces postes conviennent à des ingénieurs diplômés grandes écoles (X, Mines, E.C.P., Télécom, Sup'Aéro, Sup'Élec.). Les candidats devront être disponibles pour des déplacements ou détachements en province et à l'étranger. Pour certains, une première affectation dans un pays en voie de développement est à envisager. Écrire à S. Masson, à Montrouge. (Réf. 10158M)

directeurs de chantiers

Etranger

L'un des premiers groupes français de construction, spécialisé dans la conception et la réalisation de grands ensembles industriels, recherche des Directeurs de Chantiers pour l'installation et la mise en service de nouvelles unités. Ils seront responsables de la gestion technique, administrative et financière de l'ensemble des opérations locales et assureront, outre les rapports quotidiens avec le client, le suivi des plannings et la coordination du montage de tous les matériels (équipements, machines tournantes, tuyauteries, etc.). Ces postes conviendront à des ingénieurs diplômés grandes écoles (AM, TP, Officer, médecin de Marine), parlant l'anglais couramment et ayant une grande expérience des techniques et moyens nécessaires à l'exécution de grands chantiers similaires conduits à l'étranger. Au salaire s'ajoutant de nombreux avantages (indemnités diverses, véhicule, logement), Écrire à C. Rodenruser, à Montrouge. (Réf. 3546M)

directeur de service marketing

Nord

Un important groupe français (C.A. 700 MF) recherche un directeur de service marketing pour l'une de ses filiales en Région Nord. Rattaché au directeur général et assisté par deux collaborateurs, il élaborera et proposera une stratégie de développement de l'activité en fonction des besoins de la clientèle. Sa mission comportera des études de marchés et des réalisations concrètes. Ce poste, en cours de création, convient à un candidat âgé de 35 ans au moins, de formation supérieure (H.E.C., E.S.S.E.C., École d'Ingénieurs...), ayant une expérience de responsable marketing acquise en entreprise. Autorité de compétence, sens de la créativité et des relations publiques sont des atouts de réussite. La rémunération est attractive. Écrire à C. Beauvillain, à Lille. (Réf. 5019M)

directeur administratif et du personnel

120.000 F

Le Directeur Administratif et du Personnel d'une société française de 700 personnes, du secteur électro-mécanique, s'apprête à faire valoir ses droits à la retraite. Il souhaite engager dès maintenant son successeur. Celui-ci prendra en charge le service du personnel et des relations sociales ainsi que les problèmes juridiques et administratifs de l'entreprise, et supervisera les services de la comptabilité générale. Idéalement, le candidat que nous recherchons a environ 45 ans, une formation économique et une large expérience de l'entreprise acquise dans diverses fonctions. Il doit avoir exercé des responsabilités dans un service administratif et de relations sociales. Poste à pourvoir à Paris. Écrire à M. Laperche, à Lyon. (Réf. 2047M)

directeurs de zone

100.000 F

Une importante chaîne de restauration publique en expansion continue (C.A. 200 MF) recherche deux Directeurs de Zone. Rattachés à un Directeur de Région, il sera confié à chacun la responsabilité de conseiller, encadrer et contrôler l'action de plusieurs établissements. Les candidats souhaités, âgés de 30 ans au moins, possèdent une expérience de généraliste acquise en milieu industriel. Excellents gestionnaires, ils ont un sens aigu des relations humaines. L'entrée en fonction se fera à l'issue d'une période de formation. Écrire à C. Beauvillain, à Lille. (Réf. 5023M)

chef de bureaux d'études

90.000 F

Un Groupe à vocation internationale (C.A. 800 MF) recherche un chef de bureaux d'études pour l'une de ses filiales spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'outillages et de moules (allages légers, matières plastiques, tôles). Placé sous l'autorité du Directeur d'usine, dirigeant un service de 25 personnes, il sera responsable de la conception des produits, des plans d'exécution, du chiffrage des devis, et de la préparation des nomenclatures. Il élaborera des plans de recherche et de développement de techniques nouvelles. Le candidat souhaité, âgé de 30 ans au moins, est un ingénieur ou technicien de haut niveau, ayant le sens de l'animation des hommes. Il possède une expérience dans ce secteur industriel et connaît parfaitement les problèmes d'outillages. La résidence est fixée dans une ville touristique de la région Nord. Écrire à C. Beauvillain, à Lille. (Réf. 5018M)

analyste en informatique

Paris

L'organisme de gestion immobilière d'un important groupe du secteur tertiaire recherche un analyste pour son service informatique. Il sera chargé d'assister le responsable du service, de développer les applications nouvelles (méthodologie, utilisation du temps réel...), et d'assurer la maintenance et l'amélioration des chaînes de traitement existantes. Le candidat âgé de 28 ans minimum aura de préférence une formation de haut niveau en informatique ou posséder une expérience confirmée en analyse et programmation (cobol). Une première expérience de deux ans en petits et moyens systèmes, des connaissances en technique machines sont indispensables. Le poste est basé à Paris, et doit normalement évoluer vers des responsabilités élargies. Écrire à M. Sahn, à Montrouge. (Réf. 4521M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, aux Consultants de Senna-Selection :

52128 MONTRouGE - Centre Mestra, 16-18, rue Berbès	Tél. (01) 657 13 00
59000 LILLE - Forum, 43, rue Gustave-Delory	Tél. (20) 51 58 92
69006 LYON - 29, cours Vitton	Tél. (78) 88 25 52
13006 MARSEILLE - 9, place Félix-Baret	Tél. (91) 54 33 08



senna

Conseil, Études, Ingénierie
INFORMATIQUE, MARKETING
ORGANISATION, FORMATION

L'ASSISTANCE PUBLIQUE ET L'INFORMATION DES USAGERS

L'humanisation de l'hôpital passe aussi par l'information de l'usager : il faut savoir à cet égard l'effort accompli par l'Assistance publique de Paris, qui vient d'éditer à 1 million d'exemplaires une brochure sur les hôpitaux de Paris. Dans ce document clair et précis sont notamment rassemblées des informations sur les unités de soins, les services de soins, les urgences, sur les formalités à remplir avant une hospitalisation ou un empaquetement sur les services des hôpitaux. La spécialisation extrême des établissements parisiens rend une telle initiative fort utile pour le choix, par exemple, d'une consultation externe ou d'un centre de planning familial. Cette brochure doit être distribuée en cours de soins de nombreux de services : les pharmaciens la remettent à leurs clients avec les feuilles d'ordonnance et le malade est réorienté, a accepté d'assumer la diffusion auprès des enfants de toutes les écoles publiques de Paris.

MEDECINE

• Encadrement annuel
• Année préparatoire "O"
IPEC
45, bd Saint-Michel
83 81 23 100 45-67
Enseignement Supérieur Privé

L'ÉVÉNEMENT

Sept cultures minoritaires

Il existe en France sept minorités culturelles, sept « peuples » — d'aucuns disent « ethnies » — qui ont préservé, plus ou moins bien, leurs langues ou dialectes : Catalans du Roussillon, au regard souvent tourné vers Barcelonne, Basques d'Euzkadi-Nord (Pyrénées-Atlantiques) tenant Bilbao pour leur métropole et la Basse-Navarre pour une rivière coulant au cœur de leur pays ; Bretons conciliants que l'Irlande ou le Pays de Galles, aux langues très voisines, appartiennent comme eux à la grande famille celtique ; Flamands de l'arrondissement de Dunkerque — qui s'estiment aux « Pays-Bas » de France — et se tiennent pour les éléments occidentaux du monde néerlandais ; Alsaciens décidés à ne rien sacrifier de leur double et même triple — patrimoniale linguistique, le dialecte et la langue littéraire allemande — son complément et support — et, naturellement, le français que nul ne leur conteste, comme ce fut le cas jadis : Corses résolus, eux aussi,

au bilinguisme ; Occitans, enfin, depuis peu réveillés, fiers de rappeler leur « latinité » culturelle, plus forte que celle des « Francimans » — ces « Latins amouillis » — situés au nord de Blaye, de Clermont-Ferrand ou de La Mure.

Ces sept « minorités », qui le sont à la fois dans le cadre de l'Hexagone et même dans leurs provinces d'origine (sur 250 000 Basques « français », par exemple, on ne compte que 80 000 bascophones), ont, au-delà de leurs différences certaines, au moins un trait commun : leur appartenance à un Etat qui, depuis la Révolution — à l'encontre de l'Ancien Régime — ne veut plus voir que des citoyens « égaux ». Les sept langues réfugiées dans les terroirs, en recul perpétuel depuis Jules Ferry et son école publique — où l'un punit, il y a peu, l'élève parlant patois, le poussant même à la dénonciation de ses camarades, — semblent aujourd'hui se ressaisir.

Cette renaissance — limitée et aléatoire — accélérée par la mutation psychologique de mai 1968 tend à présent à se confondre avec le mouvement écologique : la rivière propre, la lutte antinucéaire, la démocratie locale et la défense des idiomes ancestraux apparaissent — surtout aux gens de vingt ans — comme un « seul et même combat ».

La langue de grand-père et l'antagonisme avancent (très souvent) sur le même « sentier de grande randonnée », dont nul ne sait précisément où il conduit. Hier séparés, aujourd'hui convergents, ces mouvements d'idées, qui dépassent de fort loin le cadre de l'Hexagone, possèdent même depuis quelques semaines leur petit bréviaire : « L'avenir est notre affaire » (« Stock »), le dernier livre de Denis de Rougemont, de Genève, le Jean-Jacques Rousseau de l'autonomie culturelle et écologique.

Relevant toutes de la France — ce qu'aucune d'entre elles ne conteste, — ces sept

« ethnies » sont cependant fort diverses. Chacune est un cas à part, le plus accusé étant naturellement l'insulaire : le Corse. Toutes veulent que leur langue reçoive enfin une large hospitalité à l'école, comme dans les autres démocraties libérales d'Europe et du monde, généralement plus ouvertes aux minorités. Les sept fédérations culturelles que nous présentons (1) — et qui ne sont pas les seules à défendre leurs langues — sont regroupées à l'échelon national par l'Association Défense et promotion des langues de France. L'avenir dira si leur volonté de faire reconnaître leurs parlers comme « langues nationales » sera entendue de l'opinion et des pouvoirs publics, ou si le temps de l'ostacisme culturel n'est pas encore révolu.

JEAN-PIERRE RICHARDOT.

(1) Il faut signaler également les fédérations de la langue d'oïl, siège social : 38, rue de l'abbé Grégoire, 75006 Paris.

Occitanie : Institut d'études occitanes

L'Institut d'études occitanes a pour but « la direction et l'harmonisation des travaux se rapportant à la culture occitane dans son ensemble, dans le sens de l'enseignement, du maintien et du développement ». Association de la loi de 1901, fondée en 1945, l'I.E.O. a contribué notamment à :

— « La mise au point d'une graphie « scientifique » de la langue occitane « adaptée », estime l'I.E.O., à tous les dialectes de l'Occitanie, et permettant de retrouver au niveau de l'écrit l'intercompréhension orale constatée à travers tout le pays d'oc entre les usagers de la langue (de l'estuaire de la Gironde à Nice), ceci dans le respect de la diversité dialectale » (1) ;

— « L'étude systématique du passé occitan et de la réalité occitane d'aujourd'hui : universitaires et non universitaires, spécialistes, professionnels, militants ou simples curieux participent à la vie de l'I.E.O. qui compte mille cinq cents militants répartis dans trente et un départements (2). L'I.E.O. a contribué également à la fondation par la ville de Béziers du Centre international de documentation occitane (Hôtel Lagarrigue, 34500 Béziers. Tél. : (071 76-90-10) ;

* Institut d'Etudes Occitanes, 11 bis, rue de la Concorde, Toulouse.

— L'entrée de la langue occitane dans l'enseignement officiel : l'I.E.O. a déclenché et poursuit une campagne en vue d'obtenir que toutes les langues parlées sur le territoire de la République française jouissent du statut de langues nationales, étant bien entendu que cette campagne « ne vise en aucune façon à remettre en question l'usage de la langue française dans les pays d'oc » ;

— La formation d'enseignants d'oc à tous les niveaux, et « sous les diverses formes dialectales », au cours de stages, réunions locales, écoles et universités d'été (3). Organisme culturel, l'Institut d'études occitanes « s'interdit toute activité de type politique ou syndical, mais il collabore avec toute association travaillant à la promotion de la langue et de la culture d'oc ».

(1) Le graphisme de l'I.E.O. est vigoureusement contesté par les milieux du Pèlerinage, organisme culturel fondé par Mistral. Le copoulier du Pèlerinage est M. Jouveau, 24, rue du Maréchal-Joffre, 13100 Aix-en-Provence.

(2) Sur les limites de l'Occitanie, cf. le Monde de l'éducation, n° 28, septembre 1976, p. 11 : « Les bacheliers de Montségur ».

(3) Sur l'école occitane d'été de Villeneuve-sur-Lot, cf. le Monde de l'éducation, 14 septembre 1977 : « Voix parlées en oc ».

Alsace et Lorraine thioise : le Cercle Schickels

Le Cercle René-Schickels, fondé en 1968, a pour but « promouvoir la culture populaire et l'accession au bilinguisme en Alsace et en Lorraine thioises ». Le mouvement est ouvert à tous ceux qui veulent s'associer à la lutte pour la défense des droits linguistiques « des Alsaciens et des Lorrains ».

« La survie de notre langue, affirme le Cercle René-Schickels, est mise en cause par les nombreuses pressions d'ordre économique, politique et culturelle auxquelles nos régions sont soumises. L'allemand, introduit dans l'enseignement primaire, à partir de 1972, est traité comme une langue étrangère dans nos écoles. Le cercle préconise « pour faire face à ces menaces » que l'allemand dialectal et littéraire « soit reconnu comme une des langues de France et bénéficie en Alsace comme en Lorraine thioise des mêmes droits que le français ».

Pourquoi cette volonté de défendre le bilinguisme ? « Parce que, estime le Cercle René-Schickels, les ouvrages de bilinguisme dans notre région ne sont plus contestés. L'allemand est la langue parlée depuis plus de quinze siècles. S'il n'est plus enseigné, il va disparaître, même sous sa forme dialectale ».

« Sans cultiver le paradoxe, dit le professeur Kaskler, prix Nobel de physique, nous pouvons affirmer que si des Alsaciens parlaient mal le français, c'est parce qu'ils savent mal l'allemand. Si on leur apprend, dès le jeune âge, à

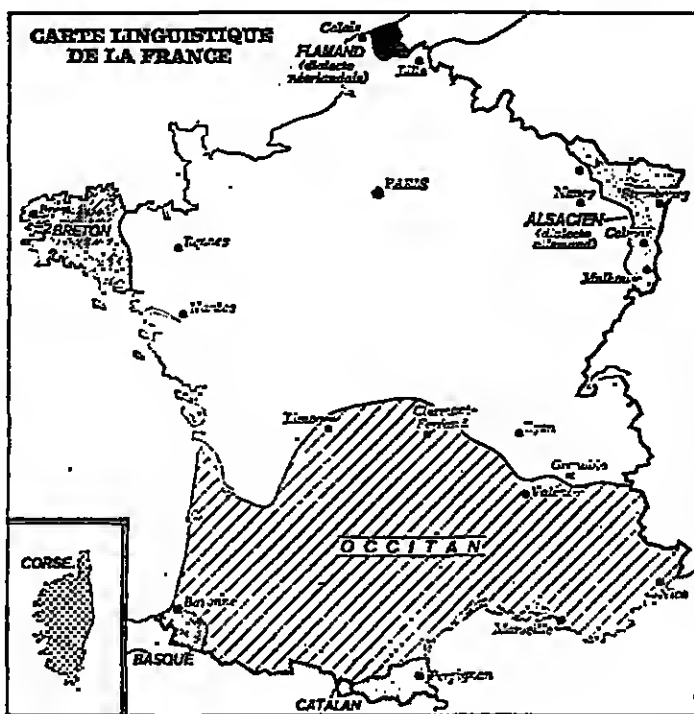
partir de leur dialecte, à s'exprimer correctement en langue allemande, ce serait au bénéfice de l'enseignement du français » « C'est là, conclut le professeur Kaskler, l'avis de linguistes expérimentés, bien au courant de la situation alsacienne (1) ».

Le Cercle René-Schickels a précisément porté son effort sur l'enseignement préscolaire, au niveau de la maternelle. Il soutiendrait que les expériences de bilinguisme tentées dans d'autres régions françaises, et notamment dans le Bordelais, avec des écoles maternelles franco-allemandes, soit étendues à l'Alsace et à la Lorraine thioise. A cet effet, il a lancé une campagne auprès des maîtres et conseillers municipaux en vue d'obtenir, sur ce point, l'appui des communes. A ce jour, 235 communes ont déjà adopté une motion en ce sens. Les rassemblements de 400 000 habitants, soit environ 25 % de la population. Dès maintenant, le cercle organise des séances créatives « en dialecte pour les enfants de trois à six ans, tous les mercredis matin de 9 h. 30 à 11 h. 30, à Strasbourg ».

Le Cercle René-Schickels publie depuis six ans une revue bilingue paraissant huit fois par an : les Cahiers du bilinguisme/Land und Sproch (2).

(1) Cité dans la lettre envoyée en octobre 1977 par le Cercle René-Schickels aux municipalités d'Alsace et de Lorraine sur l'enseignement bilingue.

(2) Egalement 31, rue Oberlin, 67000 Strasbourg. Abonnement annuel : 15 F ; le numéro : 2,50 F.



Pays basque : Ikas et Seaska

Ikas (*), fondée en 1959, et Seaska (en 1969) sont deux organismes indépendants l'un de l'autre et Ikas seul adhère à l'Association Défense et promotion des langues de France, mais leur collaboration est tellement étroite qu'il est difficile d'évoquer l'un sans l'autre. Ikas est plus particulièrement voué à la défense et à la promotion de la langue basque, à tous les niveaux : de la maternelle à l'université. Seaska (**), est l'organisme fédérateur des Ikastolak, ces écoles basques fort originales qui, tout en relevant de l'enseignement privé non subventionné, se considèrent comme un « service public basque ».

Les Ikastolak n'entrent, en réalité, dans aucune structure traditionnelle : ce sont des écoles « volontaires », fondées par les parents et gérées par eux et par les enseignants. On compte vingt-trois Ikastolak « maternelles » et

cinq Ikastolak « primaires » (soit trois cours préparatoires, dont un — celui de Saint-Palais — fait l'objet, actuellement, d'une « opposition » de l'inspection académique et de deux cours moyens), soit vingt-huit classes en tout. Ces écoles privées — monolingues basques pour les « maternelles » et « bilingues » des cours primaires et moyens — ont été créées par des parents (le bilinguisme étant d'ailleurs assuré en fait au départ pour les élèves de deux à six ans, par suite de l'influence linguistique de l'environnement) — ont été fondées, affirmant les deux associations pour pallier la carence de l'éducation nationale, à laquelle il est reproché par les bascophones de s'être intéressée « tardivement et insuffisamment à la sauvegarde de la langue basque ».

(*) 15, rue Port-Neuf, 64100 Bayonne.
(**) Musée basque, 64100 Bayonne.

Corse : Scola Corsa

Cette fédération, formée par une série d'associations locales en Corse et sur le continent, a été fondée à Corte en 1972. Elle a rassemblé tous ceux qui ont contribué aux « premiers pas » de l'enseignement du corse. Elle était, à l'origine, constituée par les associations Scola Corsa de Corte, Scola Corsa de Bastia, Scola Nustale (l'école de chez nous) de Bastia, fondée toutes les années (1971), et par l'ADECEC (l'Association pour le développement des études du centre-est de la Corse), fondée également en 1971 à Cervione. Puis, à ce groupement constitutif, sont venues s'agréger les Scola Corsa, fondées en 1973 à Nîmes et à Marseille. L'échelon fédéral s'est volontairement dissous, mais l'action commune au profit de la langue et de la culture corse demeure. Scola Corsa, Scola Nustale de Paris, et l'ADECEC continuent à adhérer au D.P.L.F. (Défense et promotion des langues de France).

Scola Corsa fut créée pour obtenir que la loi Deixonne, de 1951, autorisant l'enseignement des parlers vernaculaires dans l'enseignement secondaire — notamment en vue de l'obtention du baccalauréat —, soit étendue au dialecte corse, qui n'était tenu par l'administration ni comme un dialecte « étranger », ni comme une langue « régionale », et se trouvait, de la sorte, marginalisé. M. Pascal Marchetti, professeur à Paris-III, dans une situation de « non-être ».

La langue corse, reconnue officiellement par texte réglementaire le 18 janvier 1974, est enseignée aujourd'hui, au niveau universitaire, à l'Institut d'études corses de l'université de Provence à Aix, dirigé par M. Estori (unités de valeur de linguistique, histoire, recherches, notamment doctorales de troisième cycle), à Nîmes, avec MM. Ottavio et Dhali, et à Paris avec Mme Giacomo et MM. Casanova et Pascal Marchetti.

* La fédération étant dissoute, l'adresse de Scola Nustale à Paris est la suivante : 7, 111, rue du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris.

Catalogne : le GREC (Grup Rossellones d'Estudis Catalans)

Fondé pour favoriser l'application de la loi Deixonne, dont les décrets d'application tardaient à venir, le GREC (Grup Rossellones d'Estudis Catalans) s'est efforcé de sensibiliser la population catalane des Pyrénées orientales (où 250 000 habitants sur environ 300 000 comprennent ou parlent le catalan) à la sauvegarde de sa langue et de sa culture. Le GREC a notamment contribué, au lendemain de 1968, à la création de l'université catalane d'été, qui a constitué un lieu de rencontre pour tous les Catalans du Nord (Pyrénées orientales) et du Sud (Valence et Barcelone), ainsi que des Baléares.

Le GREC a également favorisé les échanges entre intellectuels et étudiants. Il estime, « maintenant que la Catalogne sud a

reconnu son autonomie » (restauration de la Généralité à Barcelone), que « Prades peut demeurer un lieu privilégié de contacts « péninsulaires » et se transformer en centre d'étude sur l'avenir de la Catalogne française ». Comme les autres groupements culturels de l'Hexagone, le GREC revendique l'introduction du bilinguisme à l'école, dans l'administration, à la radio et à la télévision. Il préconise également la « restauration des noms de localités en catalan » et insiste sur la nécessité d'échanges de toute nature entre les actuelles Pyrénées orientales — berceau de l'Etat catalan du Moyen Age — et les autres régions catalanes.

* GREC, M. Pere Vergara, 4, rue de la Tour-d'Auvergne, 66000 Perpignan (Perpignan).

Flandre : le Cercle Michel-de-Swaan

Fondé le 13 janvier 1972, pour protéger et développer le patrimoine culturel des Flamands, le Cercle Michel-de-Swaan a adhéré à l'Association Défense et promotion des langues de France en novembre de la même année. Son objectif est de « résister à l'uniformisation » et de lutter contre « le nivellement et l'assimilation », en affirmant « la personnalité de la Flandre française et des Pays-Bas français, la promotion des valeurs culturelles flamandes et de la langue néerlandaise, forme littéraire des dialectes flamands et néerlandais ». Constatant que, sur le plan politico-administratif, « la région doit être considérée comme définitivement française », le Cercle s'abstient de toute action politique ou partisane, notamment quant au rattachement à la Flandre belge et aux Pays-Bas du Nord. Il organise, notamment, des cours de néerlandais (deux cents élèves environ dans une dizaine de lieux différents) selon la méthode moderne A.B.N. (Algemeen Beschaafd Nederland). Une autre association flamande, Heekenschreeuwen (Le cri de

sortière), enseigne, pour sa part, indépendamment du Cercle, le dialecte selon la méthode structurale, « tel que le peuple le parle ». La Flandre française compte quelque cent mille néerlandophones. Certains contestent cependant cette dernière dénomination, estimant parler le « flamand ».

* B.P. n° 9, 59240 Dainkerke (Dunkerque).

DÉFENSE DES LANGUES

L'association Défense et promotion des langues de France (D.P.L.F.) regroupe au plan national les huit associations suivantes : Ikas (Pays basque), Emgleo Breiz (Bretagne), le Cercle René-Schickels (Alsace et Lorraine thioise), l'Institut d'études occitanes, le Cercle Michel-de-Swaan (Flandre), le Cercle d'études roussillonnaises et plusieurs éléments de l'ancienne fédération Scola corsa (Corse), et le Félibrige (Pays d'Oc) qui s'abstient d'être quelque peu distant des activités de la fédération nationale. Succédant en 1969 au Conseil national de défense des langues et cultures régionales créé en 1962, D.P.L.F. a signalé la « situation des minorités en France » à la commission des droits de l'homme de l'ONU, mettant en cause la « circulaire Barre » qui impose l'usage exclusif du français dans la vie publique, le commerce et les médias. D.P.L.F. a introduit ces derniers mois une série de recours en Conseil d'Etat : contre cette circulaire Barre ; contre trois décrets ayant trait respectivement aux écoles maternelles et élémentaires, aux collèges et aux lycées, qu'elle estime incompatibles avec les traités internationaux signés par la République française. Elle a également saisi la conférence de Balgrange pour « violation par la France des accords d'Helisinki ».

Bretagne : Emgleo Breiz

Fondée en 1953, l'association Emgleo Breiz (l'Entente de Bretagne) associe une série de fédérations bretonnes dans une action pour la reconnaissance par l'Etat de la langue et de la culture bretonnes dans les domaines de l'éducation, de la culture, des médias et de la vie publique, conformément aux prescriptions des conventions internationales. Emgleo Breiz travaille notamment à l'obtention d'émissions de radio et de télévision en langue bretonne, mieux diversifiées, et « avec des horaires plus favorables à une audition accrue ».

L'association revendique, comme les autres fédérations de l'Hexagone, « un statut général des langues et cultures de France » et, au plan institutionnel, « une authentique réforme régionale qui confierait, notamment à la région, la gestion de l'appareil éducatif et informatif, dans le cadre d'une représentation démocratique totalement renouvelée ». Emgleo Breiz publie notamment un communiqué hebdomadaire de presse reproduit chaque semaine par les journaux régionaux à quelque 500 000 exemplaires. Son activité internationale est particulièrement nourrie (contact avec la presse et les universités étrangères, participation aux activités de l'Association internationale de défense des langues minoritaires). De plus, l'association Ar Falc, associée encore récemment à Emgleo Breiz, vient de s'en distancier et de fonder le Front culturel progressiste breton. De nombreuses autres organisations, notamment Skol An Ennav (l'Ecole du mouvement), participent également à la défense de la culture bretonne.

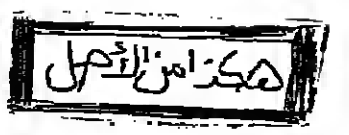
* B.P. 17, 29266 Brest Cedex.

REUSSIR UNE CAMPAGNE ELECTORALE :
SUIVRE L'EXEMPLE AMERICAIN ?
Michel Noir.
Les éditions d'organisation

Le Monde de l'éducation
numéro d'octobre
QUI SONT LES ÉTUDIANTS
L'ÉCOLE A L'HOPITAL

WEEK-END NICE A PARTIR DE 580 F PAR AVION
Consultez votre agent de voyages
WEEK-ENDS
Cor-Mic 610 A

La Pompadour
NOUVELLE COLLECTION
MANTEAUX
robes ville et habillées
tailleurs, ensembles, impers, etc
FEMMES FORTES
du 42 au 60
32 bis, Bd HAUSMANN
M^e Chaussée d'Antin



CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

<p>SALLE CORTOT Jeu 27 oct. 20 h 30 D. Durand 21 h 30 L. Durand (Vallée)</p> <p>BEETHOVEN Intégral des 32 sonates en 7 concerts par RITA BOUBOULOU</p> <p>TRETE des CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 28 oct. 20 h 30 L. Durand (Vallée)</p> <p>ELISE ST-SEVERIN Mardi 28 oct. 20 h 30 L. Durand (Vallée)</p> <p>SALLE PLEYEL Mardi 28 oct. 20 h 30 (Dandot)</p> <p>SALLE GAVEAU Mardi 28 oct. 20 h 30 (Vallée)</p> <p>TRETE des CHAMPS-ÉLYSÉES Jeu 27 oct. 20 h 30 (Dandot)</p> <p>EGLE de la MADELEINE Jeu 27 oct. 20 h 30 L. Durand (Vallée)</p> <p>CHARTRES Cathédrale Jeu 27 oct. 20 h 30 L. Durand (Vallée)</p>	<p>SALLE GAVEAU Mardi 28 oct. 20 h 30 (Vallée)</p> <p>Gabriel Pierné Mardi 28 oct. 20 h 30 Schubert - Debussy</p> <p>SALLE PLEYEL Mardi 28 oct. 20 h 30 (Dandot)</p> <p>LES SOLISTES DE ZAGREB Mardi 28 oct. 20 h 30 Henryk Szeryng M. Maxence LARREU</p> <p>SALLE GAVEAU Mardi 28 oct. 20 h 30 (Vallée)</p> <p>LES SOLISTES DE ZAGREB Mardi 28 oct. 20 h 30 Christine Walewska</p> <p>SALLE PLEYEL Mardi 28 oct. 20 h 30 (Dandot)</p> <p>LES SOLISTES DE ZAGREB Mardi 28 oct. 20 h 30 Christine Walewska</p> <p>SALLE GAVEAU Mardi 28 oct. 20 h 30 (Vallée)</p> <p>LES SOLISTES DE ZAGREB Mardi 28 oct. 20 h 30 Christine Walewska</p>	<p>SALLE GAVEAU Mardi 28 oct. 20 h 30 (Vallée)</p> <p>LES SOLISTES DE ZAGREB Mardi 28 oct. 20 h 30 Christine Walewska</p> <p>SALLE PLEYEL Mardi 28 oct. 20 h 30 (Dandot)</p> <p>LES SOLISTES DE ZAGREB Mardi 28 oct. 20 h 30 Christine Walewska</p> <p>SALLE GAVEAU Mardi 28 oct. 20 h 30 (Vallée)</p> <p>LES SOLISTES DE ZAGREB Mardi 28 oct. 20 h 30 Christine Walewska</p> <p>SALLE PLEYEL Mardi 28 oct. 20 h 30 (Dandot)</p> <p>LES SOLISTES DE ZAGREB Mardi 28 oct. 20 h 30 Christine Walewska</p>
--	---	---

ARTS ET SPECTACLES

Notes

Cinéma

« Crazy Horse de Paris »

Trucal Bonbon, Goody Pentagone, Sofia Palladium, Rose Parnet, Kiki Zanzibar : elles sont toutes là au rendez-vous. Si pacifiquement moulinées, et dures, et lisses, qu'elles n'ont pas l'air de vraies femmes. Mais ce sont des femmes, sur ce qu'elles pensent, sur ce qu'elles attendent : ridens. A la trame d'un prétendu reportage britannique, Alain Bernardini n'attend rien que son spectacle. Tandis que des fausses de lumière psychédélique habillent leurs beaux corps nus, les « Cilles » exécutent leurs mouvements. Au même titre que la tour Eiffel, le tombeau de l'empereur, Beaubourg et Notre-Dame, le Crazy Horse est devenu un haut-lieu du tourisme parisien. Voici donc des femmes en haut-lieu exportable par pellicule. Espérons qu'il rapportera des devises. En attendant, comme un vrai Crazy Horse, on devrait servir des whiskeys dans la salle. Cela ferait passer le temps.

JEAN DE BARONCELLI

« Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine »

Du parloir de Coluche, et aussitôt les gens disent qu'il est d'une vulgarité — on entend les points de suspension. Ce n'est pas à ces spectateurs que l'on recommande « Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine », mais aux enfants et aux adultes, qui ont une tendresse (coquille ou non) pour la grossièreté de Coluche. Coluche en est roi de France, ça le fera rire.

Ce roi-là, l'histoire n'en a jamais parlé, car il s'est mal conduit. Ses moustaches ont pillé les campagnes, sa cour d'élites pas brillante. Chassé par ses ministères, il a simplement demandé à son cousin le roi de Flandres de lui déclarer la guerre pour refaire autour de lui l'unité de son peuple. Assisté dans ses desseins d'un certain Lancelotti, le roi reviendra sur son trône. Le film de Coluche (réalisé avec Max Bonnet) est donc d'une faiblesse sans limite. C'est aussi un divertissement sans ambition mais propre, plein d'aventure, de capes et d'épées.

CLAIRE DEVARIEUX

★ Voir « Les films nouveaux ».

Musique

Kempff et Menuhin

Pris de vingt ans les séparant, ils pourraient être père et fils, et pourtant comme ils vont bien ensemble ! Ils entrent doucement sur la scène, souriant, la démarche impeccable, se tenant par la main, tels l'ange et le poète, Schindler Menuhin et Wilhelm Kempff. Ils se mettent à jouer paisiblement au coin du feu : la Sonate du printemps de Beethoven.

Ces musiciens de légende, nimbés par la lumière des projecteurs, comme si est étrange de les voir ici, si loin et si proches, fragiles et cependant bien vivants. Leur présence est presque au-delà de leur musique. Kempff s'accompagne modestement sans élever la voix, il dit tout à demi-mots, à travers la grande paix de son âge.

Menuhin joue avec la même fraîcheur d'expression, plus mélancolique peut-être, comme assombri par ce paradis perdu de la technique et de l'élégance qu'il ne retrouvera pas. La note parloir gracieuse, infatigable, sous l'archet, et dans « la Sonate à Kreutzer », tout à l'heure, la bourrasque bruyante au instant la limpidité du dialogue. Mais tout cela s'efface à l'heure des profondeurs adagio où, libre de contrainte, Menuhin retrouve tout à coup sa sérénité intacte, sa personnalité intemporelle, les purs phrasés et la cadence sereine d'autant que personne d'autre n'atteint.

JACQUES LONCHAMPT

Photo

Le quotidien fossilisé

Lambours, décolorées, taches, fissures : les murs ont une histoire. Papiers peints, trous béants des portes, cloches, repeints, et attachés des cheminées, les murs intérieurs trahissent l'existence secrète du côté, du derrière les portes. C'est là, dans les débris du quotidien, que se cache la vie. L'espace abstrait, aplati, se recompose en surface.

Trompe-l'œil ou réclames publicitaires, un chocolat ou du dentifrice sur les murs extérieurs, des laines appaisantes et dispersées, s'effritent, s'effritent, s'effritent. Puis elles s'effritent et se cassent dans les débris poussiéreux des pilonnages.

De cet art éphémère, Daidi Von Schawen a voulu fixer les compositions fortuites. Pendant plus de dix ans, dans différents pays du monde, elle est allée à la recherche de murs, d'un art perdu, comme une collectionneuse d'appareils fantômes. Ses photos pourraient être monotones, mais elles ne le sont pas. Elles ont une intensité rétrospective. Du côté des plus récentes, mais des fresques des rives. On recrée la vie détruite, les maladies, les étreintes, les gestes répétitifs du quotidien, la mort.

H. G.

Le texte d'ouverture, une dizaine de pages, montage de déclarations ou écrits d'architectes, peintres, écrivains sur le travail de Daidi Von Schawen et sur leurs conceptions de l'art, est très intéressant.

Hervé QUIBERT.

★ Mars photographes de Daidi Von Schawen. Les Presses de la connaissance, 55 F.

Daidi Von Schawen présente deux cents diapositives de Mars et signera son livre, le mercredi 26 octobre, à 18 heures, dans le cadre de la FIAC, au Grand-Palais.

Voyage

au centre du corps

On dirait que Lennart Nilsson injecte dans le sang de ses « maladies » des micro-contraires tétraédriques qui se promènent à travers les vaisseaux et mitraillent de leurs flux lumineux les cavités du cœur. En réalité, il prélève des matériaux de son humanité qu'il agrandit de vingt et cent quatre-vingt mille fois au moyen d'un microscope électronique à balayage. La revue « Photographie » a publié en juin un passionnant numéro (malheureusement déjà épuisé) sur les techniques de la photographie médicale. Quatorze pages étaient consacrées à Nilsson. Le Centre culturel suédois expose actuellement ses travaux les plus récents, en particulier ceux qui visualisent la vie de la crise cardiaque et la formation de l'athérome à l'estomac.

Ancien reporter, Lennart Nilsson s'est fait connaître il y a une dizaine d'années en publiant dans « Life », puis dans « Paris-Match », des images de fœtus prises à l'intérieur du ventre de la mère. Images symptomatiques, sanglantes, de ces corps transparents, aux innervations rosées, aux veines bleues, dans le chaudron de la cellule organique. Nilsson est allé plus loin. Là où l'œil ne peut pas aller, il a fouillé, prospecté sous la peau, dans le sang et les cellules, entre les tissus. Il a enregistré leurs accidents.

Ses photos sont techniques sans l'être : irréfutables, convaincantes. En voyant l'intérieur de son corps agrandi et projeté comme sur une coque de plantarum, on est pris d'une sorte de vertige, on glisse sur soi, on meurt et on renaît. Le corps devient un paysage illimité avec sa flore organique, ses marées, ses volcans et ses poils, ses masses sporigieuses, ses roses, ses velours, ses cataclysmes, ses cavernes, ses forêts, ses cristaux. C'est sidérant.

★ Lennart Nilsson, Centre culturel suédois, 11, rue Pavane, Paris-20, jusqu'au 24 novembre.

MAISON DES ARTS ET DE LA CULTURE ANDRÉ-MALRAUX
Place de l'Hôtel-de-Ville - 75002 CRETEIL
Tél. 899-90-50

Mardi 25 octobre, 20 h. 30
CINÉMA ART ET ESSAI
« Mon cœur est rouge », de Michèle Rosier
Jeu 27 octobre, 20 h. 30
FOLKLORE
CHANTS POPULAIRES VAUDOIS DE HAÏTI avec Toie Bissonnette
Vendredi 28 octobre, 20 h. 30
CINÉMA ART ET ESSAI
« Les Petites Marguerites », de Vera Chytilova
Samedi 29 octobre, 20 h. 30
CINÉMA ART ET ESSAI
« Adoption », de Maria Messaros
Dimanche 30 octobre, 16 h.
Pierre Petit présente les lauréats de l'Ecole normale de musique de Paris
Christiane Dubat - Fauré - Debussy - Ravel
Marie-Antoinette Pictet - Schubert - Fauré - Chopin
Renseignements-Location : 899-91-50, de 12 heures à 19 heures

VENDOME - STUDIO DES URSULINES - OLYMPIC - ENTREPOT

PARADIS D'ETE

Un film suédois de GUNNEL LINDBLOM

Quelques extraits de la presse unanime :

« PARADIS D'ETE est un film important, sensible et intelligent... un plaisir des yeux et du cœur. »

Robert CHAZAL (FRANCE-SOIR)

« Une réussite d'une qualité rare... digne du maître Ingmar BERGMAN, initiateur et coproducteur. »

Anne DE GASPERI (QUOTIDIEN DE PARIS)

Les Spectacles A.L.A.P. et les Spectacles LUMBROSO PRESENTENT

au Pavillon de Paris
211, avenue Jean-Jaures 75019 PARIS

LE MERCREDI 26 OCTOBRE à 20 h. 45

UNIQUE SOIRÉE

DE

POÉSIE SOVIÉTIQUE

Razmik DAVOYAN, Evgueni EYTOUCHENKO, Vitali KOROTITCH, Robert ROJDESTVENSKI, Constantin SIMONOV, Olgos SOULEIMENOV, André VOZNESSENSKI

Les poètes-compositeurs Vladimir VYSSOTSKI et Boulout OKOUDJAYA chanteront quelques-unes de leurs œuvres

Avec la participation de Antoine VITEZ

Prix des places : 20 F - Etudiants et Collectivités : 10 F

MERCREDI

STUDIO DE LA HARPE - LA CLEF

Deux femmes enquêtent sur la vie et la mort d'une autre femme.

ALICE CONSTANT

un film de CHRISTINE LAURENT

MERCREDI

Un film de **WERNER HERZOG**

LA BALLADE DE BRUNO.

avec **BRUNO S. EVA MATTES/CELENS SCHEITZ**

LE PRINCE DE HOMBURG/BURKHARD DRIEST.

Grand prix spécial du jury pour la mise en scène au Festival de Taormina 1977

Interdit aux moins de 13 ans.

300 ARTISTES

Chœur d'Etat de Moscou
Ensemble des Chœurs du Don
Ensemble Chorégraphique de Moscou
Ensemble d'Instrumentation ancienne
Ensemble de danseurs solistes du Bolchoï
Chanteurs et Danseurs Talians
Chanteurs solistes des opéras de Saint-Petersbourg et de Moscou

ACTUELLEMENT au PAVILLON DE PARIS porte de pantin

chants et danses des révolutions russes

mise en scène de LOSSIF TOUMANOV

RTL présente

HARRY DELAFONTE

2, 3, 4, 5

NOVEMBRE / 21 H

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

LOCATION : THÉÂTRE & AGENCES

LOCATION : Pavillon de Paris 211 Avenue Jean-Jaures 75019-PARIS tous les jours de 12h30 à 19h. Egalement à Paris, toutes agences ou par téléphone au 200-02-00.

HARLAN COUNTY U.S.A.

OSCAR HOLLYWOOD

ils ont 18 ans, ils sont américains, ils ont des idées, ils ont des rêves, ils ont des "sexes", ils ont des "amours", ils ont des "révolutions", ils ont des "tendresses", leur histoire est le Love Story d'aujourd'hui.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h : la Cendrillon.
Salle Favart, 20 h 30 : la Traviata.
Comédie-Française, 20 h 30 :
l'Impromptu de Versailles ; la
Muscovite.
TGF, 20 h 30 : Dorénavant 1 (Fes-
tival d'automne).
Petit TGF, 18 h : la Nuit juste avant
les forêts (Festival d'automne) ;
20 h 30 : Raisons d'aimer.

Les salles municipales

Théâtre de la Ville, 18 h 30 : Juliette
Grecu.
Nouveau Carré, salle Papi, 20 h 30 :
la Guerre civile ; 21 h : Nuova
Giulietta.
Petit Odéon, 18 h 30 : la Guerre des
pièces.

Les autres salles

Aire fibre Mousparnasse, 22 h :
Eugène Ionesco.
Antoine, 20 h 30 : les Parents ter-
ribles.
Arts-Métiers, 20 h 45 : si t'es beau,
attends.
Athénée, 21 h : le Buisson.
Salle de l'Opéra, 21 h : Solennia le
constructeur.
Cartoucherie, Théâtre de l'Aquarium,
21 h : les Fugues à New-York.
Atelier de l'Épée-de-Bols, 21 h :
Madama.
Cité internationale, la Galerie, 21 h :
Médusa Gehler. — La Rosette,
21 h : l'Avare.
Comédie Caumartin, 21 h 10 :
Goethe-Boeing.
Cinéma de la Gare, 20 h 30 : le
Bateau pour Lippa.
Danton, 21 h : le Peuple.
Edmond-Rostand, 21 h : On ennuie
du monde.
Espace Cardin, 20 h 45 : Alimira.
Fonétone, 21 h : 1915.
Gaité-Montparnasse, 21 h : Gilles.
Salle Papi, 20 h 30 : la Guerre civile ;
21 h : Nuova Giulietta.
Gymnase-Marie-Bell, 21 h : Arrête
ta vie.
Hochet, 20 h 45 : la Castrolerie
chaude ; la Leçon.
Il Théâtre, 20 h 30 : les Rogio-
nament.
La Strayre, 21 h : Quot-Quot.
Lucernaire, Théâtre noir, 18 h 30 :
la Belle Vie ; 20 h : Penitence ;
22 h 30 : R. Wagner. — Théâtre
rouge, 20 h 30 : les Emigrés ;
22 h 30 : Cora Valcaire.

MARDI 25 OCTOBRE 1977

Concert INTERVALLES

Lydia DOMANCICH
Christine DOMANCICH
A. MARCHUTZ
G. SALIGNAT
J. F. BOSSEUR
Nations graphiques
en coproduction avec le G.E.R.M.
18 h 30 au P.I.A.C. Grand-Palais.

SAINT-SÉVERIN

ACTION LAFAYETTE

OLYMPIC ENTREPOT

HARLAN COUNTY U.S.A.

film de Barbara Kopple

OSCAR HOLLYWOOD

1977

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés).

Mardi 25 octobre

Mademoiselle, 21 h : Peau de vache.
Marigny, 21 h : Nini la Chânesse.
Mauritine, 20 h 45 : La ville dont
le prince est un enfant.
Michelet, 21 h : les Vignes du Sei-
gneur.
Michelet, 20 h 30 : Pauvre
assassin.
Moderne, 21 h : Par-delà les mar-
chises.
Montparnasse, 21 h : Trois lits pour
un.
Mouffetard, 21 h : Exotisme.
Nouveautés, 21 h : Apprendre-moi,
Géline.
Odeon, 21 h : la Magouille.
Orsay, grande salle, 20 h 30 : l'Eden-
Cinéma. — Petite salle, 20 h 30 :
Madame de Guise.
Palace, 18 h 30 : Ben Zimet ; 21 h :
Sabbath Soule.
Palais-Royal, 20 h 30 : la Cage aux
folles.
Piaf, 20 h 45 : Cui.
Poché-Montparnasse, 20 h 30 : Sigis-
mond.
Porte-Saint-Martin, 21 h : Pas d'opé-
ra pour Mlle Blandine.
Régulier, 20 h 30 : Jean Harlow
contre Billy the Kid.
Saint-Georges, 20 h 30 : Topaze.
Studio des Champs-Élysées, 21 h :
les Dames du Jeu.
Théâtre d'Édgar, 20 h 30 : Sylvie
Joly.
Théâtre-en-Rond, 21 h : le Voyage
vertical.
Théâtre du Marais, 20 h 30 : le
Comme-on-agricole ; 22 h 30 :
Jeanne d'Arc et ses copines.
Théâtre de Paris, 21 h : Pygmalion.
Théâtre Paris-Nord, 20 h 45 : Tris-
tan et Yseult.
Théâtre de la Pépiche, 20 h 30 :
le Retour.
Théâtre Présent, 20 h 30 : les
Derniers.

Théâtre 347, 20 h 30 : la Ménagerie
de verre.
Tristan-Bernard, 18 h 30 : le Troi-
sème Témoin.
Variétés, 20 h 30 : Fête de Broadway.

Les théâtres de banlieue

Antenneville, Théâtre de la Com-
mune, 20 h 30 : Coriolan.
Champlain, Centre des Insulins,
Saint-Ouen, Théâtre Gérard-Philipe,
18 h 30 : Pélée de cœur d'une
chante anglaise.
Villégif, Théâtre Romani-Rolland,
20 h 30 : Marbeth.
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano,
21 h : Collette Magny.

Festival d'automne

Voir aussi les salles subventionnées.
Maison Calliera, 20 h 30 : Odin
Teatret.
Théâtre des Amandiers (Nanterre),
20 h 30 : Paléozo Mental.

Les concerts

Palais des Congrès, 18 h 30 :
Concerts du mardi (Gounod,
Strauss, Brahms).
Aire fibre Montparnasse, 18 h 30 :
Bach et guitare R. Dyma.
Eglise Saint-Thomas d'Aquin,
20 h 30 : Londres Boys Singers,
dir. A. Dogget. Musique fran-
çaise et anglaise du Moyen Âge et
de la Renaissance.
Théâtre des Champs-Élysées,
20 h 30 : G. Tachino, piano
(Mozart, Chopin, Prokofiev).
Salle Cortot, 20 h 45 : C. Fernier,
piano (Brahms, Chopin, Prokofiev).
Théâtre de la Cité internationale,
grande salle, 21 h : Ensemble In-
strumental de France (Mozart,
Vivaldi, Rossini, Mendelssohn).
Eglise Saint-Séverin, 21 h : Quatuor
Vla Nova (Bach, Beethoven).

cinémas

(*) Films interdits aux moins de
cinq ans.
(**) Films interdits aux moins de
dix-huit ans.

La cinémathèque

Chailiot, 18 h : Cléopâtre, de Cecil
B. De Mille ; 18 h 30 : Cinéma
d'Art et d'Essai ; la Sym-
phonie en sol, Casabianco, So-
lennia, d'G. Gando ; 20 h 30 : la
Symphonie en sol, le Dostoi, de
S. Coulibaly ; 22 h 30 : Semaine du
cinéma israélien ; Shalom,
d'Y. Yehia.

Les exclusivités

L'AMÉRICAIN (all. v.o.) :
Quintette, 5 (1935-36-40) ; Oa-
mon Rive-Gauche, 6 (1948-49-50) ;
14-Juillet-Parade, 7 (1938-39-40) ;
Elysees - Lincoln, 8 (1938-39-40) ;
Olympie-Entrepot, 10 (1942-43-44) ;
v.t. Impérial, 11 (1942-43-44) ;
L'AMOUR EN HERBES (fr.) : Mont-
parnasse-43, 6 (1944-45-46) ; Colisée,
7 (1949-50-51) ; France, 8 (1970-
71-72) ; P.I.A.C. Saint-Jacques, 14.

1980-81-82 ; Osmont - Convention
(1980-81-82) ; Serran, 19 (1980-
81-82) ;
L'AMÉRICAIN (fr.) : Quintette, 2 (1935-
36-40) ; Berlioz, 3 (1942-43-44) ;
Chiny-Palace, 4 (1937-38-39) ; Hau-
seville, 5 (1938-39-40) ; Bouquet,
7 (1941-42-43) ; Madeleine, 8 (1972-
73-74) ; George-V, 9 (1935-41-46) ;
Ambassade, 10 (1938-39-40) ; Pau-
mon, 11 (1933-34-35) ; Mont-
parnasse-Palace, 12 (1942-43-44) ; Oa-
mon-Sud, 13 (1933-34-35) ; Cam-
bron, 14 (1974-75-76) ; Victor-
Hugo, 15 (1974-75-76) ; Wepler, 16
(1974-75-76) ; Osmont - Gambetta,
17 (1974-75-76).

ANNIE HALL (A. v.o.) : Paramount
Odéon, 6 (1935-36-37) ; Studio Jean-
Coccart, 7 (1935-36-37) ; Public
Champs-Élysées, 8 (1970-71-72) ;
v.t. Capel, 9 (1938-39-40) ; Para-
mont-Opéra, 10 (1973-74-75) ; Para-
mont - Glissade, 11 (1980-81-82) ;
Paramount, 12 (1970-71-72) ;
13 (1974-75-76) ; Paramount - Mailhot,
14 (1974-75-76) ; Bonaparte, 15
(1974-75-76) ; U.O.C.-Odéon, 16 (1974-
75-76).

Le 3^e Festival cinématogra-
phique international de Paris
aura lieu du 2 au 8 novem-
bre 1977. La location est
ouverte dès à présent à l'Empire,
41, avenue de Wagram, de 11 h
à 18 h. Prix des cartes d'abon-
nement : 10 séances 90 F ;
20 séances 160 F.

ST. ANDRÉ DES ARTS

Horaires film : 14 h 30 - 17 h 30 - 20 h 30

après LE VOYAGE DES COMÉDIENS

LES CHASSEURS

le nouveau film de THEO ANGELOPOULOS

MERCREDI

ils ont 18 ans,
ils sont grossiers,
pudiques
et intransigeants
ils aient "sexe"
mais ils pensent "amour",
ils parlent "révolution"
mais ils sont "tendresse,"

leur histoire c'est
le "Love Story"
d'aujourd'hui

MARIO ORFINI
CRISTIANA MANCINI - FRANCO BANCHI ET SILE PORCS AVAIENT DES AILES
LOUCASTE, ANNA NOGARA, SUSANNA NICOLI, PAOLO PERRANGE

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

vous serez violemment pour
vous serez violemment contre
mais vous devez voir
et
si les porcs
avaient
des ailes...
un film événement
un film choc



Théâtre des Champs-Élysées

Jendil prochain 27

SCHUBERT

DANIEL

BARENBOIM

O.A.L. - Valmalière

CHAILLOT

THÉÂTRE NATIONAL

Greenwich Village au Trocadéro.

Collaboratrice d'André Serban
et de Peter Brook, Elizabeth
Swados a fondé sa propre com-
pagnie. Elle a conçu, composé
et mis en scène « Nightclub
Cantata » créée la saison dernière
à Greenwich Village (New York).
Le spectacle de cabaret d'une diversité
étonnante, « inhabituel », « dé-
licieux », « audacieux », « fasci-
nant », « un show qui embrasse
la vie à pleine bouche », « plein
d'imagination et d'invention »,
« musicale originale, idées nou-
velles », « à voir en priorité »,
Salle Gémier, du 26 oct. au 13
nov. Location : 727.81.15.

CONCERTS

Radio France

SAISON LYRIQUE

RADIO-
FRANCE
Grand
Auditorium
Jeudi
27 octobre
à 20 heures

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

RADIO-
FRANCE
Grand
Auditorium
Vendredi
28 octobre
à 20 h 30

MUSIQUES SACRÉES

ÉGLISE
ST-ANDRÉ DES ARTS
Jeudi
26 octobre
à 20 h 30

STRAVINSKY - G. LIGETI
LITURGIE ORTHODOXE
Sol. R. Ericson - S. Tscherny
M. Castagnoli
Chœurs de Radio-France
Chœurs de l'Institut
NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE
Dir. : Gilbert AMY

Location : RADIO-FRANCE et Agences

ATTENTION !

5 DERNIÈRES

Jean Harlow contre
Billy the Kid

RÉCAMIER 548-63-81

MAISON DE LA CULTURE

DE NANTERRE

THÉÂTRE DES AMANDIERS

DIRECTION : PIERRE DESRUCHES

MARTIN EDEN

roman de Jack London

Création collective du
Théâtre de la Salomondre

du 4 novembre
au 3 décembre

TAV. PARLO PICASSO
3000 NANTERRE
RENS. LOCATION : TEL. 705.12.81

A PARTIR DU 4 NOV.

THÉÂTRE DU CAMPAGNOL

DAVID COPPERFIELD

D'APRÈS CHARLES DICKENS

JEAN CLAUDE PENCHENET

Location : 727.81.15

1^{re} partie

2^e partie

X + 7

THE LAST POETS

location Fnac et 278.10.00

Centre de renseignements
et de location

Fnac Montparnasse 222.80.56

THÉÂTRE FONTAINE

10, Rue Fontaine (9^e)
métro Blanche - 874-74-40

1915

(création)

à partir des minutes du procès de Salomon
TEHOMIAN à Berlin les 2 et 3 juin 1921

Textes de
Jean-Jacques VAROUEJAN

la génocide arménien

mise en scène
Jean-Marie LEHEC

Tous les soirs 21 h
sauf dimanche et mardi

matinées dimanche 15 h et 18 h 30

Places : 25 et 50 F - Collectivités : 15 F
- 25 ans, carte verte et étudiants : 20 F

Passage du XX^e siècle

mercredi 26 octobre

20 h 30

orchestre de paris

direction

Pierre Boulez

avec

Yvonne Minton

Webern - Cinq mouvements
pour cordes

Variations pour orchestre

Six pièces pour orchestre

Schönberg - 4 Lieder op. 22

Mexwell-Davies - Worldes-Blis
(création française)

THEATRE
DES CHAMPS-ÉLYSÉES

loc. 225.44.36 et Durand

THEATRE

Théâtre de l'Est Parisien T.E.P.

Jusqu'au 30 octobre

DORÉNAVANT 1-

Théâtre Quotidien

loc. T.E.P. 636.79.09

Maison de la Culture de Nanterre

Jusqu'au 6 novembre

PALAZZO MENTALE

de Pierre Bourgoade /

Georges Lavaudant / Spheroe

location

Maison Cult. Nanterre 204.18.81

Le Palace

du 2 au 15 novembre

LOCUS SOLUS

Hommage

à Raymond Roussel

Théâtre de la Maschera

(Italie)

mise en scène Mémé Perlini

location Palace 770.44.37

Chailiot (Grande Salle)

du 4 au 26 novembre

spectacles du

THEATRE DE LA

TAGANKA (Moscou)

loc. Chailiot 727.81.15

Palais des Arts

du 9 au 21 novembre

CAMERAS/THEATRES

confrontation internationale

films de théâtre

et sur le théâtre

entrée gratuite

renseignements

278.10.00 et 272.62.98

MUSIQUE

Salle Wagram

3 et 4 novembre

1^{re} partie

PAPA OYEAH

MACKENSIE

2^e partie

CHARLES TYLER

QUARTET

10 et 11 novembre

1^{re} partie

X + 7

2^e partie

THE LAST POETS

location Fnac et 278.10.00

Centre de renseignements
et de location

Fnac Montparnasse 222.80.56

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAL	80,00	91,62

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La mm col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

DIRECTEUR d'USINE

La Société (200 M de CA HT) fabrique des produits de synthèse organique. Elle recherche le Directeur de son usine (400 pers.) située à 200 km de Paris. Le candidat retenu sera un ingénieur Grande Ecole (type Centrale), âgé de plus de 35 ans, ayant déjà dirigé une usine, si possible dans cette branche. Rémunération : 180.000 F +.

Adresser CV détaillé, photo, prétentions sous référence : 76715 M à : Paul Louis QUINQUO Conseil en Recrutement de Cadres 39 Champs Elysées 75008 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ EN EXPANSION

Ville universitaire de province recherche

CONTROLEUR de GESTION

Avec l'aide de l'équipe en place, il sera chargé dans un premier temps, de missions d'organisation.

Pour réussir, le candidat devra avoir :
• une formation supérieure (écoles d'ingénieurs ou commerciales ou de gestion) ;
• de la rigueur, le sens du contact, du dialogue, du contact ;
• si possible 1 ou 2 ans d'expérience.

Palme note de candidature (curriculum vitae, photo retournée, prétentions sous le n° 72177) à : J.R.P. Paris 187, qui transmettra.

NEYPIC - GRENOBLE

recherche

DEUX JEUNES INGÉNIEURS

Diplômés G.E. ou équivalent

Spécialisés en : Mécanique des Fluides Thermique

Le PREMIER POSTE nécessite de solides connaissances en analyse numérique

L'AUTRE POSTE est orienté vers des activités expérimentales.

Connaissance de l'anglais.

Poste accessible à débutants mais deux à cinq années d'expérience dans ces domaines seraient souhaitées.

Envoyer C.V. et photo N° 33.008 CONTEXTE Pub. 21, avenue de l'Opéra, PARIS-17.

Groupe International de Matériel de Maintenance (Paris - Est) recherche

RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT TECHNIQUE

Profil :
- Ingénieur de formation électromécanique
- d'au moins 30 ans
- solides connaissances en équipements électriques.
- expérience des techniques de fabrication de série (mécanique générale, mécano-soudure, fonderie, hydraulique)
- habitude des matériels de chantier (domaine maintenance si possible)
- bonnes notions d'anglais et/ou allemand.
Mission :
- encadrement d'une équipe de dessinateurs au siège.
- mise au point et suivi dans l'unité de production (120 km de Paris) des produits existants.
- industrialisation dans l'optique d'un rapport optimum - performances - qualité - prix - de produits nouveaux en collaboration étroite avec les services Recherche et Commercial.
- liaison technique avec les filiales étrangères.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo (re tournée) et prétentions s/réf RR/M à : P. LICHAU S.A. 10, rue de Louvois 75003 Paris Cedex 02

Toutes les candidatures seront traitées de façon confidentielle

emplois internationaux emplois internationaux

EXPANSIAL

Recherche pour Société Nationale Algérienne de Réalisation de Parcs Zoologiques

botaniste

• Sera chargé de la création d'une collection d'espèces et d'essences d'origines diverses, devra avoir une expérience des plantations tropicales et équatoriales

REF. 814 M

zoologues

• Etudieront les conditions de viabilité d'une importante faune de diverses origines dans des parcs en semi-liberté

REF. 815 M

écologistes

• Seront chargés des études d'aménagement de l'espace naturel, protection et restauration du site sur les réserves et parcs nationaux

REF. 816 M

architectes paysagistes

• participeront à la conception et au suivi de la réalisation des travaux d'aménagement de parcs zoologiques et de loisirs

REF. 817 M

Ces spécialistes travailleront en équipe pluridisciplinaire sur tous les problèmes d'environnement, d'aménagement et de protection des réserves naturelles.

• Expérience professionnelle exigée : 5 à 5 ans minimum
Envoyer curriculum vitae détaillé sous référence correspondante, à EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 Paris

La Banque Nationale de Développement Économique du Burundi B.N.D.E.

recherche pour le service des investissements de son siège à

BUJUMBURA économiste-analyste financier

La B.N.D.E. est une banque de développement créée en 1967 pour le financement sous forme de prêts et de prises de participations, d'entreprises industrielles, agricoles et touristiques ainsi que d'autres activités économiques. Son capital d'environ 160 millions de francs burundais (environ 9 millions FF) est réparti entre l'État du Burundi, des institutions d'aide bilatérale et des entreprises privées.

L'économiste/analyste financier participera à la préparation, l'évaluation et la mise en œuvre de projets d'investissement financés par la B.N.D.E. Il aura également à promouvoir activement les investissements industriels par l'identification de projets dans ce secteur, la préparation d'études de faisabilité et la recherche de promoteurs et partenaires valables.

Une expérience de plusieurs années en matière de financement d'investissements et une bonne connaissance de la langue française sont requises. En outre, une expérience de travail similaire en Afrique serait souhaitable. La rémunération, qui sera fixée en fonction de l'expérience du candidat retenu, comporte d'appréciables avantages accessoires tels que logement, congés dans le pays d'origine etc. Le contrat sera de 5 ans.

Les C.V. détaillés seront reçus à la Division du Recrutement Bureau Européen de la Banque Mondiale 66, Avenue d'Iéna - 75116 PARIS

Pour mission d'enseignement 2 à 3 mois, Algérie Important groupe français recherche d'urgence

INGÉNIEURS DIPLOMÉS avec expérience pédagogique.

Technologies de fabrication, Maintenance, Electronique, Automatisation.

Conditions intéressantes. Envoyer C.V. + photo sous n° 7 0582 M, Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

OFFRES D'EMPLOI outre-mer, étranger, par répertoire hebdomadaire. - Ecrire Culture-Mer Mutations, B.P. 141-09 Paris.

Complexe Minier et Industriel

un NIGER, recherche pour suivre l'acheminement de ses approvisionnements en matériels divers, UN CADRE RESPONSABLE du

Contrôle du Transit

Basé à NIAMEY, il se tiendra constamment au courant de la situation des lots destinés au site minier situé dans le Nord du pays à partir des ports de débarquement.

Il veillera particulièrement aux points de rupture de chaîne. Il informera ses interlocuteurs de la Société de tout incident retardant les arrivées et suggérera des solutions. Il fera donc de fréquents voyages.

La personne recherchée aura une expérience confirmée de ces problèmes chez un transitaire ou une agence maritime. Contrat et avantages « Expatriés » en zone franc. Envoyer C.V. explicite sous référence CO/ATR. à

CETAGEP 30, AVENUE AMIRAL LEMOIGNER 75160 MARLY LE ROI

INGENIEUR BRASSEUR

Le Groupe BSN-Gervais Osmone recherche un Ingénieur Brasseur pour les Brasseries KRONENBOURG.

Sous l'autorité du Responsable du Service Fabrication de la Brasserie d'Obernai, il assurera plus particulièrement le développement, la mise au point et le suivi de nouveaux procédés et installations.

Ce poste intéresse un jeune Ingénieur Brasseur, ayant acquis 3 à 5 ans d'expérience en brasserie, dans des fonctions de fabrication ou de laboratoire.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. J 20 M, à Jean Bünckel - BSN-Gervais Osmone 7, rue de Téhéran, 75008 Paris.

bsn.gervais danone

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LE CONDITIONNEMENT DE L'AIR

recherche

INGÉNIEUR - RESPONSABLE DU S.A.V.

pour LYON

De formation A et M ou similaire, il devra assurer la direction et la promotion de ce service.

- Connaissance approfondie en aérolitique, électricité, froid et régulation, indispensable.

Ad. C.V., photo et prêt. n° 818 à PUBLISTYL 47, cours Gambetta - 69003 LYON, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DIMENSION INTERNATIONALE recherche pour la CÔTE D'IVOIRE

UN CHEF D'ATELIER VEHICULES INDUSTRIELS

Le candidat retenu devra pouvoir justifier :

• d'une expérience de plusieurs années dans la direction d'un atelier véhicules industriels.

• de l'autorité indispensable à une bonne gestion, tant sur le plan administratif que sur le plan humain.

• âge minimum 35 ans

• expérience en Afrique appréciée.

Logement, véhicule, déplacements pour lui et sa famille assurés.

Adresser C.V. manuscrit détaillé et prétentions

DAF FRANCE Service du Personnel 95470 SURVILLIERS

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer clairement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

hutchinson-mapa

cherche

pour filiale U.S.A., TEXAS

WORK'S MANAGER

Chargé de gérer une petite unité de production et transformation produits plastiques, en développement.

Notre candidat devra avoir une formation supérieure (mécanique ou chimie) et justifier d'une première expérience réussie de gestion complète d'atelier.

Il travaillera en liaison avec la Direction Commerciale locale et avec l'assistance des Services du Groupe en France.

Anglais courant indispensable.

Il peut être envisagé un détachement temporaire de 5 ans minimum.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous No 102, à Direction du Personnel 2, rue Balzac 75008 PARIS.

IMPORT. GROUPE COMMERCIAL FRANÇAIS

recherche pour

AFRIQUE FRANCOPHONE

CHEF SERVICE

RADIO - COMMUNICATIONS

(V.H.F. - U.H.F. - B.L.U.)

AYANT EXCELLENTE CONNAISSANCE

MATÉRIELS MOTOROLA

Le titulaire devra posséder la pratique confirmée de la gestion :

- commerciale (visites clientèle, ventes, promotion) ;

- administrative (approvisionnement, prix de revient, compte d'exploitation) ;

- technique (connaissance des matériels, évolution des techniques).

Il devra être apte à animer une équipe.

ANGLAIS TECHNIQUE COURANT EXIGÉ

Env. lettre manuscrite avec C.V. à n° 33.456 :

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

NOUS SOMMES UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION. NOUS RECHERCHONS POUR NOTRE DÉPARTEMENT « MARKETING » :

UN CHEF DE PRODUITS

AVEC RÉSIDENCE, RÉGION NORD

POUR NOTRE SECTEUR : MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION, ENVELOPPE EXTÉRIEURE DES BÂTIMENTS AGRICOLES, INDUSTRIELS OU LOGEMENTS.

VOTRE MISSION AURAIT POUR PRINCIPAUX AXES D'ACTIVITÉ :

- la connaissance des produits et de leurs marchés ;
- la définition de la politique du produit et de sa distribution ;
- la recherche de nouveaux créateurs de marchés ;
- la définition des axes de recherche de nouveaux produits ;
- la conception et l'animation des présentations ;
- la surveillance de l'exécution des plans de marketing.

SI VOUS ÊTES DE FORMATION « INGENIEUR », SI VOUS AIMEZ LES CONTACTS ET LA NÉGOCIATION,

SI VOUS AIMEZ LE TRAVAIL EN ÉQUIPE

VOTRE CANDIDATURE NOUS INTÉRESSE :

UNE EXPÉRIENCE « RAYONNEMENT » D'UN MINIMUM DE DEUX ANS S'AVAIT SUFFISANTEMENT APPRÉCIÉE.

Adressez votre C.V. man. avec photo et réf. 6.948, Petites Annonces L'ÉCLAIR, 10, rue de Louvois, 75001 PARIS CEDEX 01, qui nous transmettra.

Importante unité de fabrication de produits moulés caoutchouc implantés dans le Centre de la France, de région très agréable, recruté suite à tr. forte expansion.

TROIS AGENTS D'ENCADREMENT

- Un contremaître pour atelier de moulage ;
- Un contremaître pour atelier de moulage ;
- Un contremaître pour atelier de moulage.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

Qualités requises pour ces différents postes : connaissances de l'industrie du caoutchouc, disponibilité, sens du commandement, esprit d'équipe, etc.

AUCHAN

23 HYPERMARCHÉS - C.A. EN 1976 : 4 MILLIARDS PROGRESSION ANNUELLE C.A. 40 % DEPUIS 10 ANS

recherche

10 RESPONSABLES COMMERCIAUX

AUTODIDACTES, JEUNES UNIVERSITAIRES ou PROFESSIONNELS de la DISTRIBUTION

LA FONCTION :

Assurer la responsabilité d'une partie du magasin ou d'un service du magasin, c'est-à-dire :

- définition et application de sa politique commerciale ;
- fixation de ses objectifs commerciaux et de rentabilité (C.A., marge, frais) ;
- embauche et formation de son personnel.

L'HOMME :

- Il devra :
- être commerçant, c'est-à-dire savoir bien acheter, bien vendre les gammes de produits qu'il aura définies ;
- être meneur d'hommes, c'est-à-dire former, animer et dynamiser son équipe ;
- être gestionnaire de ses produits ;
- avoir une intelligence au service du concept.

Vous serez jugé sur la réalisation de vos objectifs. Votre évolution et votre promotion seront directement liées à votre efficacité individuelle.

- Si la distribution moderne vous intéresse,
- Si vous recherchez un métier vivant et passionnant,
- Si vous voulez prendre des responsabilités.

Envoyez-nous en joignant C.V. détaillé, photo et présentations à :

C. DUBRILLE - AUCHAN 200, rue de la recherche 59650 VILLENEUVE-D'ASCQ
F. LECLERCQ - AUCHAN, rue de la Mouchetière 45140 SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE



INSTITUT DE FORMATION PERMANENTE de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Doubs 2200 STAUBAY, 251

Recherche :

1. Responsable de cycle TECHNICIENS DU COMMERCE A L'EXPORTATION

Ce cycle existant 120 stagiaires - durée 1 an - nécessite un candidat de formation commerciale (3 ans minimum - expérience non exigée) ayant déjà vécu l'expérience de l'animation de groupe (sa formation longue et possible).

2. Responsable de l'INSTITUT DE PROMOTION INDUSTRIELLE

Ce cycle spécialisé dans l'amélioration des conditions de travail (à créer en 1978) nécessite l'expérience de la mesure des temps, de l'organisation du travail, de l'adaptation des conditions de travail à l'entreprise et plus de réelles qualités pédagogiques pour animer et encadrer un groupe de 20 stagiaires en formation sur une durée.

3. Responsable CREATION D'ENTREPRISES SON BOLE

- participer à la mise en place d'actions collectives à haute visibilité pour créer ou faire créer des entreprises en France-Comité ;
- informer, conseiller, orienter les créateurs potentiels ;
- encadrer un cycle existant de formation en continu pour créateurs.

L'importance de ce service à créer nécessite un homme connaissant les circuits administratifs et financiers de la création d'entreprise (avoir créé ou vécu une création est un plus).

Ces 3 personnes dépendent hiérarchiquement du Directeur de l'INAPOR.

Envoyer, avant fin octobre, C.V., photo et présentations au président le poste à l'adresse BELLE, 14, Horizon II - THIES - 25200 Roche-lez-Beaupré.

chef de production

Un groupe industriel très connu recherche pour une de ses usines, située à 30 km environ de PARIS, un Chef de production contrôlant les fonctions : planning, ordonnancement, fabrication, magasinage, entretien.

Dépendant directement du Directeur de l'usine il anime un effectif de 100 personnes environ.

Vous avez 30 ans au moins, une formation supérieure technique et au moins 5 ans d'expérience de commandement d'atelier dans une entreprise moyenne de construction mécanique de série ou de chaudronnerie. Vous avez l'occasion d'enrichir dans une société stable où une carrière évolutive s'offre à vous.

Votre candidature sera traitée de manière totalement confidentielle. Adressez votre dossier obligatoirement complet avec lettre manuscrite, C.V. précis, photo, rémunération souhaitée, sous référence 13218 B.

17, rue du Colonel Lebel, 94300 Vincennes ou téléphone

Basse-Normandie - 50 km Caen
Filiale Groupe International
Fabrication accessoires automobile
C.A. 60 millions de francs
recherche

RESPONSABLE COMPTABILITÉ ANALYTIQUE

- minimum 3 ans d'expérience
- établissement des prix de revient standards ;
- suivi des budgets ;
- tableaux de bord et statistiques usines.

Niveau souhaité : L.E.T. ou S.T.S.

Recevoir C.V. et références à : SAGIC S.A. Service du Personnel - 61210 PUTANGES.

CHEF DE DIVISION OUTILLAGES SPÉCIAUX

L'un des plus importants carrossiers français (1800 pers.) souhaite confier la Direction Commerciale et Technique de sa Division Outillages (machines spéciales destinées à l'industrie automobile, aéronautique et nucléaire) à un jeune ingénieur diplômé Arts et Métiers possédant de réelles aptitudes commerciales et ayant au moins 5 ans de pratique en conception et réalisation d'outillages moyens.

Lieu de travail : DEUX SEVRES.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Références 752 M.

Société Appartenant à Grand Groupe Industriel Français

recherche

INGÉNIEUR Grande École (A.M., Centrale, Mines, etc.)

5 ans d'expérience en Construction mécanique ou chaudronnerie en usine ou chantiers

Résidence Province

Écrire avec C.V. et références sous n° 14288 B à BLEU

17, rue Lebel 94300 - Vincennes Q.T.

DIRECTEUR COMMERCIAL

150.000 F + Centre Est France

Notre société est spécialisée dans le domaine de la sidérurgie fine et plus particulièrement dans la transformation à froid des aciers en barre.

Notre Directeur Commercial vient d'être promu à des fonctions plus élargies et nous recherchons donc actuellement son successeur.

A ce titre, vous serez chargé de déterminer, en accord avec la Direction Générale, la politique commerciale de la société.

En fait, ce que nous attendons de vous ce sont d'incontestables talents de négociateur et d'animateur, une capacité de contacts à tous les niveaux et surtout le souci de l'efficacité et du but à atteindre.

Vous avez le sens du concret et de l'opérationnel et de ce fait, de ce fait, vous assurez vous-même les relations avec nos clients les plus importants. Vous êtes diplômé d'une Grande École et vous parlez anglais couramment. L'allemand est un plus.

Nous vous précisons les avantages de notre établissement : photographique à l'occasion d'un entretien que nous espérons très prochain.

Marcel d'envoyer votre C.V. sous référence 3518 à

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE 28, avenue de Messine 75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

à qui nous avons confié cette recherche.

ALUMINIUM PECHINEY

recherche

INGÉNIEUR

formation ESE Grenoble ou Toulouse ou AM et ESE

pour secondier Chef Service

ELECTRICITE ET REGULATION DE PROCEDES

ayant 5 ans minimum d'expérience diversifiée (études, montage, démarrage et exploitation) dans l'électricité et la régulation.

Résidence Sud Est.

Déplacements à l'étranger à prévoir.

Adressez C.V. et présentations à DRP ALUMINIUM PECHINEY, 23, rue Balzac - 75008 PARIS.

PRODUITS POUR LE BATIMENT

GRANDE VILLE DU LITTORAL ATLANTIQUE - Nous sommes une importante société de négoce bien implantée dans notre région. Notre directeur commercial étant appelé à d'autres fonctions, nous recherchons un cadre commercial de grande valeur pour ce poste de

DIRECTEUR COMMERCIAL

Votre mission essentielle consistera à secondier notre Président sur l'ensemble des aspects commerciaux de la société dont une participation active au montage du budget et à sa réalisation, et d'autre part à prendre directement en charge les problèmes de vente sur le terrain et l'animation des hommes. Vous serez

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

public
relation

80.000 F/an +

Produits de marque

Nos produits ont une image de marque internationale. Leur diffusion s'appuie sur des actions de relations extérieures fortement intégrées à notre plan marketing, elles visent principalement des groupements d'entreprises. Les responsables de ces opérations se caractérisent par la qualité de leurs contacts, leur sens des opportunités et leur capacité d'organisation.

Si vous avez ou plus, une pratique d'au moins 2 ans des relations publiques ou de la promotion d'un produit de luxe, vous pouvez réussir dans ce poste. Une formation de base universitaire et une bonne connaissance de l'anglais vous permettront d'assurer votre évolution au sein de notre société, filiale d'un groupe mondial connu.

Envoyer C.V. photo récente et rém. actuelle à Mlle LIPSEVIC sous la référence 7182/4M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 12

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
BANLIEUE SUD-ESTproche de BOISSY-SAINT-LÉGER (94)
recherche

INGÉNIEUR Grande Ecole

Expérience des travaux de développement des tubes électroniques.

— Efficace et aimant des responsabilités.

— Goût du commandement pour encadrer une équipe de techniciens compétents dans les domaines des technologies relatives aux assemblages verre/métal, céramique/métal, vide, métallurgie, mesures électroniques.

Adresser curriculum vitae et photo sous n° 33.551 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

emploi régionaux

Organisme bancaire est de la France

recrute immédiatement pour STRASBOURG

PROGRAMMEURS CONFIRMÉS COBOL

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Jeunes diplômés par l'université (maîtrise informatique) pour participer à la réalisation de projets informatiques sur gros matériel I.B.M.

Stage de formation

Envoyer C.V. à :

M. le Directeur du C.N.C.M.,
34, rue du Weckel, 67000 Strasbourg.

IMPORTANTE USINE A FEU CONTINU

10 km OUEST ROUEN

recherche

JEUNE

INGÉNIEUR
ÉLECTROMÉCANICIEN

possédant 2 à 3 années d'expérience dans les services de maintenance d'une unité à feu continu.

Diplômé ENSI et ayant très bonne connaissance de l'anglais écrit.

Coût pour l'action commerciale, la conduite du personnel, l'organisation du travail et les méthodes, avec acceptation des servitudes d'un service d'entretien à feu continu.

Envoyer avec C.V. sous n° 16.537 B à GLEU Publicité, 17, rue Labat, 93000 VINCENNES, qui transmettra.

BORDEAUX + ou - 90.000

FUTUR DIRECTEUR
RELATIONS HUMAINES

Nous venons d'absorber 2 sociétés, ce qui porte notre effectif à 500 personnes. Nous recherchons un HOMME D'ÉQUIPE jeune, capable :

- de par son expérience, de très rapidement surmonter les problèmes juridiques et administratifs posés par une telle situation ;
- de par ses aptitudes de devenir le G.R.H. qui participera à la définition de la politique du personnel et sera chargé de la promotion d'une façon harmonieuse dans les différents établissements de la société.

Envoyer rapidement votre dossier de candidature, complet, sous réf. 1.816, que nous traiterons confidentiellement et que nous ne communiquerons qu'après notre accord.

conseil en recrutement

37 Quai Richelieu BORDEAUX

INSTITUT DE RECHERCHE

recrute

PSYCHO-SOCIOLOGUE

CONFIRMÉ

pour mener à MONTPELLIER (Hérault)

ÉTUDES SUR LA SOCIOLOGIE

de la communication et de la culture d'entreprise

Envoyer avec C.V. détaillé à HAVAS, n° 14.228, MONTPELLIER.

etap

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE ÉTUDES ET RÉALISATIONS DE BIENS D'ÉQUIPEMENT POUR L'INDUSTRIE LOURDE - ACTIVITÉS INTERNATIONALES - PARIS - RECHERCHE

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
RESPONSABLE DE CONTRATS

Interlocuteur du client, il sera chargé pour une ou plusieurs affaires, de coordonner les différents services de la société (études, achats, fabrication, montage, etc.) contribuant à la réalisation des contrats.

Poste actif et évolutif pour candidat ayant quelques années d'expérience industrielle et de solides connaissances de méthode et de contact.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire sous référence MW 197 AM.

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
ÉLECTRICIEN

IL COLLABORERA À L'ÉLABORATION ET AU SUIVI DE CONTRATS IMPORTANTS (ÉTUDES, SPÉCIFICATIONS - LIAISONS AVEC LES SOUS-TRAITANTS).

Poste actif et évolutif pour candidat ayant minimum 3 ans d'expérience professionnelle lui ayant donné une bonne expérience des équipements d'entraînement de machines, de distribution (H.T. et B.T.), d'automatisation et régulation de lignes de fabrication.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire sous référence LV 198 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE INDUSTRIE ALIMENTAIRE BANLIEUE IMMÉDIATE NORD PARIS
RECHERCHECHEF SERVICE ENTRETIEN
TRAVAUX NEUFS

Ce poste peut convenir à ingénieur AM, BREVETÉ, VIOLET ou niveau équivalent, ayant minimum 5 ans d'expérience professionnelle lui ayant permis d'acquiescer des connaissances techniques polyvalentes (mécanique, électricité, fluides).

Capable :

- d'organiser, planifier, contrôler les travaux de maintenance et d'entretien ;
- d'assurer les améliorations, extensions et renouvellement des équipements ;
- de diriger l'atelier d'entretien.

SITUATION INTÉRESSANTE DANS FIRME
SOLIDEMENT IMPLANTÉE

Ecrire sous référence RZ 201 AM.

SOCIÉTÉ CONDITIONNEMENT D'AIR
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE EUROPEEN - PARIS - RECHERCHERESPONSABLE
TECHNICO-COMMERCIAL

Il s'agit d'assurer, à l'échelon national, le développement des ventes de filtres à hautes performances destinés à une clientèle industrielle.

Ce poste peut convenir à un candidat, formation technico-commercial, ayant de bonnes connaissances en conditionnement d'air et des qualités marquées de dynamisme et de débrouillardise.

POSTE INTÉRESSANT ET D'AVENIR DANS
FIRME RENOMMÉE

Ecrire sous référence EU 195 AM.

écrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discretion assurée

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE MÉCANIQUE ET ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLES - C.A. 200 MILLIONS DE FRANCS - 1.500 PERSONNES - RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES

CHEF DE PERSONNEL

Il sera responsable auprès de la Direction Centrale du personnel à Paris et du directeur d'usine de l'ensemble des relations humaines :

- recrutement et formation ;
- promotion rémunération ;
- gestion du personnel ;
- relations avec les représentants du personnel.

Compte tenu des possibilités de mouvement entre les différentes usines de la société, ce poste peut être pourvu : soit dans notre CHATEAUDUN, soit dans notre DIJON.

SITUATION INTÉRESSANTE IMPLIQUANT A TERME POSSIBILITÉS DE PROMOTION POUR CADRE FRANÇAIS SUPÉRIEUR OU NIVEAU ÉQUIVALENT, AYANT ACQUIS DANS USINE SOLIDE EXPÉRIENCE PRATIQUE.

Traitement : 100.000 F +

Ecrire sous référence OY 199 CM, en précisant ville souhaitée.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE ÉTUDES ET RÉALISATION D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL PRÉSENTE SUR LES GRANDS MARCHÉS MONDIAUX - PARIS - RECHERCHE

CHEF D'UN
DÉPARTEMENT PRODUITS

Le titulaire du poste devra être en mesure de devenir

UN SPÉCIALISTE INTERNATIONAL DE HAUT NIVEAU, CAPABLE

- d'assurer l'évolution de ses produits en liaison avec les bureaux d'études de la société, les utilisateurs et les besoins qu'ils ont ;
- d'acquiescer une parfaite connaissance des marchés mondiaux afin d'assurer la promotion de ses produits et de participer aux négociations commerciales ;
- de prendre une place importante dans le fonctionnement de la société.

Ce poste peut convenir à un ingénieur diplômé grande école, ayant à 10 ans d'expérience industrielle (une connaissance des techniques de première transformation de l'acier serait appréciée).

Connaissance de l'anglais indispensable. Connaissance de l'allemand ou d'une autre deuxième langue étrangère souhaitée.

Ecrire sous référence NX 198 AM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE FAISANT PARTIE D'UN GROUPE DE PREMIER PLAN EXTRACTION ET VENTE PRODUITS MINÉRAUX ACTIVITÉS INTERNATIONALES

RECHERCHE POUR SES

SERVICES D'EXPLOITATION

JEUNE INGÉNIEUR

DES MINES

ayant de préférence quelques années d'expérience industrielle, désirant avoir une activité variée (études de techniques minières, achats de matériels, études d'investissement, etc.) et des ouvertures sur le commercial.

POSTE TRÈS INTÉRESSANT AU SEIN D'UNE ÉQUIPE JEUNE ET DYNAMIQUE, POUR CANDIDAT ACTIF, DISPONIBLE ET DE BON CONTACT.

Ecrire sous référence PZ 200 AM.

etap

SOCIÉTÉ TOURISME
(NOMBREUX VILLAGES DE VACANCES EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER)

recherche

Jeune homme moins de 25 ans, libre immédiatement, titulaire B.T.A. comptabilité depuis moins d'un an et débutant, pour poste à créer de

CONTROLEUR INTERNE
à son siège à PARIS

Il aura à participer à la réorganisation de l'ensemble des structures comptables de la Société dans un premier temps, puis à veiller au respect des procédures comptables dans sa place. Déplacements courts mais fréquents.

Le poste sera directement rattaché à la Direction Générale de la Société.

Env. C.V. avec photo et réf. à n° 33.079, Contesse Publ., 20, av. Opéra, 75009 Paris Cedex 01, qui tr.

BANQUE DE CRÉDIT
A MOYEN ET LONG TERME
FILIALE GROUPE IMPORTANT

recherche

POUR POSTE DE DIRECTION

CADRE SUPÉRIEUR DE BANQUE

40 ans minimum

Expériences confirmées dans un poste de responsabilité dans domaine exploitation (recherche et développement de clientèle) et étude de crédits. Une participation personnelle active aux recherches en plus de la direction et de l'assistance d'une équipe.

Récompensation intéressante.

Env. avec cur. vit. détaillé sous n° 33.197 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

UNE OPPORTUNITÉ RARE
pour un

INFORMATICIEN IMAGINATIF

Nous souhaitons étoffer notre équipe soudée d'audits interne et externe par un collaborateur qui nous apportera la technicité et la pratique d'un ingénieur système liée à une expérience vécue d'installation ou de contrôle de centre d'exploitation.

Ce jeune informaticien sera un scientifique de formation (ingénieur, maître, solide professionnel (hard + logiciel) ayant de plus une expérience du développement de systèmes, et possédant comme chef de projet 3/5 ans de pratique lui permettant de bien maîtriser IBM 370 et PL/I, mais la connaissance d'autres matériels serait très appréciée. L'anglais courant est nécessaire.

Nous lui demandons surtout imagination et créativité pour développer de nouveaux sites d'audit et de contrôle évolutifs, car notre banque, mondialement réputée, veut rester à l'avant-garde même dans ce domaine. Toutes nos opérations passent par l'ordinateur, donc l'analyse du risque informatique est vitale.

Des responsabilités élevées à l'échelle internationale pourront être envisagées pour un candidat particulièrement brillant.

Notre Comité vous garantira une totale discrétion et vous lui écrivez à T.A.S. - 77, rue La Botte, PARIS (1^{er}), sous référence IIS/22.

CONTROLEUR - AUDITEUR DE GESTION

SOCIÉTÉ D'INTERVENTION EN P.M.E.

TOUS SECTEURS INDUSTRIELS

proposé

POSTE D'ADJOINT À CHEF DE MISSION

— Formation comptable et expérience (3 ans min) ;

— Contrôle de gestion en P.M.E., impératives ;

— Expérience d'audit comptable souhaitée ;

— Mobilité nécessaire pour déplacements courts et fréquents en France ;

— 35.000 F + 1.

Env. C.V. et photo n° 2 0570 M. REOTE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Audit Senior

Nous sommes un des premiers constructeurs mondiaux de matériel de Travaux Publics et nous comptons près de 20 implantations en France et à l'Étranger.

Nous désirons confier à un AUDIT SENIOR des missions d'assistance et de contrôle ponctuelles auprès de nos établissements français et étrangers.

Diplômé d'une École Supérieure de Commerce, il aura acquis : à 5 années d'expérience en Cabinet ou dans une grande entreprise internationale, (un D.E.C.S. serait apprécié).

Ses responsabilités l'amenant à se déplacer fréquemment (50 à 60 % de son temps).

La maîtrise de l'Anglais et l'un de l'Espagnol est indispensable.

Le Siège de notre Entreprise est situé à 45 km au Nord-Est de Paris.

Les candidatures sont à adresser sous référence 35677 à HAVAS CONTACT, 158 bd Haussmann 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION

Filiale d'un Groupe International

recherche pour son Siège à Paris

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Responsable des secteurs :

Informations, Organisation, Administration.

Le titulaire de la fonction devra être familiarisé avec les problèmes que pose une gestion hautement informatisée et en avoir une connaissance suffisante pour contrôler la bonne marche des services informatiques de la société.

Son expérience des secteurs comptables, achats et ventes devra lui permettre de coordonner la définition, la mise en œuvre et l'actualisation des manuels de procédure ainsi que d'animer des équipes administratives.

Ce poste à la fois fonctionnel et opérationnel ne peut convenir qu'à une forte personnalité. La connaissance pratique de l'allemand et de l'anglais sera un atout précieux.

Ce cadre supérieur rendra compte de son activité à la Direction Générale.

Ad. C.V. photo et prêt. réf. R.M. à M. F. Cardon, 55, rue Jules-Guesde, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE

de premier rang mondial

recherche jeunes

INSPECTEURS

COMMERCIAUX

qui seront chargés de :

• maintenir et développer la vente de nos produits auprès d'une clientèle existante de revendeurs qualifiés dans un secteur limité à un département.

• entretenir d'étroites relations d'assistance commerciale et technique avec les utilisateurs les plus importants de nos produits.

Ces postes impliquent un bon niveau général d'études et le sens des questions techniques.

Une première expérience de la vente est souhaitable mais non indispensable.

Nous offrons :

• une solide formation commerciale et technique.

• une situation stable, des possibilités de promotion, de bonnes conditions générales d'emploi dès le début, tous frais professionnels payés, voiture fournie, avantages sociaux.

Adresser C.V. détaillé à Intermedia n° 345, 69, rue Lafayette 75009 PARIS, qui transmettra. Discretion et réponse assurées.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

RECHERCHE

DIRECTEUR SERVICE ALIMENTAIRE

Ce poste, nouvellement créé dans une société en pleine expansion, offre de multiples avantages à tout candidat disposé à donner le meilleur de lui-même.

Le candidat devra répondre aux critères suivants :

1) Avoir eu ou moins 5 ans d'expérience dans le domaine de l'alimentation industrielle et collective sur le marché français et avoir occupé des fonctions similaires.

2) De nationalité française avec une parfaite connaissance de l'anglais (écrit et parlé).

3) La faculté de s'adapter à tout progrès et toute innovation ainsi que de développer rapidement et profitablement ce nouveau secteur.

4) Age requis : 30 ans minimum.

Le poste à pourvoir nécessitera certains déplacements.

Envoyez rapidement lettre de candidature avec C.V. et photo, au n° 7.602, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75127 PARIS-8^e, qui tr.

Toute correspond. se fera en anglais et les entretiens seront conduits en anglais et en français.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DYNAMIQUE

LEVAGE, TUYAUTERIE, CHAUDRONNERIE

recherche :

DIRECTEUR TECHNIQUE

Adjoint au Directeur Général

— Devra diriger en particulier les services techniques communs.

— Expérience en chaudronnerie et tuyauterie.

— Formation de base ingénieur diplômé.

— Références nécessaires dans poste de responsabilité supérieur confirmant aptitude au commandement.

Poste basé en proche Banlieue Sud-Est.

Env. n° 33.210 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra Paris (1^{er}), qui transmettra. DISCRETION ASSURÉE.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Vous avez une formation supérieure. Complétez-la chez IBM

Votre titre de jeune diplômé d'une Grande École (scientifique, commerciale...) ou d'une université équivalente atteste votre capacité de maîtriser les techniques informatiques et commerciales. La formation complémentaire, que nous vous proposons de suivre, est indispensable à votre réussite dans les fonctions d'

Ingénieur commercial

(Division des Systèmes de Grande Diffusion)

À la fin de votre formation de 10 mois environ, votre rôle consistera à l'initiation d'un secteur géographique ou économique, à mettre à la disposition des utilisateurs les moyens humains et techniques d'IBM.

Les problèmes qu'il vous sera demandé de résoudre concerneront surtout l'aspect commercial. Vous serez donc à disposition de vos interlocuteurs - généralement des dirigeants de PME - la possibilité des solutions proposées et à les convaincre. Les responsabilités attachées à cette fonction sont considérables. Les hommes et les femmes qui

seront en fait la pierre de leur aptitude à les assumer disposeront d'ailleurs de larges perspectives de carrière et de rémunération.

Si vous êtes intéressé, adressez votre candidature, accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo récente, sous référence 1001, à :
IBM FRANCE - Monsieur J.P. JOUBERT
Système Grande Diffusion
Tour Barclay - Cedex 19
92081 PARIS-14 DÉFENSE.

IBM

(Nous vous prions de mentionner, si possible, un numéro de téléphone.)



recherche

JURISTE

LICENCIÉ EN DROIT

Expérience : 10 ans
Nécessaire : 10 ans
Nécessaire : 10 ans
Nécessaire : 10 ans
Nécessaire : 10 ans
Nécessaire : 10 ans
Nécessaire : 10 ans
Nécessaire : 10 ans
Nécessaire : 10 ans
Nécessaire : 10 ans

Direction de la Recherche
Maison de la Coopération
27-29, rue de la République
92100 BOULOGNE
Métro Pont-de-Sèvres.

La Revue de l'Entreprise ch. son
respons. de la publicité, expé-
rience support technique. Envoyez
C.V. + photo, 27-29, rue de
la République, 92100 PARIS.

Vous attendiez l'occasion de devenir votre propre patron



vous propose de créer votre entreprise

Vous habitez PARIS ou la province et, être votre propre patron est un projet qui vous "tient" depuis longtemps. Mais vous attendiez peut-être une occasion de bien utiliser votre capital, de réunir les meilleures garanties.

Le soutien offert aux

concessionnaires UNIC

est non seulement financier, mais aussi commercial, publicitaire, comptable et technique, dès la naissance de la concession.

Une gamme entièrement renouvelée, la puissance du groupe international IVECO, ou service d'une marque française prestigieuse, autant d'éléments qui viennent compléter les assurances de créer une affaire rentable, solide et importante (C.A. annuel de l'ordre de 12 millions de francs).

Disposant d'un certain capital, vous avez en outre les compétences et les motivations d'un chef d'entreprise. Une expérience professionnelle acquise dans la vente ou la réparation de matériel automobile, agricole, TP, de pièces détachées, dans un garage, etc. est souhaitable, mais non indispensable. Saisissez cette opportunité en écrivant sous la

réf. 101 UNIC S.A.
Serv. Méthodes
Commerc.
4, rue
N.-Copernic
78190
TRAPPES.



Une concession UNIC. Un capital qui grandit tous les ans.

Cadre administratif et comptable.

Importante entreprise de Travaux Publics, niveau international, recherche pour son siège social à Sacy (Esson) un cadre administratif et comptable.

Ce poste sera confié à un jeune homme dynamique ayant DECS, libéré O.M. et intéressé par une évolution de carrière à l'étranger. Une expérience professionnelle de 2 ans et la connaissance de l'anglais seraient appréciées.

Ecrire avec C.V. détaillé à :

Entreprise Razel.
Christ de Sacy B.P. 109. 91403 ORSAY cedex.

IMPORTANTES SOCIÉTÉS
SPECIALISÉES EN ÉLECTRONIQUE DE POINTE
recherche pour son CENTRE D'ÉTUDES
situé en BANLIEUE SUD

UN INGENIEUR ETUDES ASSERVISSEMENTS

UN INGENIEUR ETUDES DE PRODUITS A BASE DE MICROPROCESSEURS

Débutants ou ayant une première année d'expérience.

Formation : ESE - SUP TELECOM

Envoyer C.V. détaillé à No 33633 CONTEXTE PUBLICITE - 20, Avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION

recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

ingénieurs système confirmés

le matériel actuellement installé se compose de :

- DEUX 370/168 - 5000 K chacun,
- UN 370/168 - AP de 6000 K,
- 550 terminaux télé-processing.

Envoyer CV (sous référence 218 M)
Service du Personnel,
Tour Franklin, Cédex 11
92081-Paris-La Défense.

GIE

IMPORTANTES SOCIÉTÉS
INDUSTRIELLES FRANÇAISES
PARIS
Spécialistes dans

L'équipement électrique
stationnaire et de traction
recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL pour la DIVISION «INDUSTRIES»

- POSTE D'AVENIR : convenant, de préférence, à un INGENIEUR électrotechnicien (SUPELEC...), 30 ans minimum, pouvant apporter la preuve de sa réussite dans une expérience commerciale antérieure.
- Homme de terrain pour l'animation des ventes, il collaborera aussi, très étroitement, à la définition et à la mise en œuvre de la politique de la division (produits, marchés...).
- La pratique courante de l'ALLEMAND est indispensable.
- La rémunération annuelle ne sera pas inférieure 90 000 F.

Envoyer C.V. + photo sous réf. BAM/02 à

michèle jouhannaud conseils
40 bis, Av. de Saxe - 75007 PARIS
Discretion absolue garantie à toutes les candidatures

CONSTRUCTEUR FRANCAIS DE MATERIEL INFORMATIQUE

LEADER DANS LE DOMAINE DES SYSTEMES TRANSACTIONNELS

(PARIS SUD)

recherche

INGENIEURS ELECTRO-MECANICIENS DE HAUT NIVEAU

Pour l'étude et le développement d'une nouvelle gamme de périphériques électro-mécaniques intégrés dans des systèmes informatiques.

Formation : ECAM Arts et Métiers ou équivalent. Les candidats devront avoir réalisés avec succès des développements de produits similaires fabriqués en série.

La connaissance de l'anglais est souhaitable sans être totalement indispensable.

Adressez candidature avec photo et prétentions à No 33274 CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra. Indiquer avec le curriculum vitae la (ou les) Société(s) à laquelle il ne doit pas être transmis. Les candidatures seront traitées confidentiellement.

Directeur General produits grande consommation

F 200 000

La filiale française d'un des premiers groupes américains leader sur son marché, fabricant et distribuant des petits appareils électro-ménagers (Chiffre d'affaires F. 90 millions, 560 personnes, une usine) restructure ses opérations et cherche un Directeur Général.

Dépendant de la Direction Internationale aux U.S.A., il sera responsable de l'ensemble des activités de la société, avec un objectif prioritaire de rentabilisation des opérations France.

Il veillera à créer une équipe de direction performante et définira les objectifs précis de la Société. Il préparera son développement en coordonnant la marque et les produits sur un marché grand public compétitif.

Ce poste de responsabilité très large s'adresse à un candidat ayant 35 ans minimum, une formation supérieure de gestion et une très bonne connaissance de la langue anglaise.

Il aura acquis une expérience de plusieurs années au sein d'un groupe international à un poste opérationnel de Direction Générale ou de Marketing ventes de produits grande consommation. A la rémunération annuelle s'ajoutera un bonus important basé sur les performances.

Ce poste offre de réelles perspectives de développement pour un candidat à fort potentiel.

Ecrire à G.C. FULCONIS s/réf M 7901

Controller

F 100 000

Une jeune filiale française (30 personnes), en pleine expansion d'un groupe international spécialisée dans la commercialisation de mini-ordinateurs et de périphériques, crée le poste de Controller.

Dépendant directement du Controller - Europe, il sera chargé de la conception et de la mise à jour des systèmes comptables et des procédures de contrôle interne, adaptés à la forte croissance de la société. Supervisant une équipe de trois personnes, il sera entièrement responsable des opérations comptables, financières budgétaires et du reporting à la maison-mère.

Ce poste très stimulant et opérationnel s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, ayant une formation comptable et budgétaire complétée par une expérience dans une société anglo-saxonne.

Ce poste évoluera avec la croissance de la société et entraînera des responsabilités plus larges à moyen terme. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Ecrire à D. VAILLANT s/réf 7903

Contrôleur Budgetaire

F 90 000

La filiale française d'un des premiers groupes internationaux fabricant et distribuant du matériel électro-ménager grand public (Chiffre d'affaires F.90 millions, 560 personnes, une usine) recherche un Contrôleur Budgetaire. Dépendant directement du Contrôleur, il aura la responsabilité de concevoir et mettre en place des systèmes et procédures de préparation du budget. Il participera à l'établissement des budgets à leur consolidation. Il contrôlera les résultats mensuels et analysera les variances en développant des contacts étroits et fréquents avec les différents chefs de département.

Ce poste stimulant requiert un candidat âgé de 26 ans minimum, parlant anglais, possédant une formation supérieure en Finance et comptabilité, complétée par une expérience de contrôle budgétaire de 3 ans dans une société d'audit ou un cabinet d'audit. Ecrire à J.N. CRETE s/réf M 7902.

Adressez C.V. détaillé en précisant la référence et le nom à Tour Maine Montparnasse, 33, avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15 Discretion absolue garantie

Responsable des Ventes Europe

120/140.000F

Un groupe multinational de grande renommée spécialisé dans la fabrication et la distribution exclusive de prêt-à-porter féminin conçu par les plus grands noms de la haute couture, a décidé de réaliser une nouvelle gamme d'articles : mailles/corsets et d'en assurer la diffusion au plan européen. Il recherche un Responsable des Ventes du nouveau département créé à cet effet.

Placé sous l'autorité du Directeur de la Société exploitant la griffe, il aura à concevoir, diriger et animer le réseau de distribution et à développer les ventes dans la cadre des objectifs fixés. Basé à Paris, sa fonction l'amènera à de nombreux déplacements.

Ce poste sera confié de préférence à un candidat justifiant déjà d'une expérience de quelques années acquise dans le domaine du prêt-à-porter féminin, de sa distribution et de l'animation effective d'un réseau de ventes, diplômé d'Etudes Supérieures et bilingue français-anglais - Allemand apprécié. La rémunération annuelle envisagée tiendra compte essentiellement de la valeur et de l'expérience du candidat.

s'élè
CEGOS

Adressez lettre man. et CV détaillé sous référence 6071/M à Fr. RUSSEAU - Sélé-CEGOS 33, quai Gallieni 92132 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

GÉRER ET PLANIFIER 3 MILLIARDS D'ACHATS DE MATÉRIELS

pour la construction de très grands ensembles industriels en France et à l'étranger.

C'est la mission que nous souhaitons confier à un ingénieur ayant au moins 20 ans d'expérience acquise soit dans la mécanique, soit dans la sidérurgie, soit dans la pétrochimie, et cela au niveau de la direction d'équipes de fabrication, bureau, d'études ou d'achats.

En tant que Chef du Service Planification - Gestion des achats (comptant 20 ingénieurs et collaborateurs), il devra d'une part définir, organiser et mettre en œuvre l'ensemble des moyens de gestion et de contrôle de nos achats (étude de devis, planification, gestion budgétaire), et d'autre part, coordonner les activités de relance et de suivi de deux autres services opérationnels.

Envoyer dossier sous réf 1036 à SWEETS D.P. 269, PARIS CEDEX 09

IMPORTANTES SOCIÉTÉS FRANÇAISES D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTIONS DE CHAUDIÈRES POUR CENTRALES THERMIQUES ET NUCLEAIRES SITUÉE A VÉLIZY (78)

RECHERCHES

INGENIEUR D'AFFAIRES

Chargé de la responsabilité technico-commerciale de la réalisation de chaudières pour centrales thermiques à l'étranger. Le poste peut convenir à un :

INGENIEUR DIPLOMÉ

GRANDES ÉCOLES (Mines - E.C.P. - ENSA-M.)

Pouvant justifier d'une :

EXPÉRIENCE DE 5 A 10 ANS

de gestion technico-commerciale de projets à l'étranger.

Très bonne pratique de l'ANGLAIS indispensable

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. 1037 à SWEETS D.P. 269, 75434 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

transmettez grande vitesse...

... des données nombreuses et variées en milieu industriel difficile.

Vous comprendrez que même si notre contrat est signé, nous ne définirons pas davantage un projet dont la réalisation sera une première en France. Nous ne nous étendons pas non plus sur les chances d'avenir que représentera le succès de cette affaire pour l'ingénieur électronicien de premier plan à qui nous en confierons la direction.

Cependant il ne vous suffit pas d'être reconnu comme un expert, il faut également que vous ayez réussi en dirigeant une équipe de projet de haut niveau (animation, planification, contrôle des résultats, liaisons avec autres disciplines, coopération avec des associés, interface avec des clients).

Ecrivez s/référence 77445 M au cabinet de recrutement SIRCA. Ses consultants étudieront rapidement votre candidature.



64, rue de la Boétie 75008 Paris

INGÉNIEUR B.E. MÉCANIQUES

80-85 000 F/ma

Équipements Automobiles
Paris Nord-Est

Une société française (C.A. 450 millions de francs) fabriquant et commercialisant des équipements et accessoires destinés à l'industrie automobile recherche un ingénieur. Sous l'autorité du Chef du service Logistique, il sera chargé d'animer, coordonner et diriger les activités du B.E. Mécaniques. En liaison avec les ingénieurs d'autres services de projets, il devra réaliser les dossiers de plans et de nomenclatures en vue de l'élaboration des pièces des machines automobiles devant ensuite assurer les fabrications en très grande série. Il orientera les études de façon à améliorer constamment la technologie. Il rédigera les documents d'utilisation et de maintenance des matériels standards employés dans la réalisation des machines fabriquées par la société pour ses propres besoins. Le candidat retenu, âgé d'au moins 25 ans, aura une formation Ingénieur A. et B., ICAEM, ECAM, ENSCM, IDN... et il possèdera au moins 3 ans d'expérience acquise en tant que responsable du montage de machines spéciales ou de la maintenance de matériels automobiles. Écrire sous référence 124/M à :

GRH Conseils

2, avenue de Béguin, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

futur directeur de produits

Vous avez aujourd'hui plus de 30 ans et une première expérience en gestion (comme gestionnaire de produits, comme assistant ou contrôleur) que vous souhaitez élargir. Vous êtes HEC, ESSEC, ESCP, etc.

Nous sommes, à Paris, un fabricant d'articles de prix élevés vendus au grand public.

Au sein de notre département marketing et pour l'ensemble de nos produits : vous établissez nos plans et budgets, calculez nos prix, dirigez l'administration et suivez les écarts. Vous tenez le tableau de bord de la Direction générale. Ensuite, nous vous confions d'autres fonctions et souhaitons que vous deveniez rapidement un homme de direction complet.

Ecrire à Mme J. MAXENCE ss réf. 3200 LM.

chef de projet - data base

L'une des premières banques de dépôts de la place de Paris construit son réseau informatique des années 80 : terminaux spécialisés, en agence, 370-153 au siège et base de données... Voulez-vous concevoir l'architecture de cette base et l'installer en un contexte évolutif ?

Vous êtes ingénieur (ou universitaire), totalisez cinq ans d'expérience et avez acquis une compétence data base ; celle que vous avez conçue est aujourd'hui opérationnelle. Nous vous offrons un changement de dimension.

Ecrire à J. THILLY, Carrières de l'Informatique, ss réf. 3282 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

informatique

Importante Société de Services et Systèmes Informatiques, filiale de grands groupes industriels, recherche :

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

— de formation INSA, ENSCM, ENSCM, ENSCM, etc.,
— d'une expérience d'au moins une année.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

— de formation universitaire,
— d'une expérience de 2 ans.

Ces candidats connaîtront COSOL ou PL 1 ou ASSEMBLEUR 108 ou GAF.

La connaissance de CICS, IMS, DB 2, DB 3 ou PROTEGE est très appréciée.

Lieu de travail France ou étranger.

Envoyer sous réf. 8770, C.V., diplôme, photo, prétentions, détail de disponibilités à I.C.A. qui transmettra. Discretion assurée.

I.C.A. International Classified Advertising
13, RUE D'AUTREUIL - 75010 PARIS



RECHERCHE POUR
EMBAUCHE
IMMEDIATE

LOGICIEL

Pour un constructeur proche banlieue Sud :

— UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES

(Réf. L. 025)
1 à 2 ans d'expérience dans l'utilisation ou la réalisation de logiciels temps réel sur mini-ordinateurs, pour un poste à responsabilité.

Pour son développement interne :

— INGÉNIEURS INFORMATIQUES

Formation Grandes Ecoles, 4 ans d'expérience.

— ANALYSTES-PROGRAMMEURS

2 ans d'expérience. (Réf. L. 026)

Dans les domaines suivants :

- Études avancées de Logiciel de base.
- Système et télétraitement (IBM, CH-IB).
- Applications temps réel industrielles (gammes MITRA, SOLAR, FOP II).
- Support technique de produits sur CH-IB série 65.

Envoyer votre C.V. et photo à :

CAP - SOGETI LOGICIEL
5, rue Louis-Léjeune
92125 MONTROUGE CEDEX

JEUNE INGÉNIEUR TÉLÉCOMMUNICATION

100.000 F +

Un Groupe français (800 M. F.), spécialisé dans la fabrication de matériels de télécommunication, recherche un ingénieur de fabrication pour son Département Composants et Équipements.

Après une période de formation, il secondera l'ingénieur, chef du service (600 personnes), dans la direction de divers ateliers : mécanique, circuits imprimés, montage câblage, condensateurs, ferrites. Il sera également chargé de l'animation des équipes et participera à la gestion de la production.

Ce poste conviendrait à un ingénieur, 25 ans minimum, diplômé d'une école d'Electronique ou d'Electromécanique, ayant acquis quelques années d'expérience de fabrication (télécommunication, électronique, électromécanique).

Résidence grande banlieue ouest de Paris.

Ecrire avec C.V., photo et prêt, sous réf. 2311 à :
68, avenue Kléber,
75116 PARIS.
Discretion assurée.



ICL attaché de presse et de relations publiques

La Direction des Relations Extérieures et de la Communication d'ICL France recherche un Attaché de presse et de relations publiques pour assister le Directeur de cette division.

Au sein d'une équipe dynamique, il doit s'attacher à promouvoir l'image de la Société et en faire connaître les produits à la presse et au public en général.

Il dialogue avec la presse et diffuse les informations qui concernent la Société.

Il organise les manifestations et développe une bonne communication.

Il possède un sens aigu de la rédaction journalistique et un bon contact. Parfaitement bilingue Français-Anglais, il a reçu une certaine formation technique.

Il a environ 30 ans et une expérience professionnelle antérieure. Ses qualités dominantes : un esprit synthétique précis et rapide.

Envoyer C.V., photo et prétentions à ICL - Direction des Relations Humaines - 16, cours Albert 1^{er} - 75008 PARIS



Fischer-Werke
Artur Fischer GmbH & Co. KG
Personnelabteilung
7244 Tümlingen/Waldachtal 3
Nrn. FRG/BRD/DDR

Avec le jouet technico-pédagogique Fischer-technik et d'autres produits en matière synthétique, nous sommes devenus en 25 ans une firme importante en Allemagne et sommes à la tête de notre branche. Notre société de distribution française a largement contribué à notre expansion et à notre succès. Nous nous sommes fixés comme objectif de renforcer nos activités sur le marché français, susceptible d'expansion, et nous recherchons le :

DIRECTEUR DES VENTES

qui, après un stage de préparation d'une année auprès de notre maison mère, prendrait sous sa propre responsabilité la vente du secteur de produits Fischer-technik en France, avec siège à Paris et la maîtrise à l'importance offerte par le marché. Cette situation exige un véritable travail d'organisation. La maison mère prévoit d'accroître son aide financière et est prête à offrir un cadre supérieur recherché se référant directement au Directeur des Ventes en Allemagne.

Nous nous adressons à un cadre supérieur qualifié, aux idées fécondes, très actif, orienté vers le succès, expérimenté dans le domaine de la vente et du commerce et capable de diriger ses collaborateurs. Dans la mesure du possible, il devrait être Allemand, mais pourrait également être Français. En tant qu'Allemand, il devrait maîtriser la langue française et être tout à fait au courant des usages de la vie commerciale en France. En tant que Français, des connaissances approfondies de la langue allemande sont exigées, afin de pouvoir rester en contact étroit avec la société mère.

Les cadres supérieurs qui seraient intéressés par cette situation voudront bien adresser leur candidature rédigée en langue allemande, avec curriculum vitae, photos, desiderata de traitement et date possible d'entrée. Discretion totale assurée.

Fischer-Werke
Artur Fischer GmbH & Co. KG
Personnelabteilung
D 7244 Tümlingen/Waldachtal 3 (R.F.A.)

SOCIÉTÉ DYNAMIQUE

Leader dans son activité, recherche son

CHEF DU SERVICE CONTROLE QUALITE

INGÉNIEUR DIPLOME POSITION III

Le candidat devra avoir une bonne expérience dans la définition et le contrôle de la qualité des composants et des ensembles fonctionnels.

Une bonne expérience en électromécanique sera appréciée.

Attaché à la Direction de Production, il aura autorité sur plusieurs usines.

La préférence sera donnée au candidat qui aura le sens des relations humaines.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 33608, CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmet.

S.S.C.I. recherche

CHASSEURS D'AFFAIRES

ayant acquis une formation commerciale ou terrain équivalente à celle acquise dans les produits de grande diffusion.

CHEF DE VENTES

auquel il sera confié la mission de diriger une petite équipe d'ingénieurs commerciaux.

Ce poste conviendrait à un ancien ingénieur commercial d'un grand constructeur de matériel informatique.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence 14.250 à :

SNPM Patrice Annonces
100, av. Charles de Gaulle
92522 NEUILLY Cedex, qui transmet.

GROUPES LEADER BATIMENT

recherche pour l'une de ses filiales région parisienne :

DIRECTEUR DE TRAVAUX

- Direction et gestion de chantiers gros-œuvre et travaux d'entretien.
- D.P.O. avec intérêt pour les résultats.
- Age minimum 30 ans.
- Formation Ingénieur Grandes Ecoles. Expérience nécessaire de la profession (gestion, commandement, technologies et relations commerciales).

Adresser C.V. détaillé à L.P.A. - GENEVAX
11, square Jamin, 75016 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE

leader dans sa branche, recherche pour l'une de ses activités un

directeur des achats

Il s'agit d'un poste de haut niveau pouvant convenir à un ingénieur de formation grande école, ayant une solide expérience des achats à l'échelon international et capable :

- de définir une stratégie des achats ;
- d'assurer personnellement les négociations à un niveau élevé ;
- de coordonner des services achats implantés dans trois usines.

La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitée. Le poste est à pourvoir dans la proche banlieue parisienne. La rémunération est fonction de l'expérience - 130.000 F +.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo sous référence 3159 à :

OF organisation et publicité
10, rue de Valenciennes, 75013 PARIS

GIS

GESTION INFORMATIQUE SYSTÈME
recrute pour ses clients et pour poursuivre son expansion

1) INGÉNIEURS
Grandes écoles ou maîtrise informatique. Débutants ou avec 1 à 2 ans d'expérience pour fonction d'ingénieur système sur matériel 370 sous DOS (Réf. I S 32).

2) ANALYSTES PROGRAMMEURS
— expérimentés en PL 1 (Réf. AP 43).
— expérimentés en GAP II et IBM 3 (Réf. AP 44).

Possibilité emploi rapide.

Envoyer C.V. détaillé à G.I.S., 48, rue du Ranelagh, 75016 PARIS.

ORGANISATEUR INFORMATIEN

Filiale d'un groupe multinational, notre Société est spécialisée dans la construction de systèmes locaux et recherche, pour sa Direction ORGANISATION & INFORMATIQUE, un homme capable de prendre en charge l'organisation informatique du secteur Régions de Recherche puis, progressivement, des Services Ventes/Marketing, Après-vente et Réparation.

Nous souhaitons confier ces responsabilités à un Chef de Projet confirmé, ayant acquis une expérience de 5 à 7 ans dans le diagnostic et la mise en œuvre de systèmes informatiques.

De formation Ingénieur - Ecole de Gestion ou Commerciale (HEC, ESSEC), sa parfaite maîtrise du sujet lui permet de mettre en place des solutions originales et efficaces.

La poste est à pourvoir en proche banlieue, mais de fréquentes relations avec la Direction Européenne nécessitent la connaissance de l'anglais courant.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 14264 à :

S.N.F.M.-PA - 100 Avenue Charles de Gaulle
92522 Neuilly Cedex

Un Cabinet de Recherche et de Développement Marketing possède des méthodes d'investigation spécifiques recherche

UN COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

capable de prendre en charge la commercialisation et la perfectionnement d'un de nos produits, en tant que Chef de Produit.

Pour réussir, il faudrait avoir :

- une formation supérieure (économique, ou commerciale de préférence) ;
- un niveau de chef d'équipe capable d'animer un réseau d'ingénieurs ;
- un esprit d'initiative ;
- un esprit d'équipe de contact, capable de convaincre.

Une expérience en Cabinet d'Etudes ou dans un Service Marketing d'un constructeur serait un atout supplémentaire.

Adresser C.V. et photo avec rémunération actuelle sous réf. 713.032 M. à R.C.P.S.-PRESSE

33 bis, rue Sébastien, 75002 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE en constante expansion recherche

EXPLOITANT

- diplômé de l'enseignement supérieur
- 3 ans d'expérience bancaire minimum
- esprit d'initiative et sens des contacts à tous niveaux, pour lui confier une clientèle d'entreprises.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions, sous réf. 712.391, à RÉGIE PRESSE, 85 bis rue Réaumur, 75002 Paris.

RECHERCHONS pour service après-vente dans toute la France de matériel biochimique et biomédical

AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN

NIVEAU A.T. 3

Cinq ans au moins d'expérience, déplacements très fréquents. Anglais souhaitable.

Envoyer C.V. à M. T. 00482 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

offres d'emploi

RECHERCHER
KUHLMANN

SOUS-CHIEF
POUR
SP
L'INFORMATIQUE

ÉQUIPÉE DE 2 L.E.M. 370-158 MVS
TRÉSORIÈRE INFORMATIQUE

Pour faire face à son expansion recherche :

Programmeurs

Formation B.T.S., D.U.T. ou équivalent
et possible expérimentée

Envoyer C.V. à S.P.L. Service du Personnel,
88, boulevard Victor-Hugo, 92115 CLICHY.

informatique

Cadre : Important Groupe de Prévoyance - Paris.
Matériel : 370/158 DSV/MS, CICS, DLI.
Langages : COBOL, ASSEMBLEUR et système interactif de mise au point de programmes (SIP).
• Nous recherchons des :

ANALYSTES PROGRAMMEURS

pour s'intégrer dans une équipe travaillant sur d'importants projets en matière de leur développement.
• une bonne expérience est exigée.

Adresser sous pli, C.V. détaillé, photo et références à :
M. HUOT, Direction des Ressources Humaines.

SELECTION

156, rue de la Pompe - 75116 Paris

Nous sommes la filiale française d'un important groupe industriel allemand avec activité sur le plan mondial. Nous recherchons pour notre Département Marketing :

CHEF DE PRODUIT

Responsable des produits de grande consommation (gammes papeterie, droguerie, bricolage), il aura pour mission l'élaboration du plan marketing, la conception et l'exécution de la promotion et de la publicité, le lancement de nouveaux produits, la gestion et le suivi des performances des produits.

Une formation commerciale supérieure et une expérience acquise dans une Société de produits de consommation grand public sont nécessaires. La connaissance de la langue allemande, éventuellement anglaise, est souhaitable.

Nous offrons une situation qui évoluera à l'intérieur d'un groupe dynamique à vocation internationale. Le poste est à pourvoir dans la banlieue sud-ouest de Paris.

Env. avec C.V., photo et prêt, sous réf. 288 B, à :
CORT, 61, avenue Kléber, 75116 PARIS.
Discretions assurées.

SARTEC
recherche pour son département
TRAVAIL TEMPORAIRE
Région parisienne :

1 Chef d'agence

capable d'assurer l'entière responsabilité d'une unité de production décentralisée dans les domaines commerciaux d'exploitation et de gestion.
L'objectif sera négocié avec lui et nous lui fournirons les moyens de l'atteindre.
Très large intérêt, aux résultats de l'agence.

2 Jeunes Vendeurs

ayant impérativement la volonté de réussir. Ils seront dotés d'une très grande autonomie de décision et d'action.
Une première expérience de 2 ans réussie dans la vente de services serait appréciée.
• formation aux méthodes du groupe assurée,
• large intérêt pour les résultats,
• possibilité de promotion à court terme au sein du groupe pour candidats de valeur.

Adr. lettre manuscrite C.V. et photo à réf. 3756/O à MINET Publicité 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)
Discretions assurées.

MATRA

recherche pour son département INFORMATIQUE
SECTEUR CIVIL

INGÉNIEURS
SUP. ELEC. - INPG - Toulouse
(Option Informatique)

deux postes sont à pourvoir :

• Analyse et réalisation de logiciel temps réel pour des applications téléphoniques.
• Conception et développement de logiciel de systèmes sur micro-processeur.

Ces postes peuvent convenir à des ingénieurs débutants à 3 ans d'expérience en informatique temps réel.

Réf. NK 220

PROGRAMMEURS
DUT ou équivalent.

— Ils participent à la réalisation de projet temps réel à base de mini ou micro-processeur.
— Ils assurent la programmation et collaborent à l'intégration.

Il conviendrait pour ces postes d'avoir une expérience ou des connaissances en programmation sur mini-calculateur temps réel ou micro-processeur. Réf. NK 221

Envoyez en indiquant la référence du poste souhaité

MATRA Monsieur KORFAN
BP. n°1 78140 VELIZY

offres d'emploi

IMPTE STE INDUSTRIELLE
Banlieue N.O. Paris
cherche

CADRE COMPTABLE
CONFIRMÉ

Niveau O.E.C.S. en double
équivalent.

Pour prendre en charge la comptabilité analytique de la Société, composée de plusieurs établissements.

Une expérience poussée de comptabilité analytique est exigée.

Le poste comporte habituellement des déplacements de courte durée.

Possibilités de promotion pour candidat de valeur.

Env. avec C.V. et références sous N° 33.445, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, c. tr.

GROUPE CHIMIQUE
recherche pour

L'EST DE LA FRANCE

DIRECTEUR D'USINE

FORMATION GRANDE ÉCOLE (chimie, etc.)
Expérience industrielle importante. L'usine de construction récente, comprend une cinquantaine de personnes. Logement assuré.

Env. C.V. et prêt, à n° 33.445, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, c. tr.

Important Groupe à vocation internationale
(C.A. 1,5 MILLIARD - 35 FILIALES)
recrute :

JURISTE D'ENTREPRISE

LE POSTE EST À POURVOIR AU SERVICE JURIDIQUE DU SIÈGE

Nous recherchons :

- candidat licencié en droit, 30 ans minimum, spécialisé depuis plusieurs années en DROIT ET FISCALITÉ DES SOCIÉTÉS, bon rédacteur.

Nous offrons :

- poste d'adjoint direct du Responsable du Service
- situation stable au sein d'un Groupe dynamique et en expansion.

C.V., photo et lettre d'accompagnement avec salaire demandé sont à env. à n° 33.445, CONTESSE Publ. 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris Cedex 01, qui transmet.

Un groupe de presse ne comportant que des supports grand public, leaders dans leurs marchés, cherche son directeur commercial, qui aura à superviser les directeurs des services de publicité.

Agé d'au moins 35 ans, diplômé d'études supérieures, les candidats devront pouvoir justifier d'une expérience de plusieurs années soit en tant que directeurs de marketing ayant été en charge de produits de grande consommation, soit comme directeurs de clientèle en agence.

Ils devront avoir le goût du contact, le sens de l'organisation commerciale ; ils devront savoir mener des hommes.

Ecrire à Mlle BAUDIER, 1, rue Stanislas-Meurier 75020 PARIS

IMPORTANT ORGANISME
Grande Banlieue NORD DE PARIS
recherche pour poste de responsabilité

UN INGÉNIEUR
GRANDES ÉCOLES
(Mines, E.C.P. ... + Doctorat apprécié)

32 ans minimum. Il sera chargé de travaux dans les domaines de la MÉTALLURGIE APPLIQUÉE et de l'utilisation des matériaux métalliques. Pour ce poste, une expérience de la recherche est nécessaire.

Adresser C.V., photo et références, N° 33.365 à CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
(C.A. supérieur à 2 milliards de francs)
recherche

POUR UNITÉ DE PRODUCTION EN RÉGION PARISIENNE

médecin du travail
(TEMPS COMPLET)

Titulaire C.E.S. médecine du travail, spécialisé à une direction des relations humaines, possédant une politique de personnel concertée en étroite liaison avec la direction générale.

Ce poste, bien rémunéré, offre la possibilité d'études prospectives, notamment en matière de médecine préventive et d'amélioration des conditions de travail.

Une expérience en médecine du travail serait appréciée.

Adresser lettre, C.V., photo et références sous N° 33.623 à CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75001 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

offres d'emploi

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
Filiale premier constructeur mondial de mini-ordinateurs, pour faire face à son importante croissance, recherche pour Paris des

ingénieurs logiciel

Ils ont pour rôle :

- d'aider nos ingénieurs commerciaux dans la définition des systèmes informatiques à proposer,
- de fournir à nos clients une assistance logiciel (système et application).

Dans le cadre de leurs activités, nos ingénieurs sont amenés à travailler dans une ambiance jeune, à voyager fréquemment, à avoir beaucoup de contacts et à suivre de très près l'évolution des techniques informatiques.

Nous demandons :

- une expérience professionnelle d'au moins 3 ans en logiciel d'application, soit Gestion (R.F. I.G.M.) soit Industriel (R.F. R.I.M.),
- une très bonne connaissance d'un système d'exploitation, d'un langage assembleur et d'un langage évolué,
- la maîtrise de la langue anglaise.

Notre Société, en fort développement, offre à chacun de larges possibilités d'évolution.

Adresser votre candidature en précisant la référence à la Direction du Personnel de :

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE
16 rue Saclay 92225
92122 RUNGIS Cedex

H.E.C.
E.S.S.E.C.
SUP DE CO
ou équivalent

NEGOCE INTERNATIONAL

Vous êtes débutant, vous avez une formation supérieure de préférence commerciale ou économique, vous avez un intérêt pour le monde agricole, vous parlez couramment l'anglais.

CARTELL, une des premières sociétés mondiales dans le négoce des produits agricoles et dans leur transformation vous offre, après une période de formation, de prendre rapidement des responsabilités commerciales au sein de son organisation française à SAINT GERMAIN EN LAYE.

Il s'agit, après analyse permanente des marchés céréalières et oléagineux, de négocier et d'assurer le suivi des achats et des ventes de céréales tant sur le plan intérieur qu'à l'exportation.

Vous devez avoir un esprit vif, une bonne souplesse d'adaptation et de solides qualités de jugement et de décision.

Envoyez C.V., photo récente, sous la référence 71012/M, la mentionner sur l'enveloppe à :
Bernard KRIEF CONSULTANTS
2, rue DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

Société Multinationale recherche son

chef du service informatique interne

100.000+

- il a 30 ans minimum et a réussi dans un poste similaire,
- c'est un meneur d'hommes sachant prendre des décisions,
- il est méthodique, concis et pratique,
- c'est un homme de terrain,
- un niveau d'études supérieures et une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables.

Adresser C.V., photo et salaire actuel à :

Joëlle DUJOUR
Cabinet Claude VITET
30, rue Croix des Petits-Champs - 75001 PARIS

GOULD
recherche pour animer en FRANCE son département ALIMENTATIONS STABILISÉES

young product sales manager ≈ 100.000 F/an

28 ans minimum Anglaise bilingue

- de formation électronique supérieure,
- ayant quelques années d'expérience de la vente de matériel électronique intéressent le marché des OEM.

Il aura la responsabilité de l'application du plan Marketing à l'élaboration duquel il participera en liaison avec l'usine anglaise et la direction commerciale de la société française.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi de 9h à 12h30 - 13h30 à 17h par

INFORMATION CARRIÈRE SVP 11.11, qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés (R.N. 225).

Information Carrière **SVP 11.11**

Où peut aussi adresser son dossier à :
Ressources SVP Humaines
67, av. de Wagram 75015 PARIS

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES
recherche pour l'une de ses unités situées en BANLIEUE NORD OUEST

chef service méthodes qualité

Chargé des méthodes de contrôle, de l'étude et de la réalisation des outillages, de la métrologie, de l'élaboration des investissements (responsabilité hiérarchique 30 personnes).

PROFIL : Ingénieur diplômé grande école, expérience de la production et de l'encadrement. Anglais parlé indispensable.

ingénieur audit produits et procédures

Chargé de vérifier les procédures contrôle fabrication, d'auditer les produits livrés, de définir les mesures correctives (responsabilité hiérarchique : 3 personnes).

PROFIL : Ingénieur diplômé grande école, expérience bureau d'études (dessin) et services méthodes. Anglais lu nécessaire, parlé souhaité.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo et références sous le N° 33621 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra 75001 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE
T.F. ROUTIERS
recherche

Le Directeur du Matériel de sa Division Internationale

Ingénieur, ou de formation équivalente, le candidat retenu sera responsable des achats de la gestion, du planning d'utilisation du matériel des exploitations à l'étranger (Nigeria-Orient).

- Expérience nécessaire de plusieurs années dans un poste similaire
- Déplacements à l'étranger de courte durée
- Très bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Lieu de travail : PARIS-13^e (M^o Porte d'Inval).

Adresser (photo) C.V., rémunération souhaitée, sous référence DI-01, au Service du Personnel E.L.F., 11, bd Jean-Mermoz, 92003 Neuilly-sur-Seine Cedex.

Important Centre informatique de gestion, région parisienne, équipé de matériel de grande puissance, recherche des

analystes d'exploitation en informatique

- DUT Informatique ou équivalent,
- Formation complémentaire assurée,
- Rémunération niveau Programmeur + avantages.

Ecrire avec C.V. et photo, sous référence 215 M à MEDIA SYSTEM, 104, rue rue Réaumur 75002 Paris.

ORGANISME EUROPÉEN
recherche dans le cadre d'un grand projet technique européen :

INGÉNIEUR MÉTHODES DE HAUT NIVEAU
DANS LE DOMAINE AÉROSPATIAL

- Possédant une solide expérience dans l'étude des procédés de fabrication et rompu à l'analyse des tâches et à l'établissement des gammes.
- Apté à encadrer et animer un groupe d'analystes des procédés d'élaboration des produits dans les domaines suivants :
Electronique, structures, petite mécanique et propulSION.
- Capable de concilier les exigences de la réalisation de techniques de pointe avec une politique de réduction des coûts.

Lieu de travail : BANLIEUE SUD.

Envoyer C.V. et prêt, à N° 33.145, CONTESSE Publ. 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Ingénieurs
X, Centrale, Mines
...même débutants
PARIS

Société Services et Engineering en expansion rapide opérant dans le domaine international, secteur aéronautique recherche plusieurs Européens ayant la volonté d'exercer de façon complète leur activité d'ingénieur :

- études et projets de matériels,
- réalisation industrielle de prototypes et travaux,
- établissement et rédaction de rapports de sécurité, suivi de fabrication,
- mise en service et exploitation des matériels.

Employeur soucieux de garantir (motivation, communication, perfection, créativité).

Anglais indispensable.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et références sous réf. 63 à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classification Agency
5, rue d'HAUTEVILLE - 75001 PARIS

27/10/77

offres d'emploi

Filiale spécialisée d'un important groupe industriel (métallurgie) un des leaders dans sa branche, plusieurs usines recherche pour PARIS

REC - SUP. de CO - ESSEC ou équivalent

30 ans minimum, pour assurer, après période de formation en contact de la clientèle, la fonction de

CHEF DE PRODUITS

Le poste est à créer pour des produits métallurgiques de première transformation destinés à une clientèle industrielle (Bâtiment et Industrie très variée, automobile, électroménager, etc.).

C.A. pour ces produits 150 M dont 45 % exportation. Nombreux voyages de courte durée en France et à l'étranger.

Poste exigeant scolarité des responsabilités, bonnes connaissances de gestion et forte participation personnelle au sein d'une petite équipe de direction jeune. Anglais courant, indisp. Allemand souhaité.

Ecrire avec C.V. photo et prétentions à : 2310 à 65, avenue Kléber 75116 Paris. Discretions assurées.

CORT

offres d'emploi

secrétaire général

Dans une importante organisation nationale professionnelle, le Secrétaire Général est un animateur personnel ainsi qu'un homme de méthode, de synthèse et de réflexion ; il a le sens de l'humain et du concret.

Vous avez 40 ans ou moins et avez participé à la direction d'une entreprise moyenne de bâtiment (de préférence gros œuvre) ; vous y avez réussi grâce à votre personnalité, à votre formation supérieure ou à votre important travail personnel.

Nous vous offrons la chance d'une carrière intéressante au service d'une profession très dynamique.

Poste à PARIS, fréquents et courts déplacements en province. Rémunération élevée en fonction de l'expérience et de la qualité de la candidature retenue.

Adressez votre dossier complet avec lettre manuscrite, C.V. précis, photo, rémunération à SEDI, 16 rue de Turbigo 75002 Paris, sous réf. 5041, qui transmettra votre candidature de manière totalement confidentielle.

offres d'emploi

IMPORT. SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATIONS PARIS (13^e)

recherche pour son SERVICE D'ÉTUDES :

1) AGENTS TECHNIQUES -

ELECTRONICIENS, NIVEAU 4

Solide formation en électronique. Expérience d'au moins 2 ans en laboratoire dans le domaine des circuits logiques et analogiques. Expérience appréciée dans le domaine analogique.

POSTE OFFERT : développement de données de tests de sous-ensembles électroniques.

2) AGENTS TECHNIQUES

ELECTRONICIENS

Niveau 4 - Echelon I et Niveau 5, Echelon I. Solide formation en électronique. Connaissances en télécommunications appréciées. Expérience d'au moins 3 ans en laboratoire.

POSTE OFFERT : participation à la conception et au développement d'équipement de télécommunications électroniques.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à : A.O.P., BOITE POSTALE 301, PARIS (13^e).

offres d'emploi

SOCIÉTÉ D'AGENCEMENT DE PHARMACIE EUROPÉENNE

leader dans sa branche connue sur le marché français

cherche :

ARCHITECTE ENSEMBLIER DÉCORATEUR AGENT COMMERCIAL REPRÉSENTANT PHARMACEUTIQUE

Rémunéré à la commission, connaissant le secteur de la pharmacie, pour représentation exclusive.

Ecrire ou téléphoner : Y.C. Schaefer, 8, rue de la Montée, 67370 Pfalzgraben.

Tél. : (88) 20-26-75

SEL France

dans le cadre de son EXPANSION

des Mini-ordinateurs SEL 32

pour applications industrielles,

scientifiques et Temps Réel.

SEL S.A.

recherche

INGENIEURS

COMMERCIAUX

pour région PARISIENNE et PROVINCE

• Formation supérieure,

• quelques années d'expérience professionnelle dans la vente ou le support

technico-commercial de systèmes industriels et temps réel.

• Bonne connaissance de l'anglais.

Envoyer C.V. photo et prétentions à :

SYSTEMS ENGINEERING LABORATORIES SA

28, rue de Noy - 75070 BAILLY

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE NORD PARIS

RECHERCHE

UN ATTACHÉ COMMERCIAL

pour commercialiser Z.I. et Entrepôts

Ce poste conviendrait à homme dynamique particulièrement expert dans le domaine Marketing

informatiques et des procédures informatiques et de gestion.

Pratique courante de l'Anglais.

UN ATTACHÉ DE DIRECTION

pour SECTEUR EQUIPEMENT (Entrepôts - Ports)

CADRE confirmé dans les domaines commerciaux, financier et de gestion.

Postes à pourvoir immédiatement.

Adr. C.V. et prét. à : n° 7457, « Le Monde » Publ., 5, rue des Italiens - 75001 PARIS-01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE LEADER

DU SECTEUR AGRICOLE

ACCUEILLE

au Siège à Paris

Jeunes Demandeurs d'Emploi DE MOINS DE 25 ANS HOMMES OU FEMMES

pour une formation pratique en entreprise complétée d'un enseignement théorique en organisation administrative et gestion.

Ce stage d'une durée de 8 MOIS offre une ouverture de contacts et de connaissances des problèmes de diverses sociétés.

Rémunération et couverture sociale assurées par l'Etat. Quelques Secrétaires et Dactylos pourrissent être intégrés au stage selon leurs motivations.

Ecrire avec curriculum vitae manuscrit et photo à :

RÉGIE-PRESS, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2^e).

Importante Centrale d'Achats

Marchandises Générales

Secteur Rural

recherche

ASSISTANT TECHNIQUE

capable au sein d'une équipe technique :

— De prendre en charge les études préliminaires à l'implantation de magasins de détail de moyenne surface ;

— D'élaborer et de coordonner les campagnes publicitaires d'ouverture.

Ce poste conviendrait à un jeune candidat ayant reçu une formation supérieure en marketing et publicité.

Lieu PARIS.

Fréquents déplacements en province.

Envoyer C.V. manuscrit et photo, N° T 000325 M.

RÉGIE-PRESS, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

IMPORTANTE ENTREPRISE

DE TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son Siège

(Groupe Banlieue Ouest Métro)

JURISTE (DROIT COMMERCIAL)

de formation supérieure (Licence)

Le candidat(e) retenu(e) posséderait une première expérience. Directement rattaché(e) au Secrétaire Général, il (elle) aura la responsabilité de la section contentieuse.

Semaines en 5 jours. — Horaires personnalisés. Restaurant d'Entreprise.

Adressez (photo), C.V., rémunération souhaitée sous le n° 4236 à I.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS, qui transmettra.

DIRECTION

DU

PERSONNEL

Diplômés d'études supérieures, attirés par la fonction Personnel et intéressés par un poste nécessitant une certaine créativité.

Une pratique courante de la langue anglaise n'est pas indispensable de suite, mais le candidat retenu devra pouvoir assez rapidement l'acquérir.

ECRIRE-NOUS (C.V., prétentions) à 3M FRANCE

Boulevard de l'Île d'Or 92000 CERGY, à l'attention de M. NARDOU, Dir. du Personnel sous réf. 25/N.

La Société d'Informatique et de Télécommunications

CTI IN-TSL

(Groupe STERIA)

73, bd du Marché-Neuf, 92240 BOURG-LA-REINE

Tél. 702-63-60

recherche plusieurs

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

1 à 3 ans d'expérience souhaitée, compétence :

« HARD » et/ou « SOFT » dans le domaine « MICROSYSTEMES ». Pour les départements téléinformatique et industrie.

Plusieurs

TECHNICIENS

ÉTUDES ET MISE AU POINT

B.T.S. ou équivalent.

Ecrire avec C.V. pour répondre à l'attention de Madame Brigitte Gibaux.

SOCIÉTÉ DE SERVICES

spécialisée dans le domaine de l'INFORMATIQUE

recherche pour succéder sa Direction Générale (PARIS)

UN DIRECTEUR DU PERSONNEL

confirmé et expérimenté

A la fois fonctionnel et opérationnel, il aura à résoudre tous les problèmes de la fonction au sein de notre Groupe et à intervenir au niveau de notre clientèle. Des déplacements fréquents et de courte durée sont donc à prévoir.

Cette annonce ne s'adresse qu'à des professionnels des Relations Humaines ayant su dominer leurs propres problèmes et désireux de faire évoluer la fonction dans un contexte social lui-même très évolutif.

Nous garantissons la couverture sociale des grandes sociétés et, bien entendu, la plus entière discrétion.

Les lettres manuscrites, C.V. et photos devront être adressées à N° 3358, CONVERSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

REVUE MÉDICALE

excellente audience, recherche

RÉDACTEUR-MÉDECIN

sachant rédiger, lisant l'anglais, solide culture

médicale, orientation interne pour secrétariat de rédaction.

Poste mi-temps réel (14 h. 30-18 h. 30)

A.I.E.P. indispensable.

Env. C.V. détaillé, titres, photo sous N° 4123,

HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

Discretions absolues assurées. Dossier retourné.

Groupe chimique International

de première dimension

recherche pour ses filiales françaises

700 personnes - C.A. 180 millions

chef de service

informatique

• 30 ans minimum

• Allemand parlé impératif

• de formation supérieure et ayant

plusieurs années d'expérience dans

fonctions de responsabilité en entreprise.

Il assurera la mise en œuvre des applications

nouvelles en liaison avec le service

central du groupe et aura la responsabilité

de l'exploitation pour les sociétés

françaises.

Toutes informations sur cette offre

seront données confidentiellement au

téléphone du lundi au vendredi de

9h à 12h30 - 13h30 à 18h par

INFORMATION CARRIÈRE SVP 11.11,

qui fera un rendez-vous aux candidats

concernés. (Réf. 216).

Information Carrière

SVP 11.11

On peut aussi

adresser son dossier à

Ressources Humaines

SVP

65, av. de Wagram

75017 PARIS

Discretions assurées.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

BANLIEUE SUD-OUEST PARIS

recherche

1 RÉDACTEUR TECHNIQUE

Bilingue français-anglais

Il sera chargé de la rédaction de documents

techniques en anglais à partir de documents de

base en français.

Ce poste pourrait convenir à un ingénieur

diplômé, un technicien ou à un rédacteur

confirmé de LANGUE MATERNELLE ANGLAISE

(parfaitement bilingue) et connaissant les télé-

communications.

Les entretiens auront lieu à Paris.

Adr. C.V. et prét. sous n° 33.260 à Converse

Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER

recherche pour son service TRANSMISSIONS

INGÉNIEUR TRANSMISSIONS

SPECIALISTE RÉSEAUX

Pour :

— étudier les nouveaux moyens utilisables

en transmission de données convertis au

réseau national de télécommunications ;

— conseiller des informaticiens en matière

de réseaux télé-informatiques ;

— optimiser les besoins des utilisateurs en

transmission de données.

Il est nécessaire d'avoir :

— au moins 3 années d'expérience dans ce

domaine ;

— de bonnes connaissances en réseaux et

matériel de transmissions.

Des connaissances en informatique sur mini-

ordinateur temps réel sont souhaitables.

Poste à PARIS - Démission/renonciation proche banlieue

Ouest, fin 1978.

Env. C.V. photo et prétentions à n° 1440 CONVERSE

44, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE

Paris recherche un

collaborateur expérimenté

pour prendre en charge la responsabilité des

services

administratifs et comptables

et de l'organisation

Les candidats doivent avoir une connaissance

approfondie et une expérience confirmée de

toutes les opérations de Banque, notamment

Épargne.

La maîtrise des problèmes d'administration du

personnel (paie, prévoyance) et des procédures

informatiques est indispensable.

Une formation supérieure, un excellent sens

du contact et une autorité naturelle sont

nécessaires pour ce poste d'avenir, lié à la

réussite au sein d'une équipe reconnue.

Adressez votre manuscrit C.V., photo et

prétentions sous référence 3144 à :

QIP Organisation et Publicité

2, rue de Valenciennes 75001 PARIS-01

Mentionner sous double enveloppe

le nom des sociétés auxquelles votre offre

ne doit pas être transmise.

Importante Centrale d'Achats

Marchandises Générales

Secteur Rural

recherche

COLLABORATEUR

pour son service magasin de détail, ayant des

connaissances approfondies en techniques mar-

chandises modernes non alimentaires.

Ce candidat devra être capable de promouvoir

l'ensemble de ses techniques lors de créations de

magasins et de participer à la formation du futur

personnel de vente.

Ce poste conviendrait à un élément dynamique

ayant une expérience réelle en distribution non

alimentaire.

demandes d'emploi demandes d'emploi

Administr. Libre de suite. Ecrire
référence PUBLISCOPE/CN
rue Royale, 75008 PARIS.

هكذا آمن الرسول

RÉGIONS

Corse

UNE ILE ET CEUX QUI LA REGARDENT

Parce que « peu de Métropolitains » savent aujourd'hui quel est le maquis corse, combien les Corses aiment la France et ont été ou sont d'après elle, mais qu'ils savent « encore moins » que tout ce qui se passe dans l'île, deux grands reporters ont entrepris d'expliquer à l'opinion publique les origines, les développements et l'ampleur de ce maquis.

Michel Labro (journaliste à l'Express) et Thierry Desjardins (journaliste au Figaro) se sont rendus tout naturellement à l'histoire. Rappelons-nous pour mieux comprendre que le fait insulaire — géographique aussi bien qu'historique — est tout à fait important. N'a-t-on pas, à juste titre, souligné que les peuples insulaires ont plus à leur histoire que les individus à leur héritage ? Mais Labro (1) raconte, Desjardins (2) interprète. Le premier découvre « un peuple corse », le second en trouve deux : l'un à l'ouest — les dolchocéphales — l'autre à l'est — les brachycéphales. Ce qui, seul, suffirait à justifier la division de l'île, survenue en 1975, en deux départements.

L'un et l'autre soutiennent, reprenant le thème de certains discours publics, qu'il y eut une politique de la France en Corse, alors que les insulaires informés sont principalement convaincus d'une absence de politique.

L'ouvrage de Michel Labro permet de se faire une idée des difficultés, de comprendre le sentiment de frustration qui, progressivement, s'est emparé des insulaires, de saisir leur aspiration à la responsabilité régionale.

Thierry Desjardins, quant à lui, n'hésite pas à établir un parallèle — pour le moins excessif — entre la « colonisation française » et la décolonisation gnoise, mais fait justement observer que l'île est « véritablement française » et que l'opinion française prendra conscience du malaise corse, ses réactions ne seront plus de tout celles qu'éprouvent les Corses eux-mêmes, du moins les plus raisonnables. Il est sur ce point évident que si ces réactions sont fondées sur la lecture de la Corse à la dérive — ouvrage qui, soit dit en passant, ne pêche pas par excès de références puisqu'il ne compte même pas de listes des livres consultés — il ne pourra s'agir que de réactions de personnes exotiques. Desjardins n'a pas eu à éviter le piège de la généralisation, au point de confondre ceux qui furent hostiles ou favorables à la suppression du vote par correspondance, à la bidépartementalisation, à la nomination d'un préfet corse, à la continuité territoriale, etc.

Il n'en est pas moins vrai que ces deux livres présentent de fort convenables analyses de l'empire du centralisme et de cette constitution fondamentale : les élus tant décriés ont souvent fait ce qui était en leur pouvoir, mais ils n'ont pas été écoutés. Dès lors, la violence s'explique par le « mur parisien ».

Sur ce mur, voici des « images violentes » qui viennent porter témoignage d'une situation difficile. La plaquette de Samperio Sanguinetti et de François Desjardins (3) retrace par la photo, habillée d'un court texte, sept années de luttes (1969-1976). Protection de la « corstude » sur un thème amplement développé, quel'en termes différents, par Alain Freyrette dans le *Matin* : « Que penser d'un État si jaloux de sa puissance qu'il étouffe, au nom de la démocratie, les richesses vraies de nos pays, qui sont aussi les richesses de la France, et interdit la vie ailleurs que dans la mouvance de son pouvoir ? Faudra-t-il longtemps encore réclamer ce qui est dû, ou qu'il ne faudrait jamais avoir eu à réclamer ? Le peuple aurait-il moins de dignité que son administration ? »

Questions sans réponses

Mais alors, quel est le remède ? Les trois auteurs en sont d'accord : ni les plasticiens ni la police ne résoudent le problème corse. Michel Labro ne répond pas à la question qu'il pose : « Est-ce qu'un changement politique en France se traduira nécessairement par un changement de la politique de la France en Corse ? » Thierry Desjardins se demande si la Corse sera « un jour » indépendante, parce que l'histoire est remplie de tentatives impitoyables qui finirent par aboutir et que les extrémistes ne sont peut-être plus des marginaux qui veulent pousser les législateurs vers l'irréversible, mais des amis de ces mouvements qui en forment des branches clandestines ». Sanguinetti et Desjardins affirment que « la solution pour la Corse, c'est d'abord et surtout une solution pour la démocratie régionale, complément obligé de la démocratie française ».

À côté de ces trois livres d'actualité, un quatrième qui, tout compte fait, n'est pas moins (6) dans la mesure où il situe un autre phénomène historique : celui de l'intégration de la Corse à la nation française. Magaliat à Paris, Xavier Verstael vient en effet de publier la première biographie de Charles Bonaparte, le père de Napoléon,

qui fut l'un des compagnons de Pascal Paoli, « l'ami de bon parti » et poète dans l'âme tant qu'il dura le gouvernement national. Mais ce gouvernement n'est plus. Nous sommes devenus Français, dit-il à 83 et il susse gouverner ! Le républicain corse (1785-1789) est mort, vive le roi de France. Paoli s'exila à Londres, Charles Bonaparte entra dans les chancelleries, devint député de la noblesse, obtint l'admission de quatre de ses enfants aux écoles royales. L'un d'eux se prénomme Napoléon, un autre Julien (qui sera président du conseil des Cinq-Cent, et il achève « sa carrière » en 1788, à peine âgé de trente-neuf ans. Calculateur, ambitieux, entièrement dévoué au clan, intelligent et sensible, Charles Bonaparte méritait mieux que « l'indifférence ombragée » que la postérité lui a réservée. Versant réhabilité, le premier découvre « un peuple corse », le second en trouve deux : l'un à l'ouest — les dolchocéphales — l'autre à l'est — les brachycéphales. Ce qui, seul, suffirait à justifier la division de l'île, survenue en 1975, en deux départements.

La réponse est évidente. Elle conforte l'opinion de Chateaubriand : « Nourri au milieu de la Corse, Bonaparte fut élevé à cette école primère des révolutions. »

Sacrifices exorbitants

D'une autre révolution, il en est, enfin, question dans un cinquième ouvrage (5). L'auteur, Marcel Savreux, porte témoignage des événements du 24 mai 1958, dont il fut l'un des acteurs privilégiés. Il était le préfet de la Corse depuis 1952, et, à ce titre, avait eu un double privilège : accueillir, en 1954, le sultan du Maroc, exilé (mais on avait omis de signaler au représentant de l'Etat ce petit détail), et, en 1956, la reine Elizabeth, première souveraine britannique à fouler le sol algérien, où était précisément le prisonnier de Sainte-Hélène. La vie insulaire et préfectorale s'écoulaient sans heurts, au point que Marcel Savreux pouvait se faire le promoteur d'une campagne touristique en faveur du printemps corse.

Le-dessus éclate le 13 mai d'Algier. L'affaire connaît encore, son prolongement, l'a été d'un pour l'opinion publique française. La préfecture est occupée grâce à l'appui des parachutistes de Caix et les Corses se rallient à ceux qui, en Algérie, refusaient de choisir entre la valise et le cercueil. Le préfet refuse, quant à lui, de rejoindre le camp des insurgés.

PAUL SILVANI.

NOUVEL ARRIVAGE

PRIX CHOIX STOCK

MONDIAL MOQUETTE

DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE

COLORIS EXTRAS	MOQUETTE VELOURS	MOQUETTE BOUCLEE	ICI EN OFFRE UNE QUALITE EXCEPTIONNELLE A UN PRIX TRES BAS
29 F le M²	25 F le M²	25 F le M²	MOQUETTE DECOREE
UNE TRES BELLE MOQUETTE A LA PORTEE DE TOUS	THIBAUDE INCORPOREE	DEPECHEZ-VOUS	FIN de SERIE

APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSUREES

OUVERT: Lun. Mer. Ven. Sem. de 9h à 20h

PARIS 13^e 40, quai d'Austerlitz Face gare d'Austerlitz. Tél. : 584-72-33	BAGNOLET 191-193, av. Pasteur 5 m. Porte des Lilas. Tél. : 658-16-46	FOSSÉS-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fossés. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44
PARIS 14^e 90, bd Jourdan 50 m. Porte d'Orléans. Tél. : 539-38-62	COIGNIERES (N 10) près Trappes , route du Pont d'Audene Tél. : 461-70-12	MAISONS-ALFORT 129, rue Jean Jaurès, RN 5. Tél. : 375-44-70
PARIS 18^e 114, rue Damrémont Tél. : 606-05-73	BOULOGNE 82 bis, rue Galignani. Tél. : 605-45-12	SAINT-DENIS 73, rue de la République. Tél. : 820-82-63
PARIS 19^e 144, bd de La Villette , M ^e Colonel Fabien et J. Jaurès. Tél. : 203 09-79	11 CENTRES A VOTRE SERVICE	SARCELLES 29, av. Division Leclerc, RN 16, route de Chantilly. Tél. : 930-00-77

Rhône-Alpes

VÉCU

UNE PERCEPTION FERME SES PORTES DANS LES BAUGES Les couacs d'une « véritable politique de la montagne »

De notre correspondant régional

Lyon. — On ne compte plus les prises de position officielles en faveur d'une véritable politique de la montagne : déclarations de ministres de l'environnement au cours de leur visite annuelle dans les parcs nationaux ; études d'experts, économiques, agricoles ou autres, attachées à la rénovation rurale ; rapports de M. Jean Brocard, député (P.R.) de Haute-Savoie, chargé spécialement en 1975 d'une mission sur l'aménagement du territoire en montagne ; discours du chef de l'Etat qui, encore, au cours d'un voyage à Valloire dans les Hautes-Alpes. Sans oublier les décisions du comité interministériel du 12 décembre 1974 qui prescrivaient quelques mesures concrètes dont le maintien intégral des services publics dans les zones de montagne.

Les élus de ces secteurs désavantagés ont les oreilles rebattues par ces « propositions d'action », dont ils ne voient que rarement la traduction sur le terrain. Quand ils ne doivent pas se mobiliser pour lutter contre des décisions qui vont à l'encontre des orientations. C'est le cas précisément à Lescheraines, petite commune de quelques centaines d'habitants au cœur du massif des Bauges (Savoie).

L'administration des finances, par le biais du trésorier payeur de Chambéry a fermé la perception le 1^{er} octobre dernier. La décision notifiée par une simple lettre parvenue quarante-huit heures seule-

ment avant l'échéance a créé une vive irritation dans le massif. La perception — deux logements de fonction, un bureau, une salle d'archives, un garage et un parking — a, en effet, été entièrement financée par sept communes groupées pour la circonstance en syndicat intercommunal (1). Le plan du bâtiment, dont la construction a été achevée en 1964, avait été dressé en collaboration avec l'administration de tutelle, qui avait manifesté certaines exigences. L'emprunt soulevé par le syndicat n'a pas totalement remboursé qu'en 1964. L'annuité s'élevait à 120 000 F alors que le loyer payé par l'administration n'atteint que 6 000 F. Cette dernière continuait-elle à en régler le montant ?

La n'est d'ailleurs pas le problème pour le président du syndicat, M. Edmond Darvey, maire de Lescheraines. « Ce que nous exigeons, dit-il, c'est le maintien du percepteur dans ce secteur où nous sommes parvenus non sans mal à stopper l'exode des ruraux. Lescheraines a ainsi obtenu l'implantation d'une usine de pelote mécanique où sont employées quatre-vingt-dix femmes.

Des menaces de fermeture de la perception étaient apparues à plusieurs reprises. Pendant un temps même on fut le percepteur du Chetard, chef-lieu de canton, qui vint trois fois par semaine à Lescheraines. Depuis un an environ, un nouveau fonctionnaire avait rejoint ce poste. C'est, en octo-

bre 1971, le directeur de la comptabilité publique au ministère de l'économie et des finances, M. Jean Farge, avait écrit au président du syndicat intercommunal qu'« il n'était pas encore possible de prouver l'incidence des réformes susceptibles d'affecter, à plus ou moins longue échéance, la poste comptable », en question. « Sous cette réserve, poursuivait-il, je vous prie de vouloir bien, d'après les informations en ma possession, l'éventuelle redistribution des perceptions ne semble pas devoir affecter profondément la poste de Lescheraines. » « Quel qu'il en soit — conclut-il — aucune décision de réorganisation ne sera prise (...) sans que (...) les autorités locales intéressées aient été préalablement invitées à faire connaître leur manière de voir, dont il va sans dire qu'il sera tenu le plus grand compte. » On voit dans les récentes décisions toute l'attention qui a été portée par l'administration à cette promesse.

Fort des déclarations antérieures et de l'appui de quatorze maires du canton, le comité syndical a saisi diverses personnalités. « Si nous n'obtenons pas une réponse satisfaisante rapidement, nous descendrons avec la population caser les quelques carreaux à la réserve de Chambéry », menacent déjà certains élus.

BERNARD ELIE.

(1) Le syndicat comprend les communes : Allion-le-Jeu, Allion-le-Vieux, Arich, Bellecombe, Le Noyer, Lescheraines et Saint-François-de-Sales.

Poitou-Charentes

Pour éviter l'échec de la décentralisation A NIORT, LES ARTISANS SONT DEVENUS DES INDUSTRIELS

De notre envoyé spécial

Niort. — Le temps n'est plus où les régiments de cavalerie se fournaient à Niort en colottes de poil. De cette industrie traditionnelle, nulle survivance tant bien que mal trois chamoiseries. Mais cette ville moyenne de soixante-cinq mille habitants ne se contente pas pour autant d'être en France la capitale des mutuelles d'assurance. Cette image de marque la gêne. Elle se plaint d'être méconnue. « Nous n'avons pas d'équipe de rugby, pas de grands clubs sportifs, rien d'original ! », dit M. René Gaillard, député et maire socialiste, réélu en mars dernier. Place de la Brèche, le champ de foire adossé en parking de mille places — témoin, par ses dimensions, de la vocation agricole de la région. On ne s'étonnera donc pas de la vitalité du commerce local qui draine sa clientèle dans un rayon de 50 kilomètres à la ronde.

Et c'est encore le terroir — la forêt poitevine — qui est à l'origine de l'activité industrielle aujourd'hui la plus importante : la production de bois contre-plaqué et de panneaux de particules. Les établissements Rouger emploient mille cinq cents personnes, en plusieurs unités de production. La plus moderne traite 65 tonnes de copeaux par jour. L'automatisation y est à ce point poussée que vingt-cinq personnes suffisent à faire tourner une chaîne de fabrication cependant complexe, le contre-plaqué réclamant de son côté beaucoup plus de main-d'œuvre.

C'est l'exemple caractéristique de l'affaire familiale qui a réussi. Niort a créé ainsi en majorité son industrie à partir d'ateliers artisanaux, qui se sont développés

dans des branches aussi différentes que la confection et la chaudronnerie. Car la politique de décentralisation, en ce domaine, ne l'a guère favorisée.

En outre, ici comme ailleurs, la crise sévit. Dans la moitié sud du département, on comptait deux mille huit cent trente-huit demandeurs d'emploi il y a un an. Aujourd'hui, ce chiffre est passé à trois mille neuf cent dix-huit, dont 80 % à Niort. Et, si l'on émet des craintes pour quelques industries traditionnelles, on nourrit peu d'espoir, en revanche, pour des usines nouvelles, bien que, sur trois zones industrielles, les équipements existent pour les recevoir.

« Il nous faudrait des activités diversifiées, de capacité moyenne, dit le maire. Dans notre région d'élevage et de production agricole, les industries agro-alimentaires seraient accueillies à bras ouverts. »

Niort souffre, en attendant, d'un profond déséquilibre au profit du secteur tertiaire, qui occupe 62,5 % de la population active, contre 30 % seulement pour le secteur secondaire. Les mutuelles (Mail, Manif, Macif) emploient quatre mille personnes. On est parvenu à saturation, à tel point que la Macif a commencé à se décentraliser, à partir de Niort, vers Lens et Agen.

Le chef-lieu des Deux-Sèvres ne néglige pourtant rien pour sortir d'un certain isolement : dès le mois prochain, c'est maintenant officiel, une liaison aérienne quotidienne fonctionnera entre l'aéroport de Niort-Mouché et Paris-Le Bourget via Angers.

PIERRE-JEAN DESCHÈNES.

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
Fournisseurs et distributeurs sur demande.

مكتبة الشامل

RÉGIONS

Ile-de-France

Paris et l'État mettent de l'ordre dans leurs comptes

L'entretien que MM. Raymond Barre et Jacques Chirac ont eu, lundi 24 octobre, à l'hôtel Matignon, a permis au maire de Paris, qui s'accompagne M. Christian de La Malène, premier adjoint, d'obtenir du premier ministre le consentement actif de l'État au financement de certains projets de la Ville, ainsi que la prise en charge de dépenses indument supportées par le budget municipal. Celles-ci concernent la contribution de la Ville au déficit de la R.A.T.P. et de la S.N.C.F., le coefficient de participation du budget municipal aux dépenses sociales, ainsi que certaines dépenses de police.

Le premier ministre et le maire ont également examiné le projet d'aménagement de l'ancien car-

reau des Halles, et la destination du bâtiment Lescoq, où M. Chirac souhaite installer un théâtre et un centre musical. L'installation, à cet endroit, d'un « ensemble pour l'audition musicale » avait fait l'objet récemment de propositions du président de la République.

Les engagements réciproques seront respectés

Enfin, M. Barre s'est, semble-t-il, montré favorable aux projets du maire en ce qui concerne l'aménagement d'espaces verts sur les terrains de La Villette et Citroën. M. Chirac a indiqué que les engagements réciproques entre l'État et la Ville seront respectés.

D'autre part, en fin d'après-midi, le maire de Paris a pris la parole devant l'Assemblée générale du Consortium pour l'aménagement et la modernisation de la Seine et des voies adjacentes qui célèbre son vingtième anniversaire. M. Chirac, après avoir réaffirmé que la Ville doit « coordonner ses actions avec la région », a notamment déclaré : « Le temps est passé d'une certaine conception de la décentralisation, celle qui consistait à vider Paris et la région de ses substances pour l'exporter sur d'autres porteurs de territoire national. »

Enfin évoquant le projet de liaison par bateau du bassin de la Seine et du nord-est du pays, le premier ministre de la capitale a estimé qu'une telle réalisation ne peut se concevoir sans une participation financière importante de la région et sans un « changement d'échelle » du budget de l'État concernant la navigation fluviale. — J.-M. C.

UN JARDIN

SUR LES PISTES DU BOURGET ?

Depuis le mois de juillet 1975, les pouvoirs publics ont décidé d'affecter à la création d'un espace vert les 90 hectares de la partie sud de l'aéroport du Bourget (Seine-Saint-Denis), bientôt fermé au trafic commercial. L'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région d'Ile-de-France (I.A.U.R.I.F.) vient de publier un projet qui propose d'offrir aux habitants de la proche banlieue nord un véritable espace de loisirs.

Les auteurs de ce rapport notent que la suppression des pistes bétonnées « serait un préalable cohérent ». Aussi suggèrent-ils d'utiliser la piste principale comme radier d'un canal où les activités nautiques pourraient être pratiquées. Une piscine à vagues et une plage de baignade complèteraient ce « réseau de plans d'eau ».

Le musée de l'Air et un parc des expositions, déjà prévus dans les locaux désaffectés de l'Admiral, pourraient « s'étendre » dans l'ancien hangar d'U.T.A. et coexister avec un « parc de la découverte spatiale ».

Des plaines de jeux pour les enfants et des plantations d'arbres achèveraient d'équiper ces 90 hectares, qui, ajoutés au parc de La Courneuve mitoyen, mettraient à la disposition du public un espace vert de 285 hectares. Un projet séduisant, qui n'est ni programmé ni financé. A quand le jardin sur la piste ?

■ **La réhabilitation du secteur Plaisance.** — Plusieurs associations d'habitants du quartier Plaisance, dans le quatorzième arrondissement, se sont prononcées au cours d'une conférence de presse en faveur d'une réhabilitation des constructions existantes et se sont opposées à la rénovation « à blanc », qui, disent-elles, est prévue dans ce quartier.

Dans l'immédiat, les associations ont créé un « atelier populaire d'urbanisme » destiné à faire l'inventaire du domaine bâti dans l'ancien quartier. Elles ont également proposé des propositions concrètes en matière de réhabilitation, en associant les habitants à l'élaboration des projets.

ÉQUIPEMENT

TRANSPORTS

La vente du « France »

Selon les acheteurs, le navire deviendra « une petite cité française itinérante »

Après l'annonce de la vente du « France », conclu entre la Compagnie générale maritime et la Société technique d'armement (S.T.A.), la question se pose de savoir quelle destination précise trouverait le paquebot. Dans un communiqué publié le lundi 24 octobre en fin de journée, la C.G.M. apportait un début de réponse.

« Cet accord, affirme la C.G.M., est l'aboutissement de négociations ouvertes depuis plusieurs mois entre la C.G.M. et le président-directeur général du groupe S.T.A., M. Adrien Ojeda, important homme d'affaires soudien et ami de la France, qui a beaucoup œuvré depuis plus de trente ans à resserrer les liens économiques entre la France et l'Arabie saoudite. »

« La destination du navire, ajoute le communiqué, qui sera utilisé, par son acquéreur, en tant que navire de croisière, n'est pas encore définitivement arrêtée. Elle dépendra des résultats d'études d'opportunité entreprises, portant sur plusieurs formules, entre lesquelles la Société acquéreur n'a pas encore fait son choix. »

ENVIRONNEMENT

■ **L'E.D.F. et la centrale « Crouas ».** — La direction de la région Alpes-Marseille de l'Électricité de France affirme, dans un communiqué, que « pas 1 mètre cube de béton de la future centrale nucléaire de Crouas-Meysses ne sera coulé » avant la publication du décret d'utilité publique. « Les travaux en cours, ajoute l'E.D.F., consistent à aménager le terrain et ne sont soumis à aucune autorisation préalable ni décret d'utilité publique. Ils ont pour principal objet de permettre des acquisitions de terrain. Or l'E.D.F. travaille sur des terrains qui sont vus à son entière disposition et où elle procède seulement à des défrichages et à l'aménagement des accès de préparation du terrain de terrassement. »

En attendant, le « France » demeurera provisoirement au Havre à son poste actuel de désarmement. La C.G.M. continuant, aux termes d'un contrat annexé à l'accord de vente, d'en assurer, jusqu'à son départ, le gardiennage et l'entretien aux frais du nouveau propriétaire du navire.

Hôtel flottant et centre de loisirs ? Au siège de la TAG-Finances, on pouvait donner d'autres précisions. Le « France », qui gardera son nom, expliquerait-on en substance, entreprendra une nouvelle carrière de navigation. Le navire deviendra une « petite cité française itinérante », qui mouillera, notamment au large des États-Unis, du Québec et au Moyen-Orient, ajoute-t-on. Selon un porte-parole de M. Adrien Ojeda, le navire sera en mesure d'entreprendre des croisières dans moins d'un mois.

« Ambassadeur de la France », selon les termes du porte-parole saoudien, le navire comportera de nombreuses boutiques françaises, et ses restaurants continueront de représenter à l'étranger la gastronomie de la France. De nombreux spectacles seront organisés à bord, comportant notamment la projection de films sur « les réalisations françaises à l'étranger », précise-t-on.

Pour ce qui concerne les réactions, tandis que M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, note que c'est avec une « certaine nostalgie » qu'il voit le navire quitter notre pays, le syndicat national des marins C.F.D.T. regrette que « le fleuve de la flotte passe sous le pont de la nation ». Il relève, dans un communiqué, que « presque trois ans après son désarmement, la flotte de la C.G.M. à laquelle il appartient, est en voie de régénération, et que dans cette compagnie deux cent cinquante marins travaillent à nouveau pour la fin de la France ».

A l'heure actuelle, on ne connaît pas encore la nationalité de l'équipage qui conduira le « France » sur son nouveau lieu de mouillage. Il est probable qu'il s'agira de marins français.

Concorde à New-York

LA VOIE EST LIBRE

Le Port de New-York n'a pas hissé le drapeau blanc, mais il a, semble-t-il, déposé les armes. Après avoir pris connaissance du résultat des tests effectués par l'appareil à Kennedy, M. Alan Saper, le président du Port, a déclaré : « Ce sacré machin se déclenche même pas les instruments pour mesurer le bruit. »

Tous les observateurs ont constaté que Concorde était moins bruyant que les 747 à l'atterrissage et qu'il n'était pas plus bruyant qu'un avion de ligne. Le Port se trouve ainsi dans l'impossibilité de se glisser par la faille juridique que la cour d'appel avait laissée ouverte lorsqu'elle avait jugé « discriminatoire » le comportement du Port vis-à-vis de Concorde, mais il avait reconnu le droit d'émettre de nouvelles normes sonores, à condition qu'elles ne fussent pas discriminatoires.

Si le Port décidait, au terme des audiences publiques, de promulguer la semaine prochaine des normes plus sévères que celles qui sont actuellement en vigueur, elles toucheraient non seulement Concorde mais les trois quarts des appareils qui desservent New-York.

D'autre part, British Airways et Singapore Airlines confirment qu'elles opéreront conjointement les vols sur Concorde entre Londres et Singapour. Les opérations pourraient débuter début décembre.

Cette nouvelle desserte de Singapour suivra de très près le début des opérations Concorde de British Airways à destination de New-York, le 22 novembre.

■ **M. Isoard, directeur général de la société Corse-Méditerranée.** — Le conseil d'administration de la Société nationale maritime Corse-Méditerranée (S.N.C.M.) a nommé M. Jean-Pierre Isoard directeur général, en remplacement de M. Claude Pantoix qui est appelé à d'autres fonctions au siège de la C.G.M. à Paris.

M. Isoard sera assisté par M. Dominique Jesso, nommé directeur général adjoint.

A PROPOS DE...

UN COLLOQUE SUR LA DÉCENTRALISATION

Les «énarques» craignent la province

Le dialogue qu'ont provoqué les anciens élèves de l'ENA en organisant pendant deux jours, les 20 et 21 octobre, à Lyon, des rencontres entre leur association, d'une part, et des élus, syndicalistes, chefs d'entreprise, fonctionnaires régionaux d'autre part, aura permis d'effacer quelques malentendus entre Paris et la province, entre l'administration et les administrés, mais il aura aussi révélé de très nombreux blocages.

Le sentiment que tout se fait et se décide à Paris, profondément ancré dans les esprits, conduit fréquemment à des situations absurdes. Adjoint au maire de Lyon, M. André Soulier, en a donné un exemple à propos de la Part-Dieu, premier centre de décision « régional » : le siège social de la société maître d'œuvre se trouve à Paris ; la réduction des taxes de cet espace commercial est un travail parisien, et le tribunal compétent, en cas de conflit, une juridiction de la capitale...

Occupent généralement les postes-clés des administrations centrales, les anciens élèves de l'ENA incarnent la concentration du pouvoir. Ils sont donc particulièrement visés dans les attaques portées contre la fonction publique, dont on semble oublier parfois qu'elle recrute aussi son personnel d'encadrement dans les grands corps techniques comme les mines, les ponts et chaussées, la magistrature, l'armée, etc. Néanmoins, sur deux mille sept cents «énarques» sortis de l'école depuis sa création, moins de trois cents seulement exercent au province. « Plus d'un millier d'entre vous font des tâches qui ne sont pas dignes d'eux », à Paris. Or il existe dans chaque région au moins une dizaine de postes importants qui pourraient leur revenir. — J.-M. C.

M. Pierre Douhet, préfet de la région Rhône-Alpes. Les obstacles à une décentralisation des administrations civiles sont connus. Ils relèvent pour une part de facteurs humains. Ainsi conviendrait-il d'aménager les carrières pour permettre aux «énarques» de passer plusieurs années dans des postes de province, et peut-être aussi d'envisager une interpenetration — toujours au niveau des carrières — entre les différentes administrations. Ensuite, comme pour toutes les catégories socio-professionnelles, serait-il nécessaire de rompre le lien étroit qui existe entre un métier dans l'administration parisienne, l'autorité encore prise en considération les décisions — généralement hostiles a priori — du personnel des administrations ou de ses représentants syndicaux. Mais ces problèmes sont-ils insurmontables ?

En réalité, la question fondamentale tient au fait que l'exercice du pouvoir se pratique exclusivement à Paris. Président de l'Association des anciens élèves, M. Jean Carrière croit avoir décelé chez les «énarques» « un désir de plus en plus grand de servir au province ». Cette évolution, a-t-il dit, n'est pas liée seulement à une recherche de la qualité de la vie, le sentiment plus ou moins confusément que les centres de décision vont se déconcentrer. « Mais sans véritable déconcentration des pouvoirs de décision, la décentralisation des services administratifs ou de la direction d'entreprises, ou encore le retour des sièges sociaux au province sera toujours partiel. »

Pourtant, il faut faire disparaître les administrations parisiennes et donner davantage de pouvoirs aux institutions régionales et à des administrations déconcentrées ? Pour M. Jean Carrière, conseiller référendaire à la Cour des comptes, ce système ferait perdre aux textes législatifs l'impartialité et l'uniformité qui les caractérisent. D'autres «énarques», comme M. Pierre Mayer, inspecteur des finances, chargé de mission au cabinet du garde des sceaux, y voit même le risque, dans une société où les individus et les groupes revendiquent de plus en plus de pouvoirs, « d'aboutir à la dissolution de l'État ».

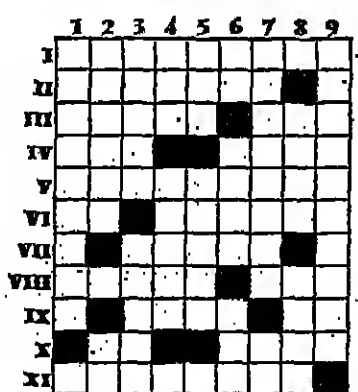
Pourtant, pour M. Pierre Douhet, c'est peut-être dans une répartition équilibrée des pouvoirs que se trouve la solution : à Paris, des « administrations collées », chargées notamment de préparer les textes généraux applicables dans tout le territoire ; au province, des « administrations renforcées » pour les faire appliquer et pour prendre des décisions en fonction de la situation régionale. La régionalisation a permis de faire passer un certain nombre de compétences de Paris vers la province. Mais le ne s'agit pas de tout transférer le transfert d'administrateurs, comme cela aurait dû se produire, a reconnu M. François Esalig, délégué à l'aménagement du territoire.

Moins peut-être qu'un problème technique, n'est-ce pas là une affaire de mentalité ?

BERNARD ELIE.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1902



HORIZONTALEMENT

1. Fait une grande consommation d'huile et d'essence. — 2. Objets de collections. — 3. En Italie, Ne se rompt point sans un sérieux motif. — 4. Dément ; Rendent une démarche difficile. — 5. Qu'on n'attendait pas. — 6. Symbole. — 7. Peut-être sur le point de tomber. — 8. Nombril. — 9. Idéal pour un adolescent. — 10. Pointe de la rose des vents. — 11. Crochet double. Sur le chemin de la vie. — X. Note au Boulevard. — XI. Le sein d'une nourrice. — XII. En excellente position.

VERTICALEMENT

1. N'arrivent pas de monter et descendre. — 2. Parfois folle. Cité. — 3. Remplit un lison. Crise de foi aiguë. — 4. Opéra. Ont de la veine. — 5. Chargé de nos ancêtres. Titres religieux. — 6. Pronom. — 7. Plaisir repas. Sur la rose des vents. — 8. Accompagnement de légumes. Permet de déduire. — 9. Pronom. — 10. Petit poisson. — 11. Fondent dans l'eau.

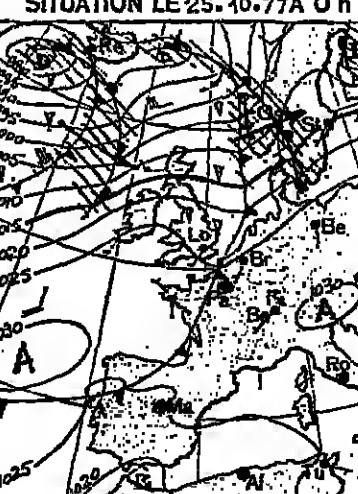
Solution du problème n° 1901

Horizontalement
1. Confiance. — 2. Rue ; On des. — 3. Rue ; On des. — 4. Rue ; On des. — 5. Rue ; On des. — 6. Rue ; On des. — 7. Rue ; On des. — 8. Rue ; On des. — 9. Rue ; On des. — 10. Rue ; On des. — 11. Rue ; On des.

Verticalement
1. Criminel. — 2. Outil. — 3. Nœud. — 4. Rue ; On des. — 5. Rue ; On des. — 6. Rue ; On des. — 7. Rue ; On des. — 8. Rue ; On des. — 9. Rue ; On des. — 10. Rue ; On des. — 11. Rue ; On des.

GUY BROUTY.

SITUATION LE 25.40.77A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 23 octobre à 9 heures et le mercredi 24 octobre à 24 heures :

Un anticyclone atteindra la France. Il apportera une amélioration qui sera plus tardive sur les régions de l'Est et du Midi, où des masses d'air humide venant de la Méditerranée évolueront lentement. Mercredi 23 octobre, sur les Alpes et les régions méridionales, des ondes orageuses tendront à se localiser à l'est du Rhône. Elles deviendront moins nombreuses et moins fortes et seront suivies d'éclairs assez faibles sur les Pyrénées, puis sur le pourtour du golfe de Lion.

Sur le reste du pays, des brouillards nombreux au lever du jour disparaîtront généralement ensuite, et de belles éclaircies prédomineront l'après-midi. Toutefois, des nuages bas pourront persister localement dans les vallées de l'Est et du Nord.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel des 24 et 25 octobre 1977 :

UN DÉCRET
■ Incorporant dans le code général des impôts les dispositions de la loi n° 75-678 du 29 juillet 1975 supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle et celles de la loi n° 77-616 du 16 juin 1977 aménageant la taxe professionnelle, ainsi que diverses dispositions d'ordre fiscal (1).

(1) Ce texte sera ultérieurement publié en fascicule séparé.

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 26-X-77 DÉBUT DE MATINÉE



Est. Les vents seront faibles et de direction variable. Les températures minimales seront en baisse. Les maxima seront en hausse. Mardi 25 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris de 1027,3 millibars, soit 763 millibars de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 octobre ; le second le minimum de la nuit du 24 au 25) : Alende, 23 et 11 degrés ; Biarritz, 19 et 15 ; Bordeaux, 23 et 13 ; Brét, 15 et 8 ; Caen, 18 et 12 ; Cherbourg, 18 et 12 ; Clermont-Ferrand, 23 et 13 ; Dijon, 18 et 14 ; Grenoble, 23 et 13 ; Lille, 12 (min.) ; Lyon, 22 et 14 ; Marseille, 23 et 17 ; Nancy, 17 et 10 ; Nantes, 19 et 11 ; Nice, 21 et 18 ; Paris-Le Bourget, 16 et 12 ; Pau, 20 et 14 ; Perpignan, 22 et 17 ; Reims, 17 et 9 ; Strasbourg, 17 et 13 ; Tours, 18 et 11 ; Toulouse, 23 et 16.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 16 degrés ; Amsterdam, 17 et 12 ; Athènes, 22 et 15 ; Berlin, 17 et 8 ; Bonn, 18 et 10 ; Bruxelles, 18 et 12 ; Les Canaries, 23 et 19 ; Copenhague, 14 et 9 ; Genève, 18 et 12 ; Lisbonne, 21 et 14 ; Londres, 17 et 8 ; Madrid, 21 et 12 ; Moscou, 3 et 1 ; Nairobi, 25 et 12 ; Palma-de-Majorque, 24 et 17 ; Rome, 22 et 12 ; Stockholm, 12 et 8 ; Téhéran, 13 et 4.

Vie quotidienne

■ **Deux nouveaux safraniers aromatiques.** — Le « Saint-Claude Recette à l'ancienne » est un safranier simple, sans débris et d'une bonne tenue ; son « cheveu » a été particulièrement soigné ; il est composé d'un mélange de tabacs blonds à caractère fumé et traité, que vous pouvez aromatiser à votre goût. Le « Saint-Claude Recette nordique », lui, est un safranier doux et léger, d'un goût franc, facile à fumer. Son arôme moelleux dispense une odeur discrète. Présentés en bague simple, vendus respectivement au prix de 6 francs et 6,50 francs depuis le 1er octobre dans la région de Châteauroux, les deux nouveaux du Selta seront très bientôt disponibles dans tous les bureaux de tabac de l'Hexagone.

Transports

■ **Perturbations dans les liaisons ferroviaires France-Italie.** — Le 10 octobre dernier, le pilier d'un viaduc s'affaissa sur la ligne de chemin de fer venant du Simplon et se dirigeant vers Milan au sud de Domodossola. Cet ouvrage d'art ne sera pas réparé avant plusieurs mois. Aussi les relations ferroviaires entre la France et l'Italie via la Suisse seront-elles perturbées pendant un certain temps encore. Pour les trains de jour, le Cisalpin (départ de Paris 12 h. 20) et le Lutétia (départ 7 h. 43), des transbordements par autocars sont organisés sur les lieux de l'accident. Quant aux trains de nuit (Simplon-Express, Lombardie-Express, train de 23 h. 53), ils sont détournés par Modane. Dans l'ensemble et en moyenne des retards d'une heure sont enregistrés sur ces liaisons.

Avez-vous le droit de décider un investissement en informatique conversationnelle sans avoir vu Prime?

Si vous êtes sur le point de prendre une décision d'équipement informatique qui va se chiffrer en millions de francs, vous vous documentez à fond.

Donc, vous consultez les constructeurs les plus spécialisés dans la prestation qui vous intéresse. Une démarche de plus peut faire gagner à votre société des centaines de milliers de francs.

Il existe un constructeur dont la seule vocation est le conversationnel : c'est Prime. Au Sico, vous voyez des sociétés qui font "aussi" du conversationnel. Maintenant il vous reste à rencontrer le spécialiste. Appelez 772.9192. PRIME : 9-11, rue Benoît-Malon - 92150 Suresnes.

PRIME
LE CONSTRUCTEUR SPECIALISTE
DE L'ORDINATEUR CONVERSATIONNEL

ÉCONOMIE - SOCIAL

La bataille de la technologie

(Suite de la première page.)

On a vu Westinghouse et General Electric vendre en Europe leur technologie nucléaire. Aujourd'hui, entreprises françaises et allemandes les concurrencent pour la fourniture de centrales (en Iran par exemple), et elles menacent le « super-grand » de pratiquer une politique autonome de dissémination nucléaire (en particulier au Brésil). En vendant

Marchés en main

Puisque désormais les balances des paiements de la plupart des pays (sauf les producteurs de pétrole) sont chroniquement déficitaires, il faut vendre, et encore vendre, à tout prix, et à l'étranger. Depuis le quadruplement des cours du pétrole en 1973, des pays comme l'Algérie, l'Iran, le Nigeria, les États arabes, ont multiplié leurs achats. L'Algérie avait à elle seule l'année dernière un programme d'achat de 25 milliards de francs pour les transferts de technologie pendant quatre ans. D'une façon générale, l'ouverture à la technologie occidentale de cent deux pays sous-développés ou en voie de développement a de quoi faire rêver les industriels de l'Ouest et leurs gouvernements. Mais les gouvernements des pays développés ne sont pas prêts à se précipiter de vendre ; c'est aussi le cas des importateurs de technologie, qui sont souvent des pays à faibles coûts de production, donc de dangereux concurrents potentiels.

L'Occident d'aujourd'hui est-il arrivé ainsi à se faire « bara-kiri », vendant au Japon, aux pays de l'Est et aux nations en voie de développement de la technologie qu'il a laborieusement acquise, au risque de voir revenir en concurrence les sous-produits de ses produits, et de se priver

de la plus moderne, les conditions de crédit les plus élaborées, les services les plus complets, les firmes occidentales en viennent à devoir offrir « les marchés en prime ». Usines textiles et complexes pétrochimiques ont déjà fait, dans les pays sous-développés comme dans les pays de l'Est, la preuve de leur aptitude à renvoyer à bas prix, en boomerang, les produits — donc les déficits commerciaux — qu'on croyait avoir exportés. Les sociétés d'engineering françaises et anglaises (pour ne citer que d'elles), doivent-elles donc continuer de forger les outils qui permettent ensuite à d'autres économies de concurrence, voire de ruiner certains secteurs nationaux de ce côté-ci du monde ?

« Je résiste à tout, sauf à la tentation », cette sorte d'autisme pourrait être celle d'un chef d'entreprise. Or, connaît le cas du groupe Fiat, qui s'est lancé, il y a bientôt une quinzaine d'années, dans la construction, à l'Est, d'usines automobiles « clés en main ». Le grand Italien a vu revenir depuis, sur le marché européen, les « Lada » russes et les « Polski » polonaises, à des prix défiant toute concurrence pour des propres voitures. Avait-on bien évalué l'importance des marchés en question, et avait-on bien pesé à moyen terme l'intérêt de s'en occuper ?

Que font les pays de l'Est de leurs importations de technologie ? Des outils supplémentaires pour l'exportation de produits finis vers d'autres pays ? Des réservoirs de connaissances où les techniciens militaires peuvent aussi se mettre à jour ? Ou la Corée du Nord n'est-elle, après tout, qu'une plaque tournante de plus dans la grande compétition du commerce international qui se livre actuellement ?

À la recherche d'une politique

Si étonnant que cela paraisse, en une matière aussi importante, il n'y a guère de politique. Les transferts de technologie sont, la plupart du temps, des faits bruts qui ne répondent pas à une stratégie globale. Aucun pays ne s'est sérieusement posé la question : « Quelle politique devons-nous avoir en matière de transferts de technologie ? » pour y répondre et en tirer les conséquences. Les seules conceptions d'ensemble qui se sont imposées jusqu'ici ont été d'une autre nature, répondant à d'autres questions. Il s'est agi, entre l'Ouest et l'Est, de défendre l'atmosphère, en dépit de l'avertissement de Lénine lui-même : « Les capitalistes vendront jusqu'au clou pour les pendre ».

On a voulu aussi qu'un sein du monde occidental, l'Amérique, l'Europe et le Japon, les entreprises réalisent le maximum de profits. Expansion oblige. Puis crise oblige.

L'heure des comptes, cependant, est en vue. Paradoxalement, cela est dû à l'initiative des pays en voie de développement. L'industrialisation étant l'un de leurs objectifs prioritaires, les transferts de technologie sont la pierre de touche de leur coopération avec les pays industrialisés. Si, comme l'ont décidé les ministres de l'Industrie, réunis il y a deux ans à Lima par les Nations unies, la production industrielle des pays en voie de développement — 7 % de la production mondiale actuellement — doit atteindre 25 % de la production mondiale dans vingt-cinq ans, les transferts de technologie qui se sont récemment développés devront être multipliés par sept ou huit d'ici là.

Étroitement dépendants du bon vouloir des détenteurs de la technologie, souvent victimes de l'habileté de ceux-ci à obtenir des

contreparties, les élites locales des pays en voie de développement, qui prennent aussi conscience de ce que peuvent leur coûter des ambitions trop impatientes ou trop éloignées des besoins réels de leur population, commencent à repenser leurs désirs. Moins de prestige, plus de produits utiles. Moins de haute sophistication, plus d'équipements rustiques mieux adaptés aux conditions locales. En même temps, elles réclament un « code de bonne conduite » des entreprises multinationales pour les transferts de technologie, la création de banques de données, la réunion d'une grande conférence internationale sur la science et la technologie, préparée par des commissions et qui doit se réunir en principe en 1979, à Vienne ou à Washington.

L'enjeu de ces nouveautés ne mobilise ni les gouvernements ni les entreprises des pays d'Europe. À la fois donneurs et receveurs de technologie, nos vieux pays sont écartelés entre des intérêts contradictoires, qui rendent difficile pour eux la définition d'une politique. Du côté des « soixante-dix-sept » pays en voie de développement (en fait, plus de cent nations désormais), la politisation enthousiaste des questions traitées à l'ONU risque à tout moment d'empêcher quoi que ce soit d'aboutir. À l'Est, on envisage un projet de code autonome avec l'espoir de gêner le Coordinating Committee for Concessions (Cocom), qui limite les échanges entre l'Ouest et l'Est pour des raisons stratégiques ; l'objectif est de limiter aux firmes occidentales les dispositions contraignantes de l'autre code en préparation, grâce à des accords bilatéraux qui stipuleraient que celui-ci ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de relations avec des organismes publics (supposés vertueux).

Marchés en main

Enfin, si curieux que cela puisse paraître, il semble bien que seuls les États-Unis abordent et étudient sérieusement la question. C'est que les entreprises multinationales se rendent compte aujourd'hui, avec le recul du temps, que le rapport financier de leurs transferts de technologie n'a pas toujours été aussi élevé pour justifier la déperdition d'énergie concurrentielle qu'ils ont représentée.

Simultanément, alors que les colosses de la détente entre les États-Unis et l'Union soviétique ont du plomb dans l'ailé — avec la querelle sur les droits de l'homme et le frein mis aux

négoiations sur la limitation des armements, — les transferts entre l'Ouest et l'Est sont de plus en plus critiqués à l'est des États-Unis. Il est donc plus facile que par le passé au gouvernement de Washington de peser le pour et le contre. Tout en découvrant que les réponses simplistes grossièrement contraires seraient dangereuses, l'administration Carter débouche sur l'horizon d'une nouvelle diplomatie scientifique. Mais le mieux n'est-il pas, parfois, l'ennemi du bien ?


JACQUELINE GRAPIN.

Prochain article :

STRATÉGIE AMÉRICAINE

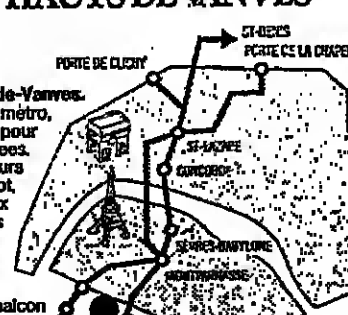
LE GROUPE CICA PROPOSE

COURBEVOIE



Chancellerie 2
A proximité du Centre Charras (Boutiques, Supermarchés, piscine, bowling, etc.). Studio au 5 pièces dans immeuble calme 9 étages sur jardins. Bon investissement ou habitation principale. (Autobus, R.E.R., trains proches). Livraison juin 1978. Renseignement et vente sur place. Appartement témoin : 20 rue de Belfort. Tél. 227.04.30.

LES HAUTS DE VANVES



Découvrez les Hauts-de-Vanves. Paris à 2 stations de métro, lignes 12 et 14 directes pour Concorde et Champs-Élysées. Sur place, tous les jours de 13 h 30 à 19 h, rue Sadi-Carnot, un appartement témoin pour mieux apprécier les surfaces dont vous disposez.
Mtl. 227.04.30 / 645.80.33
3 pièces : 73 m² + balcon
4 pièces : 87 m² + balcon
5 pièces : 110 m² + balcon et loggia

LES ARCADES DE L'ANGEVIN



an cœur du Marais historique, 17/19, rue Geoffroy d'Angely. Appartement témoin ouvert tous les jours de 13 h 30 à 19 h. Tél. 278.72.94 / 227.04.30. Prix fermes de 140 000 F.

ASNIERES LE TILBURY



An cœur d'Asnières, à proximité de la gare. Commerces, collèges, le charme de la province toute proche de Paris. Du studio au 5 pièces. Bureau de vente sur place 65 avenue de la Marne tous les jours de 13 h à 19 h. Tél. : 790.26.94 - 227.04.30.

CICA 227.04.30

Je désire obtenir des renseignements sur le programme

<input type="checkbox"/> Courbevoie	<input type="checkbox"/> Vanves	<input type="checkbox"/> Asnières
<input type="checkbox"/> Rueil-Malmaison	<input type="checkbox"/> Paris 4 ^e	

Je suis intéressé(e) par 1 appartement

<input type="checkbox"/> ST	<input type="checkbox"/> 2P	<input type="checkbox"/> 3P	<input type="checkbox"/> 4P	<input type="checkbox"/> 5P
-----------------------------	-----------------------------	-----------------------------	-----------------------------	-----------------------------

☐ HABITATION ☐ INVESTISSEMENT

NOM _____
ADRESSE _____
Tél. _____

Veuillez retourner ce bon à CICA 45, rue de Courcelles 75008 Paris

Rueil Malmaison



Aux Terrasses de Rueil
Très beaux appartements dans un parc de 2 hectares avec piscine et tennis. (Tous les grands appartements ont une terrasse de 20 à 58 m²) Vivez toute la semaine à quelques minutes de Paris, dans une ambiance de week-end. Visite de l'appartement témoin tous les jours de 13 h 30 à 19 h, rue Roger Jourdain à Rueil-Malmaison. Tél. 977.26.98 / 227.04.30. Livraison 2^e tranche - 4^e trimestre 1977.

EX 2120150

ÉCONOMIE - SOCIAL

BILLET

LA RÉNOVATION DE LA FORÊT FRANÇAISE

Mobiliser les écureuils ?

Les forestiers n'ont décidément pas de chance. Du simple garde au directeur général de l'O.N.F. (Office national de la forêt), en passant par les ingénieurs généraux et les industriels, tout le petit monde de la forêt au grand complet était mobilisé, les 20 et 21 octobre, sur les contraires des écureuils. On célébrait plusieurs anniversaires (cent cinquante ans du code forestier, cent ans du rattachement des services de la forêt au ministère de l'Agriculture) ; on devait montrer à la presse, réunie nombreuse, l'un des plus beaux fleurons de la forêt française, le mont Aiguoué ; on attendait surtout le « grand discours de politique forestière » promis par le ministre de l'Agriculture et... l'annonce des crédits nécessaires à l'application de cette « nouvelle » politique. Ce devait être une sorte de fête, une grande célébration de la forêt. Ce fut... le débâcle.

Ao jour dit, le mont Aiguoué, qui est à la fois ce que l'ancien est aux ponts et chaudières, disparaissait, noyé de brume et écoré sous une pluie épaisse, dense comme une lave glacée. Il fallait tout l'enthousiasme, tout l'effort des maîtres forestiers, héros sous ce déluge, pour faire revivre la « légende » qui se transforme, en cent cinquante ans, en désert de lentes, taché de quelques mauvais taillis de hêtres, en une forêt superbe de quelque 15 600 hectares. « A droite, vous entrevoiez les populations pionnières de pins à crochets », « à gauche, on devine les premiers rangs d'une futaie de hêtres », « devant... rien, le brouillard se jouait du télégraphe oratoire de nos guides forestiers l'œuvre accomplie par Georges Fabre, grand forestier », qui, mobilisant les efforts de toute une population, a réussi à implanter sur des terrains ravagés l'hiver par des pluies torrentielles, brûlés l'été par le soleil méditerranéen, une forêt qui, outre ses qualités touristiques, a produit pas moins de 36 000 mètres cubes de bois (dont 55 % de bois d'œuvre) chaque année. Travail de titan ! Il a fallu monter le terre par pentes, 30 tonnes de graines et 68 millions de plants ont été utilisés, le tout à coûté quelque 2 millions de francs or !

Belle réussite, hélas ! exceptionnelle. Tous, forestiers, industriels, fonctionnaires, le reconnaissent : la forêt française est, dans son ensemble, très loin d'approcher cet exemple. Mais on peut exploiter par des propriétaires trop nombreux ou trop négligents et une administration

Si écologistes, forestiers ou industriels ne sont pas toujours d'accord sur les causes, les priorités ou les moyens d'une « nouvelle » politique, ils s'accordent sur un point : la nécessité de consacrer des sommes importantes à la forêt dans les années à venir. « On pourrait en cinq ans réduire de moitié le déficit, à condition que la solidarité nationale joue en faveur de la forêt. Il en coûterait de 500 millions à 1 milliard de francs par an pour son entretien, sa valorisation, son développement. Au rythme actuel, il faudra cinquante ans », affirmait M. Bétoulle, directeur général de l'O.N.F.

C'est dire que le discours du ministre était attendu avec impatience. Il devait annoncer les grandes lignes du rapport sur « l'avenir de la forêt française » que M. Bertrand de Jouvanel — économiste, écrivain, journaliste — a été chargé d'élaborer. Il y a plus d'un an. Nouvelle déception : le ministre annonce la publication prochaine du Journal officiel d'un nouveau code forestier, la diffusion d'une plaquette d'information sur la politique forestière, souligne sa « ferme volonté » de renforcer les crédits et les personnels affectés aux actions forestières. Mais de plan, point.

Pire encore : dans le projet de budget de l'Agriculture pour 1978, les crédits d'équipement du service des forêts sont inférieurs (de 20,8 %) à ceux de 1977 (gonflés, il est vrai par les sommes débloquées par le Fonds d'action conjoncturelle), et il ne semble pas que le gouvernement soit prêt à consentir, pour la forêt, les efforts financiers demandés.

Reste à mobiliser les écureuils... *couplets* un forestier désemparé et malheureux. C'est à peine une boutade : ces gracieuses petites bêtes ont l'habitude — heureuse pour le reboisement — d'égarer les provisions de graines et de glands qu'elles ont récoltées pour l'hiver. Méthode peu coûteuse, hélas aléatoire : il leur arrive aussi de grignoter les jeunes plants...

VERONIQUE MAURUS.

AFFAIRES

Honeywell rachète Incoterm

Une occasion manquée pour la C.G.E. ?

La société américaine Incoterm (220 millions de francs de chiffre d'affaires), spécialisée dans la fabrication d'écrans, de terminaux, de distributeurs de billets de banque, a été rachetée par la seconde constructeur mondial d'informatique Honeywell.

Dans les milieux spécialisés, Incoterm était considérée depuis plusieurs années comme une des « bonnes affaires à vendre ». La Compagnie générale d'électricité s'y était même intéressée de très près, en raison des liens étroits qui existent entre la firme américaine et sa filiale spécialisée en péri-informatique, Transac. Cette dernière fabrique des terminaux sous licence Incoterm. Les deux firmes ayant, maintenant, une taille sensiblement équivalente, l'idée avait germé au siège de la C.G.E. de racheter le baillier de licence et d'acquiescer ainsi du même coup la maîtrise de la technologie et un accès direct au marché américain. Il y a deux mois, Transac et Incoterm ont renouvelé leur accord de licence et de coopération, sans qu'il soit fait allusion à une quelconque opération financière. En fait, il semble que la C.G.E. ait jugé l'investissement trop onéreux. Le groupe américain paye en effet cette acquisition en papier (échange d'actions), alors que la firme française, dont les titres ne sont pas cotés sur les bourses américaines, aurait dû la payer en espèces (une trentaine de millions de dollars).

Avec Incoterm, Honeywell élargit fort opportunément sa gamme « péri-informatique ». Des produits que CII-Honeywell Bull a tout loisir, aux termes de son accord avec son partenaire Honeywell, de mettre à son catalogue.

Des journées consacrées à la publicité se tiennent jusqu'au 28 octobre à la chambre de commerce et d'industrie de Toulouse et à la maison des groupements patronaux. « La publicité et le pouvoir », « La publicité et la gauche », « La publicité et les femmes », « La publicité aux U.S.A. », « La publicité et les loisirs » sont les thèmes abordés, avec notamment la participation de MM. Jean-Claude Servan-Schreiber et Jacques Attali.

L'ADMINISTRATION POURRAIT INDEMNISER LE CHOMAGE PARTIEL A MONTEFIBRE-FRANCE

(De notre correspondant.)

Epinal. — Une centaine d'ouvriers de l'usine Montefibre ont manifesté lundi après-midi 24 octobre devant la préfecture de Moselle, où se tenait la réunion du conseil général. Auparavant, M. Lamy, préfet des Vosges, avait demandé aux représentants de l'inter-syndicale de l'usine Montefibre-France de Saint-Nabord de reprendre les négociations.

Après avoir indiqué que l'administration « pourait accepter d'indemniser le chômage partiel », le préfet a noté que les espoirs de reprise de l'usine vosgienne par un autre industriel sont nuls et « vains ».

Par ailleurs, le ministre italien du Trésor a approuvé lundi une augmentation de capital de Montefibre qui sera portée de 50 à 90 milliards de francs. La firme devra, en contrepartie, présenter, dans un délai maximum de deux mois, un plan de restructuration de ses usines.

FERMETURE DU HAUT FOURNEAU DE THIONVILLE...

La direction d'Usinor-Thionville a annoncé au comité d'établissement, lundi 24 octobre, que le haut fourneau serait définitivement arrêté le 19 décembre prochain. « Les études relatives à l'économie de la fonte du haut fourneau n'ont pas abouti ». Dans une note du mois d'avril, la direction affirmait : « C'est un outil de production techniquement valable, mais qui ne trouve plus d'emploi pour Usinor, qui s'illuminait depuis Longuy et Dun-sur-Meuse ».

En effet, le problème posé par le haut fourneau de Thionville n'était pas celui de la compétitivité (60 000 tonnes de fonte par mois), mais celui de ses débouchés. Dans un communiqué, le syndicat F.O. s'est déclaré « stupéfait qu'un outil de production aussi performant puisse être arrêté, notre fièvre aux chaudières des démolisseurs » et « demande que pouvoirs publics d'intervenir à Usinor d'appliquer une telle décision ». Environ cinq cents sidérurgistes sont concernés par cette fermeture : selon la direction, ils

ne seront pas licenciés, mais ils suivront, en 1978, des stages de formation.

... ET CHOMAGE TECHNIQUE

AUX AGIÉRIES DE POMPEY

« Pour résorber un stock très important », un peu plus de deux mille cinq cents salariés, sur les quatre mille cinq cents que compte la Société nouvelle des aciéries de Pompey (Meurthe-et-Moselle), vont être mis en chômage technique du 6 au 13 novembre.

Depuis le début de l'année, l'usine sidérurgique de Pompey fonctionnait à 80 % de ses possibilités. En dépit de ce ralentissement, les stocks ont dépassé 6 000 tonnes.

Les Etats-Unis resteraient à l'O.T. — Les Etats-Unis pourraient envisager de reporter d'un an leur décision sur le maintien de leur adhésion à l'Organisation internationale du travail (le

BANQUE

LE RÉSEAU INFORMATIQUE INTERBANCAIRE SWIFT EST ENTRÉ EN SERVICE

Plusieurs grandes banques françaises (1) se sont associées au réseau international d'information interbancaire Swift le 24 octobre. Swift met en connectio les systèmes informatiques des banques adhérentes et devrait permettre d'accélérer en les automatisant un certain nombre d'opérations internationales entre les établissements financiers de divers pays (ordres de paiements, confirmation des ordres de change, couvertures de portefeuille). Près de cinq cents banques représentant quinze pays ont d'ores et déjà adhéré à ce réseau, qui va concurrencer non seulement le télex, mais aussi les réseaux publics banalisés en type transpac.

(1) B.N.P., Crédit lyonnais, Société générale, C.C.F., C.I.C.

« préavis » qu'ils ont donné en 1976 expire le mois prochain). M. Carlier aurait récemment décidé de temporiser, en suivant l'avis de M. Cyrus Vance et d'un autre de ses conseillers.

A St-Omer nous avons une bonne raison d'avoir confiance en l'avenir. Nous le préparons.

1957: CGCT s'installe à St-Omer pour construire son système de téléphonie «Pentaconta».

Depuis, la société n'a cessé de se développer pour devenir l'un des premiers employeurs de la région.

Les 10 400 employés de CGCT doivent cette réussite à la qualité et à l'originalité de leurs produits. Mais aussi à l'apport du groupe ITT dans la prospection des marchés internationaux et dans la mise au point de nouvelles méthodes de gestion.

Pour ITT, la plus importante de ces méthodes, c'est la prévision à long terme. Pas 6 mois, ni un an, mais 5 ans à l'avance. Dans le domaine de la recherche, par exemple, nos ingénieurs réfléchissent aujourd'hui aux problèmes qu'ils auront à traiter dans 3 ans. Pour eux, l'avenir appartient à ceux qui l'organisent.

De quels produits aurons-nous besoin dans 10 ans? Quels seront les nouveaux marchés

intérieurs et étrangers à conquérir?... Les responsables de CGCT et d'ITT se réunissent souvent pour parler du futur. CGCT, entreprise française, a su trouver avec ITT l'équilibre du succès.

Il est important pour son personnel, pour l'économie du Pas-de-Calais et pour l'économie française que CGCT conserve, avec ITT, cet équilibre.

Les principales sociétés du groupe ITT en France sont: Compagnie Générale de Constructions, Téléphoniques (CGCT), Laboratoire Central de Télécommunications (LCT), Claude, La Signalisation, Océanic, Lab. N.G. Payot, Sheraton Hotel France, Sonolor, Société des Produits Industriels-ITT (SPI-ITT), etc...

ITT

La coopération internationale ne se remplace pas.

* Brevet du groupe ITT

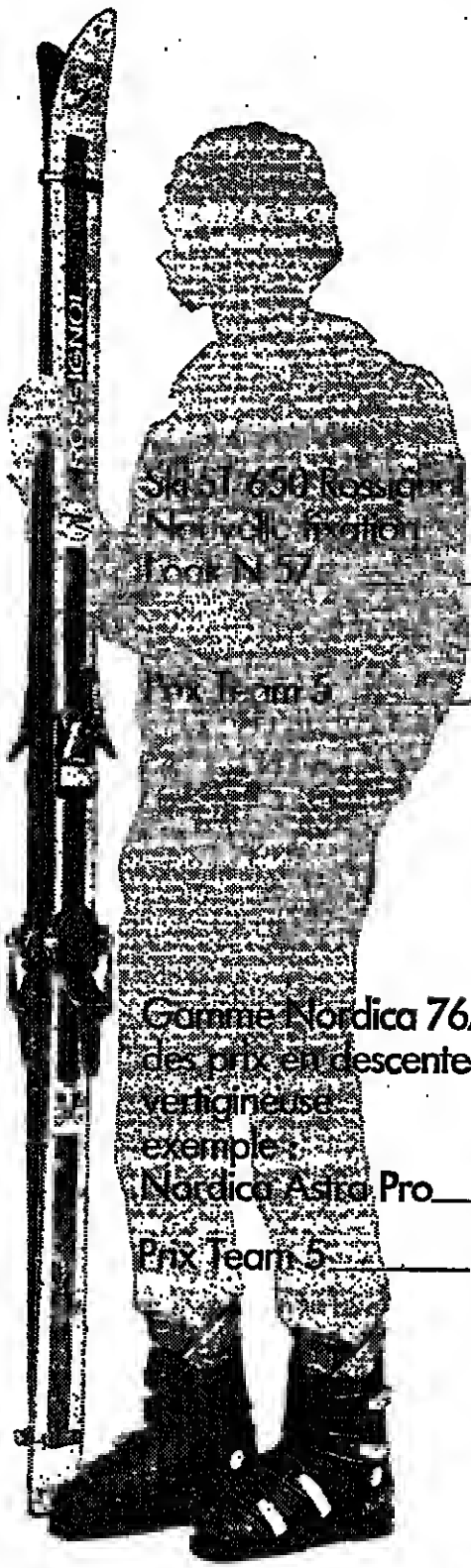
beller 2077

ÉCONOMIE - SOCIAL

ÉNERGIE

La France a-t-elle les moyens de sa politique pétrolière ?

Le ST 650.
Enfin à un prix qui ne vous refroidit plus.



Comme Nordica 76/77
des prix en descente
vertigineuse
exemple :

Nordica Astro Pro 390 F
Prix Team 5 310 F

Dans la limite des stocks disponibles

TEAM 5

A vos marques

A Paris
Team 5 Galaxie
30, avenue d'Italie
Team 5 Montparnasse
44-46, rue St Placide
Team 5 Haussmann
55, rue de l'Arcade
Centres
Commerciaux Régionaux
Team 5 Rosny 2

Team 5 Massy Radar
Team 5 Belle Epine
Team 5 Vélizy 2
Team 5 Créteil Soleil
Team 5 Lyon la Part Dieu
Team 5 Grenoble
Grand Place
Team 5 Marseille
Centre Bourse

Encourager la consommation de produits pétroliers par des prix bas dans la conjoncture actuelle relève de « sado-masochisme », se plaignait M. Alain Chalaudon, le nouveau président d'Elf-Aquitaine, lors du baptême du pétrolier géant Pierre-Guillaume. Et l'idée est de plus en plus répandue dans les milieux gouvernementaux que « la rente de Lacq ne doit pas financer les pertes du raffinage ».

L'origine de la « crise », ni ne figure. Comme pour la sidérurgie, les industriels ont investi massivement lorsque — avant la guerre du Kippour — le marché des produits pétroliers progressait sur un rythme annuel proche de 6 %. Le renchérissement du prix du pétrole à partir de fin 1973 puis la crise économique mondiale ont fortement ralenti la consommation avant d'en réduire le rythme de croissance de moitié. Pendant ce temps, les coûts des investissements, l'arrivée de nouvelles unités de production — se faisaient sentir. En 1977, alors que la demande est encore inférieure à ce qu'elle était en 1973, l'industrie française du raffinage pourrait traiter 172 millions de tonnes de brut dans l'année ; elle n'en raffinerait que 120 millions.

Cette surcapacité — qui se retrouve dans plusieurs pays européens — a provoqué un alignement des prix vers les cotations marginales, sans l'influence du marché de Rotterdam. Or les cotations de ce marché, affirmant les compagnies pétrolières, portent sur moins de 3 % de la consommation européenne et ne peuvent en aucune façon servir de référence pour juger des prix auxquels une raffinerie européenne doit vendre pour couvrir normalement ses coûts. « Il est évident », reconnaît un fonctionnaire, qu'un flut de pétrole au prix inférieur à celui de l'OPEP pèse sur Rotterdam, mais ce n'est pas tout. Cette demande de brut dans l'année, pourtant de ligne directrice aux gouvernements de plusieurs pays européens pour la fixation des prix.

Alors qu'elles ont à faire face à ces difficultés économiques, les compagnies pétrolières doivent aussi adapter leur outil de raffinage pour tenir compte de la modification de la qualité de consommation : l'essence, qui représentait 18 % de celle-ci en 1975, va passer à 27 % dans dix ans, et le développement du programme et de la demande de carburant léger. Cette adaptation ne nécessitera pas moins de 8 milliards à 11 milliards de francs (1975) d'investissements d'ici à 1985.

Or les sept sociétés de raffinage qui opèrent en France (1) sont déjà fortement endettées (40,8 milliards de francs fin 1976, dont 33 milliards à court terme, soit près du double de 1973). Leurs pertes économiques ont été, selon des chiffres admis par les pouvoirs publics, de près de 500 millions de francs en 1972, 3,7 milliards de francs en 1974, 1,2 milliard de francs en 1975, plus de 2 milliards de francs en 1976 et de 3 milliards de francs en 1977, soit 10 milliards en cinq ans. Et les compagnies d'accuser l'administration des finances de représenter de façon « partielle et sans un retard considérable » la hausse de l'OPEP sur les prix des produits raffinés.

Si l'on juge la situation intenable pour les sociétés, le gouvernement tentera sans doute d'obtenir, ce 25 octobre, puis au mois de décembre, une décision communautaire d'un T 1,7 plus d'un an, le 23 juillet 1978, dans un memorandum remis à la Commission économique européenne, cinq compagnies pétrolières d'Etat (la C.F.P. et Elf-Aquitaine pour la France, l'ENI italienne, Veba d'Allemagne fédérale et la société belge Petrofina) emettraient des suggestions pour remédier à la situation tout en respectant la libre concurrence. Mais la fixation d'un barème de prix fondé sur des qualités bien déterminées, accompagnée de l'interdiction de pratiques de vente discriminatoires, se heurte à l'opposition des filiales européennes des « majors » comme au libéralisme des autorités allemandes. La fermeture volontaire de raffineries et l'interdiction, sauf cas exceptionnels, de construire de nouvelles unités soulèvent l'hostilité des Britanniques, qui sont bien décidés à transformer le pétrole de la mer du Nord. Quant à la limitation des importations de produits raffinés extérieurs à la C.E.E. (particulièrement d'U.R.S.S.), qui entraînerait certains accords de troc, elle ne suscite pas d'enthousiasme. Il y a donc peu à attendre de l'entente M. Chalaudon, lorsqu'il affirmait, le 6 octobre : « Faute d'accord entre les partenaires de la Communauté européenne, il faudrait bien que les gouvernements reprennent leur liberté ».

Reste alors le catalogue des mesures habituelles. Les subventions ne sont guère aimées de la C.E.E., sauf si elles concernent les aides à l'exportation (les Allemands n'y consentent pas plus de 200 millions de DM ?). Il serait donc possible d'intervenir par le biais du Fonds de soutien aux hydrocarbures, mais de manière limitée. On peut aussi par la voie parafiscale rééditer

la taxe Messmer de 1974 (2). Mais ni le Parlement ni la Communauté n'ont de tendresse particulière pour ce mode de financement. Autre moyen : la production française et l'importation de prix minima, mais cela serait difficile à faire accepter par Bruxelles comme par les industriels français qui n'ont pas besoin de payer l'énergie plus cher pour être peu concurrentiels.

D'autres voient une solution dans un financement des stocks qui relèvent pour partie de nécessités stratégiques et qui pèsent très lourd sur le résultat du raffinage. Enfin, il est toujours possible d'intervenir par le biais de concours et de dotations en capital. Cette liste n'est pas limitative. L'imagination est peut-être au pouvoir. Qui sait ?

Mais, avant d'agir, le gouvernement devra répondre à un certain nombre de questions. Tout d'abord, la durée de la crise du raffinage. Deux arguments laissent craindre qu'elle sera longue : la cherté du pétrole poussera inévitablement les Etats à la diversification énergétique (gaz, charbon, nucléaire), ce qui ralentira d'autant la consommation de produits pétroliers. Par ailleurs, il n'est pas exclu que quelques pays producteurs tentent de s'installer sur le marché des produits finis et non plus seulement sur celui du brut.

Contradictions

D'autre part, est-il logique d'aider le secteur déficitaire de groupes qui gagnent de l'argent ? En 1976, les sociétés françaises ont annoncé des bénéfices de 145 millions de francs pour Elf-Aquitaine et de 168 millions pour la Compagnie française des pétroles. Quant aux maisons mères des « internationales » opérant en France, elles n'ont jamais gagné autant d'argent : pour le premier semestre 1977, la Chase Manhattan Bank estime les profits des groupes américains à 1,1 milliard de dollars contre 6,4 milliards de dollars lors de la même période de 1976. On imagine la « barrière psychologique » qu'il y a dans l'entreprise à accepter une aide à un secteur qui a toujours été considéré comme suspect par l'opinion publique.

Mais, surtout, le gouvernement devra définir les objectifs qu'il s'agit d'atteindre par une aide à un secteur qui a toujours été considéré comme suspect par l'opinion publique. Mais, surtout, le gouvernement devra définir les objectifs qu'il s'agit d'atteindre par une aide à un secteur qui a toujours été considéré comme suspect par l'opinion publique.

Plus que de rentes exceptionnelles qu'ont les « majors » grâce à leurs productions aux Etats-Unis et même dans certains pays européens (550 millions de francs par an pour Shell et Esso pour les 6 millions de brut produits en R.F.A.). Or, c'est grâce à cet argent que les filiales des multinationales ont pu casser le marché européen.

Dans ces conditions, ne pas intervenir dans la crise du raffinage, c'est laisser la part belle aux multinationales, puisque les sociétés françaises, n'ayant plus assez d'argent pour tout faire, choisiront vraisemblablement de rester fidèles à leur vocation d'exploration-production et à la diversification (facteur d'équilibre par sa rentabilité à court terme), au détriment du raffinage. Une telle évolution supposerait que l'on compte désormais sur la solidarité occidentale. Mais, alors, ne faudrait-il pas adhérer à l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) et reconnaître que l'objectif de 50 % du turn-

ché pour les raffineurs français n'avait rien de stratégique ?

Agir en faveur des seules entreprises nationales c'est prendre le risque que certaines compagnies internationales — qui sont une partie intégrante de notre sécurité d'approvisionnement — quittent la France comme elles ont déserter l'Italie ; mais aussi que s'intensifient les pressions européennes contre la loi de 1938. Déjà, le commissaire à la concurrence de la Communauté a repris les critiques contre la « monopole délégué » institué par cette loi lorsqu'il a rencontré M. Monory au début du mois d'octobre. Et deux compagnies, Mobil et Shell, ont déposé un recours devant le Conseil d'Etat contre le décret d'attribution des autorisations d'importation, ce qui n'arrange rien.

Enfin, aider l'ensemble des sociétés opérant en France signifie que, pour sortir de l'eau la tête des sociétés nationales et établir pour elles un taux de profit honorable, on subventionnerait les filiales des compagnies multinationales, dont le président Carter vient de dénoncer les « pillages ». On peut déjà imaginer les critiques. Et pas seulement du parti communiste.

Devant un tel casse-tête, il est fort probable que le gouvernement se donnera un délai de réflexion. Parions qu'il ne sera pas inférieur à cinq mois.

BRUNO DETHOMAS.

(1) Elf-Aquitaine, la C.F.P., Shell, Esso, Mobil, B.P. et Fina.
(2) Une taxe parafiscale de 3,90 F par hectolitre perçue sur certains carburants au niveau du raffinage avait été créée par décret le 27 février 1973. Son produit, versé à la Caisse nationale de l'énergie, fut redistribué selon certaines critères aux compagnies opérant en France. Elf obtint ainsi 400 millions de francs, Total 190 millions, B.P. 70 millions et Shell 30 millions. Esso avait déposé un recours auprès de l'administration contre cette taxe.



La musique de Chopin et le bruit de la rue ne font pas bon ménage !

Si le bruit de la rue vous agresse en permanence, au point de vous empêcher d'écouter votre musique préférée, c'est que vos fenêtres ne sont pas suffisamment isolantes.

Alors ? Une des meilleures solutions est de les remplacer par des fenêtres en aluminium Arcadia-Rénovation : elles sont robustes, esthétiques et faciles à poser (sans travaux de maçonnerie ni de peinture). Elles vous garantissent une excellente isolation phonique. Et thermique l'hiver. Et cet investissement est déductible de vos impôts.

Pour tout savoir sur Arcadia-Rénovation, renvoyez-nous vite le bon ci-dessous.

Fenêtres en aluminium arcadia Rénovation
Pour être parfaitement isolé du bruit (et du froid)

Gratuitement et sans engagement, je désire en savoir plus sur les fenêtres en aluminium Arcadia-Rénovation.

Je préfère : ☐ Recevoir une documentation, MBH
☐ Recevoir la visite d'un spécialiste-conseil Arcadia-Rénovation (cocher la formule choisie)

NOM _____ Profession _____

Adresse _____ Tél. _____

Bon à découper et à renvoyer à Arcadia-Rénovation, 56 avenue Augustin Dumont - 92240 MALAKOFF - Tél. : 657.46.61

LA CANNE A SUCRE

vous annonce la naissance de son

NOUVEL ORCHESTRE

à partir de 20 h 30

BINER AUX CHANDELLES

AU RYTHME DES ANTILLES

avec tout un programme

Fortite Solvée Créole

Pour vos Dinars de groupe

Renseignez-vous

BAB, 23-25

4, rue Ste-Barbe, 5^e, Montparnasse

Ferné Dim et Lun.

مركز الترفيه

Le Monde THE TIMES LA STAMPA DIE WELT Europa

L'INÉGALITÉ ÉNERGÉTIQUE

La France est le pays le plus mal placé

Globalement, l'Europe a vu croître sa dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur. Mais les différents pays européens sont inégalement placés devant cette fatalité. Les chiffres annuels des balances énergétiques et des prévisions de consommation montrent que, là où la République fédérale d'Allemagne est dans une position moyenne, la Grande-Bretagne est favorisée et la France est la plus vulnérable.

La dépendance des grands États industriels européens à l'égard des sources d'énergie étrangères est très différente suivant les pays. La République fédérale d'Allemagne occupe une position moyenne, disposant de grands gisements de houille et de lignite ainsi que ce que l'on sait moins — de gisements non négligeables de gaz naturel et de pétrole; de plus, la R.F.A. a beaucoup accru sa production d'énergie nucléaire au cours des dernières années.

Mais c'est toujours le Royaume-Uni qui a la plus grande capacité d'énergie atomique alors qu'il occupe la deuxième position pour le charbon. Toutefois, c'est surtout grâce aux gisements de pétrole et de gaz découverts dans leurs territoires de mer du Nord que les Britanniques ont pu accroître, dans des proportions considérables, leur taux d'auto-alimentation. Le Royaume-Uni devrait donc, dans un avenir proche, devenir exportateur net.

Exportateurs nets, les Néerlandais le sont pour le gaz naturel, et cela depuis des années et de façon croissante. En revanche, ils ont dû stopper leur exploitation minière, leurs gisements de houille étant épuisés. Les Pays-Bas n'ont pas de centrale hydro-électrique et peu de centrales atomiques.

L'Italie dispose d'une production insignifiante de charbon et a dû freiner son exploitation pétrolière, déjà modeste. En revanche, les Italiens ont pu fortement accroître leur production de gaz naturel, domaine dans lequel ils ont, entre-temps, dépassé la R.F.A. Enfin, l'hydro-électricité est toujours une source d'énergie très importante pour l'Italie.

C'est le taux d'auto-alimentation de la France qui est le plus faible, alors que, parmi les cinq pays étudiés, c'est elle qui possède la plus grande capacité hydro-électrique. Les gisements de houille de Lorraine, du Pas-de-Calais et du Centre-Midi, ainsi que le gisement de gaz naturel de Lacq, sont relativement peu significatifs, par rapport à la totalité des besoins en énergie du pays.

Des économies insuffisantes

De même, selon les évaluations de l'O.C.D.E., le programme d'économies d'énergie, cloué à grand renfort de publicité par Paris, n'a pas, et de loin, remporté les mêmes succès que les mesures moins rigoureuses prises, dans ce domaine, par les autres pays.

Entre 1975 et 1976, les besoins énergétiques français ont augmenté de 11,5 %, ceux des Néerlandais de 11,5 %, ceux des Italiens de 10 % et ceux des Allemands de 4,9 %. Dans le même temps, ceux des Britanniques diminuaient de 3,1 %. Comparés également aux taux de croissance, très différents, de chacun des pays envisagés, c'est encore en France que la situation a évolué de la façon la moins favorable.

Par voie de conséquence, c'est la France qui a dû augmenter le plus fortement ses importations de pétrole. En 1976, celles-ci ont été de 5,4 % supérieures aux importations de 1975, alors que l'accroissement, pour la même période de temps, n'a atteint que 3,4 % pour l'Italie et 1,8 % en R.F.A. Aux Pays-Bas, elles ont même diminué de

3,3 % et, au Royaume-Uni, jusqu'à 25,2 %.

Selon l'O.C.D.E., les importations de pétrole pour l'ensemble des pays membres de la C.E.E., ne devraient pas beaucoup augmenter au cours des huit prochaines années, grâce, surtout, à l'accroissement quotidien de la production pétrolière à partir des gisements de la mer du Nord (3,1 millions de barils prévus pour 1981, et jusqu'à 3,9 millions de barils en 1985). L'évolution sera toutefois très différente selon les pays. Ce sont avant tout les importations françaises et allemandes qui devraient continuer à croître.

En revanche, en ce qui concerne le gaz naturel — mis à part les Pays-Bas et peut-être le Royaume-Uni — les importations devraient augmenter pour l'ensemble de ces pays. L'O.C.D.E. évalue les importations des pays de la Communauté européenne à : 49,4 millions de tonnes équivalent pétrole en 1980 et 21,9 millions de t.e.p. en 1985. Ces chiffres supposent que la production de gaz naturel française restera constante, soit 7,7 milliards de mètres cubes par an, celle des autres pays producteurs passant respectivement de 15,3 milliards de m³ en 1974 à 17,2 milliards de m³ en 1980, puis à 17,5 milliards de m³ en 1985 pour l'Italie; de 15,3 milliards de m³ en 1974 à 20 milliards de m³ en 1980, restant ensuite stationnaire jusqu'en 1985 pour l'Allemagne fédérale; de 33,5 milliards de m³ en 1974 à 45 milliards de m³ en 1980, puis à 50 milliards de m³ en 1985 pour le Royaume-Uni; et de 84,8 milliards de m³ en 1974 à 103 milliards de m³ en 1980 puis à 111 milliards de m³ en 1985 pour les Pays-Bas.

Selon l'O.C.D.E., la production de charbon devrait stationner entre 1980 et 1985 en R.F.A., soit 33 millions de t.e.p., la production française augmentant dans le même temps de 2,8 millions de t.e.p. (18,1 millions de t.e.p. contre 8,3 millions de t.e.p.

précédemment), celle de l'Italie restant stationnaire (2 millions de t.e.p.) et celle des Pays-Bas restant nulle.

En ce qui concerne l'énergie atomique, l'O.C.D.E. prévoit pour 1985 (comparés à ceux de 1980) les chiffres de production suivants : entre 190 et 213 TWh (*) pour la R.F.A. (contre 86), entre 190 et 215 TWh (contre 74) pour la France, entre 67 et 80 TWh (contre 58) pour le Royaume-Uni, entre 39 et 45 TWh (contre 9) pour l'Italie et entre 3 et 9 TWh (contre 3) pour les Pays-Bas — en ce qui concerne l'énergie d'origine hydro-électrique et géothermique, la production devrait passer de 60 à 63,3 TWh pour la France, de 52,6 TWh à 58 pour l'Italie, de 17,9 TWh à 18 pour la R.F.A., rester stationnaire pour le Royaume-Uni (4,5) et nulle pour les Pays-Bas.

JOACHIM SCHAUFUSS.

(*) TWh = Tera Watt heure. Tera = 10¹².

SUISSE
VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
A VENDRE
dans domaine privé avec environnement protégé
APPARTEMENTS DE LUXE
dans
CHALET TIPIQUES
de 5 à 10 app. seulement
VUE PANORAMIQUE
CREDIT 10 % sur 20 ans (intérêts 6 %)
Directement du constructeur
IMMOBILIERE DE VILLARS SA
Case postale 62
CH-1884 VILLARS-S.-OLLON
Tél. 26/31039 et 32208.

POUR VOIR CLAIR
DANS VOTRE ENTREPRISE
STAGE D'INITIATION
AU
CONTROLE DE GESTION
en
COUTS DIRECTS

pour
DIRIGEANTS
ET CADRES SUPÉRIEURS
PARIS-PROVINCE

STAGES SUR MESURE
1/2 JOURNÉE ou 1 JOURNÉE

GUY G. ESCULIER
INGÉNIEUR-CONSEIL
49, av. F.-D.-ROOSEVELT
75008 PARIS
TEL : (1) 286-25-05

Pour vous
et votre équipe
de vente



HEINZ GOLDMANN
sera
16 Novembre 1977
à Paris
pour une journée

COMMENT CONCLURE ET
OBTENIR LA COMMANDE
EN 1978

Renseignements et inscriptions
HEINZ GOLDMANN
Centre International de ventes
147, avenue Paul-Courmer
92500 RUEIL-MALMAISON
Téléphone : 977.92.54

EN PROMOTION
LA RAQUETTE HEAD ARTHUR ASHE 1977.



Dans la limite des stocks disponibles.

Vous avez un métier? Manpower vous attend.

Un remplacement? Du renfort? Manpower est équipé pour vous servir rapidement.

MANPOWER

Calvin Gagliardi

SOCANETT

ÉCONOMIE - SOCIAL

A L'ÉTRANGER

A. Alger

La conférence syndicale arabo-africaine lance un appel en faveur de la liberté

M. Stokér en visite au Maghreb

Alors que vient de se terminer à Alger la première conférence syndicale arabo-africaine, qui a notamment dénoncé les récentes mesures prises par la France à l'encontre des immigrés connus - une attitude aux droits de l'homme et aux libertés les plus élémentaires - M. Lionel Stokér, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, a entamé, lundi 24 octobre, une tournée dans les capitales maghrébines. L'objectif de ce voyage est d'apaiser, autant que faire se peut, les inquiétudes des pays fournisseurs de main-d'œuvre.

A Babat, M. Stokér s'est élevé contre ce qu'il appelle une « campagne d'intoxication politique » à propos des trois mesures annoncées le 27 septembre : arrêt de toute nouvelle régularisation, extension de l'aide au retour à

tous les immigrés désirant rentrer chez eux, suspension de toute immigration familiale pendant trois ans.

Selon le secrétaire d'Etat, contrairement à ce qui a été dit, aucun refus, aucune discrimination, aucune séparation familiale, aucune atteinte aux droits acquis ne figure dans les décisions prises, qui ne concernent que des problèmes d'emploi. Il a ajouté que la France appliquerait « scrupuleusement les accords conclus » et respecterait les solutions négociées avec chaque pays. Le gouvernement français, a conclu M. Stokér, ne saurait tolérer que les relations de confiance entre la France et le gouvernement marocain, ainsi que ceux des pays avec lesquels elle coopère, soient sapées par des manœuvres irresponsables et hypocrites.

De notre correspondant

Alger. — « Que la première conférence syndicale arabo-africaine, qui vient de se terminer, ait eu lieu est déjà une victoire. Sur plusieurs États ont été fait pour la première fois, nous a confié un des organisateurs dans les couleurs du Palais des Nations du Club des pins, près d'Alger, samedi 23 octobre.

A l'issue de six jours de travaux, dont deux ont été consacrés à régler des questions de procédure, la conférence a adopté une résolution politique et un programme d'action. Ce dernier préconise notamment la création d'une commission arabo-africaine permanente pour défendre la cause des travailleurs d'Afrique du Sud, de Namibie, de Palestine et du Zimbabwe.

La conférence appelle les organisations syndicales à se renforcer et à se dresser, par tous les moyens, contre les tentatives de pression qui visent à priver les ouvriers de leur liberté syndicale. Elle leur demande aussi, ainsi qu'à la CISA (Confédération internationale de l'unité syndicale africaine) d'échanger des informations dans tous les domaines, d'une façon organisée et permanente.

La création d'un centre d'études et d'informations sur la situa-

tion politique, économique et sociale en Afrique et dans le monde arabe a été décidée. « Le centre devrait faciliter l'organisation de la solidarité en faveur des travailleurs et l'échange de renseignements sur le rôle du syndicat dans la lutte pour le développement.

La conférence a demandé que les syndicats africains soient associés à la formation dispensée dans les instituts arabes d'éducation ouvrière. Elle a également réclamé l'utilisation des fonds reçus par le « sommet » arabo-africain qui s'est tenu en mars au Caire pour la création d'un institut d'études et de recherches syndicales.

Enfin, la conférence a prôné l'élaboration d'une politique commune face à l'Association internationale de sécurité sociale, « dont il convient de réviser les orientations, les structures et le mode de fonctionnement ».

Sur le plan politique, la conférence a réaffirmé sa solidarité à l'égard des mouvements de libération d'Afrique australe, de Palestine et des démocrates chiliens. En ce qui concerne le Sahara occidental, elle a demandé la convocation, le plus rapidement

possible, d'un « sommet » extraordinaire de l'O.U.A. après avoir repoussé le droit à l'autodétermination de tous les peuples.

PAUL BALTA.

ALLEMAGNE FÉDÉRALE

● Les investissements ouest-allemands à l'étranger ont atteint 2,6 milliards de deutschemarks durant le premier semestre de 1977, contre 2,8 milliards pendant la même période de 1976. De leur côté, les investissements étrangers en R.F.A. ont représenté 1,5 milliard au lieu de 1,9 milliard. Depuis 1962, les Allemands ont investi au total 48,8 milliards de deutschemarks hors des frontières (4,8 milliards en France), et les étrangers 47 milliards de deutschemarks en R.F.A. (2,7 milliards pour la France). — (Agefi)

● M. Ludwig Rosenberg, ancien président de la Confédération des syndicats ouest-allemands (D.G.B.), est décédé, victime d'une défaillance cardiaque.

Après de soixante-quatre ans, M. Ludwig Rosenberg était entré dans le mouvement syndical allemand en 1925. Châgé d'émigrer à l'arrivée de Hitler au pouvoir, il s'était réfugié en Grande-Bretagne durant la guerre, pour se consacrer à l'enseignement. Il était alors remplacé par M. Heinz Otto Vetter.

CANADA

● Un bureau de l'Ontario à Paris. M. Claude Bennett, ministre de l'Industrie et du Commerce de la province canadienne de l'Ontario, vient d'inaugurer le Bureau de l'Ontario à Paris. Ce bureau aura pour but de donner une impulsion nouvelle aux relations industrielles et commerciales — les échanges ont représenté 810 millions de francs en 1976 — et de promouvoir le tourisme à l'étranger. L'Ontario est la province la plus peuplée du Canada — soit 8,4 millions pour une population totale de 23,3 millions en 1976 — et la plus industrielle — son produit provincial brut est de 74 milliards de dollars, soit environ 40 % du produit national brut de 187 milliards de dollars. — (A.F.P.)

SUISSE

● Le Comité d'aide au développement (C.A.D.) de l'O.C.D.E. s'inquiète de la persistance du faible niveau de l'aide publique au développement fournie par la Suisse, qui ne représente que 0,19 % de son P.N.B., contre 0,33 % en moyenne par les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Cependant, les apports sociaux publics et privés de la Suisse ont atteint en 1976 1 350 millions de dollars, soit 2,28 % du produit national brut. — (A.F.P.)

YOUGO-SLAVIE

● La Yougoslavie compte actuellement environ six cent mille chômeurs et huit cent mille travailleurs à l'étranger, indique l'Agence yougoslave Tanjug. Près de deux cent mille travailleurs rentrés au pays au cours des quatre dernières années ont été intégrés à l'économie nationale. — (A.F.P.)

AUTEUIL

HABILLE LES HOMMES FORTS CHEMISIERE PRIET PORTER DE LUXE SPORTSWEAR 89, RUE LAFAYETTE 75008 PARIS

Toutes opérations de banque

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE PALUEL-MARMONT
SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS
INTERNATIONAUX

Le conseil d'administration de la société de placements internationaux s'est réuni le 18 octobre 1977. Après avoir examiné la situation des différents filiales de la société, il a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre dernier, dont la durée a été exceptionnellement de quinze mois.

Rappelons qu'il s'agit du premier exercice de la Société de placements internationaux depuis que celle-ci est devenue une société anonyme de droit commun ayant l'activité d'un holding.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, du 5 décembre prochain, le paiement d'un dividende de 3 F par action (contre 2 F par action en 1976). Ce dividende pourrait être mis en paiement le 27 décembre 1977.

La situation en 2 août 1977 s'établit à 185 852 millions contre 185 642 millions au 30 juin 1977. Au passif, le poste Incidents d'Emulsion, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire se chiffre à 50 021 millions. Les Comptes d'Emulsion et Divers totalisent 26 890 millions et les Comptes de Particuliers 50 033 millions. Les Bons de Caisse atteignent 21 413 millions. A l'actif, les Crédits à la Clientèle Totalisée s'élèvent à 56 890 millions. Les Comptes débiteurs à 28 388 millions. Les crédits mobiliés hors bilan, s'inscrivent pour 17 888 millions.

Le conseil d'administration de la société de placements internationaux s'est réuni le 18 octobre 1977. Après avoir examiné la situation des différents filiales de la société, il a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre dernier, dont la durée a été exceptionnellement de quinze mois.

Rappelons qu'il s'agit du premier exercice de la Société de placements internationaux depuis que celle-ci est devenue une société anonyme de droit commun ayant l'activité d'un holding.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, du 5 décembre prochain, le paiement d'un dividende de 3 F par action (contre 2 F par action en 1976). Ce dividende pourrait être mis en paiement le 27 décembre 1977.

La situation en 2 août 1977 s'établit à 185 852 millions contre 185 642 millions au 30 juin 1977. Au passif, le poste Incidents d'Emulsion, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire se chiffre à 50 021 millions. Les Comptes d'Emulsion et Divers totalisent 26 890 millions et les Comptes de Particuliers 50 033 millions. Les Bons de Caisse atteignent 21 413 millions. A l'actif, les Crédits à la Clientèle Totalisée s'élèvent à 56 890 millions. Les Comptes débiteurs à 28 388 millions. Les crédits mobiliés hors bilan, s'inscrivent pour 17 888 millions.

SICAV DU CRÉDIT AGRICOLE

Situation trimestrielle au 30 sept. 1977	Epargne-Union	Unit-Foncier
Capital social (en millions de francs) ...	457,58	111,74
Actif net (en millions de francs) ...	615,76	150,36
Nombre d'actions en circulation ...	2 287 981	558 808
Répartition de l'actif net (en %):		
— Liquidités et placements à court terme	2,45	7,11
— Créances hypothécaires	4,08	2,98
— Obligations françaises	38,06	37,38
— Actions françaises	24,01	38,98
— Valeurs étrangères	33,38	13,56
Valeur liquidative	100	100
Dividende mis en paiement le 9 avril 1977	267,83	288,94
Dividende net	12,30	14,38
Impôt déjà payé au Trésor	2,39	1,95
Revenu global par action	14,49	14,20



GERLAND

La situation prévisionnelle au 30 juin 1977 fait apparaître, après 8 152 000 F d'amortissements, un bénéfice avant impôt de 4 050 000 F contre 5 940 000 F de résultats constatés et 7 280 000 F de plus-values pour le premier semestre de 1976. Sur les neuf premiers mois, le chiffre d'affaires s'élève à 42 147 000 F pour 1977 (contre 42 147 000 F pour 1976) avec une croissance particulièrement forte des ventes de revêtements vinyliques extérieurement, notamment à l'exportation. Compte tenu du caractère saisonnier de certaines activités, le deuxième semestre doit bénéficier de la progression habituelle des résultats, ainsi que des plus-values provenant de l'apport de la branche émaillée à une filiale constituée avec le groupe social Tarmat et le groupe Smell.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE (situation au 30 sept. 1977)	INDO-VALEURS	SICA-VINIMO	GESTION RENDEMENT	SÉLECTION FRANCE
Actif net (en millions de F) ...	78,84	50,14	194,21	48,83
Nombre d'actions ...	450 061	500 635	872 272	350 214
Valeur liquidative par action (en F) ...	174,56	180,03	222,85	138,58
Répartition de l'actif net:	%	%	%	%
Valeurs françaises	35,53	37,21	79,10	38,77
— Obligations	12,34	44,17	75,10	45,59
— Actions	23,19	—	—	—
Valeurs étrangères	64,47	62,79	20,90	61,23
— Obligations	0,25	4,54	15,13	7,36
— Actions	64,22	58,25	5,77	53,87
Responsabilités	7,96	0,53	5,89	10,25
Dividende par action:	France	France	France	France
— Dividende net	6,00	10,42	14,08	7,44
— Crédit d'impôt	0,84	0,89	0,79	1,81
— Revenu global	6,84	11,31	14,87	9,25
— Date de mise en paiement	17/12/76	4/7/77	4/4/77	4/4/77

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —	Rep. + ou Dép. —
\$ E.U.	4,8428 4,8430	+ 70 + 90	+ 130 + 180
\$ Can.	1,3438 1,3438	+ 30 + 120	+ 130 + 180
Yen (100) ...	1,5218 1,5240	+ 30 + 120	+ 130 + 180
D.M.	2,1330 2,1430	+ 30 + 100	+ 100 + 130
Fl.	1,9010 1,9240	+ 60 + 90	+ 130 + 140
F.R. (100) ...	12,72 13,74	+ 270 + 420	+ 330 + 670
F.S.	2,1310 2,1350	+ 120 + 150	+ 250 + 270
L. (1 000) ...	5,5010 5,5070	+ 300 + 400	+ 300 + 400
£	8,5000 8,5030	+ 120 + 300	+ 1200 + 1240

TAUX DES EURO-MONNAIES

D.M.	4	4 1/4	3 3/4	4 1/4	3 3/4	4 1/4	4	4 1/2
S.U.S.	4 1/4	6 1/2	6 1/2	6 3/4	6 3/4	7	7 1/4	7 1/2
Fl.	4 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
F.R.	4 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
F.S.	4 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
L.	4 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
£	4 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

LE TRIBUNAL DE NANTERRE ORDONNE LA RÉINTÉGRATION D'UN OUVRIER LICENCIÉ PAR RENAULT

Le tribunal de grande instance de Nanterre, se prononçant en référé, vient d'ordonner la réintégration de M. Mohamed Ben Lahouine à la Régie nationale des usines Renault, dans un poste compatible avec son état de santé. La direction de la régie Renault a décidé de faire appel de cette décision. Le licenciement de cet ouvrier marocain avait été à l'origine d'une grève d'une semaine en octobre. Le tribunal ordonne la réintégration de M. Ben Lahouine

« pour permettre le réexamen de son dossier » et a décidé de la réintégration de M. Mohamed Ben Lahouine à la Régie nationale des usines Renault, dans un poste compatible avec son état de santé. La direction de la régie Renault a décidé de faire appel de cette décision. Le licenciement de cet ouvrier marocain avait été à l'origine d'une grève d'une semaine en octobre. Le tribunal ordonne la réintégration de M. Ben Lahouine

● Les égoutiers de Paris, en grève depuis le 20 octobre, ont décidé, lundi 24 octobre, de poursuivre leur action. Les grévistes — plus de six cents, selon la C.G.T. — réclament un treizième mois de salaire, l'augmentation des effectifs et la révision de la grille des salaires.

● Occupation depuis trois semaines de l'usine Tozzi (fabrication de pièces détachées pour les automobiles), à Issy-les-Moulineaux, où les cinquante-deux ouvriers et cadres s'opposent à leur licenciement collectif. Ils ont jugé inacceptable la proposition d'une société de prendre en gérance libre l'établissement Tozzi sans garantie d'emploi.

● Les ouvriers de la société Ramer — une firme de négoce en vins — ont manifesté lundi 24 octobre devant le service des douanes de Bourg-en-Bresse (Ain). Ils entendaient ainsi protester contre le blocage de

20 000 hectolitres de vin italien conservés par les douanes en cuves plombées depuis plus de deux mois, pour lesquels le bulletin de dédouanement n'a pas été délivré, ce qui risquait d'entraîner un lock-out de l'ensemble des salariés de la société. Après quelques incidents, au cours desquels on gardait de la paix à été légèrement blessé, la manifestation a pris fin, les ouvriers ayant obtenu le déblocage de la moitié du contingent.

● A l'Association des anciens élèves de l'École centrale des arts et manufactures, M. François de Laage de Meux, directeur à la direction générale de la Compagnie générale d'électricité, vient d'être élu président en remplacement de M. Michel Becat, président-directeur général de la Société générale de fonderie.

DEMANDEZ NOTRE BROCHURE GRATUITE INTITULÉE
GUIDE

Merrill Lynch

DU MARCHÉ DES OPTIONS

Cette brochure vous enseigne les notions fondamentales nécessaires à la vente d'options et vous en délimite les risques et les profits. Un chapitre spécial est consacré aux techniques les plus raffinées auxquelles vous pouvez recourir. Elle expose le pour et le contre des options à découvert, les arbitrages variables.

Envoyez ce coupon à Merrill Lynch, Pierce, Fenner and Smith S.A.F., 96, avenue d'Étigny, 75116, PARIS:

Nom : _____ (écrire l'ensemble S.V.P.)

Adresse : _____

Localité : _____ N° postal : _____ Pays : _____

Téléphone privé : _____ Téléphone professionnel : _____

Les personnes déjà clientes de Merrill Lynch, Pierce, Fenner and Smith Inc. sont priées d'indiquer le nom de leur conseiller financier et l'adresse de son bureau.

AUTEUIL
HABILLE LES
HOMMES FORTS
CHEMISIERE
PRIET PORTER DE LUXE
SPORTSWEAR
89, RUE LAFAYETTE 75008 PARIS

Si vous êtes titulaire

• d'un DEUG, ou 1^{er} cycle universitaire, ou DUT

Accédez

• à un réel enseignement supérieur de 1^{re} gestion

Assurez-vous

• une véritable formation pour votre vie professionnelle

Par l'enseignement alterné

Renseignements :
Association pour l'enseignement alterné
(sous l'égide du groupe I.S.G.)

I.S.G. - 8, rue de Lota, 75116 Paris

مكتبة النجاشي

Chiffres 150

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS LONDRES NEW-YORK

24 OCTOBRE
Léger repli

Le début de la semaine boursière a été marqué par un léger repli des valeurs. Les investisseurs ont été touchés par la hausse des prix du pétrole et les inquiétudes liées à l'inflation. Cependant, le marché a retrouvé une certaine stabilité à la fin de la semaine.

Nouveau repli

Dans l'attente de la présentation du budget, le marché a subi un nouveau repli. Les investisseurs ont réagi négativement aux perspectives économiques et à la hausse des taux d'intérêt.

Nouvelle baisse

Traumatisé par la nouvelle hausse des taux d'intérêt, le New York Stock Exchange a connu une nouvelle baisse. Les investisseurs ont été inquiétés par la perspective d'une récession et la hausse des prix du pétrole.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET FINANCIÈRE DES AÉROPORTS ET CHANTIERS DE LA LOIRE
Le conseil d'administration a décidé de verser une somme de 10 millions de francs en faveur de la construction d'un pont sur la Loire.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Le dollar a subi une nouvelle baisse à Tokyo. Les investisseurs ont réagi négativement aux perspectives économiques et à la hausse des taux d'intérêt.

INDICES QUOTIDIENS

Le CAC 40 a subi une nouvelle baisse. Les investisseurs ont réagi négativement aux perspectives économiques et à la hausse des taux d'intérêt.

INDICES QUOTIDIENS

Le Nikkei a subi une nouvelle baisse. Les investisseurs ont réagi négativement aux perspectives économiques et à la hausse des taux d'intérêt.

BOURSE DE PARIS - 24 OCTOBRE - COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
5 % 1977	50 10	0 197	France I.A.R.D.	178	172	Lochabell Immoth.	186	185 90	Immothec	87 50	88 30
5 % 1978	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1979	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1980	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1981	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1982	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1983	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1984	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1985	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1986	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1987	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1988	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1989	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1990	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1991	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1992	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1993	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1994	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1995	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1996	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1997	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1998	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 1999	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2000	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2001	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2002	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2003	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2004	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2005	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2006	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2007	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2008	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2009	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2010	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2011	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2012	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2013	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2014	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2015	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2016	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2017	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2018	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2019	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2020	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2021	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2022	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2023	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2024	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2025	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2026	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2027	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2028	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2029	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2030	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2031	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2032	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2033	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2034	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2035	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2036	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2037	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2038	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2039	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2040	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2041	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2042	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2043	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2044	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2045	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2046	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2047	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2048	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2049	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2050	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2051	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2052	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2053	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2054	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2055	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2056	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2057	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2058	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2059	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2060	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2061	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2062	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2063	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2064	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2065	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2066	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2067	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2068	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2069	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2070	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2071	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2072	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2073	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2074	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2075	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2076	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2077	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell Immoth.	125	124	Lochabell Immoth.	88 20	88 30
5 % 2078	52 10	3 544	France (Ca.)	348	345	Lochabell					

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
RELIGION : « Orthodoxie », par Jean Guillemin ; « Les juifs dans la société française », par Jean-Marie Mayeur.
3. ETAT-MAJOR
- 4-5. EUROPE
6. DIPLOMATIE
7. AMERIQUES
8. PROCHE-ORIENT
- 9-10. AFRIQUE
TUNISIE : le pacte national « des démocrates socialistes met l'accent sur les libertés publiques ».
11. POLITIQUE
POINTS DE VUE : « Etre jeune giscardien c'est un peu comme être juif », par Georges Desroches.
12. RAPATRIÉS
13. COLLOQUES
Constitution et régionalisation.
14. EDUCATION
POINT DE VUE : « La deuxième consolidation », par Edmond Vondermeersch.
15. JUSTICE
16. SPORTS
17. DEFENSE
18. LETTRES
POINT DE VUE : « Palestiniens du droit d'auteur », par Armand Lanoux.

**LE MONDE DES SCIENCES
ET DES TECHNIQUES**
PAGES 19 ET 20
— Les travaux du mathématicien soviétique Grigori Tchebouchkine.
— Les « biocatalyseurs » de la chimie.
— Les obstacles à la vulgarisation scientifique.
— Vers une chimie écologique.

21. ACTUALITE MEDICALE
Infirmière émotionnelle, érudite, anxieuse et tranquillisante.
22. L'EVENEMENT
Sept cultures minoritaires.
- 23-24. ARTS ET SPECTACLES
- 25-26. REGIONS
CORSE : une île et ceux qui la regardent.
- 27-28. ECONOMIE - SOCIAL
A L'ETRANGER : la conférence syndicale arabo-africaine d'Alger.
BILLET : la rénovation de la forêt française.

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (28)
Annonces classées (27 à 30)
Aujourd'hui (37) ; Carrefour (16)
« Journal officiel » (37) ; Météorologie (37) ; Mots croisés (37) ; Bourses (43).

L'ATREILLE
LE SPECIALISTE
DU TRES BEAU VETEMENT
RAYON SPECIAL
POUR PERSONNES FORTES
HOMMES : du 54 au 64
FEMMES : jusqu'au 58
62, St-André-des-Arts, 6^e
Parking attenant à nos magasins

jsf
NOUVELLE BROCHURE 77
CHINE
Voyage en Chine Populaire
du 17 au 31/12/77
Canton Shanghai Pékin
6900 F
— VOUS SPECIAUX A.R. —
— TUNIS 780 F — AGADIR 900 F —
— ATHENES 900 F — MARRAKECH 900 F —
— LE CAIRE 1.200 F — NEW-YORK 1.500 F —
— TEHERAN 1.500 F — BOMBAY 2.100 F —
— BANGKOK 2.200 F — RIO 2.400 F —
— 1000 F pour les autres destinations
Documentation et inscriptions à
jeunes sans frontière
75000 PARIS - 2, rue de la Harpe 75001
75006 PARIS - 4, rue du Montparnasse 75006

A Stuttgart

MM. Walter Scheel et Helmut Schmidt assistent aux obsèques de Hanns-Martin Schleyer

De notre envoyé spécial

Stuttgart. — Toute la République fédérale d'Allemagne avait ses yeux tournés vers la capitale du Bade-Wurtemberg. La cérémonie funéraire de la mémoire de Hanns-Martin Schleyer, retrouvé assassiné le 18 octobre dernier, à Mülhausen, a commencé à 10 h 30, en l'église Saint-Eberhard de Stuttgart, au cœur même de la ville. Le rang et le nombre des invités rappelaient à tous qu'il s'agissait de funérailles nationales, comme ce fut le cas pour le procureur général Siegfried Buback et le président de la Draisner Bank Jürgen Ponto, tués cette même année par des terroristes.

Devant l'église de Rottemburg, Georg Meier, qui officiait, se trouvait presque huit cents personnes. M. Walter Scheel, président de la République fédérale, et le vice-chancelier Hans-Dietrich Genscher, venaient en tête des membres du gouvernement fédéral. De nombreux représentants des Länder, des chambres patronales et des organisations syndicales, ont pris part à la cérémonie, à l'issue de laquelle M. Scheel devait prononcer un discours, de même que M. Joachim Zahn, président du directeur de Daimler-Benz.

A l'appel des organisations syndicales et patronales, il était prévu d'observer trois minutes de silence, à partir de 10 h 30, sur tous les lieux de travail du pays. Les deux premières chaînes de télévision ont retransmis en direct la service religieux. Ce dernier était particulièrement protégé, puisque les hommes du « G8 G », commando anti-terroriste qui a libéré les otages de Mogadiscio, se trouvaient autour de l'église, et que de très nombreuses mesures de sécurité avaient été prises pour prévenir tout attentat terroriste.

Ce mardi après-midi, Mme Waltrude Schleyer devait assister, entourée de ses quatre fils, à l'enterrement de son mari au cimetière est de Stuttgart. A la demande de Mme Schleyer, la section d'infanterie militaire ne devait avoir lieu pour rendre hommage au « patron des patrons » ouest-allemand. — L. G.

ELECTION DE TROIS CORRESPONDANTS A L'ACADEMIE DES SCIENCES

Lors de sa séance du lundi 24 octobre, l'Académie des sciences a élu trois correspondants dans la section de mathématiques : M. Bernard Malgouyres, Paul Mallavin Jacques Titi.

M. Bernard Malgouyres est né le 6 juillet 1928 à Paris. Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, il est docteur de sciences et directeur de recherche au laboratoire de mathématiques pures de l'université de Grenoble associé au C.N.R.S. Il a été professeur à l'université de Grenoble de 1962 à 1965, à l'université de Paris-VI de 1965 à 1968, à l'université de Paris-IX de 1968 à 1970, à l'université de Paris-IV de 1970 à 1972, à l'université de Paris-VI de 1972 à 1975, à l'université de Paris-IX de 1975 à 1977, à l'université de Paris-IV de 1977 à 1978, à l'université de Paris-VI de 1978 à 1979, à l'université de Paris-IX de 1979 à 1980, à l'université de Paris-IV de 1980 à 1981, à l'université de Paris-VI de 1981 à 1982, à l'université de Paris-IX de 1982 à 1983, à l'université de Paris-IV de 1983 à 1984, à l'université de Paris-VI de 1984 à 1985, à l'université de Paris-IX de 1985 à 1986, à l'université de Paris-IV de 1986 à 1987, à l'université de Paris-VI de 1987 à 1988, à l'université de Paris-IX de 1988 à 1989, à l'université de Paris-IV de 1989 à 1990, à l'université de Paris-VI de 1990 à 1991, à l'université de Paris-IX de 1991 à 1992, à l'université de Paris-IV de 1992 à 1993, à l'université de Paris-VI de 1993 à 1994, à l'université de Paris-IX de 1994 à 1995, à l'université de Paris-IV de 1995 à 1996, à l'université de Paris-VI de 1996 à 1997, à l'université de Paris-IX de 1997 à 1998, à l'université de Paris-IV de 1998 à 1999, à l'université de Paris-VI de 1999 à 2000, à l'université de Paris-IX de 2000 à 2001, à l'université de Paris-IV de 2001 à 2002, à l'université de Paris-VI de 2002 à 2003, à l'université de Paris-IX de 2003 à 2004, à l'université de Paris-IV de 2004 à 2005, à l'université de Paris-VI de 2005 à 2006, à l'université de Paris-IX de 2006 à 2007, à l'université de Paris-IV de 2007 à 2008, à l'université de Paris-VI de 2008 à 2009, à l'université de Paris-IX de 2009 à 2010, à l'université de Paris-IV de 2010 à 2011, à l'université de Paris-VI de 2011 à 2012, à l'université de Paris-IX de 2012 à 2013, à l'université de Paris-IV de 2013 à 2014, à l'université de Paris-VI de 2014 à 2015, à l'université de Paris-IX de 2015 à 2016, à l'université de Paris-IV de 2016 à 2017, à l'université de Paris-VI de 2017 à 2018, à l'université de Paris-IX de 2018 à 2019, à l'université de Paris-IV de 2019 à 2020, à l'université de Paris-VI de 2020 à 2021, à l'université de Paris-IX de 2021 à 2022, à l'université de Paris-IV de 2022 à 2023, à l'université de Paris-VI de 2023 à 2024, à l'université de Paris-IX de 2024 à 2025, à l'université de Paris-IV de 2025 à 2026, à l'université de Paris-VI de 2026 à 2027, à l'université de Paris-IX de 2027 à 2028, à l'université de Paris-IV de 2028 à 2029, à l'université de Paris-VI de 2029 à 2030, à l'université de Paris-IX de 2030 à 2031, à l'université de Paris-IV de 2031 à 2032, à l'université de Paris-VI de 2032 à 2033, à l'université de Paris-IX de 2033 à 2034, à l'université de Paris-IV de 2034 à 2035, à l'université de Paris-VI de 2035 à 2036, à l'université de Paris-IX de 2036 à 2037, à l'université de Paris-IV de 2037 à 2038, à l'université de Paris-VI de 2038 à 2039, à l'université de Paris-IX de 2039 à 2040, à l'université de Paris-IV de 2040 à 2041, à l'université de Paris-VI de 2041 à 2042, à l'université de Paris-IX de 2042 à 2043, à l'université de Paris-IV de 2043 à 2044, à l'université de Paris-VI de 2044 à 2045, à l'université de Paris-IX de 2045 à 2046, à l'université de Paris-IV de 2046 à 2047, à l'université de Paris-VI de 2047 à 2048, à l'université de Paris-IX de 2048 à 2049, à l'université de Paris-IV de 2049 à 2050, à l'université de Paris-VI de 2050 à 2051, à l'université de Paris-IX de 2051 à 2052, à l'université de Paris-IV de 2052 à 2053, à l'université de Paris-VI de 2053 à 2054, à l'université de Paris-IX de 2054 à 2055, à l'université de Paris-IV de 2055 à 2056, à l'université de Paris-VI de 2056 à 2057, à l'université de Paris-IX de 2057 à 2058, à l'université de Paris-IV de 2058 à 2059, à l'université de Paris-VI de 2059 à 2060, à l'université de Paris-IX de 2060 à 2061, à l'université de Paris-IV de 2061 à 2062, à l'université de Paris-VI de 2062 à 2063, à l'université de Paris-IX de 2063 à 2064, à l'université de Paris-IV de 2064 à 2065, à l'université de Paris-VI de 2065 à 2066, à l'université de Paris-IX de 2066 à 2067, à l'université de Paris-IV de 2067 à 2068, à l'université de Paris-VI de 2068 à 2069, à l'université de Paris-IX de 2069 à 2070, à l'université de Paris-IV de 2070 à 2071, à l'université de Paris-VI de 2071 à 2072, à l'université de Paris-IX de 2072 à 2073, à l'université de Paris-IV de 2073 à 2074, à l'université de Paris-VI de 2074 à 2075, à l'université de Paris-IX de 2075 à 2076, à l'université de Paris-IV de 2076 à 2077, à l'université de Paris-VI de 2077 à 2078, à l'université de Paris-IX de 2078 à 2079, à l'université de Paris-IV de 2079 à 2080, à l'université de Paris-VI de 2080 à 2081, à l'université de Paris-IX de 2081 à 2082, à l'université de Paris-IV de 2082 à 2083, à l'université de Paris-VI de 2083 à 2084, à l'université de Paris-IX de 2084 à 2085, à l'université de Paris-IV de 2085 à 2086, à l'université de Paris-VI de 2086 à 2087, à l'université de Paris-IX de 2087 à 2088, à l'université de Paris-IV de 2088 à 2089, à l'université de Paris-VI de 2089 à 2090, à l'université de Paris-IX de 2090 à 2091, à l'université de Paris-IV de 2091 à 2092, à l'université de Paris-VI de 2092 à 2093, à l'université de Paris-IX de 2093 à 2094, à l'université de Paris-IV de 2094 à 2095, à l'université de Paris-VI de 2095 à 2096, à l'université de Paris-IX de 2096 à 2097, à l'université de Paris-IV de 2097 à 2098, à l'université de Paris-VI de 2098 à 2099, à l'université de Paris-IX de 2099 à 2100, à l'université de Paris-IV de 2100 à 2101, à l'université de Paris-VI de 2101 à 2102, à l'université de Paris-IX de 2102 à 2103, à l'université de Paris-IV de 2103 à 2104, à l'université de Paris-VI de 2104 à 2105, à l'université de Paris-IX de 2105 à 2106, à l'université de Paris-IV de 2106 à 2107, à l'université de Paris-VI de 2107 à 2108, à l'université de Paris-IX de 2108 à 2109, à l'université de Paris-IV de 2109 à 2110, à l'université de Paris-VI de 2110 à 2111, à l'université de Paris-IX de 2111 à 2112, à l'université de Paris-IV de 2112 à 2113, à l'université de Paris-VI de 2113 à 2114, à l'université de Paris-IX de 2114 à 2115, à l'université de Paris-IV de 2115 à 2116, à l'université de Paris-VI de 2116 à 2117, à l'université de Paris-IX de 2117 à 2118, à l'université de Paris-IV de 2118 à 2119, à l'université de Paris-VI de 2119 à 2120, à l'université de Paris-IX de 2120 à 2121, à l'université de Paris-IV de 2121 à 2122, à l'université de Paris-VI de 2122 à 2123, à l'université de Paris-IX de 2123 à 2124, à l'université de Paris-IV de 2124 à 2125, à l'université de Paris-VI de 2125 à 2126, à l'université de Paris-IX de 2126 à 2127, à l'université de Paris-IV de 2127 à 2128, à l'université de Paris-VI de 2128 à 2129, à l'université de Paris-IX de 2129 à 2130, à l'université de Paris-IV de 2130 à 2131, à l'université de Paris-VI de 2131 à 2132, à l'université de Paris-IX de 2132 à 2133, à l'université de Paris-IV de 2133 à 2134, à l'université de Paris-VI de 2134 à 2135, à l'université de Paris-IX de 2135 à 2136, à l'université de Paris-IV de 2136 à 2137, à l'université de Paris-VI de 2137 à 2138, à l'université de Paris-IX de 2138 à 2139, à l'université de Paris-IV de 2139 à 2140, à l'université de Paris-VI de 2140 à 2141, à l'université de Paris-IX de 2141 à 2142, à l'université de Paris-IV de 2142 à 2143, à l'université de Paris-VI de 2143 à 2144, à l'université de Paris-IX de 2144 à 2145, à l'université de Paris-IV de 2145 à 2146, à l'université de Paris-VI de 2146 à 2147, à l'université de Paris-IX de 2147 à 2148, à l'université de Paris-IV de 2148 à 2149, à l'université de Paris-VI de 2149 à 2150, à l'université de Paris-IX de 2150 à 2151, à l'université de Paris-IV de 2151 à 2152, à l'université de Paris-VI de 2152 à 2153, à l'université de Paris-IX de 2153 à 2154, à l'université de Paris-IV de 2154 à 2155, à l'université de Paris-VI de 2155 à 2156, à l'université de Paris-IX de 2156 à 2157, à l'université de Paris-IV de 2157 à 2158, à l'université de Paris-VI de 2158 à 2159, à l'université de Paris-IX de 2159 à 2160, à l'université de Paris-IV de 2160 à 2161, à l'université de Paris-VI de 2161 à 2162, à l'université de Paris-IX de 2162 à 2163, à l'université de Paris-IV de 2163 à 2164, à l'université de Paris-VI de 2164 à 2165, à l'université de Paris-IX de 2165 à 2166, à l'université de Paris-IV de 2166 à 2167, à l'université de Paris-VI de 2167 à 2168, à l'université de Paris-IX de 2168 à 2169, à l'université de Paris-IV de 2169 à 2170, à l'université de Paris-VI de 2170 à 2171, à l'université de Paris-IX de 2171 à 2172, à l'université de Paris-IV de 2172 à 2173, à l'université de Paris-VI de 2173 à 2174, à l'université de Paris-IX de 2174 à 2175, à l'université de Paris-IV de 2175 à 2176, à l'université de Paris-VI de 2176 à 2177, à l'université de Paris-IX de 2177 à 2178, à l'université de Paris-IV de 2178 à 2179, à l'université de Paris-VI de 2179 à 2180, à l'université de Paris-IX de 2180 à 2181, à l'université de Paris-IV de 2181 à 2182, à l'université de Paris-VI de 2182 à 2183, à l'université de Paris-IX de 2183 à 2184, à l'université de Paris-IV de 2184 à 2185, à l'université de Paris-VI de 2185 à 2186, à l'université de Paris-IX de 2186 à 2187, à l'université de Paris-IV de 2187 à 2188, à l'université de Paris-VI de 2188 à 2189, à l'université de Paris-IX de 2189 à 2190, à l'université de Paris-IV de 2190 à 2191, à l'université de Paris-VI de 2191 à 2192, à l'université de Paris-IX de 2192 à 2193, à l'université de Paris-IV de 2193 à 2194, à l'université de Paris-VI de 2194 à 2195, à l'université de Paris-IX de 2195 à 2196, à l'université de Paris-IV de 2196 à 2197, à l'université de Paris-VI de 2197 à 2198, à l'université de Paris-IX de 2198 à 2199, à l'université de Paris-IV de 2199 à 2200, à l'université de Paris-VI de 2200 à 2201, à l'université de Paris-IX de 2201 à 2202, à l'université de Paris-IV de 2202 à 2203, à l'université de Paris-VI de 2203 à 2204, à l'université de Paris-IX de 2204 à 2205, à l'université de Paris-IV de 2205 à 2206, à l'université de Paris-VI de 2206 à 2207, à l'université de Paris-IX de 2207 à 2208, à l'université de Paris-IV de 2208 à 2209, à l'université de Paris-VI de 2209 à 2210, à l'université de Paris-IX de 2210 à 2211, à l'université de Paris-IV de 2211 à 2212, à l'université de Paris-VI de 2212 à 2213, à l'université de Paris-IX de 2213 à 2214, à l'université de Paris-IV de 2214 à 2215, à l'université de Paris-VI de 2215 à 2216, à l'université de Paris-IX de 2216 à 2217, à l'université de Paris-IV de 2217 à 2218, à l'université de Paris-VI de 2218 à 2219, à l'université de Paris-IX de 2219 à 2220, à l'université de Paris-IV de 2220 à 2221, à l'université de Paris-VI de 2221 à 2222, à l'université de Paris-IX de 2222 à 2223, à l'université de Paris-IV de 2223 à 2224, à l'université de Paris-VI de 2224 à 2225, à l'université de Paris-IX de 2225 à 2226, à l'université de Paris-IV de 2226 à 2227, à l'université de Paris-VI de 2227 à 2228, à l'université de Paris-IX de 2228 à 2229, à l'université de Paris-IV de 2229 à 2230, à l'université de Paris-VI de 2230 à 2231, à l'université de Paris-IX de 2231 à 2232, à l'université de Paris-IV de 2232 à 2233, à l'université de Paris-VI de 2233 à 2234, à l'université de Paris-IX de 2234 à 2235, à l'université de Paris-IV de 2235 à 2236, à l'université de Paris-VI de 2236 à 2237, à l'université de Paris-IX de 2237 à 2238, à l'université de Paris-IV de 2238 à 2239, à l'université de Paris-VI de 2239 à 2240, à l'université de Paris-IX de 2240 à 2241, à l'université de Paris-IV de 2241 à 2242, à l'université de Paris-VI de 2242 à 2243, à l'université de Paris-IX de 2243 à 2244, à l'université de Paris-IV de 2244 à 2245, à l'université de Paris-VI de 2245 à 2246, à l'université de Paris-IX de 2246 à 2247, à l'université de Paris-IV de 2247 à 2248, à l'université de Paris-VI de 2248 à 2249, à l'université de Paris-IX de 2249 à 2250, à l'université de Paris-IV de 2250 à 2251, à l'université de Paris-VI de 2251 à 2252, à l'université de Paris-IX de 2252 à 2253, à l'université de Paris-IV de 2253 à 2254, à l'université de Paris-VI de 2254 à 2255, à l'université de Paris-IX de 2255 à 2256, à l'université de Paris-IV de 2256 à 2257, à l'université de Paris-VI de 2257 à 2258, à l'université de Paris-IX de 2258 à 2259, à l'université de Paris-IV de 2259 à 2260, à l'université de Paris-VI de 2260 à 2261, à l'université de Paris-IX de 2261 à 2262, à l'université de Paris-IV de 2262 à 2263, à l'université de Paris-VI de 2263 à 2264, à l'université de Paris-IX de 2264 à 2265, à l'université de Paris-IV de 2265 à 2266, à l'université de Paris-VI de 2266 à 2267, à l'université de Paris-IX de 2267 à 2268, à l'université de Paris-IV de 2268 à 2269, à l'université de Paris-VI de 2269 à 2270, à l'université de Paris-IX de 2270 à 2271, à l'université de Paris-IV de 2271 à 2272, à l'université de Paris-VI de 2272 à 2273, à l'université de Paris-IX de 2273 à 2274, à l'université de Paris-IV de 2274 à 2275, à l'université de Paris-VI de 2275 à 2276, à l'université de Paris-IX de 2276 à 2277, à l'université de Paris-IV de 2277 à 2278, à l'université de Paris-VI de 2278 à 2279, à l'université de Paris-IX de 2279 à 2280, à l'université de Paris-IV de 2280 à 2281, à l'université de Paris-VI de 2281 à 2282, à l'université de Paris-IX de 2282 à 2283, à l'université de Paris-IV de 2283 à 2284, à l'université de Paris-VI de 2284 à 2285, à l'université de Paris-IX de 2285 à 2286, à l'université de Paris-IV de 2286 à 2287, à l'université de Paris-VI de 2287 à 2288, à l'université de Paris-IX de 2288 à 2289, à l'université de Paris-IV de 2289 à 2290, à l'université de Paris-VI de 2290 à 2291, à l'université de Paris-IX de 2291 à 2292, à l'université de Paris-IV de 2292 à 2293, à l'université de Paris-VI de 2293 à 2294, à l'université de Paris-IX de 2294 à 2295, à l'université de Paris-IV de 2295 à 2296, à l'université de Paris-VI de 2296 à 2297, à l'université de Paris-IX de 2297 à 2298, à l'université de Paris-IV de 2298 à 2299, à l'université de Paris-VI de 2299 à 2300, à l'université de Paris-IX de 2300 à 2301, à l'université de Paris-IV de 2301 à 2302, à l'université de Paris-VI de 2302 à 2303, à l'université de Paris-IX de 2303 à 2304, à l'université de Paris-IV de 2304 à 2305, à l'université de Paris-VI de 2305 à 2306, à l'université de Paris-IX de 2306 à 2307, à l'université de Paris-IV de 2307 à 2308, à l'université de Paris-VI de 2308 à 2309, à l'université de Paris-IX de 2309 à 2310, à l'université de Paris-IV de 2310 à 2311, à l'université de Paris-VI de 2311 à 2312, à l'université de Paris-IX de 2312 à 2313, à l'université de Paris-IV de 2313 à 2314, à l'université de Paris-VI de 2314 à 2315, à l'université de Paris-IX de 2315 à 2316, à l'université de Paris-IV de 2316 à 2317, à l'université de Paris-VI de 2317 à 2318, à l'université de Paris-IX de 2318 à 2319, à l'université de Paris-IV de 2319 à 2320, à l'université de Paris-VI de 2320 à 2321, à l'université de Paris-IX de 2321 à 2322, à l'université de Paris-IV de 2322 à 2323, à l'université de Paris-VI de 2323 à 2324, à l'université de Paris-IX de 2324 à 2325, à l'université de Paris-IV de 2325 à 2326, à l'université de Paris-VI de 2326 à 2327, à l'université de Paris-IX de 2327 à 2328, à l'université de Paris-IV de 2328 à 2329, à l'université de Paris-VI de 2329 à 2330, à l'université de Paris-IX de 2330 à 2331, à l'université de Paris-IV de 2331 à 2332, à l'université de Paris-VI de 2332 à 2333, à l'université de Paris-IX de 2333 à 2334, à l'université de Paris-IV de 2334 à 2335, à l'université de Paris-VI de 2335 à 2336, à l'université de Paris-IX de 2336 à 2337, à l'université de Paris-IV de 2337 à 2338, à l'université de Paris-VI de 2338 à 2339, à l'université de Paris-IX de 2339 à 2340, à l'université de Paris-IV de 2340 à 2341, à l'université de Paris-VI de 2341 à 2342, à l'université de Paris-IX de 2342 à 2343, à l'université de Paris-IV de 2343 à 2344, à l'université de Paris-VI de 2344 à 2345, à l'université de Paris-IX de 2345 à 2346, à l'université de Paris-IV de 2346 à 2347, à l'université de Paris-VI de 2347 à 2348, à l'université de Paris-IX de 2348 à 2349, à l'université de Paris-IV de 2349 à 2350, à l'université de Paris-VI de 2350 à 2351, à l'université de Paris-IX de 2351 à 2352, à l'université de Paris-IV de 2352 à 2353, à l'université de Paris-VI de 2353 à 2354, à l'université de Paris-IX de 2354 à 2355, à l'université de Paris-IV de 2355 à 2356, à l'université de Paris-VI de 2356 à 2357, à l'université de Paris-IX de 2357 à 2358, à l'université de Paris-IV de 2358 à 2359, à l'université de Paris-VI de 2359 à 2360, à l'université de Paris-IX de 2360 à 2361, à l'université de Paris-IV de 2361 à 2362, à l'université de Paris-VI de 2362 à 2363, à l'université de Paris-IX de 2363 à 2364, à l'université de Paris-IV de 2364 à 2365, à l'université de Paris-VI de 2365 à 2366, à l'université de Paris-IX de 2366 à 2367, à l'université de Paris-IV de 2367 à 2368, à l'université de Paris-VI de 2368 à 2369, à l'université de Paris-IX de 2369 à 2370, à l'université de Paris-IV de 2370 à 2371, à l'université de Paris-VI de 2371 à 2372, à l'université de Paris-IX de 2372 à 2373, à l'université de Paris-IV de 2373 à 2374, à l'université de Paris-VI de 2374 à 2375, à l'université de Paris-IX de 2375 à 2376, à l'université de Paris-IV de 2376 à 2377, à l'université de Paris-VI de 2377 à 2378, à l'université de Paris-IX de 2378 à 2379, à l'université de Paris-IV de 2379 à 2380, à l'université de Paris-VI de 2380 à 2381, à l'université de Paris-IX de 2381 à 2382, à l'université de Paris-IV de 2382 à 2383, à l'université de Paris-VI de 2383 à 2384, à l'université de Paris-IX de 2384 à 2385, à l'université de Paris-IV de 2385 à 2386, à l'université de Paris-VI de 2386 à 2387, à l'université de Paris-IX de 2387 à 2388, à l'université de Paris-IV de 2388 à 2389, à l'université de Paris-VI de 2389 à 2390, à l'université de Paris-IX de 2390 à 2391, à l'université de Paris-IV de 2391 à 2392, à l'université de Paris-VI de 2392 à 2393, à l'université de Paris-IX de 2393 à 2394, à l'université de Paris-IV de 2394 à 2395, à l'université de Paris-VI de 2395 à 2396, à l'université de Paris-IX de 2396 à 2397, à l'université de Paris-IV de 2397 à 2398, à l'université de Paris-VI de 2398 à 2399, à l'université de Paris-IX de 2399 à 2400, à l'université de Paris-IV de 2400 à 2401, à l'université de Paris-VI de 2401 à 2402, à l'université de Paris-IX de 2402 à 2403, à l'université de Paris-IV de 2403 à 2404, à l'université de Paris-VI de 2404 à 2405, à l'université de Paris-IX de 2405 à 2406, à l'université de Paris-IV de 2406 à 2407, à l'université de Paris-VI de 2407 à 2408, à l'université de Paris-IX de 2408 à 2409, à l'université de Paris-IV de 2409 à 2410, à l'université de Paris-VI de 2410 à 2411, à l'université de Paris-IX de 2411 à 2412, à l'université de Paris-IV de 2412 à 2413, à l'université de Paris-VI de 2413 à 2414, à l'université de Paris-IX de 2414 à 2415, à l'université de Paris-IV de 2415 à 2416, à l'université de Paris-VI de 2416 à 2417, à l'université de Paris-IX de 2417 à 2418, à l'université de Paris-IV de 2418 à 2419, à l'université de Paris-VI de 2419 à 2420, à l'université de Paris-IX de 2420 à 2421, à l'université de Paris-IV de 2421 à 2422, à l'université de Paris-VI de 2422 à 2423, à l'université de Paris-IX de 2423 à 2424, à l'université de Paris-IV de 2424 à 2425, à l'université de Paris-VI de 2425 à 2426, à l'université de Paris-IX de 2426 à 2427, à l'université de Paris-IV de 2427 à 2428, à l'université de Paris-VI de 2428 à 2429, à l'université de Paris-IX de 2429 à 2430, à l'université de Paris